ICAL ROOM
AL LIBRARY
OF MICH.

FEB 12 1937

REVUE DE PARIS

1er FÉVRIER 1937

AUL CLAUDEL.	*Paul Verlaine*	481
OSEPH BARTHÉLEMY.	*Agonie de la Liberté*	502
OMERSET MAUGHAM.	*Servitude humaine. — II.*	520
EORGES-R. MANUE.	*Le Maroc retrouve l'espoir*	550
ARCEL ARLAND.	*Veillée*	568
.-P. DUCHEMIN.	*Sur l'Accord Matignon*	584
AURICE LANOIRE.	*Eugène O'Neill*	595
★ ★ ★	*Réflexions sur l'Armée allemande*	612
me St-RENÉ TAILLANDIER.	*Sully à Londres*	622
D. GISCARD D'ESTAING.	*L'Open Market*	654
AUL ALFASSA.	*L'Exposition Blake et Turner*	665
ONSTANTIN PHOTIADÈS.	*Le Concert et le Ballet*	679
RANÇOIS LEUWEN.	*La Situation politique*	692
LBERT FLAMENT.	*Tableaux de Paris*	700

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 fr. 50.

44e ANNÉE NUMÉRO 3

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

En tête de la livraison de février 1837 paraissait un article de Nisard c sacré à Lamartine, article admiratif d'un certain point de vue, sans doute, m où les réserves l'emportaient encore sur les louanges. Ce qui nous semble aujo d'hui faire l'intérêt de cette étude, c'est que l'auteur y exprimait à l'égard romantisme une extrême défiance. Faut-il en conclure que, du point de de la sensibilité, les modes lancées par les plus illustres écrivains, ne respondent que dans une mesure limitée à ce qu'éprouve autour d'eux commun des mortels?

.... « Un des sujets les plus populaires de la poésie au XIXe siècle, la sou banale où vont puiser tous ceux qui se mêlent de vers, c'est cette métap sique de douleurs sans cause, d'ennuis inexprimables, de langueurs de ge en santé, où s'inspirent uniformément maîtres et disciples. Ce ne sont, da leur langage métaphorique, que coupes qui se brisent dans la main au mome où l'on veut y boire, ou qui, au lieu d'un vin pur et cordial, ne contiennent c lie et poison; que fleurs qui se fanent avant de s'épanouir, que miroirs do les éclats déchirent la main de celui qui a cru y voir un moment la vérité; ne sont que sueurs et défaillances, que sublimes duperies, que faux dés q ruinent tous les joueurs, que plaisirs douloureux, que douleurs délicieus Eh bien! supposez des générations mieux assises que les nôtres, ou emporté vers l'avenir d'un mouvement trop rapide pour s'attarder dans des analy microscopiques de toutes les plaies du présent, que restera-t-il pour ces géné tions de notre métaphysique et de ses oisives rêveries? En quelle pitié ne no prendront-elles pas, nous dont la pensée est malade avant que de naître, et q au lieu d'entrer courageusement en lutte avec les difficultés de la vie, no croisons les bras et nous écoutons souffrir, ou nous inoculons par imitation d douleurs à la mode? Quel effet ferons-nous à ceux de ces générations occup qui trouveront le temps de feuilleter les poètes de notre âge? Ce sont d maladies de tête, diront-ils; il faut que ces mélancolies aient été obten par un régime particulier de vie; ces gens-là ont dû faire du jour la nuit; ils o écrit ces choses, à l'heure où nous dormons, à la clarté vacillante de quelq lampe du moyen âge, bien différents des maîtres du XVIIe siècle, lesqu travaillaient à la lumière du soleil, qui est la « vraie joie des yeux », sel l'expression du plus grand d'entre eux, de Bossuet. Ils ont dû s'enivrer silence et de solitude nocturne, et forcer leurs corps appauvris par les fatig de la vie contentieuse, par les longs entretiens, par les plaisirs, à rester debo et à veiller pendant qu'ils faisaient leurs vers maladifs. En tout cas, ajou ront-ils, ce n'est pas là l'homme; non, pas plus que l'épicurien grossier q à table jusqu'au cou, chanterait les sales voluptés du corps, et insulterait sa santé et de sa joie ceux qui souffrent et ceux qui meurent! »

PAUL VERLAINE

POÈTE DE LA NATURE ET POÈTE CHRÉTIEN

Quand j'étais étudiant et que le long trottoir de la rue Gay-Lussac prolongeait pour moi les glorieuses glissades vers l'avenir de l'écolier ébouriffé, il m'arrivait souvent de rencontrer au cours de la même promenade deux boiteux. L'un était un petit homme à barbiche pointue, coiffé d'une calotte et le nez chevauché d'un lorgnon, qui me rappelait d'une manière peu confortable le souvenir de mes professeurs de Louis-le-Grand. L'autre, beaucoup plus intéressant pour moi, avec sa barbe inculte de trimardeur, sa jambe qui fauche et son petit œil insolent et rêveur, qui, un gros bâton à la main, s'acheminait, là-bas, près du Luxembourg, vers le café François Premier pour y aromatiser ses rêves :

Dans le flot sans honneur de quelque noir mélange.

L'un de ces boiteux s'appelait Pasteur et l'autre s'appelait Paul Verlaine.

J'aimais Verlaine. Après Baudelaire, ses vers, soit aux pages du petit journal *Lutèce*, soit dans ces minces volumes à demi secrets que laissait échapper de temps en temps à l'ombre de Notre-Dame l'éditeur Vanier, ont été la grande découverte de mon adolescence. Je me répétais à moi-même les vers délicieux de la *Bonne Chanson*, des *Fêtes galantes*, dont les musi-

1. Conférence lue à l'Académie de Bruxelles.

ciens à ce moment ne nous avaient pas encore expropriés, et surtout de ces *Romances sans paroles*, qui avaient pour moi l'incomparable prestige d'avoir été écrites directement sous l'influence de Rimbaud.

Plus fidèle que tant de compagnons de mes rêveries anciennes, Paul Verlaine ne m'a pas quitté. Avec Victor Hugo je n'ai jamais eu que les relations les plus froides. Les noms de Leconte de Lisle et de Flaubert me sont devenus totalement indifférents. Richard Wagner, dès que j'ai entendu sa musique non plus au concert mais au théâtre, s'est d'un seul coup englouti pour moi sous les ruines de son Walhalla de carton. Mais, après l'avoir plus ou moins longtemps oublié, je finis toujours par réentendre derrière moi le choc sur l'asphalte du bâton et du pied claudicant du pauvre pèlerin qui semble scander à mes oreilles le conseil de son *Art poétique :*

Préfère, poète, préfère, préfère, préfère l'impair!

Cette boiterie de Verlaine, cette allure blessée entre le ciel et la terre comme d'un grand oiseau dont on a coupé les rémiges, ce parallèle et cette alternative, ce pied qui refuse de céder à l'aile et qui continue à chercher douloureusement son chemin dans la boue cependant qu'au-dessus de lui le membre spirituel essaie désespérément de s'élever, cet ange qui, comme chez Baudelaire, ne relaie plus la brute assoupie, mais qui essaie misérablement et tellement quellement de faire ménage avec elle, le thème, le conflit de cette double note obstinée, il me semble que je ne cesse pas de l'entendre sur mes talons, cependant que j'essaie de vous entraîner *per angusta ad augusta* à travers l'œuvre du touchant poète, depuis les lisières azurées de la forêt d'Ardenne jusqu'à cette tache lumineuse que fait sur un mur de prison et d'hôpital l'invisible soleil de Dieu.

On a dit non sans raison que tout poète était prophète comme l'indique le double sens du terme latin *vates*. Dès le début il a le sentiment de sa vocation, il est conscient de ce qu'il a à dire et de tout ce que la vie, pour alimenter ce cri obscur qui s'éveille en lui, va lui fournir de matière et d'occasion. C'est ainsi que sur les bancs du lycée, Baudelaire écrit ce distique où tient l'expérience d'une longue vie et où se

résume d'avance tout ce qu'une amère destinée réservait à ce cœur faible et profond.

Tous les êtres aimés
Sont des vases de fiel qu'on boit les yeux fermés.

Verlaine, lui aussi, dès son enrôlement dans cette troupe des *poètes maudits* dont il devait plus tard inscrire les noms sur les pages sanglantes de la renommée, semble avoir été investi de cet étrange don de clairvoyance. Non seulement il a su qu'il devait mourir à cinquante-deux ans (le millésime se trouve inscrit dans l'un de ses poèmes) mais dès le seuil de sa carrière il en a prévu et décrit le déroulement pathétique. Ce n'est pas sans émotion qu'on lit à la première page de son premier livre, les *Poèmes saturniens*, la pièce suivante :

Les Sages d'autrefois, qui valaient bien ceux-ci,
Crurent, et c'est un point encor mal éclairci,
Lire au ciel les bonheurs ainsi que les désastres,
Et que chaque âme était liée à l'un des astres.
(On a beaucoup raillé, sans penser que souvent
Le rire est ridicule autant que décevant,
Cette explication du mystère nocturne.)
Or ceux-là qui sont nés sous le signe Saturne,
Fauve planète, chère aux nécromanciens,
Ont entre tous, d'après les grimoires anciens,
Bonne part de malheur et bonne part de bile.
L'Imagination, inquiète et débile,
Vient rendre nul en eux l'effort de la Raison.
Dans leurs veines le sang, subtil comme un poison,
Brûlant comme une lave, et rare, coule et roule
En grésillant leur triste Idéal qui s'écroule.
Tels les Saturniens doivent souffrir et tels
Mourir, — en admettant que nous soyons mortels,
Leur plan de vie étant dessiné ligne à ligne
Par la logique d'une influence maligne.

et quelques pages plus loin :

Lasse de vivre, ayant peur de mourir, pareille
Au brick perdu, jouet du flux et du reflux
Mon âme vers d'affreux rivages appareille.

et, un peu plus tard, détonnant sinistrement au milieu des joies nuptiales de la *Bonne Chanson*, ce poème qui s'ouvre

comme une rue fangeuse du Quartier Latin sur un tout petit coin là-haut dans le ciel d'espérance et de sérénité :

Le bruit des cabarets, la fange des trottoirs,
Les platanes déchus s'effeuillant dans l'air noir,
L'omnibus, ouragan de ferraille et de boues,
Qui grince, mal assis entre ses quatre roues,
Et roule ses yeux verts et rouges lentement,
Toits qui dégouttent, murs suintants, pavé qui glisse,
Bitume défoncé, ruisseau comblant l'égout,
Voilà ma route — avec le paradis au bout.

Les rapports entre le milieu et l'artiste ne sont pas une pure et simple imagination de la critique. Le poète est l'homme qui parle à la place de tout ce qui se tait autour de lui, non seulement de ces candidats à l'existence que la plume d'un Balzac ou le crayon d'un Daumier a promus jusqu'à la dignité du type, mais cette nature qui attend de nous avec nous, suivant l'expression mystérieuse du grand Livre, *la révélation des enfants de Dieu.* Virgile ne serait pas entièrement compréhensible pour nous sans la Lombardie, Rembrandt sans ce *Centrum* d'Amsterdam où il puisait un rayon étroit et réverbéré, Edgar Poë sans ces étangs funèbres de la Virginie qu'ombragent des cyprès chargés des longues chevelures de la *mousse espagnole,* Baudelaire sans ce Paris ténébreux et romantique dont les estampes de Méryon et de Constantin Guys nous ont laissé l'image. Et de même chez Paul Verlaine, si sous le travail de la destinée, de la Providence et du temps, sous le conseil de l'aile et sous le vice du genou, nous essayons de distinguer le timbre natif, de nous imprégner du climat essentiel, c'est l'Ardenne dont la puissante bouffée forestière nous arrive par-dessus un horizon de colzas, de prairies et de blé.

La voix vous fut connue — et chère?

C'est celle d'une enfance au fond des bois, c'est le poignant dièze de la langue d'oïl, c'est le charme insidieux des pays mouillés qui agit sur le cœur comme la lumière du Midi le fait sur l'intelligence. L'une insiste, mais l'autre persiste.

L'une commande, mais l'autre demande. L'une parle, mais l'autre écoute.

Bruit étrange et bien doux que le long bois écoute...
... Comme dans une flûte on joue un air perfide.

J'ai appelé Verlaine le fils de l'Ardenne et de l'ardoise. Et en effet l'ardoise, c'est elle, je crois, au seuil de cette conférence qui me fournit le ton juste, non pas seulement cette visière bleue qui coiffe si noblement nos châteaux de la Loire, ni celle qui sourit, attentive à tous les reflets, dans le vers du vieux Du Bellay.

Plus que le marbre grec me plait l'ardoise fine.

Je parle surtout de l'ardoise de la Meuse, celle de Fumay et de la Belgique, cette liasse de feuilles noires arrachées aux archives de la nature, le souvenir profondément emmagasiné de ces ciels du nord qui interposent entre le soleil et nous un voile perpétuel de mélancolie, et vers qui cette terre de forêts et de fumées, exhale à longueur de temps ses vœux de fidélité et de veuvage. L'ardoise toujours humide et plus sombre que la pluie! « O les beaux étangs noirs », écrira plus tard le poète, « qui clapotaient gais et sinistres en plein vent dans l'âpre prairie! » Et j'ajouterai moi-même : O longs détours de la Sambre! ô canaux de Belœil! ô sombres après-midis d'été! œil pers de l'obscure naïade sous le pont de Charleville! Quand l'étudiant de l'enfer parisien, la bouche ardente encore de sa première gorgée d'alcool, montait vers Paliseul, ce pays de sa famille où tant de gens portent encore son nom, c'était l'âme fraîche de l'ardoise qui l'accueillait, et dans le souffle d'une pureté reconquise l'invitation de la profondeur et de la feuille! L'arome amer de la résine, la complaisance momentanée à l'herbage d'une eau qui tout à l'heure d'un trait va s'échapper en bouillonnant sur les pierres déchirantes, ce tilleul ému par le soir, en bas dans son étroite tranchée la Meuse solennelle et presque funèbre, tout ce paysage, il me semble que j'en respire l'atmosphère dès les premiers recueils de Paul Verlaine et que l'accent du terroir s'y fait entendre. Comme une vitre qui condense l'haleine, on dirait que l'ardoise a tendu sa page opaque toute nourrie de

ténèbres et moirée de reflets, au vagabond, pour y laisser la trace d'une main à la fois incertaine et habile.

Mais assez de ces austères impressions! L'ardoise n'est pas seulement un froc et une cuirasse, elle est aussi une de ces robes fastueuses « couleur du temps » dont les contes jadis émerveillaient notre imagination. Il suffit d'un sourire et d'une idée pour allumer cet œil taciturne, il suffit d'un rayon de soleil pour faire chanter le brouillard et le schiste. Je pense à ces toits de Chimay que je voyais au printemps dernier tout rutilants, j'allais dire tout roucoulants, des nuances de la plume :

Car nous voulons la nuance encore

dira plus tard notre poète dans son *Art poétique*

Pas la couleur, rien que la nuance
Oh la nuance seule fiance
Le rêve au rêve...

le rêve au rêve, le sentiment au vers, la réalité à la vision.

Irisée comme l'âme sous le rayon d'un soleil précaire, rien si bien que l'ardoise ne sait quand la lune triomphalement après de longs efforts se dégage de l'énorme éboulement des nuages rire jaune et se mêler de ce qui ne la regarde pas. Cette eau pour les jeunes cœurs dans la contemplation de minuit, ah, elle est devenue de l'eau de vie : vite buvons-la!

Bois pour oublier
L'eau de vie est une
Qui porte la lune
Dans son tablier.

Le poète des *Fêtes galantes*, comme il a su parler de l'enchanteresse! Dans le récit qu'il a publié de certain voyage en Hollande, il parle finement de cet élément d'erreur qu'elle introduit dans le paysage. On dirait que la nature profite de notre absence, de ce sommeil où nous avons été introduits, pour devenir autre chose, pour constituer avec des éléments simplifiés une espèce de miroir magique, une contemplation où, mêlé à une actualité en quelque sorte abstraite, fascinée, soustraite au temps et dépouillée de son caractère utilitaire, le présage se marie au souvenir. La réalité est devenue illusion

et l'illusion est devenue allusion, allusion à je ne sais quelle ultériorité tantalisante dont le soleil demain ne nous livrera qu'une médiocre traduction. C'est cette attention au mystère ambiant, cette aptitude au rêve, cette capacité de transformation, cette lente sympathie avec l'invisible, qui donne leur accent poignant à telle de ces chansons populaires qui n'ont pu fleurir qu'entre l'Oise et l'Aisne, et dont les deux mauvais garçons, Verlaine avec Rimbaud, ont emprunté la technique. Quand j'étais enfant, je ne pouvais entendre sans une émotion nostalgique, ce poème, cette complainte que me chantait notre vieille bonne, Victoire Brunet, la fille du garde-chasse, et dont Gérard de Nerval parle dans Sylvie : *Au pont du Nord...*

> Au pont du Nord
> Un bal y fut donné!

et plus loin :

> Les cloches du Nord
> Se mirent à sonner...

C'est cette faculté d'illusion, ce besoin de transformation, cette nécessité amère et douce d'être à la fois ici même et ailleurs, cette connivence passionnée avec le rêve, qui forme le caractère principal des citoyens de ce territoire mystique que j'appellerai avec Shakespeare « la forêt d'Ardenne », cette forêt qui commence aux portes de Paris pour s'éteindre à celles de l'Allemagne. C'est elle que nous retrouvons dans les peintures de Watteau, par exemple « l'Embarquement pour Cythère », dans la musique de Grétry, celle à qui nous devons ce que Verlaine a de meilleur, celle qui inspirait ces « Poètes de Sept ans » dont parle Arthur Rimbaud. En voici un qui s'écrase l'œil de la main pour se procurer le regard intérieur

> Et pour des visions écrasant son œil darne...

Toute une partie de ce document incomparable qu'est « Une Saison en Enfer » est consacrée à ce désir d'évasion, de la réalité, évasion qui la laisserait intacte, mais qui nous permettrait de passer sans difficulté au travers, d'inférer de la proposition au sens, « d'aller à l'esprit ». C'est du fond de l'âme de l'Ardenne qu'est sortie ce qu'on appelle la doctrine symbo-

liste, qui veut que l'art ait moins pour objet d'exprimer la réalité que de la signifier : d'inventer un système de conventions verbales, colorées ou musicales, qui nous permette avec elle de communiquer, de traiter avec elle.

> Ne va pas
> Choisir tes mots sans quelque méprise
> Rien de plus cher que la chanson grise
> Où l'imprécis au précis se joint.

Le Verlaine dont je suis venu vous parler aujourd'hui, c'est ce citoyen de l'Ardenne, ce fils de l'ardoise, cet homme du nord et de l'est qui n'a cessé d'entendre toute sa vie la grosse cloche de Metz, celle qu'on appelle la Mute, répondre au battant de Senlis. Ce n'est pas le triste errant, le clochard socratique, que j'ai rencontré jadis au Quartier Latin, sortant sans doute de l'auberge du Pet-au-diable, celui qui servait de jouet aux journalistes et aux carabins et qui promenait si misérablement d'un hôpital à l'autre, d'un mastroquet à l'autre, des lambeaux de vice, d'idéal et de talent, pour finir dans le lit d'une prostituée, avec les œuvres de Racine sur sa table. Dans un livre fort curieux, un ancien magistrat et juge d'instruction, M. Léon Le Fèbre de Viry, a étudié l'ascendance de Verlaine, qui, vous le savez, du côté paternel est toute ardennaise. Je me souviens de mon émotion quand, accomplissant dans la région des champs de bataille de 1914, un voyage professionnel, je vis se dresser devant moi au seuil d'un village, comme le nom même de cette terre pastorale et forestière dont j'essayais d'apprendre, de surprendre et de comprendre le visage, cette inscription : *Verlaine*. Deux autres lieux dits, non loin de là, portent ce nom d'une résonnance amère et sourde qui mystérieusement se prolonge. Les Verlaine sont non seulement le produit de ce coin de terre, ils en étaient les seigneurs. Issus, par voie de bâtardise, il est vrai, de l'une des meilleures familles du Luxembourg, celle des d'Ochain, ils étaient de noblesse authentique et se rattachaient par des alliances à Guillaume le Conquérant dont ils portaient les armes : « de gueule à trois léopards d'argent l'un sur l'autre, sommés et couronnés d'or »; un cachet sur la lettre d'un aïeul datée de 1794 arbore la couronne à sept perles. On aurait certainement

bien étonné le bohème de Paris et de Londres, si on lui avait dit qu'il portait à tant « d'immondes caboulots et de boîtes à commis voyageurs » la clientèle d'un héritier des Plantagenets. Mais ce ne sont pas les genêts qui manquent entre Bertrix et Libramont! et le brin n'a pas cessé d'en décorer le feutre aventureux de celui qui parfois s'intitulait facétieusement Paulus de Berlanensibus ou le licencié Pablo de Herlagnez.

Tel est le sol à qui notre poète doit son nom, emprunté aux sources les plus antiques, ce nom, qui d'après certains idéologues, a une mystérieuse parenté avec notre caractère et notre vocation, puisque c'est le nom qui sert à nous appeler.

> Flux de verve gauloise et flot d'aplomb romain,
> Avec, puisque un peu franc, de bon limon germain.

Toutefois M. Le Fèbre de Viry remarque que, depuis plusieurs générations, les Verlaine avaient fait figure parmi toute cette ambiance rurale « d'inquiets et de réfractaires ». « Ils semblent », dit-il, « à chaque génération avoir mis leur point d'honneur à ne pas continuer l'exploitation paternelle, donnant leurs biens en location, s'en allant deçà delà cultiver la terre de Villeroux à Sibet, de Sibet à Worhet, de Worhet à Nives, pour passer ensuite à Passabras puis à Arleville :

> Et je m'en vais
> Au vent mauvais
> Qui m'emporte
> De ça de là
> Pareille à la
> Feuille morte.

C'est une portée de sangliers, batailleurs, alcooliques, processifs, et comme dira plus tard notre poète, « irréguliers en tout ». « D'eux tous, dit M. de Viry, que nous sommes tentés d'appeler les *huit quartiers* de l'hérédité verlainienne, Paul ne reçut-il pas ce blason compliqué, — son caractère, composite étrange de nombreux *meubles* repris aux différents *quartiers*. D'eux à lui des variantes dues aux alliances, aux fusions et qui en s'amalgamant aident à déchiffrer l'énigme. »

L'arrière-grand-père est un roulier, le navigateur de l'un de

ces *chemins-neufs* que Louis XIV, pour éviter les terres d'Empire a tracés, à travers l'Ardenne. Et ici je ne puis m'empêcher de me rappeler ce vers saisissant de l'un des recueils que je viens de compulser :

Et ce besoin d'avoir peur de la grande route.

Le grand-père, héros de la Révolution, sacrilège et bambocheur, est un robin frotté de littérature. Le père est un soldat de fortune qui opte en 1814 pour la France et qui traîne de garnison en garnison sa douce petite bonne femme, originaire de Fampoux dans le département du Nord, qui sera la mère du pauvre Lélian.

Il n'est que juste cependant de signaler que, parmi les alliés des Verlaine, les p êtres ont été nombreux. « A ce point, dit M. de Viry que, prononçant en 1895 l'éloge d'un petit-neveu de madame Verlaine (la grand'mère), mort doyen du chapitre de la cathédrale de Namur, l'orateur, familier des traditions ardennaises, pouvait citer neuf prêtres, tant séculiers que réguliers, tous proches parents du poète, pour ne ressusciter seulement qu'une partie de cette belle lignée sacerdotale et monastique. »

Jusqu'au moment où le marcassin de la forêt ardennaise perdit définitivement la force de retirer au piège parisien sa pauvre patte endommagée, — et n'est-il pas remarquable que c'est par la jambe également que la destinée se saisit de cet autre fasciné de la grand-route Arthur Rimbaud? — c'est toujours dans l'un des coins salubres de la Patrie jamais oubliée que notre poète essaie de retrouver la guérison et le salut, et tout ce que le mot d'enfance contient de purification pour un cœur qui sans doute avait perdu son innocence, mais non pas sa simplicité. C'est Paliseul où vit noblement et dignement une partie de sa famille et où de saintes femmes et de bons prêtres essayèrent, à plusieurs reprises et non sans succès, de venir au secours du paria. C'est Coulommes en France où il poursuivit pendant quelque temps son étrange entreprise de colonisation agricole, car Verlaine fut agriculteur comme nous le rappelle ce vers mélancolique :

Notre essai de culture eut une triste fin.

Pas si triste pourtant puisqu'à défaut de moisson il nous a valu des vers admirables :

L'or des pailles s'effondre au vol siffleur des faux
Dont l'éclair plonge et va luire et se réverbère.

C'est Rethel où il se flattait ingénument d'enseigner, sinon la langue, au moins l'accent anglais, aux élèves d'un petit collège ecclésiastique, et où il fait la connaissance de Lucien Létinois. Verlaine, par ce qu'il a de meilleur, est resté un rural et personne n'a évoqué avec un sens plus fin du détail et de l'intimité, avec plus de gentillesse et de bonhomie, la poésie du village et de la petite ville :

Entendez-vous? c'est la marmite qu'accompagne
L'horloge du tic tac allègre de son pouls,
Et la fenêtre s'ouvre au loin sur la campagne.

et jusqu'à la fin il resta fidèle à ce souvenir de ses parents.

Bon père, bonne mère, dit-il,
Aplanissez-moi le chemin
Soyez mes guides dans la gloire
Ou plutôt priez le Seigneur
Priez pour un pauvre pécheur
Indigne encor du purgatoire.

O Nouvelle Forêt, nom de féerie et d'armes,
... Avec la mer qui rêve haut, pas très lointaine,
Comme un puissant écho des choses d'autrefois,
J'y vécus, solitaire ou presque, quelques mois,
Solitaire et caché — comme tapi sous l'herbe
Tout ce passé dormant au pied du bois superbe.

J'ai moi-même parcouru ce pays qui m'est cher par le souvenir de deux poètes et qui est aussi un peu le mien. Je n'ai pu malheureusement le faire à pied, mais l'auto, par la violence même avec laquelle elle nous introduit dans le paysage, avec laquelle elle nous le flanque pour ainsi dire d'un seul coup à la figure, par le sens immédiat qu'elle nous donne des ensembles et de la composition géographique, garde son mérite à côté de la sourde et taciturne imprégnation du pousse-caillou. Au lieu de subir nous dominons et par delà la présence

nous prenons compte de l'intention. Je vais donc essayer d'analyser, de débrouiller pour vous aussi clairement que je le puis ce qui de ce paysage ardennais s'est jeté confusément à mes yeux au cours de cette rapide randonnée. L'habitant des vallées, et la France est un pays de vallées, d'un côté il a quelque chose qui arrive et de l'autre quelque chose qui s'en va, d'un côté une fois surmonté ce repli où la rivière s'attarde, il attend du mouvement et de l'inattendu, de l'autre le recours du départ, l'invitation au départ lui est toujours ouverte. L'habitant de la plaine est en état de disponibilité universelle, il n'a pas de raison d'être ici plutôt que là; sensible au vent, il est l'hôte d'une possibilité autour de lui circulaire. Mais l'autochtone d'un vieux pays comme l'Ardenne et, autant que je puis m'en rendre compte, notre Plateau Central, il est à l'intérieur de quelque chose d'aménagé, non pas un passage mais une résidence, un cadre à lui antérieur qui lui impose acquiescement. Il ne peut plus faire ce qu'il veut de ses pieds et de ses yeux, il est le pensionnaire d'une maison construite et d'un appartement meublé, il est le complice de cette intention qu'il a plu à la nature d'accuser, de cette attitude pour toujours qu'elle a adoptée et qui lui sert à dire : *Ici!* du geste qu'elle fait, de ce mouvement général qui lui dicte ses propres conditions. Il fait partie d'un plan, il est enveloppé d'une série de plans l'un derrière l'autre. Il a à s'accommoder de ce trou dans la terre où il est et où il est bien. Il y a quelque chose de particulier qui était là avant lui. L'immédiat pour lui est conditionné par l'ultérieur, le présent par la distance, le rêve par le dessein, le détail par la composition, l'avenir par l'habitude, le visible par l'invisible, ce qui est devant par ce qui est derrière. Et tandis que ma voiture me faisait passer, rapidement si j'envisage les premiers plans, et de plus en plus lentement si je m'attache à l'horizon, comme les doigts sur les cordes parallèles de cette longue harpe par terre que les Japonais appellent le *Kôtô*, il me semblait entendre le chant et le contrechant de ce pays peu à peu animé par le vol de mes quatre roues. Et le caractère principal me paraissait en être la continuité, la ligne, cette ligne onduleuse où Léonard de Vinci voit la signature même de la vie, l'ondulation mélodique indéfiniment soutenue et reprise, une phrase moins articulée

qu'émanante. Il y a quelque chose autour de nous qui monte et descend comme une respiration. La proposition que suggère l'enchaînement l'une à l'autre des collines qui se donnent la main, la courbe comme un hardi coup de brosse des forêts, celle plus claire et parfois toute rouge des essences caduques, et celle d'un noir terrible des sapins, l'accentuent à traits vigoureux. Séparés par d'aigres pâturages, on voit les rangs l'un derrière l'autre du bois légendaire qui monte et finit par se confondre avec un ciel menaçant. L'aboi des chiens acharnés à leur quête, ce cor perdu là-bas qui répond à un autre cor étouffé, s'ils sont absents de ce paysage désert, ne le sont pas du roman intime que provoque au fond de nous cette réalité en fuite à notre portière.

Mais il est temps de laisser parler notre poète lui-même. Voici une impression d'après-midi :

La Belle au bois dormait. Cendrillon sommeillait.
Madame Barbe-Bleue? Elle attendait ses frères.
Et le Petit Poucet loin de l'ogre si laid
Se reposait sur l'herbe en chantant ses prières.
L'oiseau couleur de temps planait dans l'air léger.
. . . . . C'est l'heure
Où l'après-midi va mourir, et la bonté
Du paysage au cœur disait... Meurs... demeure...

Et ailleurs :

Au pays de mon père il est des bois sans nombre.
Là les loups font parfois luire leurs yeux dans l'ombre
Et la myrtille est noire au pied du chêne vert.
Sous la bise soufflant balsamiquement dure,
L'eau saute à petits flots minéralement pure.
Les villages de pierre ardoisière aux toits bleus
Ont leur pacage et leur labourage autour d'eux.

Et cette impression de brouillard lumineux. (Remarquez comme Verlaine sait nous donner la sensation d'un paysage presque sans aucun détail matériel, par voie d'allusion et de signe.)

L'échelonnement des haies
Moutonne à l'infini, mer
Claire dans le brouillard clair
Qui sent bon le new mown hay.

Dans ce vague d'un Dimanche
Voici se jouer aussi
De grandes brebis aussi
Douces que leur laine blanche.

Tout à l'heure déferlait
L'onde roulée en volute
De cloches comme des flûtes
Dans le ciel comme de lait.

Mais il est temps d'accompagner notre voyageur, j'allais dire notre pèlerin, au long de cette destinée qui, sous la forme fatale de la route, l'entraîne de sa pente irrésistible, vers cette terre étale, vers ces humanités ouvrières que l'on voit fumer et rougeoyer jusqu'aux premiers flots d'une mer là-bas au-dessus des dunes chargée de reflets et de vapeurs. L'Ardenne déjà derrière lui n'est plus que cette découpure romantique de rochers et d'arbres raides.

Maintenant c'est la puissante terre du Nord, onduleuse, étendue et parfois volumineuse comme le sein d'une matrone soulevé par le rêve et le soupir, et qui bientôt rivalisera de niveau avec cette mer qui là-bas lui donne une leçon d'éternité. A cette terre, Verlaine appartenait par ses fibres maternelles.

Au pays de ma mère est un sol plantureux,
Où l'homme doux et fort vit, prince de la plaine,
De patients travaux jusqu'à la moisson pleine,
Avec, rares, des bouquets d'arbres et de l'eau.
L'industrie a sali par places ce tableau
De paix patriarcale et de campagne dense.
... Le peuple est froid et chaud, non sans un fond chrétien.
Belle, très au-dessus de toute la contrée,
Se dresse éperdûment la tour démesurée
D'un gothique beffroi sur le ciel balancé,
Attestant les devoirs et les droits du passé,
Et tout en haut de lui le grand lion des Flandres
Hurle en cris d'or dans l'air moderne : Osez les prendre...!

Mais l'ardoise en cette Gaule Belgique, où notre aventurier va accomplir la partie la plus essentielle et la plus douloureuse de sa tâche terrestre, ne cesse pas de s'attacher à chacun de ses regards et de ses pas. Vous l'avez entendue luire çà et là

au travers des beaux vers que je viens de vous rappeler. La voici, noire, lilas ou bleue, qui chemine à travers la houle des arbres et des moissons, à travers les fumées du Borinage, à travers les buttes espacées des terrils, à travers votre Delta, amis belges, et toute cette opulente Égypte agricole et industrielle, jusqu'aux beffrois de Nivelles et de Bruges, jusqu'à la flèche d'Anvers, jusqu'aux cinq tours de Tournai! Partout au-dessus des campements humains et rue sur rue de petites maisons dans la brique criarde! on voit se disperser la procession de ces grandes mères cuirassées, les églises, non point ces flèches sommaires, mais des géantes, de puissantes personnalités dont chacune a sa silhouette et son allure, noires comme des religieuses, épaisses comme des nourrices. Beaucoup ont recueilli à leur pointe extrême comme une confidence la lourde larme de ce ciel en deuil. Les carillons de temps en temps leur donnent une voix, elles causent à travers l'étendue, et le bronze, à grands cris, à profondes coupées de clameurs, se fait l'interprète de l'ardoise. On aime, là-haut, ces présences communales et protectrices, toutes ruisselantes de musique et de pluie.

Le dernier, ou plutôt l'avant-dernier de ces jalons, marquant à travers la Belgique l'itinéraire de notre âme en peine, c'est le vieux clocher qui domine de son ombre, avec le tombeau de Breughel, le quartier le plus populaire de Bruxelles. Non loin sinue cette rue Haute encombrée d'hôtels mal famés, qui aboutit à la porte moyenâgeuse de Hal. C'est là en juillet 1873, qu'un malheureux, fou d'alcool, hurlant et titubant, poursuivait Arthur Rimbaud qu'il venait de blesser au poignet d'un coup de revolver. Je n'insiste pas sur cette affreuse histoire sur laquelle tant de gens avec une espèce de satisfaction mauvaise se sont appesantis. Déjà, à l'horizon de la plaine illimitée, un autre amer nous fait signe. C'est le beffroi de Mons et au-dessous cette Maison Centrale où la Grâce divine attendait l'*enfant de colère*.

C'est ici qu'elle lui avait donné rendez-vous. C'est ici par un éclat déchirant qu'allait, après les soupirs et les balbutiements de la *Bonne Chanson*, après les notes ronflantes ou sèches de mandoline et de guitare des *Fêtes galantes*, culminer en voie de fait le long conseil de la terre chrétienne, l'insistance

d'une nature baptismale et pénitente sur un cœur pénétré et sur une chair punie.

Vous vous rappelez sans doute cette description que Verlaine nous a laissée de la prison de Mons. A mon avis c'est un de ses plus beaux poèmes[1]. (*Citation.*)

J'ai visité moi-même en compagnie de mon ami Louis Piérard cette prison de Mons et la cellule qui porte aujourd'hui le nº 1 où le poète vécut quelques mois, les meilleurs mois sans doute, il a raison de le dire, de sa vie. J'ai vérifié sa signature sur le registre d'écrou. J'ai mis mes pas dans ses pas dans le petit jardin triangulaire orné de fleurs décolorées dont il faisait le tour aux heures de récréation. Et je me suis associé à ce salut qu'il adressait au pays qui après tout lui avait fait tant de bien :

> O Belgique, qui m'a valu ce dur loisir,
> Merci! Tu m'as donné le temps de réfléchir.

Il est vrai qu'à ce remerciement pénétré s'ajoute aussitôt un pied-de-nez de gavroche :

> Mais, ô Belgique, assez de ce huis-clos têtu!
> Ouvre enfin, car c'est bon pour une fois, sais-tu!

C'est avec une espèce de piété que nous pouvons considérer ces murs rigoureux, puisque c'est grâce à l'internement qu'ils lui ont imposé que cette pauvre petite âme insaisissable

Animula vagula blandula

a livré cette goutte de miel qui formait sa raison d'être et que la France chrétienne, je veux dire celle d'aujourd'hui, a eu son premier poète.

Vous savez dans quelles circonstances s'est produite cette conversion. Le directeur de la prison vient d'apporter à Verlaine le jugement qui le sépare, à bon droit, hélas, d'une femme toujours aimée. C'est la rupture suprême. Et ici je ne puis faire mieux que de laisser la parole au poète :

« Il y avait depuis quelques jours, pendue au mur de ma cellule, au-dessous du petit crucifix de cuivre, une image lithographique assez affreuse, aussi bien, du Sacré-Cœur : une

1. *Poésies religieuses*, p. 12 à 15.

longue tête chevaline du Christ, un gros buste émacié sous de larges plis de vêtements, les mains effilées montrant le Cœur

Qui rayonne et qui saigne

comme je devais l'écrire un peu plus tard dans *Sagesse*.

» Je ne sais quoi ou qui me souleva soudain, me jeta hors de mon lit sans que je pusse prendre le temps de m'habiller, et me prosterna en larmes, en sanglots, au pied du Crucifix et de cette image à côté évocatrice de la plus étrange mais à mes yeux la plus sublime dévotion des temps et de l'Église catholiques. »

C'est dans cette attitude repentante que nous laisserons, si vous voulez bien, le faible Paul, abandonnant à d'autres, qui s'en chargeront avec plus ou moins de charité ou de justice, le soin d'achever le lamentable récit de cette pauvre vie. Un essai courageux de relèvement, suivi de nouvelles rechutes et d'une résignation finale à la boue. Le jugement le plus équitable à ce sujet me paraît celui qu'a formulé Huysmans dans sa préface à l'édition des *Poésies religieuses*.

Il est à remarquer d'ailleurs que si chez Verlaine la chair fut faible et la volonté souvent dépravée, le jugement resta toujours sain et le bon sens, un bon sens de curé de campagne, inaltérable; il n'a jamais jugé nécessaire comme d'autres de justifier après coup ses égarements par des théories ni d'accuser les autres de ses malheurs et de ses propres fautes.

Si je me sens puni, c'est bien que je dois l'être.
Ni l'homme ni la femme ici ne sont pour rien.
Mais j'ai le ferme espoir d'un jour pouvoir connaître
Le pardon et la paix promis à tout chrétien.

Quant à ses opinions souvent exprimées sur la famille et la patrie, elles sont telles que le plus bourgeois entre les bourgeois n'hésiterait pas à les souscrire.

C'est uniquement du poète chrétien que je voudrais maintenant vous entretenir, de ce poète chrétien qui cohabite si tristement, si douloureusement avec le poète maudit.

Cette tragédie du conflit entre l'idéal et les basses nécessités de la vie journalière, cette incompatibilité entre la vision et la réalité, entre le désir et la possibilité, ce désaccord entre

l'oreille profonde et le chant au fond d'une âme prêt à sourdre, et la cruelle incompréhension extérieure, le siècle écoulé nous en montre bien des victimes. Outre les deux grands noms que je viens de vous rappeler, que d'autres se pressent à ma mémoire : Keats, Mallarmé, Villiers de l'Isle-Adam, Gérard de Nerval, Francis Thompson, Germain Nouveau, et combien d'autres dont le souvenir même a péri! Ni le rêve, ni l'alcool, ni la débauche, n'ont été d'aucun secours à ces ensevelis dont nous parle l'un d'entre eux, qui

> Sous un grand tas de morts
> Périssent sans bouger dans d'immenses efforts.

L'effort de tous ces malheureux qui n'ont pas réussi comme la plupart d'entre nous à venir à bout de leur âme, avec le pauvre Verlaine il a enfin abouti. Ce cœur que le remords empoisonne et déchire, cette bouche balbutiante et bâillonnée de Baudelaire, la voici enfin qui livre passage à la confession. Le mal sous toutes les formes ne fait que détraquer et abrutir, mais cette puissante et harmonieuse dilatation de l'âme qui fait éclater tous les liens, il n'est donné qu'à la seule vérité de l'accomplir, cette vérité que nous venons de voir administrée au fond de la prison de Mons à ce vagabond enfin appréhendé. Car il est écrit que *la vérité nous délivrera.*

Je ne veux pas dire qu'avant Verlaine il n'y avait pas en France de poésie chrétienne. De cantiques et de cantates, de ces pensums pieux que l'on peut honorer du titre de *devoirs*, des devoirs plus ou moins heureusement satisfaits, notre littérature abonde et surabonde. D'autre part, si nous feuilletons l'œuvre de nos grands poètes officiels, Victor Hugo, Lamartine et Musset, les beaux cris ne manquent pas, ni les cantilènes mélodieuses, ni les apostrophes éloquentes entrecoupées d'invectives et de blasphèmes. Mais l'originalité de Verlaine, je le répète, c'est qu'il fut un poète chrétien, c'est que le sentiment chrétien, le dogme chrétien, ne fut pas pour lui un thème occasionnel à développements et à déclamations, mais l'aliment essentiel de son âme, de son cœur et de sa pensée, non point un dessert amer ou sucré, mais le pain, l'humble pain quotidien. Entre lui et les bardes au teint fleuri qui entre deux bons dîners empoignent l'harmonium et le serpent, il y a

la même différence (en restant bien entendu sur le plan uniquement littéraire), qu'entre l'habitué de la messe hebdomadaire et le personnage aux yeux de Dieu que fut saint Benoît Joseph Labre.

Verlaine ne fut ni le contradicteur plein de hargne et de rhétorique, ni le Suisse empanaché qui au-devant de la procession frappe le sol de sa hallebarde impérieuse, il fut le publicain dans le coin le plus sale de l'Église et le pécheur en larmes qui avoue. Dans ses meilleurs poèmes, qui, il faut le reconnaître, ne sont pas nombreux, on a l'impression rare, non pas d'un auteur qui parle, mais d'une âme que l'auteur ne réussit pas à empêcher de parler. C'est la voix de la *Bonne Chanson*, mais maintenant purifiée par le malheur et par la pénitence et comme imprégnée de larmes :

> Écoutez la chanson bien douce
> Qui ne pleure que pour vous plaire.

Une voix s'élève : Qu'est-ce qu'elle dit? Qu'est-ce qu'elle dit encore la voix « qui nous fut connue et chère »?

. . . . . .

Ici, permettez à l'intelligence critique un moment charmée par les accents d'une voix si pure, de reprendre ses droits et de vous faire remarquer dans les beaux vers que je viens de vous faire entendre le caractère principal dont nous parlions tout à l'heure du pays ardennais, c'est-à-dire la ligne, la continuité, la modulation, le chant repris et soutenu comme à mi-voix par le contre-chant. Le vers français jusqu'à Verlaine était, soit un discours disert, soit une harangue enflammée, soit une musique quelquefois, mais la musique le plus souvent d'un instrument à percussion, avec des temps impitoyablement accusés. Mais avec Verlaine se trouve illustrée la pensée du Sage Chinois : « Le nombre parfait est celui qui exclut toute idée de compter. » Les beaux vers que vous venez d'entendre, vous ne songez pas à en dissocier les éléments. Ils ne sont pas formés par des syllabes, ils sont animés par une mesure. Ce n'est plus un membre logique durement découpé, c'est une haleine, c'est la respiration de l'esprit, il n'y a plus de césures, il n'y a plus qu'une ondulation, une série de gonflements et de détentes. Le nombre des syllabes varie

sans que nous nous en apercevions, la rime presque insensible arrive à être remplacée par des accords de timbres. Nous n'avons plus devant nous un orateur ou un pédant, mais un inspiré, — quelqu'un qui se rappelle et qui chante les yeux fermés.

Je ne saurais prendre de meilleur exemple qu'un poème écrit par Verlaine en Angleterre, quelque temps après qu'il était sorti de la prison de Mons, et intitulé *Bournemouth*. C'est une étonnante réussite. Vous y trouverez à la fois ce thème forestier cher à l'enfant de Paliseul, le bruit des cloches et aussi ce sanglot de la mer sous les pieds de l'exilé qui vient ranimer en lui de douloureux souvenirs. (*Citation.*)

Des textes que je viens de vous lire vous retireriez une impression fausse si vous pensiez que la conversion de Verlaine n'a abouti qu'à une complaisance sentimentale. Notre poète avait reçu de son hérédité un sens liturgique et théologique remarquable. Un passage de ses *Confessions* nous le montre aux prises avec le cathéchisme de Gaume, il absorbe avec avidité et s'assimile profondément la doctrine de l'Eucharistie. C'est à ce Verlaine liturgique que j'emprunterai mes dernières lectures. C'est pour ainsi dire le dernier soupir du poète, au moment où il va sombrer dans la maladie et dans cette débauche où il essayait de tromper ses besoins d'affection :

> Je voudrais, si ma vie était encore à faire,
> Qu'une femme très calme habitât avec moi...
> ... L'amitié, mais entre homme et femme elle est divine!

L'autel bas[1]...
Immédiatement après le salut somptueux[2].

Voici les *Vêpres rustiques* où nous retrouvons le Verlaine campagnard tout à l'heure. Admirez comme cette poésie, si savante au fond, avec un art naïf et aisé que l'on ne retrouve que chez La Fontaine, se greffe naturellement au français le plus spontané et le plus quotidien[3]. (*Citation.*)

Je terminerai par un petit poème ravissant, particulière-

1. *Poésies complètes* (Messein), p. 281, tome II.
2. *Idem*, p. 289, tome II.
3. *Idem*, p. 380, tome II.

ment adapté à cette fin de carême; il est fait du contraste entre la paix et la solennité des cérémonies liturgiques qui se déploient à l'intérieur des églises pendant la semaine sainte et ce temps mordant et quinteux du mois de mars qui nous fouette si aigrement la figure.

Après le départ des cloches[1].

C'est sur cet Alleluia! sur ce brusque éclat de rire au milieu des larmes que nous abandonnerons le fils de l'Ardoise. Je n'ai pas le courage de le suivre au cours de ces derniers recueils où le hoquet de l'ivresse anticipe sur le râle de l'agonie.

Verlaine s'est définitivement abandonné. Il n'est plus que *l'homme des foules*, une épave de ces déserts humains dont il est parlé dans *Sagesse* :

Des odeurs, des bruits vains! où que vague le cœur
Toujours ce remuement vertigineux du sable!
Toujours ce remuement de la chose coupable
Dans cette solitude où s'écœure le cœur!

Le noble vêtement du poète est devenu un haillon tout déchiré, le vers entrecoupé à la fois dépouillé de son et de sens, n'est plus qu'une chose douloureuse et sale qui boite et qui titube. La fin heureusement est proche. Verlaine n'est plus, mais avant de partir du moins, il nous a laissé la leçon de ces trois vers :

L'art, mes enfants, c'est d'être absolument soi-même.
Et qui m'aime me suive et qui me suit qu'il m'aime!
Et si personne n'aime ou ne suit, allons seuls!

PAUL CLAUDEL

1. *Poésies complètes*, p. 269, tome II.

AGONIE DE LA LIBERTÉ

Être libéral, c'est un état d'âme; c'est aussi un état de raison. Par sentiment et par réflexion, je suis libéral. Et je n'ai aucune honte à le déclarer. Cependant, le libéralisme n'est plus très bien porté. Aux yeux de la génération qui monte, il serait vieux genre comme la polka, démodé comme la valse à trois temps, désuet comme la crinoline et même un peu ridicule comme la politesse. On y voit volontiers un signe de sénilité, un symptôme de sclérose, un système de stérile et impuissante résignation. Je consens — et j'ai pu le constater par ma propre expérience — qu'il est difficile d'en faire l'essence d'une mystique pour enflammer la jeunesse et entraîner les foules. Cependant, devant les excès de plus en plus ruineux de la folie étatisante, il m'arrive de plus en plus fréquemment d'avoir envie de crier, à la manière de feu Floquet : « Vive la liberté, Monsieur! »

Ce n'est pas un cri de provocation, mais de défense et aussi d'angoisse. Les pays où la liberté est reine au moins nominale deviennent de moins en moins nombreux sur la carte du monde. Et dans ceux où elle continue de régner, il semble qu'elle soit de moins en moins appelée à gouverner. Elle est grignotée par d'infatigables rongeurs, elle se rétrécit comme la peau de chagrin, elle agonise.

Si, dans ce phénomène, il n'y avait que faute des hommes ou défaillance des doctrines, le péril serait moindre puisqu'on serait toujours en droit de compter sur un retour à la sagesse ou sur un sursaut de la raison. Le plus grave, c'est que le

phénomène semble lié dans une certaine mesure à ce moment fatal, irrésistible, irréversible, qui aboutit à l'avènement des masses.

En vérité, un pays se meurt du jour où il n'est plus gouverné par son élite. Le suffrage universel manque à sa mission lorsqu'il renonce à dégager cette élite. Mais, pour en revenir plus précisément à notre sujet, les masses n'ont pas le goût, le sens, la conception de la liberté. Elles prétendent agir par leur poids, tout broyer sous leur pression, tout entraîner dans leur courant. Le triomphe définitif de ce mode de gouvernement entraînerait non seulement la fin de la liberté, mais encore la disparition de quantité d'éléments, de nombre de facteurs qui faisaient qu'un certain nombre d'hommes, dont je suis, attachaient un certain prix à la vie.

Mais ce n'est pas tout. Le courant qui tend à l'avènement des masses a créé un état de choses gros de menaces pour l'ordre public et qui a donné aux gouvernements des préoccupations trop légitimes. Je veux parler de l'exercice des libertés par des masses. Ainsi en 1884, Waldeck-Rousseau, ministre de Ferry, avait invité le Parlement à accorder la liberté aux syndicats professionnels. A la tribune du Luxembourg, Allou, représentant de la vieille bourgeoisie et du vieux barreau, dénonça les périls que pourrait engendrer pour l'ordre public, et l'autorité de l'État une fédération de ces organismes nouveaux. Mais Waldeck, alors jeune (il n'avait pas atteint la quarantaine), prit fort à la légère le tremblement du vieux sénateur bourgeois devant ce Syndicat des Syndicats, ce saint des saints, simples fantômes, produit de l'imagination des classes conservatrices. Et pourtant la liberté des syndicats professionnels a abouti en fait à la constitution d'une classe ouvrière, qui est la seule classe organisée de la nation; la Confédération générale du Travail grouperait cinq millions de travailleurs, disposerait, par ses cotisations, d'un budget annuel de trois cents millions de francs et ne serait pas loin de constituer un pouvoir rival de ceux qu'a fondés la Constitution. — Lorsque, après la fin de l'Ordre Moral, les républicains, installés dans la République, organisèrent le droit de réunion, ils pensaient à des rassemblements de quelques centaines ou au grand maximum, de quelque deux ou trois

milliers de personnes. Mais, aujourd'hui, on s'efforce de mobiliser les individus par milliers et certains même comptent par dizaines de milliers. Le perfectionnement des procédés électriques pour amplifier la parole ou la transmettre a singulièrement favorisé ces mœurs nouvelles. Mais s'il y a vingt-sept mille individus assemblés, de quoi aura l'air, je vous le demande, le pauvre commissaire de police, revêtu ou non de ses insignes, auquel la loi conserve toujours le droit d'entrer dans le lieu de la réunion et d'y choisir sa place. — Le protocole de dispersion des attroupements, rassemblements, cortèges ou manifestations tel qu'il est traditionnellement réglé depuis la Révolution, marque aujourd'hui un décalage complet avec l'évolution des faits : un fonctionnaire civil (par exemple un commissaire de police, qui ne pourrait être remplacé dans cette fonction par un maréchal de France) porteur de son écharpe et accompagné d'un tambour doit exhorter le rassemblement à se disperser et inviter les bons citoyens à se retirer. Imaginez, je vous prie, l'effet d'un pareil discours prononcé devant la statue de Sully, près de la grille du Palais-Bourbon, sur des citoyens qui se trouvent du côté de la rue Royale... D'autre part, la liberté des associations a abouti à la formation des Ligues, ambitionnant de grouper et de discipliner des citoyens par centaines de milliers. La liberté a abouti à dresser masses contre masses. Si l'on veut être tout à fait juste (et je sais bien que tout le monde n'en voit pas la nécessité) il faut tout de même rappeler ces circonstances qui ont accompagné et peut-être prétexté le mouvement de réaction autoritaire qui provoque aujourd'hui tant de préoccupations. C'est également un fait notable que l'Angleterre, métropole de la liberté, s'est engagée elle-même, au mois de novembre 1936, avec le bill sur l'ordre public, dans la voie de la réglementation rigoureuse des manifestations et du port des insignes. La liberté réclame une atmosphère de mesure.

La violence est dangereuse. La menace de violence est néfaste. Rien n'est délicat à manier comme le défi, la rodomontade, le défilé, le déploiement de force. Un geste du parti vert entraîne la réplique immédiate et autant que possible amplifiée du parti violet. De la violence, naît nécessairement

la violence. « En Grande-Bretagne, disait naguère M. Baldwin, le fascisme ne vaut pas ça ». Des comptes rendus officiels de la Chambre des Communes ajoutent entre parenthèses et en italiques : « Le très honorable gentleman fait claquer les doigts. » Et pourtant, continue le Premier, contrairement à ce qui s'est passé en Italie et en Allemagne, « les efforts insignifiants des fascistes ont contribué à créer des communistes ». Moralité : si les efforts des violents doivent demeurer insignifiants, mieux vaut ne pas les crier par-dessus les toits.

Car le peuple français reste encore attaché à la doctrine libérale, à la tradition républicaine, aux habitudes électorales, aux compétitions du forum. En lui faisant croire que tout ce patrimoine politique était menacé, on l'a jeté du côté opposé à celui d'où semblait venir le péril. Or, dans ce côté opposé, il y a le communisme. Et le communisme est la plus oppressive des croyances et le plus intolérant des dogmes. Il est une religion laïque, sans *Magnificat* et sans *Dies iræ*, mais au nom de laquelle on ne demande qu'à faire la guerre. Dieu merci (que nos amis et les autres le sachent dans le monde), le communisme n'est pas le maître de la France. Il ne gouverne pas. Il soutient; c'est déjà trop, beaucoup trop. Un soutien devrait être payé moins cher qu'une collaboration. Celui-ci est rémunéré bien au-dessus de son prix. Mais il semble que d'heureux marchandages commencent...

Observez que nous n'avons pas le goût des polémiques étroites de personnes ou de partis et que, dans tous les cas, si nous l'avions, ce n'est pas ici que nous chercherions à le satisfaire. Pour rester dans nos intentions de vérité et d'objectivité scientifique, nous reconnaissons bien volontiers que l'offensive contre la liberté n'a pas commencé avec les hommes qui, en ce début anxieux d'année, tiennent les leviers de commande, portent ostentatoirement les maroquins et se font conduire par des chauffeurs à cocarde. Avec eux, seulement, le mouvement s'accélère, se précipite jusqu'au vertige. Certes, tel qui, dans l'opposition, appuyait sur l'accélérateur, tente sournoisement, une fois au pouvoir, de manier le frein. Mais devenus rapidement meneurs, les anciens menés se révoltent contre cette prudence et vomissent cet opportunisme. Le nouveau et grand péril de l'heure présente, c'est

que des socialistes devenus ministres se voient contraints par l'irrésistible force des choses et peut-être contre leur gré, de se conduire, dans une certaine mesure, en ministres socialistes.

Ils ont accentué le courant, ils ne l'ont pas créé. Il était en pleine force lorsqu'ils sont arrivés. La suppression de la liberté de réunion, la limitation de la liberté d'association, les premières atteintes à la liberté de la presse portent, hélas! des signatures d' « union nationale ».

Depuis longtemps aussi, l'étatisme exerce ses ravages dans le domaine économique. Ne vous récriez pas que vous sacrifieriez volontiers les libertés matérielles pour conserver les libertés morales. Ne dites pas que l'essentiel est de sauver l'esprit. C'est vrai. Mais tout se tient. Il y a un *monisme* de la liberté. Qui prétend diriger les choses mortes ne tarde pas à mettre au pas les esprits et inversement. Le rêve d'une liberté politique dans l'oppression économique est insensé et irréalisable. L'homme libre n'a pas sa place dans une caserne. Et si on s'attaque d'abord aux âmes, on arrivera rapidement aux biens, parce que la propriété est une liberté, l'épargne est un refuge.

Les observateurs quelque peu attentifs de la vie publique n'ont pas oublié l'hypothèque que, il y a quelques mois, le leader de l'opposition, passé aujourd'hui au Treasury Bench, prétendait prendre sur les partis dits bourgeois, en prétextant leur silence sur certaines mesures prises par la majorité, sur l'initiative du gouvernement : les tarifs confiscatoires des droits de succession, le martyre de l'épargne, l'intervention de l'État dans les contrats, la diminution autoritaire des loyers et des dettes hypothécaires, l'amputation unilatérale de la rente constituaient de précieux précédents pour une politique socialiste. On nous menaçait de nous dire à un jour prochain : « Vous avez accepté tout cela de Laval. De quoi vous plaindriez-vous aujourd'hui? » — Hélas! c'est à peine si on daigne se servir d'arguments. On nous signifie autoritairement des décisions.

L'opération conduite contre la liberté, avec une continuité de vues digne d'une meilleure cause et une méthode également remarquable, est d'autant plus dangereuse qu'elle ne se pré-

sente pas avec l'aspect dramatique et romantique qu'on se plaît généralement à attribuer à la *révolution*. La révolution ou sa menace provoque un sursaut. Mais, de même que les temps modernes ont singulièrement perfectionné les moyens pour un État de faire faillite, qu'il ne s'agit plus d'une fermeture bruyante des guichets ni de grands coups donnés sur la caisse publique pour en faire comprendre le vide, de même les moyens de faire la révolution se sont adaptés à l'âge de l'anesthésie dans les amputations et les venues au monde des jeunes citoyens. Il s'agit, le plus souvent, de réformes modestes, à propos desquelles l'homme qui se pique d'objectivité, de modernisme, d'impartialité, s'écrie avec une moue de supériorité : « Après tout!... Il faut bien faire quelque chose. »

Nous vivons dans l'anormal. Disons-le, répétons-le, crions-le. Sinon l'exceptionnel deviendra la règle. Le plus grave dans la servitude, disaient les anciens, c'est que l'esclave perd, dans les fers, le goût d'en sortir. Il y a une évolution bien curieuse dans la littérature des décrets-lois. Pour les premiers, dans les rapports préliminaires, le gouvernement s'excusait, plaidait coupable, réclamait les circonstances atténuantes : « Nous ne méconnaissons ni la gravité, ni le caractère anormal de cette décision... Non sans répugnance... Aussi bien cette décision revêtira-t-elle un caractère absolument exceptionnel. » Mais dans les trains qui ont suivi, depuis ces temps oubliés et cependant si proches, et qui se sont multipliés à la cadence des express spéciaux organisés au moment des vacances pour les grands départs vers la neige, le soleil, la mer, la campagne, ces précautions oratoires sont tombées pour faire place à des affirmations de certitude tranquille. « L'habitude est une étrangère qui s'installe en notre maison », disait Sully-Prudhomme. Ne laissons donc pas l'habitude de l'oppression s'installer dans notre maison politique.

Chacun des attentats contre la liberté est un fait assez menu qui passe dans l'indifférence générale. Isolés, aucun ne soulève une émotion violente. Par leur ensemble, leur sens unique, ils marquent une tendance dont il me sera permis de dire, dès maintenant, qu'elle ne me plaît pas. Le devoir le plus strict du citoyen le plus discipliné est d'exercer cette prérogative que Waldeck-Rousseau appelait : le droit de

conseil. Il est nécessaire d'interrompre certaines prescriptions qui sont en train de courir dangereusement. Je voudrais dresser un inventaire, sec comme un acte d'huissier. Il y a des atteintes réalisées. Il y a des menaces qui planent.

LES ATTEINTES RÉALISÉES

Affaiblissement du sens de la loi. — Bossuet, Montesquieu, longtemps après Socrate et Cicéron, voyaient l'essence de la liberté dans le règne absolu de la loi. « La liberté, dit *l'Esprit des Lois*, est le droit de faire tout ce que les lois permettent; et, si un citoyen pouvait faire ce qu'elles défendent, il n'aurait plus de liberté, parce que les autres auraient tout de même ce pouvoir. » Le châtelain philosophe de la Brède ne nous donne pas ici entière satisfaction, il peut y avoir des lois absurdes, tyranniques, cruelles, qui détruisent jusque dans son principe, toute espèce de liberté, et la liberté ne consistera pas à leur être aveuglément soumis. Et pourtant, il y a une âme de vérité dans cette définition, car il n'y a de liberté que si la loi est respectée. La légalité est nécessaire, non suffisante. La liberté trouve sa marque dans cette tranquillité d'esprit, qui naît pour le citoyen de la certitude que ses droits seront respectés. Le démocrate se caractérise par ce trait que le gouvernement lui-même est soumis à la primauté de la loi.

La République française, telle que nos pères l'ont fondée, s'appuie sur quelques colonnes maîtresses : elle est essentiellement une société d'hommes libres; leurs relations sont aménagées par des contrats dont le respect est une des règles saintes; l'État contrôle l'activité de tous, donne sa sanction aux conventions, empêche les oppressions, supprime les injustices, fait exécuter les ordres de la loi et les décisions des juges.

Pourquoi rappellerions-nous ici tant d'éclatantes méconnaissances de ces règles, cependant d'élémentaire bon sens? Elles sont malheureusement présentes dans tous les esprits. Des masses indisciplinées s'installant dans des ateliers qui ne leur appartiennent pas, prétendant de là, avec une menace de sabotage plus ou moins obscure et même

consciente, dicter leur volonté impérative. Les préfets, les procureurs, les policiers, les gendarmes demeuraient muets, par ordre, aux appels de ceux qui se réclamaient de la sainteté de la loi des contrats. Bien plus, des décisions de justice revêtues cependant de la formule exécutoire et contenant un ordre très précis, émis « au nom du peuple français » et requérant tous agents de la force publique, et ne trouvant cependant aucun agent de la force publique qui consente à répondre à cet appel plein de traditionnelle solennité. Ajoutez, à ces atteintes à la propriété, les attentats les plus évidents contre les personnes, leur détention, des blessures, des violences, des briques lancées, les états-majors débarqués par les équipages après avoir été internés dans leurs cabines...

Mettons, si vous le voulez, que le gouvernement n'a pas péché par action. Il n'a pas lui-même, à la différence de Louis-Napoléon, violé la légalité même pour rentrer dans le droit. Mais il a laissé violer. Entre Napoléon qui a répudié Joséphine et Titus qui s'est laissé arracher Bérénice (*Invitus invitam...*), il y a plus de nuances que de différences.

Sans doute, l'art délicat et divin de gouverner les hommes ne comporte pas l'aveugle rigidité des sciences mathématiques ou mécaniques. Il y avait une parcelle de vérité dans la théorie de « la soupape de sûreté » exposée, avec retentissement, par le chef d'un des innombrables gouvernements qui se sont succédé avant l'élection générale de 1936. Mais tout est question de mesure. Les violations de la loi ont été trop nombreuses et trop graves. Certains ont même pu avoir l'impression que les autorités chargées de l'ordre ne se bornaient pas complètement à fermer les yeux devant le désordre et peut-être qu'elles l'encourageaient. Et puis, refusons malgré les sommations sans douceur, de décrocher de nos esprits le tableau de la Déclaration des Droits. Défendons le dogme de l'article 6 : « La loi doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. » Et opposons-nous à un rétablissement à rebours des anciens privilèges au profit de la seule classe organisée de la nation.

Menace à l'indépendace judiciaire. — Nos amis anglais confient joyeusement à leurs juges la protection de leurs libertés. Ils s'en trouvent bien, parce qu'ils ont les juges

adaptés à cette haute mission. Lorsque, à l'occasion du projet contre la presse actuellement pendant devant le Sénat, on nous dit : « Les Anglais confient bien à leurs tribunaux la connaissance des délits de presse; faisons comme eux et enlevons ces délits au jury », on commet une erreur double : 1° Le jury est une institution si profondément ancrée dans le cœur des Anglais, qu'ils en ont mis partout, même auprès des juridictions civiles; 2° Si d'ailleurs on voulait passer à la magistrature française les attributions de l'anglaise, il faudrait lui transporter auparavant ses prérogatives, ses garanties, son indépendance. Oh! je considère notre magistrature qui sait accomplir ses devoirs dans des conditions difficiles. Par sa science et sa conscience, elle peut rivaliser avec toutes les magistratures du monde. Je la respecte. Je la vénère. Seulement, je demande que nos juges ne soient pas constamment soumis à des épreuves trop rudes. J'illustre ma pensée de cette image d'Épinal : au milieu d'un causse, dans le fond des terres, à mi-hauteur des Alpes, je vois un édifice dont la façade s'orne de quatre colonnes et d'un chapiteau triangulaire; c'est le Palais. Là siègent trois hommes, encore tout jeunes, qui se souviennent de leurs études toutes récentes dans une capitale provinciale ou même à Paris. Ils rêvent de leur carrière et des quatorze ou quinze avancements qui leur seront nécessaires pour aboutir au sommet de l'Himalaya judiciaire. Un accident vient troubler cette inquiétude : c'est un procès de presse, c'est un procès rempli de venin de politique locale entre le maire et le curé; un avocat, garde des sceaux d'hier et de demain, plaide pour le maire... Il ne faut pas demander aux juges d'être des héros ou des demi-dieux. Quant à l'inamovibilité qui consiste à leur donner l'assurance que, toute leur vie, ils demeureront attachés à leur siège de Forcalquier ou de Villefranche-de-Lauraguais, elle apparaît comme une assez triste plaisanterie.

Les juges anglais restent en fonctions *quamdiu se bene gesserint*. Entendez que pratiquement rien ne peut les enlever à leur siège, pas même cette douloureuse limite d'âge, dont les gradations en France ont été savamment variées afin de mettre entre les mains du gouvernement des moyens d'action et de pression. C'est le magistrat anglais qui fixe lui-même

l'heure à laquelle il entend se retirer. A la Cour de Londres, les octogénaires ne font pas figure de phénomènes. Une seule menace pèse sur le juge : une pétition de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes demandant au roi la révocation du juge. Menace théorique!

Mais surtout le juge anglais ignore ces deux fléaux : l'intervention parlementaire, l'avancement. C'est parce qu'on a montré ses capacités, dans des fonctions auprès de la justice, qu'on obtient un poste de judicature. Ce siège est tout de suite d'un prix assez haut pour que l'inamovibilité soit précieuse et on a toutes chances d'y achever sa carrière.

En définitive, il y a deux conceptions de la magistrature. Ou bien elle est une autorité, un pouvoir, une corporation indépendante, se décidant d'après les seules règles du droit et de la conscience : c'est la conception anglaise. Ou bien, elle est un instrument de lutte au profit de la classe ou du parti au pouvoir; c'est la conception des soviets. Entre ces deux pôles extrêmes, il y a évidemment une infinité de degrés. Les dernières mesures prises en France sont la suppression de la commission de présentation aux postes et la restriction, jusqu'aux environs de zéro, des garanties au ministère public. Elles marquent la *direction* vers la conception soviétique. Amoindrir la magistrature, d'une part et, d'autre part, livrer à la magistrature ainsi diminuée la liberté de la presse, ce sont là deux mesures qui peuvent revendiquer un sérieux avantage : elles sont logiques l'une par rapport à l'autre et relèvent du même esprit. Mais c'est cet esprit qui est détestable.

Dégradation du régime parlementaire. — J'entends quelque lecteur qui aura bien voulu me suivre jusqu'ici, interrompre sa lecture et s'écrier : « Si le régime parlementaire est dégradé, ce n'est pas grand dommage. » Et pourtant! On peut imaginer, on peut même voir sur un horizon assez proche des systèmes politiques qui nous feraient regretter le ministère Poincaré. Et d'ailleurs, tant que l'on conserve un régime, mieux vaut qu'il ne soit pas dégradé.

Voici les colonnes maîtresses de notre régime : le pouvoir politique appartient au peuple, *dans son entier*, représenté par le suffrage universel sans distinction de naissance, de fortune

ou d'instruction. — L'unanimité n'étant pas de ce monde, nous devons nous résigner à reconnaître le pouvoir de la majorité; la liberté atténue les périls du pouvoir majoritaire. — Le peuple gouverne par les organes qu'il a choisis, c'est-à-dire par les deux Chambres... Je m'arrête pour qu'on ne m'accuse pas de provoquer une inondation de vérités premières.

Et cependant! La C. G. T., organe hors la Constitution, se pose en rivale des pouvoirs constitutionnels; elle prétend faire pression sur les Chambres. Elle est installée en permanence auprès du chef et des membres du gouvernement.

Le gouvernement, qui ne pousse cependant pas ses racines dans le peuple lui-même, mais dans la seule représentation nationale, exagère l'indépendance à son égard. Les débats parlementaires sont bousculés, précipités, difficilement compréhensibles pour ceux qui y participent, à plus forte raison pour les citoyens qui leur restent étrangers; il s'agit de voter, dans le minimum de temps, et avec le minimum de paroles, les oukases du gouvernement. L'opposition, qui, dans les pays réglés comme l'Angleterre, est une véritable fonction politique, est annihilée. Dans ce désordre chaotique, des textes paraissent à l'*Officiel* qui n'ont pas été votés et d'autres, adoptés par les deux Chambres, n'y sont pas insérés. Jamais les boîtes n'ont remplacé avec une telle ampleur les députés défaillants. Par ailleurs, les Chambres multiplient avec frénésie les délégations, les autorisations de décrets-lois, les abandons de compétence. Elles se délivrent avec ardeur des *devoirs* positifs qui leur ont été conférés par la Constitution. *Ruunt in servitutem.*

Je ne prétends pas que la France ait réussi, à la perfection, à se donner les institutions les plus parfaites, pour mettre en œuvre les principes premiers de la démocratie libérale. Ils sont autrement habillés en Angleterre, aux États-Unis, en Suisse; mais ils restent. Je n'affirme pas que les institutions arrêtées à Versailles il y a soixante-deux ans restent, pour l'éternité des siècles, à l'abri de la moindre modification.

« Les institutions successives, disait Jules Ferry, s'effeuillent sur la route du temps. » Les formes extérieures se modifient. L'essentiel, c'est la permanence des principes.

Réglementation autoritaire et politique unilatérale en ce qui concerne les rassemblements. — La pente la plus dangereuse de la législation actuelle, c'est celle qui mène à une police rigoureuse des expressions de la pensée et à leur monopolisation par le parti au pouvoir.

Les hommes peuvent d'abord se rassembler pour mettre en commun leurs émotions, pour affirmer par leur nombre leur attachement à un principe, leur protestation contre une mesure, contre un acte, contre un état de choses. Faites attention que, s'il y a un ou des discours, le rassemblement tombe dans la catégorie juridique de la réunion. Le rassemblement est une très vieille habitude française; il avait, avant 89, une physionomie religieuse. Il s'est laïcisé sous la Révolution et surtout sous la monarchie de juillet. Si le rassemblement est immobile, c'est une manifestation. S'il se déplace, c'est un défilé ou cortège. Peu importe d'ailleurs, les précisions de termes. Le régime juridique est le même. Jusqu'à l'année 1935, le droit en la matière était simple : le rassemblement pouvait se former librement, sans formalités; mais la police avait la faculté de l'interdire; et par le fait de cette prohibition policière, le rassemblement était transformé en *attroupement*, susceptible d'être dispersé par la force, moyennant l'accomplissement de certains rites surannés.

C'est dans ces conditions qu'est intervenue la réglementation du 23 octobre 1935. Cette réglementation est intervenue par décret-loi; il est bien loin d'être indifférent au point de vue des principes, de voir le gouvernement limiter une liberté. La Déclaration des droits proclamait que seule la loi peut dessiner la frontière entre l'ordre et la liberté. — Dans le fond, le droit nouveau prêterait à peu de critiques; il se préoccupe avant tout d'établir des responsabilités; trois jours francs avant celui du rassemblement, ses organisateurs doivent faire une déclaration; on saura donc à qui s'en prendre s'il y a des désordres. La police aura ses aises pour arrêter ses dispositions. Enfin, dans ce délai, le rassemblement pourra être interdit. Il n'y a pas, dans tout cela, de quoi soulever des indignations. L'inquiétant, c'est d'abord l'introduction d'une réglementation prohibitive nouvelle. C'est encore que la première fois que joua le système, la loi fut violée. Le rassemblement

expiatoire à raison de l'attentat commis contre M. Léon Blum, alors que le leader socialiste traversait la foule réunie pour l'enterrement de Jacques Bainville, ne fut déclaré que le jeudi pour le dimanche. Les trois jours francs n'y étaient pas. La loi fut violée en faveur d'un côté de l'opinion. On put redouter pendant quelque temps, qu'elle ne jouerait que dans le même sens : des anticommunistes déclarent leur intention de manifester au Parc des Princes : interdiction. Les communistes à leur tour annoncent leur rassemblement au même point : des forces imposantes de police sont mobilisées pour protéger leur liberté. Depuis, il semble que les choses tendent à se *normaliser*. Le péril demeure. Un jour doit venir où un cortège rouge et un cortège bleu se rencontreront, sans se battre; où, dans quelque Hyde Park, le communiste et l'anticommuniste, après avoir, chacun dans son coin, harangué ses auditeurs, échangeront, à la sortie, le salut du poing fermé et celui de la main ouverte. A bas la dictature de la brutalité.

Restriction de la liberté d'association. — La loi du 10 janvier 1936 prohibe les ligues. Qu'est-ce donc? — Waldeck-Rousseau se refusa à définir la congrégation, en s'appuyant sur la vieille règle de prudence : *omnis definitio periculosa.* Mais si les nécessités de l'action peuvent excuser pareilles dérobades, la doctrine réclame des définitions.

La ligue illicite est le groupement aidant à obtenir un changement total ou partiel des institutions par d'autres voies que celles de la légalité. Il était en réalité inutile de légiférer contre de pareilles organisations : elles tombaient déjà sous le coup de l'article 3 de la loi du 1er juillet 1901. Ce qu'on a cherché, c'est une arme unilatérale. Or, il ne devrait pas suffire, pour constituer une ligue illicite, d'afficher des tendances ou de défendre des idées qui déplaisent à certains. Ce n'est pas un des spectacles les moins curieux de notre temps — cependant si fertile en miracles — que de voir la dissolution de certaines ligues réclamée au nom de la loi par les syndicats de fonctionnaires dont l'illégalité a été proclamée à plusieurs reprises et d'une façon constante, par les plus hautes autorités juridiques du régime : Cour de Cassation, Conseil d'État. Il est remarquable de voir la même attitude prise par la Confédération générale du Travail, dont

l'illégalité a été proclamée par une décision de justice définitive. Enfin, suivant le précepte résigné de Figaro, hâtons-nous de rire en voyant courir, au secours de la légalité, des partis qui conservent jalousement la révolution dans le tabernacle de leurs programmes.

Suppression de la liberté de réunion. — Comme les précédentes, l'atteinte au droit de réunion est antérieure aux élections. C'est une date. Ce n'est pas une excuse. Le plus surprenant, c'est que la mort d'une liberté cardinale n'est pas le fait d'une loi, pas même d'un décret, mais d'une circulaire ministérielle. Le décret du 23 octobre 1935 vise seulement les manifestations dans la rue et les cortèges sur la voie publique. M. Paganon, ministre de l'Intérieur, en a fait sortir le droit pour l'administration d'interdire à son gré les réunions en lieux clos et couverts. L'absence de réaction de l'opinion et de la presse en présence de ce glissement a quelque chose de spécialement attristant.

Le système de la « soupape de sûreté » a tout d'abord semblé donner ce résultat que les interdictions ont été unilatérales. La loi n'est pas la même pour tous pour protéger ou pour punir. Louis-Philippe hésita longtemps avant d'oser interdire les banquets. Il demanda aux organisateurs, dans l'intérêt public, de suspendre cette levée de fourchettes. Mais nous avons assez vécu pour voir la République interdire des déjeuners... Les faits ont fini par être plus forts que les préjugés. Les menaces contre l'ordre ne venaient pas d'un seul côté, le Gouvernement a bien été obligé de défendre l'ordre. Le parti communiste annonça pour le dimanche 11 octobre 1936 cinquante-deux réunions dans les trois seuls départements d'Alsace-Lorraine. Dans un pays-frontière particulièrement sensible, cette agitation pouvait être dangereuse non seulement pour l'ordre public, mais encore pour la sécurité extérieure. Le gouvernement n'a toléré que dix réunions. Le pays lui a su gré de cet acte limité d'énergie. Le Président du Conseil a employé un mot bien caractéristique. Il a déclaré qu'il n'autoriserait que dix réunions. On en est arrivé ainsi à un *régime de fait* analogue à celui du Second Empire.

MENACES QUI PLANENT

Mon énumération n'a pas la prétention d'être exhaustive. Le plus grave péril pour la liberté est dans l'atmosphère au milieu de laquelle nous respirons. L'autre jour, M. Claude Farrère, membre de l'Académie française, s'est vu interdire, par quelques exaltés, de faire une conférence à raison de certaines de ses attitudes politiques. Le fait a été annoncé en cinquième page, en deux lignes, sans commentaires. C'est cette atonie qui est mortelle. Il y a d'ailleurs des menaces plus concrètes.

Le projet contre la presse. — La République, à ses débuts, était pleine d'un religieux respect devant la pensée imprimée. On se souvenait encore de ces temps qui sont suffisamment définis par l'admirable mot de Proudhon : « Il y a des moments où je brûle d'écrire, serait-ce à six mois de prison par ligne. » C'est cet esprit qui anime la charte de 1881, votée sous un ministère Jules Ferry, par la « République aux Républicains ».

Cependant, une série de mesures partielles sont venues donner des coups de bélier à cet édifice de liberté. Elles comportaient deux sortes de dispositions : 1° multiplication des délits d'opinion; 2° restrictions de la compétence du jury.

Cette entreprise de désagrégation du grand édifice libéral a pris au cours de ces derniers temps une cadence accélérée. C'est le décret-loi tendant à défendre le moral de l'armée, c'est la loi du 10 janvier 1936 enlevant au jury la connaissance des articles contenant menace de mort : « Tu peux tuer cet homme avec tranquillité. » C'est, enfin, le projet actuellement pendant devant le Sénat et tendant à instituer tout un nouveau régime pour la presse. Comme M. de Serre sous Louis XVIII, comme Royer-Collard sous Louis-Philippe, les pères de la République estimaient que l'écrivain et le journaliste ont un juge naturel, un seul, le jury. Le Gouvernement ne peut soumettre la pensée, quelle qu'en soit la couleur, à des magistrats quelle qu'en soit la conscience, alors que c'est lui, le Gouvernement qui leur donne leur titre, leurs distinctions et leurs décorations. « Vous n'avez jamais été condamné! » demandait un président de correctionnelle à un

journaliste. — Non, répondit le prévenu. Mais je le serai avant la fin de cette audience. »

C'est dans la plus basse époque du Second Empire que quelques démocrates modernes vont chercher leurs inspirations. Quand on est en si beau chemin, le neveu n'est qu'une étape, on se dirige vers l'oncle dont l'idéal était qu'il n'y eût qu'un seul journal : l'officiel. Il réussit le système d'un seul journal par département. La France se laissait faire parce qu'elle regardait, et, comme disait Thiers « le spectacle en valait la peine ».

2° *Nuages sur la liberté d'enseignement.* — M. Julien Benda félicitait naguère les partis de gauche de s'être purgés de l'anticléricalisme. Il attribuait ce phénomène à la prudence de l'Église depuis l'affaire Dreyfus. Le fait est là : l'anticléricalisme français sommeille. Le droit public soviétique, qui est l'idéal pour un certain nombre de nos concitoyens, est en train, paraît-il, de légaliser la religion, c'est-à-dire de l'admettre comme un fait licite. En même temps d'ailleurs, on annonce pour la seule année 1936 la fermeture de 16 000 églises dans l'ancien empire des tsars.

Nous savons cependant que les militants s'efforcent de rallumer le flambeau.

Le régime de Napoléon Ier en matière d'enseignement — bien voisin d'ailleurs de celui de Moscou — est toujours le modèle de quelques prétendus républicains. Le « front laïque » réclame le monopole. Le grand maître de l'Université lui a fait l'honneur d'assister à ses dernières assises, lui a donné des assurances d'entière sympathie, a esquissé des promesses de concours.

Depuis déjà plusieurs mois, une vive campagne est menée contre une des plus parfaites réussites de la liberté en matière d'enseignement : l'École libre des Sciences politiques. Dans le désarroi moral qui avait suivi notre écrasement en 1870, Boutmy avait résolu de travailler à la reconstitution de l'élite dirigeante de notre pays. C'est l'esprit de l'Institution qu'il installa d'abord dans un modeste appartement de la rive gauche et qu'il transporta quelques années après dans l'hôtel de la rue Saint-Guillaume qui l'abrite encore aujourd'hui. Les maîtres les plus éminents de l'Université — Renault, Lyon-

Caen, Émile Bourgeois — y ont trouvé l'occasion d'enseigner avec des méthodes différentes et devant un public autre que celui du quartier latin proprement dit. Des hommes qui n'étaient pas des universitaires de profession y ont donné des leçons retentissantes : Ribot, Vandal, Sorel, Leroy-Beaulieu, Stourm (je ne parle que des morts). Un succès éclatant a couronné une si longue suite de nobles efforts. Les menaces se multiplient contre l'Institution. On lui reproche, par les frais d'études, d'écarter la jeunesse non fortunée : 1 700 francs par an pendant deux ans. Le problème, s'il se réduisait à cet aspect, serait trop facile à résoudre : il suffirait de fonder des bourses. Ce serait plus économique que de créer de toutes pièces un organisme nouveau. Le grand grief, c'est que l'École émane de l'initiative privée, qu'elle est libre de fait et d'esprit.

L'enseignement supérieur s'enorgueillit d'être le refuge du libre examen. Anatole de Monzie écrit qu'il a attaché un grand prix à la collaboration donnée par les universitaires à son Encyclopédie parce qu'ils ont l'orgueil de la liberté, orgueil sans lequel il n'y a pas de liberté. L'éminent recteur de Genève, M. William Rappard, vient de montrer dans des pages d'une éloquence singulière qu'il ne peut y avoir d'Université, dans le sens élevé et traditionnel de ce mot, que dans une atmosphère de liberté. La dictature ne connaît que des instituts d'études du troisième degré, et des écoles professionnelles. Elle n'a pas de *savants*, au moins dans les sciences morales; elle n'a plus que des *agents* chargés de propager la doctrine d'État. Privée de liberté, génératrice de vitalité et de variété, la culture véritable s'étiolera dans ses anciens foyers, désormais privés de leur âme, et qui ne seront plus que des usines pour produire des techniciens en série.

Il n'y a pas eu d'offensive directe et officielle contre la liberté de l'esprit dans l'enseignement supérieur de l'État. Mais voilà qu'un grand parti, sur la Côte d'Argent, où les congressistes n'ont pas compris la leçon du grand vent du large, a pu entendre, contre cette liberté, un réquisitoire, une dénonciation, et, puisque ce parti était de majorité, une délation. L'inquisiteur appartenait cependant lui-même au « diocèse de la libre pensée » pour reprendre ce mot de Sainte-Beuve au Sénat. Un clerc trahissait. Mais le plus attristant, c'est qu'au-

cune réserve, aucune, de la part d'aucun n'ait été formulée.

Certes, il reste un bon bout de chemin à parcourir avant qu'on en soit à l'état de la Russie des soviets, avec son conformisme écœurant, son orthodoxie de police, et son oppression abjecte ! Paris est toujours la Ville Sainte de l'Esprit. La France se remet peu à peu de son accès pernicieux de fièvre électorale. Sur toute la surface du vaste monde, elle est la patrie la plus aimable pour les siens et la plus accueillante pour les autres. Elle continue à mériter toutes les affections et toutes les jalousies.

Seulement, il faut veiller. Le plan qui, pierre à pierre, se réalise devant nos yeux, sous la direction d'un architecte invisible, a au moins une grande qualité : il est clair, net, apparent. Il s'agit d'enfermer chacun de nous dans une cellule aménagée de telle façon qu'au moindre de nos mouvements une sonnerie retentira dans le hall central où veillent les geôliers. Il faut voir ce péril pour le mieux conjurer.

JOSEPH-BARTHÉLEMY,
Membre de l'Institut.

SERVITUDE HUMAINE[1]

Philip prit des billets pour le samedi soir. Ce jour-là, elle était libre trop tard pour avoir le temps de rentrer s'habiller, mais elle devait apporter une robe, le matin, et la passer rapidement au magasin. Quand la directrice était de bonne humeur, elle la laissait partir à sept heures. Philip devait se trouver devant la porte, à sept heures un quart. Il attendait ce moment avec une angoisse impatiente. Peut-être dans le cab, du théâtre à la gare, se laisserait-elle embrasser. Où trouver meilleure occasion pour passer le bras autour de la taille d'une jeune fille? Le cab d'alors s'y prêtait mieux que le taxi d'aujourd'hui.

Mais quand il vint prendre son thé, le samedi après-midi, pour confirmer le rendez-vous, l'homme à la moustache blonde sortait. Philip le savait à présent, il répondait au nom de Miller. Allemand naturalisé, il avait anglicisé son nom et habitait l'Angleterre depuis de longues années. Philip l'avait entendu parler. Il s'exprimait couramment, mais avec un accent étranger. Il faisait la cour à Mildred. Horriblement jaloux, Philip se consolait en songeant à cette froideur de tempérament dont il était le premier à souffrir. Ce glaçon de Mildred ne dégelait sûrement pas au contact de ce rival. Mais la présence de Miller allait peut-être empêcher la sortie de ce soir. Il entra, pâle d'appréhension. La jeune fille vint à lui, prit la commande et apporta le thé.

— Je suis désolée, — dit-elle, le visage vraiment contrarié. — Voilà que je ne peux pas sortir ce soir.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 janvier.

— Pourquoi?

— Ne faites pas une tête pareille, — dit-elle en riant. — Ce n'est pas ma faute. Ma tante est tombée malade hier soir, et c'est le jour de congé de la bonne. Je suis obligée de rester. On ne peut pourtant pas la laisser seule? hein?

— Ça ne fait rien, je vous reconduirai pour me dédommager.

— Mais les billets? Ce serait dommage de les perdre.

Il les sortit et les déchira en petits morceaux.

— Pourquoi faites-vous ça?

— Pensez-vous que je vais aller tout seul à cette saleté d'opérette? C'est pour vous que j'avais pris ces places.

— Vous ne pourrez pas me reconduire chez moi, si c'est là votre idée.

— Vous avez arrangé autre chose?

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire. Vous êtes bien tous les mêmes. Vous, d'abord! Est-ce ma faute si ma tante se fait des idées?

Elle griffonna la note et le quitta. Philip connaissait très mal les femmes, sinon il aurait su que l'on doit accepter leurs mensonges, même les plus transparents. Il décida de surveiller la sortie pour voir si Mildred ne partait pas avec l'Allemand. Il avait un besoin malheureux de certitude. Au coup de sept heures, il se posta sur le trottoir opposé. Pas de Miller. Au bout de dix minutes, Mildred apparut. Elle portait le manteau et le châle du soir où il l'avait emmenée au théâtre. Elle ne rentrait pas chez elle, cela sautait aux yeux. Avant qu'il eût eu le temps de se cacher, elle l'aperçut et, après un sursaut, elle vint droit à lui.

— Que faites-vous ici? — demanda-t-elle.

— Je prends l'air.

— Vous m'espionnez, espèce de mouchard. Et moi qui vous prenais pour un gentleman.

— Pensez-vous qu'un gentleman pourrait s'intéresser à vous?

Un démon intérieur le poussait. Il désirait la blesser autant qu'elle le blessait.

— Je peux pourtant changer d'avis si ça me plaît. Rien ne m'oblige à sortir avec vous. Je vous en préviens, je ne rentre pas chez moi et je ne veux être ni suivie ni épiée.

— Avez-vous vu Miller aujourd'hui?

— Ça ne vous regarde pas. A vrai dire, je ne l'ai pas vu. Vous vous fourrez le doigt dans l'œil.

— Je l'ai aperçu cet après-midi. Il quittait votre boîte comme j'y entrais.

— Et après? Je puis bien sortir avec lui si ça me chante, hein? Je ne vois pas ce que vous avez à y redire.

— Il vous fait poser, on dirait.

— Eh bien, je préfère l'attendre que de vous voir m'attendre. Mets ça dans ta poche et ton mouchoir par-dessus, mon bonhomme. Et maintenant, vous allez peut-être vous décider à filer chez vous et à vous occuper à l'avenir de vos affaires.

L'humeur de Philip changea. Il passa de la colère au désespoir et prononça d'une voix tremblante :

— Ne soyez pas méchante, Mildred, vous savez la profonde affection que je vous porte. Je vous aime de tout mon cœur. Ne changerez-vous pas d'avis? Je me réjouissais tant de cette soirée. Vous voyez bien qu'il n'est pas venu. Faut-il qu'il se fiche de vous! Vous ne voulez pas dîner avec moi? Je vais prendre d'autres places et nous irons où vous voudrez.

— Je vous dis que je ne veux pas. Inutile de discuter. Je suis décidée, et quand j'ai décidé une chose, je m'y tiens.

Il la considéra. Son cœur se crispait de douleur. Des gens passaient, les cabs et les omnibus roulaient dans un bruit de ferraille. Le regard de Mildred errait sans cesse. Elle craignait de manquer Miller dans la foule.

— Ça ne peut pas continuer ainsi, — gémit Philip, — c'est trop dégradant. Cette fois, si je pars, ce sera pour de bon. Si vous ne venez pas avec moi ce soir, vous ne me reverrez jamais.

— On dirait vraiment que ce serait une catastrophe. En voilà un bon débarras!

— Alors, adieu.

Il s'inclina et s'éloigna lentement dans l'espoir d'être rappelé. Au premier réverbère, il jeta un coup d'œil par-dessus son épaule. Elle allait lui faire signe. Disposé à tout oublier, il était prêt à n'importe quelle humiliation. Mais elle avait tourné le dos et ne pensait même plus à lui. Elle se réjouissait d'être débarrassée d'un gêneur.

V

Philip passa une soirée pitoyable. Comme il devait sortir, sa propriétaire ne lui avait rien préparé et il dut aller dîner chez Gatti. Ensuite, il rentra. Griffiths recevait, à l'étage au-dessus, et la gaieté bruyante de ses invités ajouta encore à la misère de Philip. Il se réfugia au music-hall. Un samedi soir, il ne restait que des places de promenoir. Après une demi-heure d'ennui, ses jambes se fatiguèrent et il regagna son appartement. Il essaya de lire sans parvenir à fixer son attention, et cependant, il était indispensable de travailler. L'examen de biologie devait avoir lieu dans une quinzaine de jours. Cette matière ne présentait pas de difficulté, mais, depuis quelque temps, il négligeait les cours et il avait conscience d'être nul. Comme il ne s'agissait que d'un oral, il arriverait pourtant à en savoir assez pour passer de justesse. Il se fiait à son intelligence. Rejetant son livre, il s'absorba dans le sujet qui l'obsédait.

Pourquoi l'avoir mise dans l'alternative de dîner avec lui ou de ne jamais le revoir? Le refus était certain. Il aurait dû ménager sa fierté. Il venait de brûler ses vaisseaux. Si au moins elle avait souffert, mais il ne la connaissait que trop : elle éprouvait pour lui la plus parfaite indifférence. Au lieu de se conduire en idiot, il aurait dû faire semblant de croire à son histoire, cacher sa déception et maîtriser sa colère. Pourquoi l'aimait-il ainsi? Il avait lu des théories sur l'idéalisation par l'amour, mais il la voyait sans illusions : ni esprit, ni finesse, ni intelligence, une méchanceté, une vulgarité révoltantes; aucune générosité, aucune douceur. Comme elle l'aurait elle-même proclamé, elle était « nature ». Un bon tour joué à une personne confiante excitait son admiration. « Rouler » quelqu'un, quelle aubaine! A la pensée de sa prétention aux belles manières, de ses gestes précieux devant une assiette, un rire sauvage secoua Philip. Elle ne pouvait supporter un mot grossier et, dans la mesure de son vocabulaire limité, elle avait la passion de l'euphémisme. Elle voyait des inconvenances partout. Effarouchée par le mot pantalon, elle disait un « vêtement du bas ». Pour elle, l'action de se moucher tenait de l'indécence et elle l'accomplissait en ayant l'air de s'excuser. Très anémique, elle souffrait de dyspepsie.

Au fond, sa poitrine plate, ses hanches étroites dégoûtaient Philip. Et cette coiffure! Il se méprisait de l'aimer.

Il n'en était pas moins désemparé. Autrefois, au collège, entre les mains d'un garçon plus fort, il avait lutté jusqu'à l'épuisement de ses forces. Il se souvenait de cette langueur dans les membres, presque une paralysie. Il aurait pu aussi bien être mort. En ce moment, il éprouvait la même faiblesse. Il aimait cette femme comme jamais il n'avait aimé. Qu'importaient ses défauts? Il croyait les aimer aussi; en tout cas, ils ne comptaient pas à ses yeux. Une force inconnue le dressait, malgré sa volonté, contre ses intérêts, et dans sa passion de la liberté, il en exécrait les chaînes. Ah! Comme il l'avait souhaitée, cette passion accablante. Quelle folie d'y avoir cédé. Rien de tout cela ne serait arrivé s'il n'était pas entré dans le salon de thé avec Dunsford. Sans sa vanité ridicule, il ne se serait jamais occupé de cette pécore.

De toute façons, les événements de la soirée venaient de mettre le point final. A moins d'avoir perdu toute dignité, impossible de revenir en arrière. D'ici peu, son tourment s'apaiserait. Ses pensées se reportèrent au passé. Émily Wilkinson et Fanny Price[1] avaient-elles, à cause de lui, enduré pareil tourment? Il en éprouva du remords.

« Je ne savais pas ce que c'était », se dit-il.

Il dormit très mal. Le lendemain, un dimanche, il travailla sa biologie. Le livre ouvert devant lui, il formait les mots avec les lèvres afin de fixer son attention, mais sans parvenir à rien retenir. A chaque instant, sa pensée retournait vers Mildred et il se répétait mot pour mot toute leur querelle. Il dut se forcer à reprendre sa lecture. Il alla faire une promenade. Pendant la semaine, le va-et-vient donnait aux pauvres rues situées au sud de la rivière un peu d'animation, mais le dimanche, sans une seule boutique ouverte ni le moindre camion, le silence était lugubre. Cette journée ne finirait-elle donc jamais? Brisé de fatigue, Philip s'endormit d'un sommeil pesant et, le lundi, il rentra dans la vie plein de résolution. Noël approchait. Beaucoup d'étudiants étaient à la campagne pour de courtes vacances. Philip avait décliné l'invitation de son oncle. Il avait donné pour excuse la date proche de

1. Deux femmes qui avaient aimé Philippe, mais dont il n'avait pas partagé les sentiments.

l'examen, mais, en réalité, il ne voulait pas quitter Mildred. Il lui restait à peine quinze jours pour apprendre le programme de trois mois. Il se mit au travail avec ardeur. De jour en jour, le souvenir de Mildred s'effaçait. Il se félicitait de sa force de caractère. Son chagrin n'était plus de l'angoisse, mais une sorte de courbature comme après une chute de cheval dont on s'est tiré indemne. Maintenant, il était capable d'analyser froidement son état depuis la rupture. Il disséqua ses sentiments avec une satisfaction perverse. Une chose le frappait : dans ces cas-là, ce qu'on pensait comptait bien peu. Sa philosophie personnelle, dont il était si fier, n'avait servi à rien.

Parfois, dans la rue, une jeune fille lui rappelait Mildred. Anxieux, il pressait le pas pour la rattraper, mais c'était une inconnue. Les étudiants revinrent et Philip alla prendre le thé avec Dunsford dans un A. B. C.[1]. L'uniforme bien connu le rendit malheureux au point de ne plus pouvoir parler. Peut-être Mildred avait-elle été transférée dans un autre établissement; il pourrait fort bien se trouver soudain devant elle. Cette pensée le remplit de frayeur. Et si Dunsford s'apercevait de son trouble? Son bavardage l'exaspérait et il eut beaucoup de mal à ne pas lui crier : « Pour l'amour du ciel, tais-toi! »

Le jour de l'examen arriva. Philip s'approcha de l'examinateur avec la plus entière confiance. Il répondit à trois ou quatre questions. Puis on lui montra divers spécimens. Il avait assisté à fort peu de cours et, dès qu'on aborda des matières qu'on ne peut pas apprendre dans les livres, il resta court. Il fit de son mieux pour dissimuler son ignorance. L'examinateur n'insista pas et, bientôt, les dix minutes furent écoulées. Il se croyait certain de passer, mais, le lendemain, quand il se rendit au local des examens pour voir les résultats affichés sur la porte, il ne trouva pas son numéro parmi les reçus. Il relut trois fois la liste. Dunsford l'accompagnait.

— Mon pauvre vieux! — dit-il.

Il venait de demander à Philip son numéro. Philip se retourna et, à sa physionomie radieuse, il comprit que Dunsford avait réussi.

— Oh! Ça ne fait rien, — dit Philip. — Je suis ravi de ton succès. Je remettrai ça en juillet.

1. Maison de thé de Londres.

Il tenait beaucoup à jouer l'indifférence et, en revenant le long de l'Embankment, il affecta de ne parler que de futilités. Bon garçon, Dunsford cherchait à discuter les causes de l'échec, mais Philip fit la sourde oreille. Il se sentait très mortifié. Le succès de cette bonne bête de Dunsford rendait son échec encore plus pénible. Fier, depuis toujours, de son intelligence, il se prenait maintenant à en douter. A la fin de ce premier trimestre, des différences se marquaient déjà parmi les étudiants. On distinguait les sujets brillants de ceux qui étaient simplement intelligents ou travailleurs, et des cancres. L'échec de Philip ne surprenait que lui. L'heure du thé approchait et beaucoup d'étudiants allaient se retrouver au sous-sol. Les candidats heureux exulteraient, ceux qui n'aimaient pas Philip le considéreraient d'un air satisfait, et les pauvres recalés compatiraient à ses ennuis, afin de recevoir eux-mêmes quelque marque de sympathie. Il eût aimé à fuir l'hôpital pendant une semaine, et à ne revenir qu'une fois cette histoire oubliée, mais il y alla. Il voulait s'infliger une souffrance. Ou une sorte de perversité le poussait-elle à se torturer?

Plus tard, en se retrouvant dans la nuit, après la conversation bruyante du fumoir, la solitude pesa sur lui. Le besoin d'être consolé, la tentation de voir Mildred étaient irrésistibles. Elle lui offrait, hélas! peu de chances de réconfort, mais il voulait la voir, même sans lui parler. Après tout, comme fille de salle, elle serait obligée de le servir. Inutile de se le dissimuler : il ne tenait qu'à elle au monde. Certes, il serait humiliant de retourner au salon de thé comme s'il ne s'était rien passé; il ne lui restait plus guère d'amour-propre. Chaque jour, il espérait une lettre d'elle : elle savait qu'un mot adressé à l'hôpital lui parviendrait, mais elle n'avait pas écrit. Elle se moquait pas mal de le revoir. Et il se répétait sans cesse :

« Il faut que je la voie, il faut que je la voie. »

Trop impatient pour aller à pied, il sauta dans un fiacre. Pourtant, il était trop économe pour en prendre un quand il pouvait l'éviter. Pendant une ou deux minutes, il resta devant le tea room. Peut-être n'y était-elle plus. Épouvanté, il se hâta d'entrer. Il l'aperçut tout de suite. Il s'assit et elle s'approcha.

— Une tasse de thé et un muffin, je vous prie, — commanda-t-il.

Il pouvait à peine parler. Un moment, il craignit de se mettre à pleurer.

— Je me demandais si vous étiez mort, — dit-elle.

Elle souriait. Elle souriait! Elle paraissait avoir complètement oublié la fameuse scène dont le souvenir avait torturé Philip des centaines de fois.

— Je pensais que, si vous aviez envie de me voir, vous m'écririez, — répondit-il.

— Comme si j'avais le temps d'écrire!

Décidément, il lui était impossible de dire quelque chose d'aimable. Philip maudit le sort qui l'enchaînait à une pareille femme. Elle alla chercher son thé.

— Voulez-vous que je m'asseye un peu avec vous? — offrit-elle, en l'apportant.

— Volontiers.

— Où étiez-vous donc?

— A Londres.

— Je vous croyais parti pour les vacances. Alors, pourquoi n'êtes-vous pas revenu?

Philip la contemplait avec des yeux hagards et passionnés.

— Vous ne vous rappelez pas? J'avais dit que je ne vous reverrais plus.

— Alors, que faites-vous ici?

Elle paraissait désireuse de lui faire boire le calice jusqu'à la lie, mais il la connaissait assez pour savoir qu'elle parlait à tort et à travers; elle le blessait terriblement, sans même s'en rendre compte. Il ne répondit pas.

— Ce tour que vous m'avez joué en me mouchardant ainsi. Et moi qui vous avais toujours pris pour un gentleman!

— Ne soyez pas méchante, Mildred. Je ne puis le supporter.

— Quel drôle de type vous faites! Je n'arrive pas à vous comprendre.

— C'est très simple. Je suis assez idiot pour vous aimer de toute mon âme. Or, vous ne tenez pas du tout à moi.

— Je trouve que, si vous aviez été bien élevé, vous seriez venu le lendemain me demander pardon.

Elle se montrait sans merci. Il regarda son cou. Quelle joie il aurait éprouvé à le frapper avec le couteau destiné à son muffin! Il savait assez d'anatomie pour être à peu près certain de ne pas manquer la carotide. Et, en même temps, il

aurait voulu couvrir de baisers cet étroit et diaphane visage.

— Si j'arrivais seulement à vous faire sentir à quel point effrayant je vous aime.

— Vous ne m'avez toujours pas demandé pardon.

Il devint très pâle. En cette occasion, elle se trouvait blanche comme neige, et tenait à le voir s'abaisser. Un instant, il faillit l'envoyer promener, mais il n'osa pas. La passion le rendait abject. Tout plutôt que de la perdre.

— Je regrette beaucoup, Mildred, je vous demande pardon.

Les mots l'étranglaient. Ce fut un terrible effort.

— Eh bien! Maintenant que vous avez dit ça, je veux bien vous avouer que je regrette de n'être pas sortie avec vous ce soir-là. Je prenais Miller pour un gentleman, mais je m'étais bien trompée. Je n'ai pas tardé à l'envoyer paître.

Philip sursauta.

— Mildred, si on sortait ensemble ce soir? Allons dîner quelque part.

— Je ne peux pas. Ma tante m'attend.

— Je vais lui envoyer un télégramme. Vous direz que vous avez été retenue ici. Elle n'en demandera pas davantage. Oh! venez, pour l'amour de Dieu! Il y a si longtemps que je ne vous ai vue et j'ai à vous parler.

Elle jeta un regard sur sa robe.

— Nous choisirons un restaurant où on ne s'habille pas. Et après, nous irons au music-hall. Je vous en prie, dites oui. Ça me ferait tant de plaisir.

Elle hésita.

— En somme, pourquoi pas? Je ne suis pas sortie depuis je ne sais combien de temps.

Il eut beaucoup de mal à ne pas lui prendre les mains pour les couvrir de baisers.

VI

Ils allèrent à Soho. La joie bouleversait Philip. Il n'avait pas choisi le plus encombré de ces restaurants bon marché où les gens respectables à court d'argent se rendent avec l'espoir d'y côtoyer la bohème et la certitude de dîner à peu de frais. Cet humble établissement, tenu par un brave homme de Rouen et sa femme, Philip l'avait découvert par hasard.

L'aspect français de la devanture l'avait attiré. Une belle tranche de viande crue entre deux remparts de légumes y servait d'appât. Le garçon — un Français — s'imaginait apprendre l'anglais dans cette maison où n'entraient guère que des étrangers. Des filles y voisinaient avec un ou deux ménages dont on mettait les serviettes de côté et quelques personnages aux situations imprécises, avides d'avaler un maigre repas.

Là, Mildred et Philip purent trouver une table pour eux seuls. Philip envoya le garçon chercher du bourgogne à la taverne la plus proche. On leur servit un potage aux herbes, un beefsteak aux pommes — celui de la devanture — et une omelette au kirsch. Ce repas, ce cadre sentaient le romantisme. D'abord un peu réservée, dans son appréciation :

— Je me méfie toujours de ces boîtes étrangères. On ne sait jamais ce qu'il y a dans ces plats compliqués.

Mildred finit par céder à l'ambiance.

— Voilà un endroit qui me plaît, Philip. On peut y mettre les coudes sur la table.

Un grand garçon, à la crinière grise et à la barbe rare et hérissée, entra. Il portait un manteau élimé et un chapeau d'artiste. Il salua Philip qui l'avait déjà rencontré là.

— Il a une tête d'anarchiste, — remarqua Mildred.

— Il l'est et l'un des plus dangereux d'Europe. Il a tâté de toutes les prisons du continent et assassiné plus de gens qu'aucun condamné à mort. Il promène toujours une bombe dans sa poche et ça ne rend pas la conversation facile, car, si on n'est pas de son avis, il la pose ostensiblement sur la table.

Elle contempla l'homme avec une surprise horrifiée, et jeta un regard soupçonneux sur Philip. Elle s'aperçut que ses yeux riaient. Elle fronça le sourcil.

— Vous me faites marcher?

Il eut un rire heureux. Mildred ne goûta pas la plaisanterie.

— Je ne vois rien de drôle à raconter des mensonges.

— Ne vous fâchez pas.

Il prit une de ses mains et la pressa.

— Vous êtes ravissante et je voudrais baiser le sol que foulent vos pieds.

La pâleur de son teint l'enivrait et il trouvait à ses minces lèvres blanches une séduction extraordinaire. L'anémie accé-

lérait le souffle de Mildred et elle avait souvent la bouche ouverte. Philip y voyait un charme de plus.

— Je vous plais tout de même un peu, dites? — demanda-t-il.

— Sans ça, serais-je ici? Vous êtes vraiment ce qu'on appelle un gentleman, je dois le dire.

Ils avaient terminé leur dîner et prenait le café. En veine de prodigalité, Philip fumait un cigare de trois pence.

— Vous ne savez pas quel plaisir c'est pour moi d'être en face de vous et de vous contempler. J'ai langui après vous. J'étais malade à force d'avoir envie de vous voir.

Mildred sourit et rougit. La dyspepsie qui, en général, s'emparait d'elle après les repas ne la faisait pas souffrir. Jamais elle n'avait été mieux disposée à l'égard de Philip et la tendresse inhabituelle de son regard le remplissait de joie. Certes, il était fou de se mettre entre les mains de cette femme; Sa seule chance de salut eût été de la traiter avec détachement et de ne jamais lui montrer la flamme de sa passion sauvage. Elle prenait avantage de sa lâcheté, mais, en cet instant, il se sentait incapable de prudence. Il lui raconta toutes les affres de leur séparation, ses combats contre lui-même, comment il avait essayé de surmonter cet amour et comment, après avoir cru réussir, il l'avait senti aussi violent que par le passé. En réalité, il n'avait jamais désiré l'étouffer. Quand on aime tant, qu'importe la souffrance? Il mit son cœur à nu devant elle et étala sans honte toute sa faiblesse.

Rien ne lui eût plu davantage que de rester dans cet agréable petit restaurant; mais Mildred voulait de la distraction. Elle éprouvait toujours, au bout d'un certain temps, le besoin de changer d'endroit. Il n'osa pas courir le risque de l'ennuyer.

— Que diriez-vous d'aller au music-hall? — proposa-t-il.

Une idée lui traversa l'esprit. Si elle tenait à lui le moins du monde, elle préférerait rester là.

— Je me disais justement qu'il était grand temps de partir, — répondit-elle.

— Alors, venez.

Philip attendit avec impatience la fin de la représentation. Il avait arrêté sa ligne de conduite et, une fois dans le cab, il lui passa le bras comme par hasard, autour de la taille. Mais

il le retira vivement avec un cri. Il venait de se piquer. Elle se mit à rire.

— Voilà ce qui arrive quand on met son bras là où il ne devrait pas être, — dit-elle. — Chaque fois qu'un homme essaye de me prendre par la taille, cette épingle l'attrape.

— Je me méfierai.

Il l'enlaça. Elle ne résista pas.

— Je suis si bien, — soupira-t-il.

— Du moment que vous êtes content...

Après Saint-James's Street, la voiture pénétra dans le parc. Philip lui vola un rapide baiser. Elle lui inspirait une crainte bizarre et il lui fallait faire appel à tout son courage. En silence, elle lui offrit ses lèvres. Elle ne paraissait ni redouter ni aimer ce contact.

— Si vous saviez combien j'ai désiré cet instant, — murmura-t-il.

Il voulut recommencer, mais elle détourna la tête.

— Une fois suffit, — dit-elle.

Dans l'espoir de l'embrasser encore, il l'accompagna jusqu'à Herne Hill, et, au bout de la rue où elle habitait, il lui demanda :

— Ne m'accorderez-vous pas encore un baiser?

Elle le regarda d'un air indifférent, puis elle inspecta la rue.

— Ça m'est égal.

Il la saisit dans ses bras et l'embrassa avec fureur, mais elle le repoussa.

— Attention à mon chapeau, idiot! Quel maladroit!

VII

A partir de ce moment, il la vit tous les jours. Il se mit à déjeuner au salon de thé, mais Mildred y mit le holà : cela faisait jaser. Il dut se contenter de venir à l'heure du thé. Mais il l'attendait toujours pour l'accompagner à la gare et, une ou deux fois par semaine, ils dînaient ensemble. Il lui offrait de petits cadeaux : un bracelet africain en or, des gants, des mouchoirs. Ses moyens ne lui permettaient pas de telles prodigalités, mais comment s'en défendre? Elle ne lui témoignait d'affection que s'il lui donnait quelque chose. Elle connaissait le prix de tout et sa gratitude reflétait exacte-

ment la valeur du cadeau. Philip se sentait trop heureux quand elle l'embrassait pour s'arrêter au caractère intéressé de ces élans. Elle trouvait assommant de rester le dimanche avec sa tante. Ces jours-là, il se rendait dès le matin à Herne Hill pour la retrouver au bout de la rue et l'accompagner à l'office.

— Je tiens à aller à l'église au moins une fois par semaine, — disait-elle. — Ça fait bon effet.

Ensuite, elle rentrait déjeuner. Il prenait un repas sur le pouce, dans un hôtel, et, l'après-midi, ils allaient se promener à Brockwell Park. Ils n'avaient pas grand'chose à se dire et, affolé à l'idée de l'ennuyer — on l'ennuyait très facilement — Philip se mettait l'esprit à la torture pour trouver des sujets de conversation. Ces promenades ne les amusaient ni l'un ni l'autre, mais, dans sa terreur de la quitter, il faisait tout son possible pour les prolonger au point de la fatiguer et de la rendre de mauvaise humeur. Elle ne tenait pas à lui. Il le savait. Pourtant, il s'obstinait. Sans aucun droit sur elle, il ne se montrait pas exigeant. En raison de leur intimité, il avait maintenant plus de peine à se dominer. Souvent, des mots aigres lui échappaient. Ils se querellaient. Alors, elle boudait. Il finissait par ramper devant elle. Son manque de dignité l'irritait contre lui-même. Parlait-elle à un client, la jalousie le rendait fou. Il paraissait hors de lui. Il l'insultait, quittait le salon de thé, et passait ensuite une nuit blanche à s'agiter dans son lit, tour à tour furieux ou accablé de remords. Le lendemain, il allait implorer son pardon.

— Ne m'en veuillez pas, — disait-il. — Je vous aime tant que je ne puis me maîtriser.

— Un de ces jours, ça finira mal.

Il aurait bien voulu venir chez elle. Une plus grande intimité lui eût donné le pas sur les amis qu'elle se faisait pendant les heures de travail. Elle ne le lui permit pas.

— Ma tante trouverait ça drôle.

Sans doute tenait-elle surtout à ne pas lui laisser voir cette parente. Elle la lui avait représentée comme la veuve d'un homme de profession libérale, — c'était sa formule pour désigner les gens distingués — et sentait combien la bonne dame s'acquitterait mal de ce rôle. En réalité, il s'agissait sans doute de la veuve de quelque petit boutiquier. Philip connais-

sait le snobisme de Mildred, mais il ne sut pas trouver le moyen de lui faire comprendre à quel point la vulgarité de la tante le laissait indifférent.

Leur plus vive querelle éclata un soir à dîner, quand elle lui apprit qu'un monsieur l'avait invitée à aller au théâtre. Philip pâlit et son visage durcit.

— Vous n'irez pas, j'espère?

— Pourquoi pas? C'est un garçon très gentil et bien élevé.

— Je vous mènerai où vous voudrez.

— Ce n'est pas la même chose. Je ne peux pas toujours être collée à vous. De plus, il m'a priée de choisir mon jour. Je prendrai un soir où nous ne sortirons pas ensemble. Vous n'y perdrez rien.

— Si vous aviez le moindre sens des convenances et un tant soit peu de gratitude, vous ne songeriez même pas à accepter.

— De la gratitude? Si c'est à vos cadeaux que vous faites allusion, vous pouvez les reprendre.

Elle glapissait sur un ton acariâtre.

— Avec ça que c'est drôle de toujours sortir avec vous : ces éternels « M'aimez-vous? M'aimez-vous? » Il y a de quoi vomir.

Il savait l'ineptie de cette question. Pourtant il n'arrivait pas à la retenir.

— Mais oui, je vous aime bien, — répondait-elle.

— Pas plus que ça? Moi, je vous aime de tout mon cœur.

— Ce n'est pas mon genre. Je ne suis pas démonstrative.

— Si vous saviez comme un simple mot me rendrait heureux.

— Je me tue à le répéter, les gens n'ont qu'à me prendre telle que je suis. S'ils ne sont pas contents, qu'ils aillent au diable.

Mais, parfois, elle répondait encore plus simplement :

— Oh! La ferme!

Alors, il se mettait à bouder. Il la détestait.

Cette fois, il dit :

— Si ça vous produit cet effet-là, je me demande pourquoi vous condescendez à sortir avec moi.

— Je m'en passerais bien, allez! C'est vous qui me cramponnez.

Blessé dans son orgueil, il répondit, furieux :

— Vous me trouvez bon, faute de mieux, pour vous offrir des dîners et des places de théâtre. Mais, au premier greluchon venu, on me met au rancart. J'en ai assez de jouer les doublures.

— Ce ton pour me parler! Je vais vous montrer si j'y tiens, à votre sale dîner.

Elle se leva, enfila sa jaquette et se précipita hors du restaurant. Philip resta à sa place, décidé à ne pas bouger. Mais, quelques minutes plus tard, il sautait dans une voiture pour la suivre. Elle avait dû prendre l'omnibus jusqu'à la gare de Victoria, et ils y arriveraient en même temps. Il la vit sur le quai et parvint à passer inaperçu dans le même train jusqu'à Herne Hill.

Dès qu'elle eut quitté l'encombrement et la lumière de la rue principale, il la rattrapa.

— Mildred?

Elle continua sa route sans le regarder ni lui parler. Il répéta son nom. Alors, elle s'arrêta et fit face.

— Quoi encore? Je vous ai vu à Victoria. Allez-vous vous décider à me ficher la paix?

— Je regrette tant. Réconcilions-nous, voulez-vous

— Non. J'en ai soupé de votre caractère de chien et de votre jalousie. Je ne vous aime pas, je ne vous ai jamais aimé et je ne vous aimerai jamais. Je ne veux plus entendre parler de vous.

Elle reprit rapidement sa marche et Philip dut presser le rythme inégal de son pas.

— Vous êtes dure pour moi, — dit-il. — C'est très acile d'être aimable et gai avec les indifférents, mais pas quand on aime comme je vous aime. Ayez pitié. Ça m'est égal que vous ne m'aimiez pas. Après tout, vous n'y pouvez rien. Je vous demande seulement de me laisser vous aimer.

Elle continua son chemin, sans un mot. Encore quelques centaines de mètres et elle serait chez elle. L'angoisse saisit Philip. Il s'abaissa alors jusqu'à lui dire :

— Pardonnez-moi encore cette fois-ci, et je vous jure que vous n'aurez plus à vous plaindre de moi. Vous sortirez avec qui vous voudrez. Je serai trop heureux de vous emmener quand vous n'aurez rien de mieux à faire.

Elle s'arrêta de nouveau, car ils arrivaient au coin où il la quittait toujours.

— A présent, filez. Je ne veux pas d'une colle pareille jusqu'à ma porte.

— Je ne partirai pas avant d'avoir votre pardon.

— J'en ai plein le dos de toute cette affaire.

Il hésita. Une seule chose la ramènerait. Cela le rendit presque malade d'avoir à prononcer ces paroles :

— Vous ne savez pas ce que c'est que d'être infirme. Je ne vous plais pas et c'est bien naturel.

— Philip, je ne voulais pas dire ça, — répondit-elle, avec une pitié soudaine. — Vous savez bien que ce n'est pas vrai.

Il commençait à jouer un rôle, et sa voix se fit basse et rauque.

— Oh! Je l'ai bien compris, — dit-il.

Elle lui prit la main, les yeux pleins de larmes.

— Ça ne m'a jamais influencée, je vous le promets. Après les premiers jours, je n'y ai plus pensé.

Il gardait un silence tragique. Il voulait paraître écrasé par l'émotion.

— Je vous aime beaucoup, vous le savez bien, Philip. Mais, vous êtes parfois si agaçant. Faisons la paix.

Elle lui offrit ses lèvres et il but goulûment son baiser.

— Êtes-vous de nouveau heureux?

— Follement.

Elle lui dit bonsoir et s'éloigna.

Le lendemain, il lui apporta une petite montre, avec la broche pour l'attacher au corsage. Elle en mourait d'envie.

Mais, trois ou quatre jours plus tard, en lui servant son thé, Mildred lui dit :

— Vous rappelez-vous votre promesse de l'autre jour? Vous comptez la tenir, n'est-ce pas?

— Oui.

Il savait très bien où elle voulait en venir.

— Parce que je sors ce soir avec le monsieur dont je vous ai parlé.

— Bien. J'espère que vous vous amuserez.

— Ça ne vous fait rien?

A présent, il savait se contenir.

— Ce n'est pas que ça me fasse plaisir, — dit-il en souriant, — mais je ne veux plus vous ennuyer.

Très excitée à l'idée de cette sortie, elle lui en parla longuement. Agissait-elle ainsi pour le faire souffrir ou par inconscience? D'habitude, il lui pardonnait sa cruauté à cause de sa sottise. Elle n'était pas assez intelligente pour voir quand elle le blessait.

« Ce n'est pas drôle d'aimer une fille sans imagination ni esprit », pensait-il en l'écoutant.

Mais ces deux lacunes l'excusaient. Sans cela, comment aurait-il pu lui pardonner?

— Il a des places pour Tivoli, — continua-t-elle. — C'est moi qui ai choisi. Et puis, on dînera au Café Royal. Il dit que c'est l'endroit le plus cher de Londres.

« Un vrai gentleman, celui-là », se dit Philip, mais il serra les dents.

Philip se rendit à Tivoli. Il aperçut, au second rang des fauteuils d'orchestre, Mildred et son compagnon, un blanc bec aux cheveux lisses, gras de brillantine, à l'air avantageux du commis voyageur. Un grand chapeau noir à plumes d'autruche auréolait Mildred. Elle écoutait son hôte avec son sourire calme. Il fallait de la grosse farce pour dérider son visage sans expression. Mais le jovial calicot lui convenait parfaitement. Cette fille lymphatique appréciait les gens bruyants. Passionné de discussion, Philip manquait de bagout. Il admirait la bouffonnerie facile de certains de ses amis, Lawson par exemple, et le sentiment de son infériorité le rendait timide et maladroit. Ce qui l'intéressait assommait Mildred. Elle s'attendait à entendre les hommes parler foot-ball, courses, et il ne savait rien ni de l'un ni de l'autre. Il ignorait les plaisanteries dont l'effet est infaillible.

Afin de plaire à Mildred, Philip s'était mis à lire avec assiduité le *Sporting-Times*.

VIII

Philip ne s'abandonnait pas sans lutte à sa passion. Nulle chose humaine n'est éternelle : elle cesserait donc un jour. Il soupirait après ce moment. Comme un odieux parasite, l'amour demeurait en son cœur, nourri de l'essence même de sa vie. Il l'absorbait jusqu'à l'empêcher de prendre le moindre plaisir ailleurs. Autrefois, il goûtait le charme du parc de

Saint-James. Il venait souvent s'y asseoir. La silhouette d'un arbre contre le ciel avait des délicatesses d'estampes japonaises. Avec ses chalands et ses quais, la Tamise lui offrait une féerie continuelle. Le ciel changeant de Londres peuplait son âme d'agréables chimères. A présent, la beauté ne lui disait plus rien. Sans Mildred, tout n'était qu'ennui et inquiétude. Il espérait distraire sa peine en allant voir des tableaux, mais il traversait la *National Gallery* en promeneur indifférent. Pourrait-il jamais apprécier de nouveau toutes les choses jadis tant aimées? Il avait adoré la lecture; maintenant, les livres lui paraissaient dénués de sens et il passait ses heures de liberté au fumoir du club, à l'hôpital, à feuilleter des périodiques. Ah! Secouer le joug de cet amour, retrouver la liberté.

Parfois, le matin, il s'éveillait comme affranchi. La joie alors l'inondait. Mais, dès qu'il revenait à lui, la douleur reprenait : il n'était pas encore guéri. Malgré son désir fou de Mildred, il la méprisait. Existe-t-il plus grande torture qu'aimer et mépriser à la fois?

A force d'analyser ses sentiments et de ressasser la situation, Philip en arriva à croire qu'il n'éteindrait cette passion dégradante qu'en faisant de Mildred sa maîtresse. C'était d'un ardent désir sexuel qu'il souffrait et, s'il pouvait le satisfaire, ce serait la délivrance. Mildred ne tenait pas du tout à lui de cette façon-là. Quand il se jetait sur elle pour l'embrasser, elle s'écartait avec un dégoût instinctif. Pas trace de sensualité. Il avait essayé en vain de la rendre jalouse en parlant de ses aventures de Paris. Une ou deux fois, assis à d'autres tables du salon de thé, il avait affecté de flirter avec les jeunes serveuses; elle n'y avait même pas pris garde. Et cette indifférence n'était pas feinte.

— Ça ne vous a rien fait de me voir à une autre table, cet après-midi? — lui demanda-t-il, un soir, en la reconduisant. — Les vôtres étaient toutes prises.

Il n'en était rien, mais elle ne le contredit pas. Même si sa désertion ne lui faisait pas d'effet, il lui eût été reconnaissant de prétendre le contraire. Quel baume pour son âme qu'un simple reproche!

— C'est idiot d'être tous les jours vissé à la même table. Ce n'est pas galant pour les autres jeunes filles.

Plus il y songeait, plus il se persuadait que seule la posses-

sion totale le libérerait. Comme un chevalier de l'ancien temps métamorphosé par un philtre, il cherchait le breuvage capable de lui rendre son apparence naturelle. Un seul espoir : Mildred désirait beaucoup aller à Paris. Pour elle, comme pour la plupart des Anglais, c'était le centre de la gaieté et de la mode; elle avait entendu parler du magasin du Louvre où l'on trouvait les derniers modèles à moitié prix. Une de ses amies, lors de son voyage de noces, y avait passé une journée entière. Pendant tout leur séjour, son mari et elle ne s'étaient jamais couchés avant six heures : le Moulin-Rouge et le reste.

Peu importait la façon dont Philip arriverait à ses fins. L'idée folle et mélodramatique d'endormir Mildred l'avait effleuré. Il avait tenté de la faire boire dans l'espoir de l'exciter, mais elle n'aimait pas le vin et, si elle le voyait avec plaisir commander du champagne — cela fait riche — jamais elle n'en buvait plus d'un demi-verre. Elle aimait à laisser, sans y toucher, une grande coupe remplie jusqu'au bord.

— Ça épate le maître d'hôtel, — disait-elle.

Philip profita d'une occasion où elle paraissait mieux disposée. Il devait passer son examen d'anatomie à la fin de mars. Une semaine plus tard, Pâques vaudrait trois jours de congé à Mildred.

— Dites donc, pourquoi ne viendriez-vous pas à Paris à ce moment-là? — suggéra-t-il.

— En voilà une idée! Ce voyage coûterait un prix fou.

Philip y avait bien pensé. Cela lui reviendrait au moins à vingt-cinq livres. Une grosse somme. Mais il était prêt à dépenser pour elle jusqu'à son dernier sou.

— Qu'est-ce que ça fait? Dites que vous viendrez, chérie.

— Et quoi encore? Me voyez-vous partant avec un type qui n'est pas mon mari? Vous en avez un culot, vous!

— Quelle importance cela a-t-il?

Il s'étendit sur les beautés de la rue de la Paix et la splendeur fastueuse des Folies-Bergères. Il décrivit le Louvre et le Bon Marché. Et le cabaret du Néant, l'Abbaye de Thélème, les différents lieux chers aux étrangers! Il vanta le côté de Paris qu'il méprisait. Il se fit pressant.

— Vous dites que vous m'aimez, mais si vous m'aimiez vraiment, vous auriez envie de m'épouser. Vous ne me l'avez jamais demandé.

— Vous savez bien que je ne peux pas. J'en suis à ma première année, je ne gagnerai pas un sou avant six ans.

— Oh! Je ne vous le reproche pas. Même si vous me le demandiez à genoux, je refuserais.

Plus d'une fois, il avait songé au mariage, mais il reculait toujours. Depuis son séjour à Paris, le mariage représentait pour lui une institution ridicule de Philistins. Lui, avec ses instincts bourgeois, épouser une petite serveuse! Une femme commune l'empêcherait de se faire une clientèle convenable. De plus, il avait à peine assez d'argent pour arriver au bout de ses examens; pas question d'entretenir un ménage, même sans enfants. Il voyait ce que deviendrait Mildred avec ses prétentions aux belles manières et son esprit borné. Impossible de l'épouser. Mais seule sa raison en décidait ainsi : à tout prix, il lui fallait cette femme, dût-il passer par le mariage. Au diable l'avenir. Quand il avait une idée en tête, il ne pouvait penser à rien d'autre. Il trouvait alors mille raisons pour justifier son désir. Foin de toutes les objections! Chaque jour, son attachement croissait et son amour insatisfait le rendait plus irritable. « Crédieu! si elle devient ma femme, elle me le paiera! » se disait-il.

A la fin, il ne put supporter davantage cette torture. Un soir, après le dîner, dans un petit restaurant de Soho où ils se rendaient souvent, il aborda la question.

— Dites-moi, parliez-vous sérieusement l'autre jour en disant que vous ne m'épouseriez pas si je vous le demandais?

— Pourquoi?

— Parce que je ne puis vivre sans vous. Je vous veux avec moi toujours. J'ai essayé de m'en guérir, je ne le puis et ne le pourrai jamais. Je veux que vous deveniez ma femme.

Elle avait lu bien trop de romans pour ignorer comment on se comporte devant une telle offre.

— Je vous suis très reconnaissante, Philip. Votre proposition me flatte beaucoup.

— Oh! Ne dites pas de bêtises. C'est oui, n'est-ce pas?

— Croyez-vous que nous serions heureux?

— Non. Mais qu'est-ce que ça fait?

Ces paroles lui échappèrent. Elle en parut surprise.

— Eh bien, alors, qu'est-ce qui vous prend? L'autre jour, vous disiez que vous étiez trop pauvre pour vous mettre en ménage.

— Il me reste, je crois, quatorze cents livres. On peut vivre aussi économiquement à deux que seul. Ça suffira pour atteindre la fin de mes études et de mes stages dans les hôpitaux. Puis, je pourrai devenir assistant.

— C'est-à-dire que pendant six ans vous ne gagnerez pas un sou et qu'on devrait vivre jusque-là avec quatre livres par semaine?

— Guère plus de trois. Je dois payer toutes mes inscriptions là-dessus.

— Et comme assistant, qu'est-ce qu'on vous donnerait?

— Trois livres par semaine.

— Comment! Il vous faudra trimer pendant tout ce temps et dépenser une petite fortune pour toucher, au bout du compte, trois livres par semaine? Je ne vois pas ce que j'y gagnerais.

Il garda le silence.

— Alors, vous ne voulez pas? — demanda-t-il enfin, d'une voix rauque. — Mon grand amour ne signifie donc rien pour vous?

— Dans ces choses-là, chacun pour soi, hein? Je n'ai rien contre le mariage, mais je ne vais pourtant pas me marier pour ne pas être plus à l'aise qu'à présent. A quoi bon?

— Si vous m'aimiez, vous ne penseriez pas à tout ça.

— Peut-être que non.

Il se tut. La gorge serrée, il avala un verre de vin.

— Regardez la jeune fille qui vient de sortir. Elle a acheté cette fourrure au Bon Marché, à Brixton, — dit Mildred. — Je l'ai vue en devanture, la dernière fois que j'y suis allée.

Philip eut un rire amer.

— Pourquoi riez-vous? — demanda-t-elle. — C'est vrai. et sur le moment, j'ai même dit à ma tante : ce n'est pas moi qui voudrais porter ce qu'on voit ainsi à l'étalage, pour que tout le monde sache combien on l'a payé.

— Je ne vous comprends pas. Vous me rendez horriblement malheureux et, en même temps, vous parlez d'inepties qui n'ont rien à faire avec ce que nous disons.

— Vous n'êtes pas gentil, — répondit-elle, vexée. — C'est tout naturel que j'aie remarqué cette fourrure, car j'ai dit à ma tante...

— Je me moque pas mal de ce que vous avez dit à votre tante.

— En voilà une façon de me parler, Philip! Vous savez que je n'aime pas ça.

Philip parvint à sourire, mais ses yeux jetaient des flammes. Il la contemplait d'un air sombre. Il la haïssait, la méprisait, et l'aimait.

— Si j'avais tant soit peu de bon sens, je ne vous reverrais jamais, — dit-il enfin. — Vous ne savez pas à quel point je me méprise de vous aimer.

— Vous êtes galant, vous!

— En effet! — fit-il en riant. — Allons au « Pavillon ».

— Comme vous êtes drôle! Vous vous mettez à rire au moment où l'on s'y attend le moins. Si je vous rends si malheureux, pourquoi m'emmener au « Pavillon »? Je suis toute prête à rentrer chez moi.

— Simplement parce que je me sens moins malheureux avec vous que loin de vous.

— Je voudrais bien savoir ce qu'au fond vous pensez de moi.

Cette fois, le rire de Philip sonna franc.

— Ma chère, si vous le saviez, vous ne m'adresseriez plus jamais la parole.

IX

Philip échoua à son examen d'anatomie à la fin de mars. Dunsford et lui avaient travaillé le sujet ensemble, sur le squelette de Philip. Ils s'étaient interrogés l'un l'autre jusqu'à connaître par cœur chaque attache de muscle, ainsi que la raison d'être de tous les sillons et nodules des os humains. Mais, une fois dans la salle d'examen, Philip, étranglé par la peur de se tromper, se vit dans l'impossibilité de répondre. Certain de son insuccès, il ne prit même pas la peine d'aller voir, le lendemain, si son numéro se trouvait affiché. Ce second échec le classait définitivement parmi les incapables et les paresseux.

Cela ne lui faisait pas grand'chose. Il avait bien d'autres chats à fouetter. Mildred devait avoir des sens comme tout le monde, il s'agissait seulement de les éveiller. Il avait des théories sur la femme. Pour chacune, croyait-il, l'heure du berger finit par sonner. Il fallait attendre l'occasion, garder

son sang-froid, redoubler d'attentions et guetter les jours de dépression qui ouvrent le cœur à la tendresse. Elle devait s'habituer à chercher en lui un refuge pour tous les énervements inhérents à son travail. Il lui parlait de ses camarades de Paris et de leurs belles amies. A l'en croire, cette existence, toute de gaieté et de charme, ne tombait jamais dans la vulgarité. Il mêlait ses souvenirs aux aventures de Mimi, Rodolphe et Musette, et débitait à l'oreille de Mildred l'histoire d'une pauvreté égayée de chants et de rires, d'amours libres poétisés par la beauté et la jeunesse. Jamais il ne heurtait de front ses préjugés, mais il cherchait à les combattre en se moquant de leur côté faubourien. A aucun moment, il ne se laissait troubler par son manque d'attention ou irriter par son indifférence. Il avait commis la faute de l'ennuyer. Maintenant, il se montrait affable et enjoué. Jamais un mouvement de colère, jamais une plainte, jamais un reproche. Décommandait-elle un rendez-vous, il la retrouvait le lendemain avec un visage souriant. A ses explications, il répondait que cela n'avait pas d'importance. Quand elle lui faisait de la peine, il ne le laissait pas voir. Ses désespoirs d'amoureux avaient dû la fatiguer et il prenait soin de cacher tout sentiment importun. Il était héroïque.

Elle ne fit jamais allusion à son changement; elle ne s'en apercevait même pas. Pourtant, elle devint plus confiante; elle lui racontait ses petits ennuis, car elle en voulait toujours à la directrice du salon de thé, à quelque camarade ou à sa tante. A présent, elle parlait volontiers et, malgré la platitude de ses propos, Philip ne se lassait pas de l'écouter.

— Je vous aime bien quand vous n'essayez pas de me parler d'amour, — lui dit-elle un jour.

— Comme c'est flatteur!

Elle ne savait pas la blessure faite par ses paroles, ni l'effort que lui coûtait une réponse aussi légère.

— Vous pouvez bien m'embrasser à l'occasion. Ça m'est égal et ça vous fait plaisir.

Parfois, elle allait jusqu'à lui demander de l'emmener dîner, et cette requête le ravissait.

— Je ne proposerais pas cela à un autre, — disait-elle, pour s'excuser, — mais à vous...

— Vous ne pourriez pas me faire un plus grand plaisir.

Un soir, à la fin d'avril, elle voulut encore sortir avec lui.

— Bien volontiers, — fit-il.

— Où irons-nous ensuite?

— Nulle part. On restera tout bonnement à causer. Ça ne vous ennuie pas?

— Certes non.

Sans doute commençait-elle à l'aimer. Trois mois plus tôt, la pensée de ce tête-à-tête l'eût ennuyée à mourir. Il faisait beau et le printemps ajoutait à la bonne humeur de Philip. A présent, il savait se contenter de peu.

— Comme ce sera gentil, l'été, — lui dit-il, tandis qu'ils roulaient vers Soho sur l'impériale d'un omnibus — elle-même avait blâmé la coûteuse fantaisie d'un cab. — Nous passerons tous les dimanches sur la Tamise. Nous emporterons notre déjeuner.

Elle eut un léger sourire et il se sentit encouragé à prendre sa main. Elle ne la retira pas.

— Je crois vraiment que vous commencez à m'aimer un peu, — dit-il.

— Que vous êtes bête! Vous savez bien que vous me plaisez. Sans ça, serais-je ici?

Au petit restaurant de Soho, la patronne les accueillait comme des habitués. Le garçon se montrait obséquieux.

— Ce soir, c'est moi qui commande le dîner, — dit Mildred.

Plus en admiration que jamais, Philip lui passa le menu et elle choisit ses plats favoris. Ils connaissaient à fond les ressources de la carte. Philip était très gai. Les yeux fixés sur sa compagne, il détaillait la perfection de ses joues pâles. Après le dîner, Mildred prit une cigarette. Elle fumait très rarement.

— Ce n'est pas joli, une femme qui fume, — disait-elle.

Un instant, elle hésita.

— Ça ne vous a pas épaté que je vous demande de m'offrir à dîner?

— J'en ai été ravi.

— Philip, j'ai quelque chose à vous dire.

Il lui jeta un regard rapide et son cœur se serra, mais il avait appris à n'en rien laisser paraître.

— Eh bien, j'écoute, — dit-il en souriant.

— Vous n'allez pas faire d'histoires, hein? Je vais me marier.

— Vraiment!

Il ne trouva rien d'autre à dire. Souvent il avait envisagé cette éventualité. A l'idée de ce désespoir, il avait connu la torture. Peut-être serait-ce le suicide? Mais sans doute avait-il épuisé par avance son émotion et, à présent, il se sentait simplement à bout de forces. Ainsi, après une maladie grave, la vitalité se trouve si réduite qu'indifférent aux événements, on désire seulement la tranquillité.

— Vous comprenez, je vais avoir vingt-quatre ans, — dit-elle. — Il est temps que je pense à m'établir.

Il garda le silence. Il considéra la patronne assise derrière la caisse, et ses yeux s'arrêtèrent sur la plume rouge que l'une des dîneuses portait à son chapeau. Mildred s'irrita :

— Et alors, vous ne me félicitez pas?

— Oui, je le devrais, n'est-ce pas? J'ai peine à croire que ce soit vrai. Je l'ai rêvé si souvent. Je trouve assez plaisante ma grande joie quand vous m'avez demandé de vous emmener dîner. Quel est l'élu?

— Miller, — répondit-elle, en rougissant.

— Miller? Mais vous ne l'avez pas revu depuis plusieurs mois!

— Il est venu déjeuner la semaine dernière et me l'a demandé ce jour-là. Il gagne beaucoup d'argent : sept livres par semaine, avec espoir d'augmentation.

Philip se tut. Elle avait toujours aimé Miller. Il l'amusait et elle subissait sans le savoir le charme exotique de l'étranger.

— C'était inévitable, — dit-il enfin. — Vous deviez être au plus offrant. Quand vous mariez-vous?

— Samedi prochain. J'ai prévenu au tea-room que je m'en allais.

L'angoisse envahit Philip.

— Si tôt?

— Nous ne nous marierons qu'à l'état-civil. Émil préfère ça.

Philip se sentait très las. Il avait hâte de la quitter et d'aller tout droit se terrer. Il demanda l'addition.

— Je vais vous mettre dans une voiture, elle vous conduira à Victoria. Je pense que vous n'aurez pas longtemps à attendre le train.

— Vous ne venez pas avec moi?

— Non, si ça ne vous fait rien.

— Comme il vous plaira, — répondit-elle, blessée. — Je vous verrai demain à l'heure du thé, je suppose?

— Non. Autant couper court. A quoi bon continuer à me rendre malheureux? La voiture est payée.

Il la salua avec un pauvre sourire, sauta dans un omnibus et regagna son domicile. Avant de se coucher, il fuma une pipe. Malgré lui, ses yeux se fermaient. Il ne souffrait pas. Il s'endormit d'un sommeil lourd, aussitôt la tête sur l'oreiller.

X

Mais, vers trois heures du matin, Philip s'éveilla sans pouvoir se rendormir. Il se mit à penser à Mildred. En vain essayait-il de la chasser de son esprit, de se répéter que ce mariage était inévitable. La vie est dure pour une fille sans ressources, et, si un homme lui offrait son foyer, comment la blâmer d'accepter? Quant à lui, elle eût été folle de l'épouser. Seul, l'amour pouvait rendre supportable une telle pauvreté, et elle ne l'aimait pas. Elle n'y pouvait rien, c'était un fait. Philip essaya de se raisonner. Au plus profond de son cœur se cachait un orgueil mortifié. Sa passion avait commencé par une blessure d'amour-propre et, de là, surtout, venait son malheur. Il se méprisait autant qu'il la méprisait. Alors, il faisait des projets d'avenir, toujours les mêmes, interrompus par le souvenir d'un baiser sur une joue pâle et d'une voix dolente.

Enfin la pendule sonna huit heures. Il était pâle et las. Après son bain et son déjeuner, il se trouva réconcilié avec le monde et sa souffrance s'atténua. Peu tenté ce matin-là d'assister au cours, il entra dans un grand magasin pour acheter à Mildred son cadeau de noce. Après bien des hésitations, il prit un nécessaire de toilette. Le prix en était beaucoup trop élevé pour lui, mais il était de très mauvais goût. Elle saurait exactement combien il avait coûté. Un cadeau qui lui ferait plaisir et où lui-même se plaisait à voir toute l'expression de son mépris. Il en éprouva une satisfaction amère.

XI

Chaque jour, Philip oubliait Mildred un peu plus. Le passé lui donnait la nausée. Comment avait-il pu supporter l'ignominie d'un pareil amour? Au souvenir de tant d'humiliations, la haine bouillonnait en lui. Son imagination exagérait les défauts de Mildred et son manque d'usage au point de le faire frémir à l'idée de leur intimité.

« Ça prouve à quel point je suis faible », se disait-il.

Cette aventure ressemblait à un impair trop épouvantable pour lui trouver une excuse. L'unique remède consistait à oublier. L'horreur de la dégradation subie l'y aida. Comme un serpent, il faisait peau neuve, et la vue de son ancienne enveloppe lui soulevait le cœur. Il exultait d'avoir retrouvé sa personnalité. Si c'était cela, l'amour, il ne voulait plus le connaître.

Son travail avançait. Il lui restait beaucoup à faire pour passer ses trois examens de médecine et chirurgie en juillet — les deux premiers lui avaient déjà valu un échec — mais il trouvait la vie agréable. En cherchant des modèles, son ami Lawson, un peintre, avait découvert une jeune fille qui jouait les utilités dans un théâtre. Pour la décider à poser, il l'invita à déjeuner un dimanche. Elle amènerait un chaperon.

Philip, invité comme quatrième, fut chargé de s'en occuper. Il trouva la tâche agréable, car le chaperon se révéla bavard et prompt à la riposte. Cette jeune femme lui demanda de venir la voir. Elle habitait à Vincent Square et on la trouvait toujours chez elle à l'heure du thé. Il y alla et, charmé de son accueil, y retourna. Madame Nesbit n'avait pas plus de vingt-cinq ans. Très petite, d'une laideur plaisante, avec ses yeux vifs, ses pommettes saillantes et sa grande bouche, elle rappelait par certains contrastes un portrait de l'école moderne française. Une peau très blanche, des joues rouges, des sourcils épais et des cheveux tout noirs. C'était bizarre, mais non sans charme. Séparée de son mari, elle gagnait sa vie et celle de son enfant en écrivant des romans à quatre sous. Un ou deux éditeurs s'étaient spécialisés dans ce genre et elle manquait rarement d'ouvrage. C'était mal payé, quinze livres pour une histoire de trente mille mots.

— Après tout, cela ne coûte que deux pence aux lecteurs, — disait-elle, — et ils aiment à relire sans cesse la même chose. Je change les noms, voilà tout. Quand l'ennui me gagne, je pense au blanchissage, au loyer et aux vêtements de Bébé et je continue.

Elle faisait aussi de la figuration et gagnait ainsi de seize à vingt et un shillings par semaine. A la fin de la soirée, elle rentrait exténuée et dormait comme un sabot. Elle tirait le meilleur parti d'une situation difficile. Son esprit lui permettait de rire dans les moments les plus fâcheux. Parfois, les choses allaient mal et elle se trouvait sans le sou. Alors, ses petits bibelots prenaient le chemin du Mont-de-Piété et elle se mettait au pain sec en attendant des jours meilleurs. Jamais sa gaieté ne l'abandonnait.

Philip s'intéressa à cette existence sans avenir. Norah l'amusait en lui racontant ses luttes épiques. Pourquoi ne pas s'essayer à des travaux plus littéraires? Mais elle n'avait aucun talent, disait-elle. L'abominable fatras qu'elle produisait par milliers de mots représentait le maximum de ce qu'elle pouvait produire. Elle semblait n'avoir pas de famille et ses amis étaient aussi pauvres qu'elle.

— Je ne m'embarrasse pas de l'avenir. Du moment que j'ai assez d'argent pour payer trois semaines de loyer et une ou deux livres en plus pour la nourriture, je ne m'inquiète jamais. La vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue s'il fallait se soucier de l'avenir comme du présent. Tout finit par s'arranger.

Philip prit l'habitude de prendre chaque jour le thé chez elle. Pour ne pas la mettre dans l'embarras il apportait un gâteau, une livre de beurre ou un paquet de thé. Ils se mirent à s'appeler par leurs prénoms. La sympathie féminine était chose nouvelle pour lui et cette oreille attentive le ravissait. Il ne cachait pas son admiration pour cette compagne délicieuse. Quel contraste entre la bêtise butée de la serveuse incapable de s'intéresser à ce qu'elle ne connaissait pas et cette intelligence si ouverte! Dire qu'il aurait pu être lié pour la vie à une femme comme Mildred! Un soir, il raconta à Norah toute l'histoire. Il n'y avait guère de quoi être fier et il trouva très agréable de rencontrer tant de compréhension.

— Je vous félicite d'en être sorti, — dit-elle, à la fin.

Elle penchait drôlement la tête comme un jeune Aberdeen. Assise sur un fauteuil à dossier droit, elle cousait, et Philip s'installait à ses pieds.

— Ah! quel bonheur que tout ça soit fini! — soupira-t-il.

— Pauvre ami! Vous avez dû passer de bien mauvais moments, — murmura-t-elle, et, comme pour souligner sa sympathie, elle lui posa la main sur l'épaule.

Il s'en empara et y mit un baiser, mais elle la retira.

— Pourquoi avez-vous fait ça? — demanda-t-elle.

— Cela vous déplaît?

Elle le contempla avec des yeux rieurs.

— Non.

Il se mit à genoux. Norah le regarda bien en face. Sa grande bouche tremblait et, dans un sourire :

— Eh bien? — dit-elle.

— Vous êtes une femme épatante. Je vous suis si reconnaissant de votre gentillesse. Vous me plaisez tant.

— Pas d'idioties.

Philip la prit par les coudes. Elle ne résista pas et se pencha. Il baisa ses lèvres rouges.

— Pourquoi avez-vous fait ça? — répéta-t-elle.

— Parce que c'est agréable.

Elle ne répondit rien, mais son regard s'adoucit et elle lui caressa les cheveux.

— En voilà une façon de se conduire! Nous étions si bons amis. Pourquoi ne pas continuer ainsi?

— Si vous tenez vraiment à me convaincre, commencez donc par ne plus me caresser la joue.

Elle se mit à rire, mais continua.

— Je me conduis très mal, n'est-ce pas? — dit-elle.

Surpris et amusé, Philip la regarda. Il vit ses yeux s'adoucir et se mouiller et leur expression l'enchanta. Soudain, les larmes lui montèrent aux yeux.

— Norah, m'aimeriez-vous par hasard? — demanda-t-il, incrédule.

— Pour un garçon intelligent, vous posez des questions stupides.

— Oh! chérie, jamais je n'aurais osé l'espérer.

Il l'enlaça et l'embrassa. Rougissante, riant et pleurant à la fois, elle s'abandonna à son étreinte.

Bientôt, il la délivra et, accroupi à ses pieds, se mit à la contempler avec curiosité.

— Non, je n'en reviens pas, — dit-il.

— Pourquoi?

— Je suis si surpris.

— Et content?

— Ravi! et si fier, si heureux, si reconnaissant.

Il lui couvrit les mains de baisers.

Norah devint sa maîtresse, mais la sensualité ne tua pas l'amitié. Leur bonheur paraissait solide et durable. L'instinct maternel de Norah trouvait à se satisfaire dans son amour pour Philip. Désormais, elle avait quelqu'un à dorloter, à réconforter, à entourer d'attentions. La susceptibilité de Philip au sujet de sa difformité lui faisait pitié et sa compassion se traduisait en tendresse. Elle avait la santé et la gaieté de la jeunesse et il lui paraissait tout naturel de donner son amour. Comme elle l'aimait, ce Philip qui riait de tout avec elle!... Elle l'aimait surtout parce que c'était lui.

Quand elle le lui dit, il répondit, joyeux :

— Quelle blague! ce qui te plaît, c'est que je sais écouter et que je dis toujours comme toi.

En réalité, Philip n'était pas amoureux. Il avait pour elle beaucoup d'affection et ses propos le divertissaient. Une pareille foi en lui mettait un baume sur les meurtrissures de son amour-propre. Il admirait le courage de Norah, son optimisme, son défi perpétuel au destin. Cet amour le flattait. Elle possédait une petite philosophie à elle.

— Tu sais, les églises, les pasteurs et toutes ces fariboles, je n'y crois guère, — disait-elle, — mais je crois en Dieu. A condition de faire ce qu'on doit, d'aider les malheureux, que pourrait-on avoir à redouter? En général, les gens sont très gentils et les autres, je les plains.

— Et l'au delà, qu'en dis-tu?

— Oh! là-dessus, je ne suis sûre de rien, mais j'espère pour le mieux. En tout cas, il n'y aura plus de loyer à payer, ni de romans de pacotille à écrire.

SOMERSET MAUGHAM

(Traduction E. R. BLANCHET.)

(A suivre.)

LE MAROC RETROUVE L'ESPOIR

Pour dresser le bilan du Maroc en 1936, il faut envisager les derniers mois du gouvernement de M. Ponsot, le trop bref gouvernement de M. Peyrouton, enfin l'arrivée du général Noguès.

Quelles que soient les qualités de ces diverses personnalités, on ne laissera pas de regretter qu'un pays aussi délicat à conduire que le Maroc ait été soumis à l'épreuve de ces mutations.

Sans doute, la ligne générale de notre politique de protectorat ne change-t-elle guère, mais c'est le pouvoir même du Résident Général qui en est affaibli. Si les Français du Maroc comprennent, en les déplorant, ces mouvements fréquents, que Paris règle, les indigènes eux, dans un départ, ne savent voir qu'une disgrâce. Le Maréchal se plaisait à dire que dans sa réussite marocaine, il n'avait eu de meilleur allié que le temps : treize années de commandement.

M. Ponsot quittait le Maroc à la fin du mois d'avril 1936. Son départ était considéré par tous les Français du Maroc comme leur victoire, non sans une grande injustice. Nous pensons qu'un avenir prochain rendra à M. Ponsot un hommage : sa gestion mesurée a limité les dégâts d'une crise économique qui attaquait violemment un pays très jeune, que sa croissance rapide laissait sans résistance. M. Ponsot a eu le sort de tous les chefs qui gouvernent au temps des vaches maigres : ordonner des compressions, en régler fermement l'exécution, c'est, à coup sûr, s'assurer l'impopularité.

Le Maroc fit, à M. Peyrouton un accueil émouvant. Le nouveau Résident avait tout ce qu'il faut pour plaire : l'allant, une réputation de réussite. Pour le jour de son débarquement à Casa, l'unanimité s'était faite dans ce pays, où chacun est jaloux jusqu'au paradoxe, de sa liberté de jugement. Pour flatteur que fût un tel accueil, M. Peyrouton n'était pas entièrement dupe d'un élan dont la sincérité était nourrie par l'inquiétude, le besoin. A ceux qui escomptaient de lui le salut immédiat, il n'avait que peu de choses à donner. Il le leur dit nettement. Mais le Maroc, dont un ambassadeur venait de sauvegarder l'économie en négociant, voulait être gouverné, voulait retrouver la poigne du Maréchal.

Cent mille chrétiens, un peu perdus, dans six millions de musulmans, retrouvent outre-mer, une sensibilité aiguë. Le premier contact est physique entre qui commande et ceux qui sont commandés. On a su gré au Résident d'être jeune, vivant, spontané, et surtout direct dans le regard et dans le ton. Mais on l'attendait aux promesses. Il n'a rien promis, n'ayant rien à donner. On l'attendit alors aux actes, dont le premier fut la création d'une équipe, qui, connaissant le Maroc, pût le servir. Puis il fonda le Comité permanent de Défense économique du Maroc, qui réunit les représentants de l'Administration, ceux des Chambres d'Agriculture, des Chambres de Commerce, des fonctionnaires, des commissions indigènes et des grands intérêts privés. On se souvient des incidents qui, à la fin de l'année 1935, mirent un terme à la collaboration des intérêts privés aux tentatives officielles pour lutter contre la crise. Il y eut des maladresses du côté de l'administration, de la susceptibilité blessée de la part des représentants du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, et finalement, un état d'hostilité si manifeste qu'il rendit impossible la durée de M. Ponsot au Maroc.

On aurait tort de penser que l'avis de ces représentants peut être négligé parce que leur voix n'est que consultative. Ils sont, en fait, l'émanation de tout ce qui crée, fonde, travaille au Maroc, et si le souci des intérêts particuliers peut limiter leurs vues, celles-ci ont cependant ce caractère précieux d'être nourries de la vie même du Maroc. Lors de la première séance du Comité permanent, le 8 juin, l'ordre du

jour comprenait l'étude du problème de la viticulture, de la question du chômage et de celle de l'endettement. Le problème de la viticulture est complexe, parce qu'il n'est qu'un aspect d'une bataille où s'affrontent, avec des périodes d'armistice, méridionaux de la Métropole, Algériens, Tunisiens et Marocains. La plantation de la vigne est interdite, au Maroc, depuis un an que la production y dépasse les besoins. Avant la prochaine récolte, il faut éliminer 150 000 hectolitres, l'exportation ne pouvant en absorber plus de 30 000. 120 000 hectolitres iront donc à la distillation à un prix qui devrait être au moins égal au prix de revient.

On cherche un remède au chômage dans la mise en œuvre prochaine d'un large programme de travaux publics. L'hydraulique agricole occupera la plus grande place, et exigera près des deux tiers des 120 millions de francs qui devraient être alloués à ce programme. La question de l'endettement est sans doute la plus difficile à résoudre, parce qu'elle touche les individus dans leur chair vive. On n'a fait que l'évoquer. Un sous-comité ira plus avant, le Résident général ayant décidé de présider lui-même à l'étude du problème des dettes.

La Réforme administrative avait été mise à l'étude par M. Ponsot. Un Maroc, pacifié jusqu'aux confins du désert, et en évolution accélérée malgré la crise, ne peut se satisfaire d'une armature administrative qui date des années de la pénétration vers la haute montagne. M. Peyrouton veut décentraliser prudemment, donner aux nouvelles régions une vie active basée sur une unité économique bien déterminée.

Mais avant tout, le Maroc est un pays à forte vitalité indigène : six millions d'indigènes auxquels, chaque année ajoute cent mille têtes. C'est le plus grave problème de l'avenir prochain, si l'on n'y prend garde. Grave, parce que le réveil de l'Islam au Maroc prend très tôt visage de xénophobie. Dans son jeu, la France a présentement les cartes maîtresses : la force et le sultan. Il faut savoir garder l'un et l'autre. Ce qui ne peut aller sans fermeté ni nuances.

M. Peyrouton, que son expérience tunisienne avait préparé aux difficultés d'un régime de Protectorat, acquiert très vite une autorité réelle, profonde auprès du Maghzen. Le Sultan lui donne sa confiance. Les jeunes Musulmans rechignent. Ils

n'ont pas perdu le souvenir de la manière dont fut traité le *Destour* à Tunis. Un pareil sort les attend inéluctablement. Aussi, est-ce à Paris qu'ils portent leurs doléances. Ils y sont assurés de l'audience la plus favorable.

Attaché à l'idée impériale, les subtilités de la politique de Paris nous sont peu familières, mais nous en avons vu les conséquences à Rabat. On ne peut imaginer une tâche plus écrasante que celle d'un grand chef, à l'égard de qui le gouvernement de la France marque une défiance que chaque jour accroît. Il est assuré qu'aucun de ses gestes, aucune des mesures qu'il prend, ne sera considéré selon la réalité des choses, mais interprété, trahi. Au Maroc même, les adversaires qui ne désarment point devant les premiers résultats d'une action incessante, se font l'écho des bruits de Paris, aggravent une atmosphère de suspicion.

Le Résident général domine ce sentiment énervant de précarité, projette et gouverne comme si, devant lui, s'étendaient de longs mois, des années de pouvoir. Du seul point de vue humain, le spectacle de cet acharnement est beau, mais on peut aisément imaginer quel trouble une situation aussi fausse peut apporter dans les esprits, français et indigènes. Elle ne saurait durer. Ou le Résident général sera confirmé dans ses fonctions, ou il devra s'en aller. On a choisi ce deuxième parti, et il faut marquer que ce départ a été entouré de prudence et de soins. Le remplacement de M. Peyrouton n'était pas chose aisée. On savait que l'opinion publique marocaine n'accepterait pas la nomination d'un de ces éternels candidats aux postes proconsulaires. Le choix du général Noguès fut d'une habileté suprême. La qualité du chef, sa compétence marocaine sont connues. Le Maroc entier se souvient du colonel Noguès, défenseur de Fès, du général Noguès, directeur général des Affaires indigènes, et organisateur sous M. Saint, de la pacification des confins algéro-marocains. Le Résident général ne sera donc pas un « Roumi » comme on dit là-bas, chez les Français bien enracinés, de ceux qui débarquent.

Le général Noguès, pourvu d'un poste qu'il n'a pas sollicité, peut parler net. Il quitte Paris avec toutes les garanties d'indépendance dans l'autorité, qui sont indispensables.

Casa l'accueille avec la même ferveur qu'elle réservait, quelques mois, plus tôt, à son prédécesseur. Le Sultan voit revenir un ami ancien et fidèle. Alors commence une tournée des villes impériales, des entrées solennelles aux portes des cités, entourées d'une pompe militaire qui est dans la bonne traditon du Maréchal.

Fès est la première visitée. Fès, où bat le cœur de l'Islam, Fès où résonnent, amplifiées, toutes les rumeurs du monde musulman.

Au pacha, entouré des notables, le général tient un discours très simple. Il leur rappelle le temps où ils étaient ses compagnons d'armes. Il les touche : « J'ai voulu que ma première visite fût pour votre ville, non seulement parce qu'elle est la capitale intellectuelle et religieuse de l'Empire, mais parce qu'elle est pour moi la ville de prédilection, celle aussi qui a vu naître mon fils il y a onze ans. » L'évocation du fils est heureuse. On sait quel amour les Marocains ont pour leurs fils. Mais ce que le Résident va dire de ses intentions touchant le gouvernement du Maroc dépasse Fès. Les villes et les bleds en entendront l'écho. « Je ne ferai pas de miracles. » Mais dans le même temps, pour parer à l'insuffisance de la récolte, il fait distribuer aux fellahs le blé indispensable pour les semences.

Les Jeunes Turbans sont admonestés comme il convient, leurs aspirations ne pourront être satisfaites que progressivement. « Nous désirons qu'ils ne fassent pas comme le jeune aviateur inexpérimenté qui, en voulant s'élever trop vite dans le ciel, retombe lourdement et vient s'écraser sur le sol. Que ce soit dans le domaine de la matière, que ce soit dans le domaine de l'esprit, les choses viennent à leur heure. Ceux qui ont la lourde charge de choisir l'heure, méritent qu'on n'exige pas d'eux des décisions trop hâtives; ils méritent qu'on leur fasse confiance, car il en est qui pensent, et je suis de ceux-là, que si les réformes sont légitimes et si elles sont possibles, celles-là doivent être faites et nous les ferons. »

Après les harangues, les fêtes qui sont naturellement celles des chevaux galopant, de la poudre joyeusement brûlée. Le tronc des offrandes de Moulay Idriss n'est point oublié, ni les pauvres et les malades.

Meknès, Marrakech voient des réceptions analogues. Très

vite, dans les tribus le bruit se répand : « La France nous a envoyé son plus grand général. » Le prestige de l'uniforme n'est pas un vain mot au Maroc.

***

Aux Européens, le Résident tient un langage analogue, moins fleuri, mais les précisions ont leur poids. Pour eux aussi, pas de miracle. Le remède à leurs maux est en eux. La Métropole accepte de donner son concours au redressement du Maroc. Mais ce Maroc ne se sauvera que si les Français acceptent de comprendre qu'il faut carguer les voiles, et chacun sur son bien, s'arcbouter, tenir, attendre. On les avait accoutumés à aller, sans cesse, de l'avant. Ils n'avaient le sentiment de vivre qu'en fonçant droit devant eux. Désormais, vivre et réussir, c'est affaire de patience paysanne plus que d'audace. Les années du début sont revenues où tout peut être remis en question. Ces hommes ont du cœur; un langage dur, mais avec l'accent de la franchise, ils savent l'entendre.

Les premiers contacts créaient donc, chez nos compatriotes et chez nos protégés, une atmosphère détendue.

Il s'agit maintenant de préparer le budget de 1937, en collaboration avec les délégués au Conseil du Gouvernement.

En voici les grandes lignes :

Après une étude minutieuse, le budget de 1937 est fixé à 895 057 570 francs de dépenses et à 870 069 500 francs de recettes, soit un déficit de 25 millions.

Le gouvernement du Protectorat doit faire face à une récolte de blé déficitaire, tombée de 8 millions à 3 millions de quintaux. Or, il s'agit là d'une production essentielle, dont la chute, outre un manque à gagner considérable, atteint directement l'alimentation du peuple marocain. L'administration a paré la menace de disette. Elle ne saurait envisager de faire appel aux fellahs pour combler le déficit du budget. De nouvelles compressions dans les budgets particuliers des services n'apportent qu'un gain médiocre. Depuis trois ans, les restrictions se sont succédées et la marge du superflu est bien mince.

En revanche, les résultats des neuf premiers mois de l'exer-

cice et les conséquences de l'alignement monétaire permettent d'escompter pour diverses taxes, en particulier pour les douanes, des plus-values sensibles. Cependant l'équilibre n'est possible que si la France donne son large concours.

Paris prête une oreille favorable au plaidoyer que le général Noguès présente. La Métropole, suivant la pratique des années précédentes, renonce à exiger le paiement de la contribution militaire et celui du franc supplémentaire alloué aux troupes auxiliaires du Sud, soit une trentaine de millions auxquels s'ajoutent 33 millions de participations aux charges des Chemins de Fer.

Enfin, sur la tranche de 1937 du plan français des grands travaux, un crédit de 60 millions est ouvert au Maroc, pour un objet précis : l'amélioration des conditions d'existence de l'indigène.

Grâce à ces crédits, le Protectorat peut supprimer une des charges les plus impopulaires auprès des fellahs : les droits de marché qui frappent toutes les marchandises à leur entrée sur les souks, fût-ce dans le bled le plus pauvre. Compression des dépenses, révision des recettes et concours de la Métropole : trois facteurs qui ont permis de réduire le déficit à 25 millions de francs. Cet écart sera comblé par l'ajustement de tarifs anciens, la révision de certaines taxes, sans recourir à une réglementation des impôts directs, calquée sur celle de la Métropole. Cette réglementation, qui rend les perceptions très onéreuses, ne donnerait que des résultats médiocres. Elle se heurterait chez les colons à des situations financières très éprouvées, à l'hostilité de l'indigène vis-à-vis de l'inquisition fiscale, enfin aux régimes d'exception dont bénéficient nombre d'étrangers. Les fonctionnaires à peu près seuls seraient touchés par ce mode d'imposition.

***

L'équilibre du budget étant assuré, c'est au retour de la prospérité que le Résident veut s'attacher. Son crédit personnel au Ministère de la Guerre lui a permis d'obtenir les fonds nécessaires à la construction de nouvelles routes de sécurité, que la réduction du corps d'occupation rend indis-

pensable. Ces routes traverseront des pays dont les qualités touristiques extraordinaires ne sont que peu connues. Ainsi, le Sud marocain, relié au Maroc équipé, entrera dans un circuit économique qui facilitera les débuts de sa mise en valeur.

Sur les fonds d'emprunts encore disponibles et grâce aussi à une avance de trésorerie consentie par la France, un programme de 80 millions de grands travaux sera réalisé dans le courant de l'année 1937. La réévaluation de l'encaisse-or de la Banque d'État du Maroc a également apporté une ressource nouvelle dont l'attribution au Protectorat est enfin acquise, non sans discussions. Le gouvernement français, témoignant de son souci de faciliter la lutte contre la misère au Maroc, a renoncé à prélever sur ce bénéfice les 10/16, qui devaient être immobilisés par analogie avec les dispositions légales de la Métropole, pour le fond d'égalisation des changes.

Une trentaine de millions, ainsi récupérés, serviront à couvrir des dépenses d'intérêt général en faveur des populations européennes et indigènes les plus durement éprouvées : secours en nature, en espèces, ou en travaux, aide au petit commerce par les Banques populaires, appui à la colonisation française et indigène.

L'agriculture, qui reste la plus grande richesse du Maroc, verra l'aménagement des marchés du blé, tandis que celui du vin, assaini par les blocages de 1934 et 1935, allégé par une récolte déficitaire en 1936, cherchera un équilibre définitif dans la prospection de débouchés permanents pour absorber les 400 000 hectolitres qui constituent l'excédent des années normales.

L'exportation des primeurs, qui pour la dernière campagne s'est chiffrée à 120 millions de francs, se développe régulièrement.

Le contrôle de l'Office chérifien d'exportation, en imposant aux producteurs français et indigènes une discipline sévère, garantit la qualité de tout ce que couvre la marque *Maroc*. La faveur du climat, en accordant au Maroc l'avantage d'une cueillette antérieure à celles de la plupart des pays producteurs de la Méditerranée, lui assure un large marché. Dans l'industrie minière, les phosphates sont encore le grand

produit d'exportation. La prospection des régions du Sud de l'Atlas, laisse espérer la prochaine exploitation de minerais recherchés par la Défense Nationale. Le pétrole enfin, dont la recherche s'est entourée — comme chaque fois qu'un suintement d'huile est découvert dans le monde — d'inquiétude, d'enthousiasme et de défiance — est un grand espoir. Les sondages se poursuivent dans la région de Petitjean. Ces travaux ont pour objet la délimitation d'une zone de production efficace, dont l'estimation puisse se faire avec le minimum de risques. Le pétrole existe. On pourrait disposer d'une dizaine de mille tonnes annuelles, en ouvrant les puits actuellement forés. Mais le raffinage d'une quantité si faible ne justifierait pas la dépense de plus de 100 millions de francs, exigés par la construction d'une usine qui ne peut marcher économiquement que si elle dispose d'un tonnage annuel de 100 000 tonnes. Les techniciens chiffrent à deux années au moins le temps nécessaire à l'achèvement des forages qui donneront une idée précise des ressources pétrolières du Maroc

Nous achèverons ce rapide inventaire, où les réalités et les espoirs s'entre-tissent, par le tourisme qui peut devenir un des éléments principaux de l'économie marocaine. La beauté et la variété des sites, le voisinage des aspects sahariens et des champs de neige, font entrevoir ce qu'une propagande adroite peut attirer au Maroc de touristes français et étrangers. Le Maroc, si son organisation sait adapter à son usage les formules de confort qui ont valu à l'Égypte une riche clientèle hivernale, peut enlever à ce pays une grande partie des voyageurs qui cherchent le soleil. La création d'un Office marocain du tourisme associe le Protectorat aux grandes compagnies de navigation, aux chemins de fer et aux organisations hôtelières pour mener un effort de propagande — jusque-là dispersé — avec des ressources groupées, en pleine collaboration.

***

Nous avons eu maintes fois l'occasion d'écrire, ici même, qu'au Maroc l'économique tient le politique.

Il ne s'agit pas d'une nation chez qui des éléments mystiques peuvent faire supporter les privations matérielles. Non

pas que les Berbères manquent d'endurance. Nous nous souvenons des montagnards de l'Atlas, souffrant du froid, de la faim, voyant périr gens et bêtes dans leurs refuges des sommets, et refusant, pendant des mois et des ans, de se soumettre à notre loi. Mais ce qu'ils acceptaient d'un cœur farouche, lorsqu'il s'agissait de défendre une certaine conception de la liberté, ils ne sauraient l'accepter, fût-ce sous une forme bénigne, lorsque la France occupe leur pays. Ils se sont soumis, par intérêt et par lassitude, dans l'espoir d'une vie meilleure. Cette vie, ils l'ont eue pendant les années d'euphorie qui précédèrent la crise. L'enrichissement leur faisait supporter la présence des Français, les milles contraintes qu'elle impose. Les cours des produits viennent-ils à tomber que cette présence retrouve tout son poids. L'attachement des Berbères n'est pas collectif. Ils aiment certains Français, chefs civils ou militaires, colons ou commerçants qu'ils connaissent bien. Mais leur indifférence à l'égard de la France reste totale.

On comprendra donc qu'une bonne récolte de céréales, vendue à des prix convenables, est le plus sûr garant de la paix marocaine. De la paix des campagnes qui conditionne celle des villes. Car les quelques douzaines d'agitateurs citadins, les bourgeois frondeurs et la plèbe gardent, au fond du cœur, le souvenir des tribus berbères razziant les villes. Tant que le bled est nôtre, prêt à marcher à nos ordres, la ville reste prudente. Cependant, il arrive que, malgré la crainte, on perde son sang-froid, on se laisse entraîner aux excès. C'est que les rumeurs des campagnes sont défavorables à la France. C'est que le monde extérieur lui est hostile. Les incidents du mois de novembre 1936 en fournissent la preuve. Simultanément, à Rabat, à Salé, à Casa et à Fès, des cortèges se forment qui se donnent pour but, les uns le Palais du Sultan, les autres les quartiers européens. Quelques centaines d'hommes et d'adolescents, groupés derrière les meneurs, tous intellectuels, hurlent, frappent. Insoucieux des mots d'ordre : liberté et journaux, ils ne pensent qu'au pillage possible. Notre réaction est ferme et mesurée. Elle s'appuie sur le Sultan et ses représentants. A aucun moment, les troupes régulières n'ont à intervenir. Une centaine de condamnations sont pronon-

cées, qui infligent de huit jours à sept mois de prison selon l'âge des coupables et la gravité des délits.

Les chefs du mouvement Jeune Marocain : El Ouazzani, Allal Fassi, Driss ben Amar et Si Ahmed Cherkaoui sont naturellement les premiers punis.

La détente est rapide. Aussi le général Noguès peut-il alléger sensiblement les peines, faire libérer les plus jeunes des coupables. Mais l'alerte mérite d'être étudiée. On s'aperçoit, tout d'abord, que le Comité d'Action marocaine, qui est à l'origine des incidents, a perfectionné son organisation. Sur un ordre de Fès, les troubles ont éclaté dans les autres villes, au jour dit.

Ceux de Casa ont eu un caractère de gravité particulière, parce que la présence du Sultan dans son palais du grand port avait incité les agitateurs à en appeler au Souverain du Maroc des décisions du Protectorat. Sa Majesté Sidi Mohamed a donné une preuve éclatante de sa loyauté à l'égard de la nation protectrice. Le cahier de revendications, que les Jeunes Marocains voulaient placer sous son égide, est une charte, de rédaction déjà ancienne, où le nationalisme marocain résume ses exigences. Dans celles-ci, on trouve des vœux légitimes, particulièrement ceux qui touchent aux questions sociales. Mais ceux qui s'attaquent au principe même de l'ordre que nous avons établi rendent ce cahier inacceptable.

A la tentative des Jeunes Marocains qui voulaient forcer sa confiance, le contraindre à les soutenir, le Sultan a répondu en interdisant la réunion projetée à Casa et en faisant emprisonner les meneurs. Pendant toute cette période difficile, il n'a pas cessé de prendre le conseil des autorités françaises.

Cette attitude du Sultan nous confirme dans le sentiment que le Souverain garde sa confiance dans notre durée au Maroc.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Il faut comprendre la situation d'un empereur, très jeune, dont la génération nous est hostile. Il est intelligent, il a le sens du réel. Il sait ce qu'il nous doit et aussi que, nous présents, son trône lui est garanti. Mais si nous lui donnons une impression de faiblesse, d'incertitude, on conçoit qu'il veuille sauvegarder son avenir, en donnant des gages à cette génération qui, dans un Maroc libre,

serait naturellement première aux affaires. Qu'on veuille bien comprendre que nous tentons de reconstituer un raisonnement humain, inexprimé certes, mais dont on a pu percevoir, en 1934, quelques affleurements.

Le contact entre le Sultan et la France s'était, alors, un peu perdu. Il a été progressivement repris, affermi, et si la démarche des événements intérieurs français eût dû inspirer une nouvelle défiance au Sultan, sa conduite depuis deux ans n'en laisse rien paraître. Il avait pour M. Peyrouton une estime particulière. Pour le général Noguès, c'est un sentiment plus voisin de l'amitié. Il retrouve en lui un peu du reflet du Maréchal. Il le connaît de longue date et l'a vu dénouant les difficultés sans se départir de sa fermeté. On peut donc dire : le Sultan est pour nous. Et assurer qu'il sera avec nous tant que nous serons forts. Pour Calife d'Occident qu'il soit, c'est un homme à qui on ne doit pas demander des traits d'héroïsme. L'importance du Sultan dans la paix marocaine échappe souvent aux Français de France et même du Maroc. On a tendance à en limiter le rôle à quelques manifestations pittoresques. En réalité, un Maroc, uni autour de la personne incontestée d'un chef, en qui le spirituel rejoint le temporel, c'est un bloc à gouverner, avec des menaces qu'on peut prévoir plus aisément, mais aussi des parades plus faciles. Dans le monde d'Islam, éveillé, avide de grandir, le facteur religieux dirige les collectivités musulmanes. Nous ne devons pas l'ignorer, ni le mépriser, mais au contraire en guider les manifestations.

Le Sultan du Maroc est l'élément stabilisateur qui peut freiner les excès des particularismes arabo-berbères.

Si les incidents de novembre ont permis de faire le point quant à l'esprit du Souverain, ils ont aussi éprouvé le loyalisme des générations marocaines, contemporaines de notre pacification. Dans toutes les villes, les bourgeois, les commerçants se sont séparés de leurs fils aveuglés, certains allant jusqu'à les corriger publiquement. Qu'on n'attribue point ces gestes au seul cœur, mais bien à la raison. On nous juge encore forts dans les Medina! et bien des intérêts sont confondus maintenant avec les nôtres.

Mais les jeunes, les instigateurs et les participants?

On voudrait en parler avec autant de prudence que d'amitié. Nous en connaissons quelques-uns, qui sont intelligents, aimables et droits. Les chefs, les animateurs ne sont point tous, comme on le dit, des professionnels que l'agitation nourrit. Si Allal Fassi, par exemple, est un apôtre, convaincu et parfaitement désintéressé, rien ne sépare l'Ouazzani, le Tazi de tant de jeunes Français qui butent contre un horizon clos. Qu'on joigne à cette aigreur le goût si aisément acquis des applaudissements et le besoin, si vite pressant, du maniement des masses.

Génération en révolte contre le passé, qui donne à sa révolte un masque religieux, parce que la France chrétienne est présente et qu'elle est donc l'obstacle, mais génération qui se révolterait aussi bien contre le Sultan d'un Maroc indépendant, contre un régime de hiérarchie bourgeoise, en prenant alors un masque de libre pensée, parce que cette jeunesse n'est pas nantie et qu'elle veut posséder. Le fait que quelques-uns de ses meneurs soient fils de bourgeois riches ne change rien à l'affaire. Ils estiment simplement qu'ils feraient, eux-mêmes, de très bons vizirs ou gouverneurs de villes.

On ne règle pas une question de cette importance par l'emprisonnement. Le Résident général l'a bien vu, qui n'a frappé que pour marquer sa force et qui ensuite a voulu marquer que cette force, justement, lui permettait d'être magnanime.

La réalité nous impose ceci : des dizaines de jeunes gens, formés par nos disciplines, ont reçu des diplômes qui, pour eux — et cela vaut pour les indigènes de notre Empire tout entier — signifient droit à la fonction, à l'emploi. Le nombre des places disponibles présentement ne correspond pas à celui des candidats. Tous ne souhaitent pas d'être fonctionnaires, beaucoup accepteraient un travail privé. Mais là, ils sont barrés par les israélites, et c'est un des aspects essentiels de la question juive au Maroc que nous devons aborder. Nous le ferons sans prévention, en observateur qui, si la France n'était directement intéressée à la solution des problèmes que l'évolution de cette race pose, se féliciterait de cette nouvelle victoire humaine. Les pères, les grands-pères en tout cas, de ces brillants adolescents israélites de Casa, de Rabat, de Fès, portaient, comme certains portent encore, la lévite noire, la

calotte noire que leur imposaient les Mulsulmans, afin qu'ils fussent, de prime abord, séparés des Croyants. Il n'était point de vexation qu'on ne leur fît subir. Ils s'en accommodaient, âpres à vivre comme le lierre sur le chêne, en dépit des orages. Ils vivaient dans une sécurité précaire, menacée par les mauvaises récoltes qui engendrent mauvaise humeur et par les années prospères qui donnaient aux Marocains un orgueil accru, partant le goût de brimer le juif. Chaque notable avait auprès de lui son juif, comptable, économe, intermédiaire souple, intelligent, sinon fidèle, qui mangeait lentement son maître tout comme un intendant de chez nous grignotait son seigneur. Leurs communautés étaient cantonnées à l'écart des Médina musulmanes. Apparemment, afin de les soustraire aux agressions. En réalité, cette ségrégation permettait au contraire, durant les années de disette, un pillage méthodique.

La France est venue et, pour les juifs marocains, un immense espoir est né. Ils eurent, tout d'abord, la liberté et la sécurité des personnes et des biens. Puis, comme nulle religion exclusive ne les séparait de nous, tandis que les Marocains, contraints de nous accepter, se repliaient sur eux-mêmes, ils furent nos agents. Intermédiaires économiques et politiques, dont on ne peut méconnaître les services. Ils furent les ravitailleurs des colonnes d'opération, en blé, en vin, en bétail. La même fièvre brûlait tout ce peuple. Et ceux qui ne pouvaient trouver leur revanche personnelle mettaient, en leurs enfants, leur orgueil et leur ambition. Les garçons aux pâles visages, les frêles fillettes à longues tresses sombres emplirent nos écoles, avides de savoir. Ils apprenaient avec un égal bonheur, notre langue et la comptabilité. Ils furent nos premiers employés de commerce de banque, elles nos premières secrétaires, nos dactylos. La guerre les servit : tant de places où un Français eût bâti son avenir qu'ils occupèrent, d'une manière satisfaisante, il faut le reconnaître. Ils n'étaient que soumission et zèle alors. Les années d'euphorie, de 1918 à 1928, quand le Maroc n'était qu'un vaste chantier, trouvèrent en eux des audacieux, des risque-tout, que la spéculation sur les terrains, sur tout ce qui était à vendre ou à acheter, enivrait comme un alcool.

Des fortunes sont nées, qui n'ont pas toutes disparu. Les Marocains, eux, avaient suivi sans joie cette évolution. Ils n'avaient que dédain, que sarcasme pour des ascensions dont les Français, eux-mêmes, restaient naïvement éblouis. Mais dans les plus humbles circonstances de la vie quotidienne, ils se heurtaient au juif, installé à nos côtés, faisant figure très souvent de délégué de l'activité française. Je me souviens d'un vieux caïd du Rharb, sortant indigné d'une banque où il avait un versement à faire et qu'un scribe juif avait traité légèrement, prenant, lui, à son compte, la revanche des humiliations subies par les siens. Le vieillard murmurait : « C'est cela que vous, les chrétiens, êtes venus faire chez nous? Êtes-vous donc une nation de juifs, comme on le dit parfois dans nos campagnes? »

La réaction juive, inconsciente mais constante, atteignait les musulmans, à longueur de journée, et jusqu'aux plus humbles qui se trouvaient parfois désarmés et sans parole, devant la bravade de l'homme à lévite, assuré de la protection française. Certains juifs du Maroc, il faut le reconnaître, ont un peu manqué de mesure. On leur voit bien des excuses et la première, cette expansion violente, enivrée, après des siècles de soumission. On la comprend, mais on eût souhaité que leur intérêt clairement vu fixât des limites à un débordement de vitalité qui ne tient pas compte d'une réalité, implacable, elle : il y a au Maroc plus de 5 millions de Musulmans, qui seront 10 dans vingt ans. Pour grand que soit notre libéralisme, ce souci généreux que la France marque à ceux qui furent opprimés et à qui elle donne ses prédilections, nous devons compter avec un peuple musulman que notre présence même rend plus fermement musulman. La vitalité du Marocain, la fécondité des Berbères nous émerveillent et nous inquiètent. Rien de commun avec l'Arabe, qui reste un nomade et un rêveur, même sédentaire. Ces Berbères, ces paysans sont frères de nos paysans. Ils ne croient qu'au réel et le surnaturel même, ils l'asservissent au sensible. Dans les régions où la terre ne peut nourrir une famille nombreuse, les enfants émigrent, comme ce fut autrefois le cas de certaines provinces françaises, vers les villes, vers la plaine, mais en gardant un pied au village. Nul déracinement, le simple désir de gagner, pour revenir au pays,

améliorer la terre et le troupeau. Les pays de l'extrême Sud, le Sous, entre autres, ont fourni par dizaine de mille, des travailleurs aux usines de Paris ou de Lyon, dans le temps même où notre paix n'atteignait pas encore ces confins. Ils avaient gagné la France en faisant d'invraisemblables détours, et, leur gain, ils l'envoyaient aux officiers des affaires indigènes, en bordure de la dissidence, afin qu'ils les fissent parvenir au père ou au frère insoumis. Depuis 1934, il n'y a plus de zone dissidente au Maroc. Le Sud pacifié envoie vers la côte ses hommes, ses adolescents. Mouvement que nous nous efforçons d'enrayer, sans toujours y parvenir.

Trois ou quatre cultivateurs berbères s'associent et avec les fonds communs, ouvrent, à Casa, une boutique d'épicerie qui ne tardera pas à prospérer, à élargir sa clientèle, jusqu'à solliciter la clientèle européenne. Ces gens sont adroits, consciencieux et serviables. On ne compte plus les épiciers marocains dans les villes de la côte. Mais déjà, ils s'attaquent à des négoces plus compliqués. On en voit qui sont quincailliers, garagistes, dépanneurs. Ils délogent les juifs des positions que ceux-ci tenaient solidement. Ils battent sur leur terrain les petits commerçants chrétiens. Entre les juifs et eux, maintenant, entre eux et nos compatriotes bientôt, une lutte va se poursuivre qu'il faudra bien se décider à arbitrer.

On a vu les éléments du problème : un peuple juif en pleine expansion, un peuple marocain qui ne lui cède en rien pour la ténacité et l'intelligence, mais qui, par surcroît, est orgueilleux, susceptible et accoutumé à se faire justice. La crise, celle qui dérègle l'économie et celle qui énerve les esprits, incline chacun à chercher l'adversaire immédiat, bien visible. Le Marocain d'instinct le rencontre et le nomme : le juif. Celui-ci bien campé sur ses jambes, sûr de l'audience que sa cause trouvera dans la Métropole n'entend pas composer Alors relisons l'histoire et écoutons les augures, pour pessimistes qu'ils soient : dans ce prochain réveil brutal de l'Islam marocain qui nous attend si nous n'y parons, le juif sera la première victime et derrière lui le Français.

Des remèdes? On en voit certes, dont le premier serait justement que les Juifs prissent conscience du danger qu'ils courent et qui menace la France au Maroc. On ne leur demande

pas de plier l'échine, mais de modérer les formes visibles d'une allégresse victorieuse et de chercher eux-mêmes les moyens de vivre en paix avec leurs concitoyens musulmans.

***

Si notre installation en Afrique du Nord est menacée, on peut bien dire que le danger le plus pressant, n'est pas à l'Ouest. Que le Résident général, étayé par Paris, dispose du temps qui lui permettra d'engager une action à échéance lointaine, que les signes de reprise économique sur le plan mondial se confirment, et la prospérité revenue au Maroc nous garantit la paix d'un peuple laborieux. Reste la question des élites indigènes. Présentement, elle est soluble sans de trop grandes difficultés : d'abord voir les chefs du mouvement nationaliste, un à un, patiemment. Savoir leur parler et le même langage qu'on tiendrait à de jeunes Français fougueux, en proie à l'ambition. Puis, dans la mesure du possible, donner aux autres, à ceux qui suivent les têtes, pour des raisons plus directement matérielles, les places qu'ils désirent. Beaucoup de postes subalternes, à Rabat et dans les villes, seraient fort bien tenus par des Marocains, sous la seule réserve d'un contrôle exact.

La France doit bien se persuader que le Maroc qu'elle a recréé atteint le point de saturation, dans le peuplement chrétien. Nous parlions, plus haut, de la prodigieuse natalité des Arabo-Berbères. Les chiffres de population iront croissant et à ceux des zones de pacification ancienne, s'ajouteront, très vite, les excédents des zones de pacification récente. Une seule solution : créer un privilège pour tous ceux qui sont nés au Maroc, sans distinction entre Français et Marocains. A eux, les places, les concessions, les apanages d'un pays neuf qui se stabilise. Ils forment — encore peu unie, sinon par des liens d'intérêt — une vraie race : les néo-marocains.

Nous ne saurions terminer ce tour d'horizon, sans évoquer l'aspect européen du Maroc. L'Empire, par sa zone espagnole, est mêlé au conflit intérieur de l'Espagne. Les Marocains, par dizaines de mille, combattent en Europe.

Faisant taire nos sympathies, nous ne pouvons nous inter-

dire de ressentir quelque inquiétude, touchant le retour au Maroc de ces troupes qui, obscurément, ressentent l'orgueil d'une nouvelle conquête d'un pays où le Croissant régna. En revanche, à aucun moment, des nouvelles récentes sur la présence des Allemands à Tétouan ou à Ceuta, ne nous ont paru, personnellement, mériter le crédit que la presse française leur accordait. Les traités qui soumettent une partie du Maroc au Protectorat espagnol, en interdisent la cession, même temporaire, à un pays étranger, mais ils n'envisagent nullement d'ôter le droit à l'Espagne de faire de ses ports, un relais ou une base, au bénéfice de ses troupes ou de troupes étrangères alliées. Des informations de bonne source précisent, d'ailleurs, que les milliers d'Allemands se réduisent finalement à 5 ou 600 hommes, cadres militaires ou techniques.

Le goût de l'analogie, propice aux généralisations, nous a valu de nombreux parallèles entre l'épisode d'Agadir et ce qu'on est bien forcé — faute d'un autre mot — d'appeler l'épisode des ports marocains. Nous nous permettons de penser que les situations sont toutes différentes. En 1911, nous étions à l'origine de notre intervention dont on voyait d'ailleurs mal le développement. L'intelligence politique de M. Delcassé nous a solidement installés dans l'Empire chérifien, du point de vue juridique. Vingt-sept années d'efforts ont scellé ces droits. Les soucis que peuvent nous donner les Jeunes Marocains ne doivent pas faire oublier que nous tenons ce pays, face au Nord et face au Sud, par un réseau des postes d'Affaires indigènes, disposant de forces supplétives, et soutenues en deuxième ligne par des garnisons de troupes régulières. Des routes, parfaitement équipées, sillonnent le Maroc, ne laissant à l'écart aucune région. Nous disposons de moyens de transports automobiles qui permettent le déplacement rapide des unités. Le chemin de fer Maroc-Algérie interdit le retour des difficultés qui marquèrent, en 1925, l'arrivée des renforts algériens. On conçoit mal que des esprits raisonnables aient accepté l'hypothèse d'un coup de force allemand au Maroc. Sans doute, les Allemands travaillent sur ce front, mais comme sur tous les autres fronts français, avec méthode et longueur de vue

Comme en 1914 le sort du Maroc, s'il était en question, se jouerait en Europe.

GEORGES-R. MANUE

VEILLÉE

Au fond de la pièce, trois femmes se penchaient sur un lit. La plus vieille tendait d'une main tremblante une lampe à essence et, de l'autre, protégeait la flamme. La maigre flamme éclaira un instant un visage livide, aux yeux clos, aux narines pincées, à la bouche entr'ouverte. Très loin, un coup de vent fit claquer un volet; il se rapprocha et, roulant dans la cheminée, souleva les cendres du foyer. Quand il fut passé, on entendit de nouveau le râle heurté et profond d'un être à l'agonie.

— Elle n'a pas repris connaissance?

La vieille femme se retourna, haussa l'épaule :

— C'est la fin, — murmura-t-elle.

Puis elle reposa la lampe sur la table de nuit, près d'une fiole et d'une tasse.

— Peut-être qu'il faudrait prévenir le médecin?

— Il a dit qu'il ne reviendrait plus.

— Alors peut-être faire une piqûre?

— Il a dit que tout serait inutile.

Les trois femmes se tinrent quelque temps immobiles, les yeux baissés.

— Quand on restera là!

— Bien sûr.

Pourtant elles hésitaient encore. Puis l'une fit un pas et les autres suivirent. Elles revinrent s'asseoir près du foyer. Et l'une reprit son tricot, une autre les culottes d'enfant qu'elle raccommodait; la vieille balança la tête, joignit les mains et, comme pour elle-même :

— A mon âge, — dit-elle, — j'ai vu mourir bien des gens. Mais une mort comme celle-là, non, je n'en avais pas encore vu.

Elle parlait doucement, d'une voix un peu chantante; elle avait des gestes lents, un visage paisible, à la peau délicatement fripée, au regard clair et secret.

— Mourir si jeune, — reprit-elle, — mourir seule, l'enfant au loin, le mari qui rôde à la chasse ou au café, ou qui...

Elle leva les yeux au plafond et soupira.

— Vous croyez qu'il est là-haut, madame Clémence?

— Est-ce qu'on sait? On ne le voit plus.

— On ne tient pas non plus à le voir, — répliqua l'autre.

C'était la bonne de la maison voisine; petite, sèche, inquiète, elle n'appartenait pas au village; mais depuis vingt ans et deux fois l'an, elle y suivait ses maîtres en vacances; on la savait curieuse et bavarde, mais prête à rendre service, et on l'avait adoptée.

Elle poursuivit :

— Ah! non, on ne tient pas à le voir. Il est entré ce matin; c'est à peine s'il l'a regardée. Il était là, à tambouriner sur la table, une barbe de huit jours, des yeux de fou. Je n'ai pas pu me retenir, j'ai dit : « Le médecin pense qu'elle n'ira pas jusqu'à demain. » Alors, écoutez bien, c'est à croire qu'on rêve : j'ai cru d'abord qu'il n'avait pas compris, et puis tout à coup, vous m'entendez, il s'est mis à siffloter. A siffloter, ici, à deux pas de sa femme qui mourait. Et il a tourné le dos, il est parti sans un mot; je l'ai entendu qui montait dans la tourelle; une porte a claqué; et ç'a été tout. Qu'est-ce que vous en dites, madame Clémence? Qu'est-ce que vous en dites, Jeanne?

Mais la vieille femme ne parut pas entendre, et Jeanne, levant un instant son beau visage, resta silencieuse. Le vent s'était apaisé; pas de bruit dans la rue; la neige devait étouffer les pas, et puis l'heure du sommeil approchait.

Au-dessus des trois femmes, une lampe à suspension faisait entendre un chant léger. Elle éclairait quelques poutres, la table, la hotte de la cheminée; plus loin, c'était une zone d'ombre; plus loin encore, au fond de la longue pièce, près du lit, la lueur jaunâtre de la lampe de cuivre.

— Si la neige continue, — dit Jeanne, — on ne pourra plus aller au bois chercher les affouages.

La vieille femme sourit :

— Tu as peur du loup pour ton Georges?

— Oh! ce n'est pas pour lui que j'ai peur; c'est pour la voiture.

Elle tenait les yeux fixés sur son ouvrage; mais un léger hâle affleura à ses joues.

— Ne te défends pas, ma fille... Sais-tu bien que de mon temps on en voyait encore, des loups? Il faut dire que ce n'étaient pas des hivers comme à présent. L'hiver durait moitié de l'année, et de la neige, et du vent, et de la glace. Tiens, il y avait des fois où on ne pouvait pas aller à l'école, tant la neige était haute dans la rue. C'est un de ces hivers-là... attends, tu vas voir. J'étais avec maman et deux ou trois autres femmes, à veiller une voisine qui allait mourir. Comme maintenant, quoi! la nuit et tout. Et voilà que j'entends, derrière la porte, une sorte de plainte. Je dis à maman : « Tu as entendu? — Oui, j'ai entendu. » Ça s'est arrêté, et puis ça a repris, et ça soufflait, ça gémissait, ça grattait à la porte. « C'est peut-être un chien, dit maman; va donc voir, Clémence. » Bon, je me lève, j'ouvre. Ah! mes enfants, un chien, oui! un loup! avec des yeux... du vrai feu. Ah! la porte a été vite refermée. Et pourtant je ne tenais plus sur mes jambes.

— Écoutez.

Au fond de la pièce, le râle venait de grandir; il cessa et l'on n'entendit plus que le chant de la lampe et le grésillement d'un flocon de neige sur une bûche. La respiration reprit enfin, d'abord faible et lente, puis sifflante, rompue, mais nettement scandée.

— La pauvre petite, — dit Marie-Thérèse, — heureusement qu'elle ne se sent pas mourir! Ce serait terrible.

— Est-ce qu'on sait? — murmura la vieille.

Et comme les deux autres femmes la regardaient, elle hésita un instant, puis, à mi-voix :

— Au début de sa maladie, j'étais un jour entrée la voir. On venait de lui tirer de l'eau des poumons. Elle était là, sans pouvoir bouger; mais elle avait tout son esprit. Je me suis assise auprès d'elle. « Allons, je lui ai dit, vous voilà guérie

maintenant. » Et je l'ai vue qui souriait. Cela m'a frappée, parce que, vous vous rappelez, on ne la voyait jamais sourire.

— Oh! non, jamais, la malheureuse.

— J'ai pensé : c'est parce qu'elle est contente de guérir. Mais tout à coup elle m'a regardée, et puis elle s'est encore mise à sourire. Oh! comment vous raconter! Mais non, je ne pourrais pas dire. Simplement, j'ai senti qu'elle se savait perdue, et que c'était pour cela qu'elle souriait.

La bonne s'essuya les yeux, puis se détourna et on l'entendit qui se mouchait à petits coups discrets. Jeanne ne travaillait plus; pensive, d'une main mi-tendue, elle levait son aiguille; l'autre bras retombait contre la chaise; et parfois, sur le cou laiteux, sur les traits doux et réguliers, la flamme du foyer faisait courir une lueur.

— On n'a jamais su ce qu'elle pensait, — dit-elle.

Et la bonne, aussitôt :

— Jamais. Elle ne s'est jamais plainte. Heureuse, malheureuse? elle ne le disait pas. On se doutait bien, naturellement. Mais pas un mot. On pouvait à peine la voir. On entrait dans la cuisine : elle était au jardin. On passait au jardin : personne. L'été, quand la nuit était tombée, elle venait parfois jusqu'au seuil de sa maison; elle s'appuyait au mur, et elle restait là, les bras ballants. « Vous prenez le frais, madame Lucie? — Mais oui. — Vous n'êtes pas fatiguée? — Oh! non. » Oui, non, c'est tout ce qu'elle disait, avec cette voix, vous savez, cette voix qui semblait sortir d'un autre monde.

— Elle a toujours été comme cela, — dit Jeanne. — Nous avions le même âge et nous allions ensemble à l'école. Elle ne jouait pas, elle ne disait rien. Même en classe, c'est à peine si elle répondait. Et la maîtresse : « Enfin êtes-vous butée, ou niaise? Répondez donc. » Et un jour, la voilà qui répond : « Je ne sais pas, mademoiselle. » Nous nous sommes mises à rire, vous pensez bien; mais la maîtresse a cassé sa règle. Et Lucie, Lucie, elle tremblait un peu, mais elle ne pleurait pas.

— Elle n'a pas eu une enfance gaie, — soupira la vieille femme.

— Oh! non; elle ne sortait pas, même le dimanche quand toutes les filles allaient au bois. Elle n'est pas sortie jusqu'à son mariage. Et depuis non plus. Mais je crois qu'elle n'y tenait pas.

La vieille Clémence passait lentement les mains l'une sur l'autre; mais parfois, s'arrêtant, elle semblait suivre un souvenir.

— Elle n'y tenait peut-être pas, — dit-elle. — Mais ses parents ne l'auraient pas permis. J'ai été près de trente ans leur voisine et quand ils sont morts, je ne les connaissais guère plus que le premier jour. On entrait chez eux, te rappelles-tu, Jeanne, d'abord par la grange; et puis venait le cellier, tout noir; et enfin, tout au fond, la pièce où ils vivaient. Ce n'étaient pas de méchantes gens, non. Il n'y avait pas plus honnête. Mais on les aurait dits hors de tout; c'étaient des Bretons et jamais ils n'ont pu se faire au village. La mère, une grosse femme, jaune, maladive, toujours à bout de souffle; quand il lui fallait aller à la fontaine, elle jetait de petits coups d'œil pour s'assurer qu'il n'y avait personne sur le pas des portes; alors elle passait sans tourner la tête, en chantonnant un peu, comme pour se donner du courage. Le père était rude, dur au travail, pas causeur non plus. Ce n'est pas lui qui aurait souffert que Lucie dise un mot à table, ou ait une volonté, ou songe à des robes... Non, son enfance n'a pas été gaie.

— Et sa vie de femme, — s'écria la bonne, — croyez-vous qu'elle l'a été davantage? Tout ce qu'elle a supporté, la malheureuse! On ne lirait pas cela dans les romans. Et voyez-vous, le plus bizarre, c'est qu'elle ait pu le supporter. J'ai beau faire, je n'arrive pas à comprendre.

On entendit chanter dans la rue; c'étaient des voix d'adolescents, des voix fausses, mais qui le savaient, accusant encore leur accent éraillé. Les chants cessèrent devant la maison; quelques instants après, ils reprirent plus forts et mêlés de rires.

— Ce sont les garçons qui sortent du café, — dit la bonne. — Mais écoutez-les! Ils vont réveiller le village.

— Ils ne réveilleront pas les morts, — murmura Clémence.

Puis, d'un ton moqueur :

— Tu ne laisses plus ton Georges aller au café, ma fille?

Une moue gonfla les lèvres de la jeune femme, fermes, un peu duvetées.

— Oh! — dit-elle. — Il peut faire ce qu'il veut.

Elle parlait d'une voix paisible, un peu appliquée, comme si elle eût voulu, par pudeur, cacher tout ce que sa vie contenait de frémissant.

Clémence se leva, fit quelques pas.

— Les jambes s'enrouillent, — dit-elle.

Puis elle s'adossa au rebord de la cheminée et tourna la tête vers le fond de la pièce. Le râle semblait à la fois plus fort et plus lointain; et l'on eût dit qu'il venait non pas de ce corps étendu, immobile, mais d'un autre être au plus secret de la mourante.

Elle s'assit de nouveau, passa la main sur son front et, les yeux vagues :

— Que de fois j'ai entendu cette respiration! Voilà beau temps que je ne m'y trompe plus. Elle peut bien respirer encore. Elle n'est plus ici.

Elle hocha la tête, comme incrédule devant ses souvenirs, et reprit d'une voix enfantine :

— Que de fois, que de fois, mon Dieu! Quand j'étais enfant, chaque fois que quelqu'un allait mourir ou était mort, maman me prenait par la main et m'emmenait veiller. On se retrouvait deux ou trois enfants et autant de vieilles femmes. On était pauvre; alors, cette veillée, c'était autant d'huile, autant de bois économisés. Souvent même on nous faisait manger. « Mais nous ne sommes pas venues pour ça. — Cela ne fait rien, il faut prendre des forces. » On mangeait... Et toute ma vie, j'ai continué. Ça été le tour de mes parents, et puis de mon homme, et puis de mon garçon. Et j'ai encore continué.

Les deux femmes l'écoutaient, tête baissée sur leur ouvrage. Quand elle voulait parler d'un événement : « C'était l'année, disait-elle, où le marguillier est mort, deux mois avant l'Adèle, qui était paralysée. » Clémence se penchait vers le foyer, les bras tendus, comme pour appeler ce peuple d'ombres qui avait été sa vraie famille; et parfois elle souriait, comme si ces morts étaient accourus, comme si elle les reconnaissait un à un.

Elle se retourna et se mit à rire.

— Mon Dieu, — dit-elle, — vous allez me trouvez folle. Je suis vieille, je n'attends plus rien. Mais je me dis des fois : tout ce que je voudrais, moi qui ai veillé les autres, c'est de pouvoir, le dernier jour, me veiller moi-même.

***

Quelques instants plus tard, onze heures sonnèrent à l'église, à coups lents et assourdis par la neige. Jeanne entr'ouvrit la fenêtre et poussa un volet. Un air humide pénétra dans la pièce. Le ciel était noir, mais la neige tombait encore; elle avait recouvert le village; dans la rue, un chariot tendait au ciel de longs bras blancs.

Jeanne revint vers les femmes, s'arrêta, indécise, puis, comme malgré elle, fit encore quelques pas vers le fond de la pièce. A mesure qu'elle s'approchait du lit, une odeur de fièvre, chaude, écœurante, la prenait à la gorge, et déjà, semblait-il, cette odeur funèbre qui monte à la fois d'un cadavre et des fleurs dispersées alentour. Elle retenait sa respiration puis, entr'ouvrant la bouche, tentait de filtrer à travers les dents l'air impur.

Ce corps sans connaissance, décharné, livide, c'était donc tout ce qui restait de Lucie, et de ses amours, et de cette vie dont Jeanne, si longtemps, s'était sentie dépouillée. Elle se rappelait sa douleur, sa jalousie, sa haine quand, huit ans avant, Martial qu'elle aimait et qui n'ignorait pas son amour, avait épousé cette fille indolente, sans dot, sans esprit, sans autre charme que son grand corps laiteux, cette étrangère. Beau scandale! chuchotements, exclamations, rires. Pendant un mois, Jeanne n'avait pas osé sortir, tremblant d'un regard ironique ou, pire encore, apitoyé. Mais, jour par jour, il n'était rien enfin qui ne lui parvînt : que l'extravagante repoussait Martial, que Martial s'affolait, offrait de lui reconnaître une dot, comblait de présents les parents de la fille. Jusqu'au jour où Lucie s'était laissée conduire, pâle comme une accouchée, toutes cloches carillonnantes, dans la maison à tourelle.

« C'est fait; ils sont mariés, tant mieux. » C'était l'été. Jeanne, que ses parents avaient élevée en demoiselle, passait aux prés ses journées; l'odeur de l'herbe sèche, la chaleur, la fatigue engourdissaient tout chagrin. Mais la nuit, brusquement éveillée, elle voyait deux corps s'étreindre, retenait mal un cri, se levait, se penchait à la fenêtre jusqu'à l'aube.

« Dites donc, Jeanne, il n'a pas l'air si heureux que cela

de sa conquête. » Un mois à peine après le mariage. La joie qui l'avait saisie! Son effort pour répondre d'une voix indifférente! Et quelques jours après : « On ne sait pas ce qui se passe; mais il est devenu tout drôle; et elle, la Lucie, on la croirait en prison. » Jeanne doutait encore, mais les jours suivants et presque chaque jour depuis huit ans...

Jeanne se pencha sur le lit. Le visage de la mourante restait dans l'ombre; pourtant on devinait les taches bleuâtres des narines et des paupières. Les traits restaient crispés; mais on y lisait moins la souffrance qu'un dernier effort pour s'arracher à toute souffrance.

Jeanne s'était mariée quatre mois après Lucie. Par dépit, avait-on murmuré; et c'était peut-être par dépit. Mais deux vies mêlées pendant huit ans, au travail, à table, au lit, et réunies enfin dans un enfant : Jeanne avait appris que le bonheur sait prendre plus d'un chemin. Elle songea que dans quelques heures elle retrouverait son mari, qu'il la prendrait entre ses bras, toute grelottante d'avoir marché dans la neige, — et que ce corps déjà froid, devant elle, personne ne pourrait plus l'attiédir.

Prenant un linge au dos d'une chaise, elle en essuya doucement le front jauni, glacé, mais couvert de sueur. Elle se mordait la lèvre pour retenir ses larmes, sentait résister sous ses dents une chair tendre et ferme. Elle n'avait plus de rancune contre cette femme.

Elle revint s'asseoir près du foyer. Les yeux vifs, un doigt tendu, la bonne semblait presser Clémence, qui détournait la tête vers les bûches.

— Non, vous ne pouvez pas dire le contraire, madame Clémence; c'est un monstre ou c'est un fou, ou les deux à la fois. Comment?... Vous ne dites rien? Moi non plus, longtemps, je n'ai rien dit. Et pourtant Dieu sait ce que j'ai vu. La première fois, tenez, oh! c'est comme si j'y étais encore. C'était deux mois après leur mariage, aux vacances d'été. J'avais dit à Madame : « Madame sait que nous avons une nouvelle voisine? » Et Madame, vous la connaissez, la bonté même : « Tant mieux, Marie-Thérèse; on dit que c'est une brave fille. » Bon, dès le soir de notre arrivée, je m'en vais chez elle — manière de faire connaissance, quoi! Ils étaient à table, l'un

devant l'autre. Et un air! elle toute blanche; lui, un drôle de sourire, et qui semblait la guetter. Je me dis : je tombe mal. N'importe, je m'assieds, je me mets à causer. Et tout d'un coup le voilà qui prend son verre, qui le regarde et qui le lance derrière son épaule : « Donne un autre verre; celui-là est sale. » Sans élever la voix, l'œil à demi fermé. Cela m'a... je n'ai plus pu dire un mot. Je les regardais, elle, lui. Et savez-vous ce qu'elle a fait? Elle s'est levée, elle a pris un verre sur l'étagère, elle l'a essuyé, et puis elle est venue le poser devant lui, sans rien dire, comme si c'était la chose la plus naturelle. Lui n'avait pas bougé, son vilain sourire au coin de la bouche. Ah! je vous garantis que, dès que j'ai pu, je suis partie.

Elle respira longuement; mais ses traits grimaçaient encore, et la tache de vin qui couronnait une pommette semblait envahir toute la joue.

— Et pourtant ce n'était rien, moins que rien à côté du reste. Mon Dieu! tous ces cris, ces hurlements, ces portes qui claquaient! « Mais, la malheureuse, il va la tuer. » On ne l'entendait jamais, elle; alors on tremblait d'un mauvais coup. Si, pourtant, un jour, elle est venue; j'étais dans ma cuisine, j'entends courir, elle pousse ma porte. Elle se tenait à peine, dépeignée, tremblante, une longue balafre sur la tempe. « Mais qu'est-ce qu'il y a? Mais il veut donc vous tuer? » Elle ne répondait pas; elle ne pouvait plus souffler. « Mais asseyez-vous, ma pauvre femme. » Elle secouait la tête. « Mais enfin qu'est-ce qu'il y a? » Alors elle : « Rien, rien. » Elle a remonté ses cheveux, essuyé son front, et puis : « Je crois que j'ai eu peur. » Oui. « Je crois que j'ai eu peur », voilà tout ce qu'elle a dit, et elle est repartie.

Elle frappa du dé sur la table.

— Mais ça n'en est pas resté là. Je l'ai dit à Madame, et Madame est allée lui parler, à lui. « Voyons, Martial, une femme si jeune, si gentille, si douce. » Ah bien! oui, c'est tout juste s'il s'est montré poli. « Je sais ce que j'ai à faire. Et d'abord demandez-lui donc si elle se plaint. » Madame est revenue toute bouleversée et, vous le savez, ce n'est pas elle qui dirait un mot de trop, elle m'a dit : « Je ne comprends pas, Marie-Thérèse. Avant son mariage c'était un garçon un peu brusque, mais pas méchant, plutôt timide, renfermé.

Il doit y avoir quelque chose que nous ne savons pas. »

La vieille femme tourna la tête vers Marie-Thérèse :

— Elle a dit cela?

— Elle l'a dit, madame Clémence.

— Ah! elle a dit cela...

Ses lèvres remuèrent encore, mais elle ne se décidait pas à parler. Alors la bonne, avidement :

— Vous croyez donc aussi qu'il y avait quelque chose?

— Est-ce qu'on sait? — murmura la vieille.

Puis son regard fit le tour de la pièce, s'arrêta sur le Christ noirâtre de la cheminée :

— Celui-là sait, — dit-elle. — C'est bien assez.

La bonne baissa les yeux et se remit à son ouvrage. Ses doigts, courts et secs, poussaient, tiraient l'aiguille avec violence, et parfois son corps courbé se redressait brusquement comme si le souffle lui eût manqué. Jeanne regardait le crucifix; elle avait ôté celui de sa chambre : deux jeunes époux n'ont pas besoin de ce Dieu douloureux; pourtant elle ne l'avait pas jeté, il reposait dans l'armoire, sous une pile de draps, et tous deux le savaient.

— Vous rappelez-vous, — dit-elle, — le jour où il l'a poussée dehors, à demi nue, sans corsage, sans bas?

Et la bonne aussitôt, piquant son aiguille :

— Dieu! si je me rappelle! Il lui tenait les mains derrière le dos et il criait : « Regardez-la donc, la dépoitraillée! » Si je me rappelle? Mais de ma vie je ne l'oublierai. Les gens riaient d'abord; mais ils n'ont pas ri longtemps; c'était trop honteux, ils sont rentrés.

— Je passais, — dit Jeanne, — je venais de chercher les vaches.

Mais elle avait tout vu. Elle pouvait presser le pas : elle gardait l'image de cette gorge nue, de cette tête qui se retournait, suppliante. Elle se hâtait, le cœur serré, soudain remplie d'un trouble qu'elle n'osait accueillir. Et parvenue à la maison, elle avait enlacé son mari et longtemps s'était tenue pressée contre lui.

— C'était l'année, — reprit la bonne, — où il a introduit dans sa maison cette servante, cette dévergondée, sa maîtresse : il ne s'en cachait pas. Belle servante! C'est Lucie, la

malheureuse, qui est devenue la servante, et servante d'une servante. Vous rappelez-vous les airs qu'elle prenait, la vilaine femme? Et il la laissait faire. Il la laissait faire? Dites plutôt qu'il l'excitait.

— Il s'était mis à boire, — dit Clémence.

— Ce n'était pas une excuse, madame Clémence. Quand je pense à tout ce que j'ai vu!... Je n'y allais pas pour mon plaisir. Mais il fallait bien y chercher mon lait, le soir. Et tous les soirs, c'était la même chose : l'homme assis à table à côté de sa maîtresse, et Lucie qui faisait la cuisine, qui les servait, qui essuyait la vaisselle. Et tout ce qu'il lui disait : « Ma pauvre souillon, tu n'es pas fichue de faire cuire un œuf. Tu as donc été élevée comme une princesse! » Elle ne répondait pas; je me disais : elle ne sent plus rien.

Elle rêva un peu.

— Oui, voilà longtemps que je la croyais pour ainsi dire morte. Depuis qu'il a envoyé leur enfant on ne sait pas où, comme un gamin de l'Assistance. Leur enfant, madame Clémence, songez-vous, leur enfant! On peut tout pardonner, mais pas ça, oh! non, non. Enfin, madame Clémence?

Mais la vieille femme avait croisé les mains et restait silencieuse.

— Elle peut bien se pavaner à présent, l'autre. Être partie dès qu'elle a su que Lucie ne s'en tirerait pas! Elle est dans son pays maintenant, à compter les jours, à attendre que celle-ci soit enterrée pour revenir s'installer en reine dans la maison. Et voilà une malheureuse qui meurt, sans mari, sans enfant auprès d'elle, sans personne que des étrangers pour l'ensevelir. Le monde n'est pas beau, madame Clémence.

Clémence, courbée sur le foyer, frappait à légers coups de pincettes les bûches fumantes. Mais, désignant Jeanne d'un signe de tête, elle dit :

— Demande-lui donc si le monde n'est pas beau.

Jeanne sentit ses joues et son front brûler.

— En tout cas, — reprit la bonne, — il n'est pas beau pour tout le monde.

Alors la vieille, les mains posées sur les genoux, sans regarder personne, de sa voix lente, un peu chantante :

— Est-ce qu'on peut dire? Quand j'étais petite, maman

m'emmenait à journée; j'aurais aimé jouer comme les autres enfants, et la pauvre femme le voyait bien. Alors elle disait : « Cela ne durera pas. Toi aussi, tu auras ton heure, plus tard. Tout le monde a son heure, vois-tu. » Et cela me faisait prendre patience. J'ai grandi; je ne sortais guère plus que la pauvre Lucie : je n'avais pas de belle robe et puis il fallait travailler. Mais je me disais : j'aurai mon heure. Je me suis mariée; l'homme était vieux, et tout de suite il a gardé le lit. J'ai eu un enfant; il était faible des os, il pouvait à peine marcher. Et je me disais : mon heure, ce sera quand l'homme se lèvera, quand le petit sera guéri. L'homme est mort, et le petit, la veille de ses douze ans. Et le temps a passé. Qu'est-ce que je pourrais attendre aujourd'hui? Eh bien, voyez-vous, quand je pense comme ce soir à ce que me disait maman, je ne sais pas comment vous dire, c'est comme si je l'avais eue, mon heure. Quand? je ne sais pas. Je me dis que je n'ai pas su la voir, mais que tout de même je l'ai eue... Vous devez me trouver bien simple, n'est-ce pas?

— Je... Non, mais non, madame Clémence. Tout le monde sait que vous avez l'expérience. Mais tout de même vous ne me direz pas que cette pauvre femme qui est là, la malheureuse...

— Ce n'est peut-être pas elle la plus malheureuse, — dit la vieille.

Puis elle tira sa chaise à l'écart et se tint immobile, dans l'ombre, les yeux mi-fermés. Et ce fut, entre les trois femmes, un long silence.

***

Jeanne étouffait. Elle n'osait interrompre son travail, mais parfois, à la dérobée, regardait cette vieille femme immobile pour qui la vie et la mort semblaient également légères, puis ces poutres noires, ce crochet vide au plafond, ces ombres, cette lumière jaunâtre près du lit. Le râle durait, s'obstinait à durer; durerait-il jusqu'à l'aube?

— Vous devriez partir vous reposer, — dit Clémence. — Toi surtout, Jeanne. Tu n'es pas habituée, et ton mari t'attend. Je la veillerai bien toute seule; j'ai déjà veillé son père et sa mère.

— Oh! j'ai le temps, — dit Jeanne.

Et la bonne :

— Non, non. J'irai peut-être seulement me faire un peu de café.

Retrouver sa cuisine, les casseroles luisantes, pendues au mur selon leur grosseur, entendre l'eau chanter sur le poêle... Non, Marie-Thérèse n'était pas du village; elle aimait ce qui est net, ce que l'on peut dire, ce que l'on a le droit de faire. Comment vivre autrement?

Elle dressa la tête.

— Tiens! On entend... Qu'est-ce qu'on entend?

C'étaient, à peine distincts, des pas précipités sur la neige. Le bruit cessa.

— Il y a quelqu'un devant la maison.

— C'est peut-être lui, — murmura Jeanne.

— Lui! Il ne manquait plus que cela. Pourvu qu'il ne soit pas ivre!

Les trois femmes s'étaient levées. On entendit alors frapper à coups légers contre les volets.

— Mais qui est-ce? Il faut aller voir.

Les coups reprirent.

— Va, Jeanne, va, — dit Clémence. — Va donc ouvrir. Mon Dieu, faites...

Jeanne fit quelques pas; mais la bonne, la devançant, ouvrit la fenêtre, poussa le volet. Des flocons pénétrèrent dans la pièce.

— Qui est là? Qu'est-ce que vous voulez?

Alors une voix contenue :

— Est-ce qu'elle peut entendre?

— Lucie? Ah! la pauvre! voilà une journée qu'elle n'a plus ses esprits.

— Il s'est tué.

— Il... Qui? Qu'est-ce que vous dites?

— Il s'est tué, lui, son mari. On vient de le trouver près du bois. Il était déjà tout blanc de neige, son fusil près de lui. Peut-être était-il saoul, c'est peut-être un accident. Enfin on est allé chercher les gendarmes et on va le ramener. Je suis venu vous prévenir. Mais il faut que je reparte. Quel temps! Quel temps!

Il s'éloignait déjà, courant à grandes enjambées sur la neige. La bonne se retourna; à quelques pas d'elle, Jeanne tremblait; la vieille n'avait pas bougé.

— Eh bien! — fit Marie-Thérèse. — Eh bien!

Et d'un air hébété, elle regardait tour à tour ses compagnes.

— Est-ce possible! Est-ce...! Ah! on a bien raison de dire qu'un malheur n'entre pas seul dans une maison.

Puis, secouant la tête :

— Mais qu'est-ce qu'il faut croire? Qu'est-ce que vous en dites, madame Clémence? Je l'ai vu ce matin, de mes yeux vu, je vous l'ai dit, il était là. « Le médecin a dit qu'elle n'irait pas jusqu'à demain. » Et lui, pas un mot, il siffle entre ses dents, il tourne les talons. Et voilà que... Oh! c'est à devenir folle. Mais qu'est-ce que vous en dites, madame Clémence?

La vieille femme joignit brusquement les mains; sa tête s'inclina sur l'épaule, et, dans un long gémissement :

— Mon Dieu! — dit-elle. — Mon Dieu! je le sentais.

— Mais comment?...

— Je le sentais, je le savais. Il s'est tué, le malheureux, le pauvre enfant!

— Mais enfin, madame Clémence, c'est peut-être un accident, il était ivre, vous avez bien entendu l'homme.

Clémence redressa la tête et, regardant la bonne, qui baissa les yeux, elle dit d'une voix lassée, mais nette :

— Taisez-vous donc.

Elle resta quelques instants immobile; ses mains retombèrent le long de la robe.

— Après tout, — dit-elle, — peut-être que c'est bien ainsi.

Puis elle s'accroupit devant le foyer et souffla longtemps sous les bûches. La flamme jaillit enfin; Clémence, un peu haletante, s'aida des mains pour se relever.

Par la fenêtre ouverte, un air glacé pénétrait dans la pièce. Jeanne claquait des dents. S'en aller, marcher dans la rue comme dans un couloir ténébreux, ce couloir qu'il lui semblait suivre, enfant, quand elle revenait des cours du soir — on baisse la tête, on se recroqueville, on sent la chaleur des jambes et du ventre, — un long couloir, mais au bout duquel ce serait une chambre tiède, un corps contre le sien, toute une vie.

— Ne prends pas froid, — dit Clémence, — c'est assez de mal pour aujourd'hui.

La fenêtre refermée, les trois femmes se retrouvèrent autour de la table.

— Tout de même, tout de même, — dit la vieille, — je n'aurais pas cru.

— Mais qu'est-ce que vous saviez donc?

— Qu'est-ce que je savais? Oh! que c'étaient deux malheureux, voilà tout, et lui peut-être encore plus qu'elle.

Elle se tut. Son visage se fit plus calme; mais il y restait un long pli d'amertume.

— J'étais la voisine de Lucie, — reprit-elle. — Je vous ai dit que la petite ne sortait pas, qu'elle n'avait personne à qui parler, pas même sa mère, qui tremblait devant le père. C'est peut-être de là que tout est venu. Qu'est-ce que vous voulez? A vingt ans, on a beau être honnête. Et puis est-ce qu'il s'agit d'honnêteté? Il s'agit de quelqu'un qui vous rencontre, qui vous interroge, pour qui vous comptez.

— Ah! c'est donc cela, — fit la bonne. — Elle a connu quelqu'un!

— Elle ne l'a pas connu longtemps. C'était un garçon en apprentissage chez le charron. Il est parti au bout de trois mois. Mais, voyez-vous, elle ne l'a jamais oublié. Une femme comme elle, ça ne peut guère se donner deux fois.

— Mais les parents...

— Les parents ont tout appris. Ça a été une scène, mon Dieu, une scène! Le père l'a laissée comme morte. Alors vous pensez, quand Martial l'a demandée en mariage, lui qui était riche, de bonne famille, elle qui avait fauté et qui n'avait pas le sou, et quand elle l'a refusé, ah! vous pensez, la fureur du père, les menaces!

— Mais enfin, — s'écria la bonne, — pourquoi le refusait-elle? C'était une occasion... Enfin, Jeanne?

Mais Jeanne détourna la tête.

— Tout de même, — reprit Clémence, — il a bien fallu qu'elle cède. Ce n'était plus une vie, à la maison. Elle a cédé; mais elle a tout raconté au prétendant.

— Eh bien! Eh bien! Et il l'a épousée!

— Il l'aimait. Plus elle refusait, plus il la voulait à lui.

Qu'est-ce qu'il pensait? Je ne sais pas. Peut-être qu'il arriverait à oublier. Mais ça, voyez-vous, avec une nature comme la sienne! Dès le premier jour, on aurait pu tout prévoir. Le jour des noces. Vous vous rappelez : les fleurs dans la maison, trois tables, cinquante invités, trois musiciens. Te rappelles-tu, Jeanne?

Jeanne, d'une voix étranglée :

— Je n'y étais pas.

— C'est vrai. A chacun son chagrin. Elle était là, elle, qui ne parlait pas, qui ne mangeait pas, l'air de rêver. Et lui se forçait à rire, il buvait, il causait, et puis tout à coup il restait des minutes sans bouger, sans rien dire. Il était déjà trop tard.

— Mais quand il s'est détaché d'elle..., — dit la bonne.

— Mais il ne s'est jamais détaché, vous ne comprenez donc pas? Il n'a pas cessé de l'aimer. C'est bien à cause de cela que... Oh! et puis ne parlons plus de rien. Ils ont bien le droit maintenant d'être tranquilles tous les deux.

Elle se leva :

— Il faut préparer une chambre, pour le corps. Je vais prendre des draps.

Elle se dirigeait vers l'armoire, quand, soudain, tendant l'oreille :

— Mais... mais on n'entend plus rien.

Le râle avait cessé. Lentement, Clémence s'avança vers le lit, se pencha. Les deux autres femmes, les mains appuyées à la table, la suivaient du regard. Jeanne sentait des larmes courir le long du nez et tomber sur ses mains.

Clémence revint et se signa. Puis, tournée vers le crucifix, d'une voix un peu nasillarde :

— Mon Dieu, — dit-elle, — mon Dieu, notre Seigneur, donnez-leur à tous deux la vie éternelle.

— Ainsi soit-il, — dit la bonne, qui se signa à son tour.

Jeanne poussa un gémissement, porta les mains devant son visage et courut jusqu'à la porte. On entendit ses sabots frapper les dalles du corridor, puis, quelques instants encore, clapoter sourdement sur la neige. Tout bruit cessa, sinon le chant de la lampe, qui parut soudain grandir, et deux souffles un peu rauques.

MARCEL ARLAND

« L'ACCORD MATIGNON »

CE QUE J'AI VU ET ENTENDU

L'Accord Matignon du 7 juin 1936 est un des épisodes essentiels de l'histoire politique et économique de la présente législature. On a beaucoup écrit sur cet accord, mais tout n'a pas été dit... Nous sommes heureux de publier aujourd'hui un témoignage essentiel, celui de M. Duchemin, alors président de la Confédération Générale de la Production Française, qui prit part à ces négociations. Nous attirons tout particulièrement l'attention de nos lecteurs sur le passage où M. Duchemin déclare que le Président du Conseil lui exprima sa crainte de voir des désordres graves éclater dans la rue, si l'accord n'était pas signé par les délégués patronaux. Les « complications extérieures » étaient même invoquées...

Ajoutons d'autre part que, au moment où les pourparlers étaient en cours rue de Varenne, certains patrons, dont les usines étaient occupées, signèrent avec les délégués ouvriers des accords plus avantageux pour lesdits ouvriers que ne devaient l'être les articles du « Matignon » eux-mêmes. (N. D. L. R.)

Six mois ont passé depuis l'accord du 7 juin 1936 entre la « Confédération Générale du Travail » et la « Confédération Générale de la Production Française », et, s'il est encore trop tôt pour le juger impartialement, l'heure paraît cependant venue d'indiquer, objectivement, dans quelles conditions il a été conclu.

Il est d'autant plus indispensable de le faire que, par une tendance naturelle à l'homme, les faits ont été fréquemment tronqués, pour ne pas dire déformés.

Nous nous proposons donc de rappeler les événements qui ont provoqué la conférence de l'Hôtel Matignon et, en retraçant les heures vécues du 5 au 9 juin 1936, de recréer le climat dans lequel elle s'est poursuivie.

AVANT L'ACCORD MATIGNON

Les élections du mois de Mai 1936 ont fait naître une grande espérance dans les masses ouvrières.

Les promesses électorales, concrétisées dans le serment du Front Populaire : « Le Pain, la Paix, la Liberté », trois mots qui ont toujours fait vibrer les foules françaises, avaient éveillé l'espoir que l'âge d'or allait enfin paraître.

Comme l'enthousiasme entraîne toujours l'impatience, on vit, au cours du délai d'un mois qui sépara la consultation électorale de la constitution du nouveau Cabinet, se produire des conflits sociaux.

Les revendications présentées par les ouvriers portaient sur l'élévation des salaires, l'établissement de contrats collectifs, les congés payés, la semaine de 40 heures.

On vit alors s'instaurer une nouvelle méthode de grève, la « grève sur le tas », c'est-à-dire l'occupation des usines.

Le mouvement de grève se développa tout d'abord dans la région parisienne et, en particulier, dans les usines d'aviation et les ateliers métallurgiques.

Aucune tentative d'évacuation n'ayant été effectuée, la méthode se généralisa et, bientôt, des centaines d'usines de Paris et de la banlieue furent occupées.

A la demande du Gouvernement, des pourparlers furent cependant engagés et mirent en présence certains chefs d'industrie et les délégués de leur personnel et, par ailleurs, le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne et l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie.

La C. G. P. F.[1] n'intervint pas tout d'abord dans ces négociations; son Conseil central, tout en se tenant au courant des événements, estimait, en effet, qu'il appartenait aux organisations régionales seules de négocier.

1. Confédération Générale de la Production Française.

Cependant, les jours passaient et les négociations se révélaient de plus en plus difficiles. A peine un problème paraissait-il résolu que, du côté ouvrier, de nouvelles revendications se faisaient jour.

Il apparaissait que la C. G. T. était débordée par ses troupes, que celles-ci étaient entraînées par les surenchères d'éléments étrangers, lesquels semblaient obéir à quelque chef d'orchestre inconnu.

Du côté patronal, l'énervement croissait et, dans les assemblées générales que le président de la délégation du Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne tenait presque chaque soir, l'opinion se développait qu'en présence des revendications sans cesse croissantes des ouvriers, une seule attitude était possible : refuser toute discussion, tant qu'une seule usine resterait occupée.

En un mot, chaque jour, les parties en présence adoptaient des attitudes de plus en plus opposées, de plus en plus brutales.

C'est alors que, le 5 juin 1936 au soir, nous fûmes appelé à accompagner, chez le Président du Conseil, M. Richemond, président du Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, qui y était convoqué en même temps que MM. Dalbouze et Lambert-Ribot.

Le président de la C. G. P. F. ne pouvait se dérober à cet appel et, à 22 h. 1/2, nous étions reçus par M. Léon Blum.

La délégation patronale rappela, en quelques mots, la gravité de la situation, les difficultés auxquelles se heurtaient les négociations et attira l'attention du Président du Conseil sur l'illégalité des occupations d'usines et sur l'état d'esprit que ces occupations développaient dans le Patronat.

Le Président du Conseil prit aussitôt la parole pour nous exposer que le Gouvernement ne se dissimulait aucunement la gravité de la situation, qu'il était prêt à prendre ses responsabilités et qu'il déposerait, dès le lendemain, immédiatement après la lecture de la déclaration ministérielle, une série de projets de loi instituant le régime des contrats collectifs, les congés payés et la semaine de 40 heures, ce qui, à ses yeux, réduisait à une question de salaires le problème immédiat à résoudre.

Il déclara que le Gouvernement, désireux d'éviter tout heurt sanglant, ne voulait pas, ne pouvait pas employer la force et qu'il lui était donc impossible de faire évacuer les usines.

Il insista sur le fait qu'à ses yeux, le point particulièrement grave de la situation présente résidait dans l'impossibilité pour le Gouvernement de savoir d'où venait le mouvement ouvrier et où il allait.

Il ajouta que l'on devait craindre, si un accord n'était pas réalisé dans les quarante-huit heures, de graves mouvements de rues, du sang versé, sans compter des complications extérieures.

Certes, les déclarations du Président du Conseil furent exprimées d'une façon beaucoup plus nuancée et enveloppée que nous ne le relatons brièvement ici, mais ses interlocuteurs, quand ils se trouvèrent seuls après l'entrevue, furent d'accord sur l'interprétation à donner à ses paroles.

En présence des déclarations de M. Léon Blum, les représentants patronaux ne manquèrent pas d'exposer l'inquiétude qu'ils éprouvaient du programme social du Gouvernement. Ils insistèrent sur le fait que, depuis trois ans, la production française souffrait de la disparité de ses prix de gros avec les prix de gros étrangers, et que les nouvelles charges envisagées étaient de nature à accroître dangereusement cette disparité.

Le Président du Conseil écarta l'objection en faisant remarquer qu'il n'y avait pas lieu de discuter, dès maintenant, le problème économique, qu'il serait examiné plus tard et qu'il n'y avait, aujourd'hui, qu'à trouver, d'urgence, une solution à la question des salaires.

Après un long échange de vues, une conversation entre la C. G. T. et la C. G. P. F. fut envisagée.

Cette suggestion fut retenue, et il fut décidé qu'avant qu'une décision pût être prise, le Conseil central de la Confédération Générale de la Production française serait interrogé.

Un nouveau rendez-vous fut pris pour le dimanche 7 juin, à 11 heures du matin.

Convoqués par pneumatique, les membres du Conseil central de la Confédération Générale de la Production française se réunirent le samedi 6 juin, à 15 heures, au moment même

où le Parlement se réunissait pour entendre la déclaration ministérielle et voir déposer sur son bureau les projets de loi relatifs aux contrats collectifs, aux congés payés et à la semaine de 40 heures.

A cette séance du Conseil central, tous les groupements adhérant à la Confédération étaient représentés.

Après un exposé des négociations poursuivies entre l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie et le Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne, et de la conversation que nous avions eue, la veille au soir, avec M. le Président du Conseil, le Conseil central autorisa, à l'unanimité, MM. Richemond, Dalbouze, Lambert-Ribot et nous-même, à participer à une négociation avec la C. G. T.

Le dimanche 7 juin, à 11 heures, cette acceptation était portée à la connaissance de M. le Président du Conseil.

Sur sa demande, M. Salengro, ministre de l'Intérieur, qui était présent à l'entretien, fut chargé de prendre l'attache avec la C. G. T.

A midi, la séance était fixée à 15 heures, à l'Hôtel Matignon.

CONFÉRENCE DE L'HÔTEL MATIGNON

La conférence fut ouverte sous la présidence de M. Léon Blum, assisté de M. Salengro, ministre de l'Intérieur, de M. Marx Dormoy, sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, et de M. Jules Moch, secrétaire général de la Présidence du Conseil.

Étaient présents, du côté ouvrier :

MM. Jouhaux, Belin, Frachon, Chevalme, Cordier, Milan, Semat, Savoie.

Du côté patronal :

MM. Dalbouze, Richemond, Lambert-Ribot, Duchemin.

M. le Président du Conseil, en ouvrant la séance, déclara que le Parlement, dans sa séance de la veille, avait unanimement approuvé tout ce qui pourrait aider à l'apaisement, mais qu'il était indispensable d'aboutir vite, si l'on voulait éviter un rebondissement des mouvements sociaux, surtout en province.

Il ajouta que, parmi les questions en litige, certaines d'entre elles allaient être réglées par la loi, telles que les contrats collectifs, les congés payés et la semaine de 40 heures, mais qu'il restait à fixer les clauses générales, d'ordre national, des contrats collectifs, et à résoudre le problème des salaires.

Il termina en déclarant que si un accord ne pouvait pas intervenir au sujet des salaires, le Gouvernement, et le Président du Conseil en particulier, prendraient leurs responsabilités et joueraient le rôle d'arbitres.

La délégation patronale rappela en quelques mots les incidences qu'auraient les projets de loi et les augmentations de salaires demandées, sur l'économie du pays.

Elle insista sur la nécessité de l'évacuation des usines et du rétablissement de l'ordre.

Le Président du Conseil répondit qu'il ne se dissimulait pas que les projets du Gouvernement pourraient déséquilibrer certaines trésoreries, mais que le Gouvernement était prêt à prendre toutes dispositions utiles pour apporter des facilités financières aux entreprises qui se verraient en difficulté.

M. Jouhaux tint à préciser qu'un point devait être considéré comme acquis, c'est que tous les avantages accordés à ce jour par certaines entreprises à leurs ouvriers seraient maintenus intégralement.

Il lui fut répondu, du côté patronal, qu'il pourrait en être ainsi pour les avantages excédant ceux sur lesquels on pourrait se mettre d'accord, mais que, dans le cas contraire, les avantages acquis seraient à valoir sur les avantages nouveaux concédés. Il en fut ainsi décidé.

La discussion s'engagea ensuite sur des textes visant l'acceptation, par le Patronat, des contrats collectifs, la désignation des délégués ouvriers et leur mode d'élection.

Ces textes furent finalement adoptés.

Ils furent complétés, à la demande des représentants ouvriers, par un article nouveau, reconnaissant la liberté d'opinion, ainsi que le droit, pour les travailleurs, « d'adhérer librement et d'appartenir à un Syndicat professionnel, constitué en vertu du livre III du Code du Travail », et par un autre, écartant toute sanction pour faits de grève.

La délégation patronale, de son côté, obtint l'insertion d'un

paragraphe précisant que « l'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois », ce qui correspondait à la condamnation de l'occupation des usines et à la reconnaissance de la liberté du travail.

La discussion s'engagea alors sur le problème des salaires. La délégation patronale, quoiqu'elle refusât, dans les conditions économiques actuelles, leur élévation, accepta d'entendre les revendications ouvrières.

Les délégués de la C. G. T., après avoir signalé des salaires horaires particulièrement bas, de 1 fr. 50 pour les femmes et de 2 fr. 25 pour les hommes, pratiqués dans certaines régions, demandèrent d'abord le réajustement de ces salaires, puis une augmentation générale variant de 10 à 15 p. 100.

Après un long échange de vues, la séance fut levée à 18 h. 15 et il fut décidé de la reprendre à 23 heures.

La délégation patronale profita de cette suspension de séance pour mettre ses mandants au courant de l'évolution des événements.

C'est ainsi qu'à 21 heures, à la Salle des Horticulteurs de France, une assemblée de patrons adhérant au Groupe des Industries Métallurgiques, Mécaniques et Connexes de la Région Parisienne entendit un exposé des pourparlers, ainsi que de la demande formulée par la C. G. T. d'une augmentation de salaires de 10 à 15 p. 100, devant éventuellement donner lieu à un arbitrage du Président du Conseil.

Après discussion, et à l'unanimité, moins une voix, les membres présents à l'assemblée autorisèrent les délégués patronaux à signer une convention sur les bases indiquées.

Une heure plus tard, à 22 heures, le Conseil central de la Confédération, où les 29 Groupements étaient représentés, entendait le même exposé.

Le Conseil central, à son tour, autorisait, à l'unanimité, la délégation patronale à traiter au mieux dans les limites indiquées.

Seuls, les Groupements de la Banque, des Assurances et des Grands Magasins, qui comptent surtout un grand nombre d'employés, demandèrent que la convention ne fût pas signée en leur nom, afin qu'ils pussent discuter eux-mêmes les conditions de la rémunération de leur personnel.

A 23 heures, la séance reprenait à l'Hôtel Matignon, en présence des mêmes personnes.

Après un rapide échange de vues, les délégués patronaux et ouvriers s'en remirent, du point de vue des salaires, à l'arbitrage de M. le Président du Conseil.

Sa sentence fut la suivante :

Accroissement des salaires de 7 à 15 p. 100, avec une moyenne maximum, pour chaque établissement, de 12 p. 100.

Cette sentence une fois rendue, les délégués ouvriers revinrent alors sur les salaires anormalement bas et le texte suivant fut introduit dans la convention :

« Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima par régions et par catégories, qui vont s'engager immédiatement, devront comporter en particulier le réajustement nécessaire des salaires *anormalement bas*. »

Il fut, d'autre part, convenu que les délégués patronaux s'engageraient à procéder aux réajustements indispensables pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et les salaires des ouvriers.

La délégation patronale, enfin, demanda qu'il fût précisé que, dès que l'accord aurait été accepté par les directions des établissements, et dès que les pourparlers relatifs à son application auraient été engagés entre les directeurs et le personnel des établissements, la reprise du travail devrait être décidée.

Un article de la convention fut rédigé en conséquence.

Le texte de l'accord fut alors définitivement mis au point et la convention fut signée à 1 heure du matin.

***

Si l'on veut résumer d'un mot ce qu'a été l'atmosphère des négociations de l'accord Matignon, on peut dire qu'elle fut courtoise, difficile et douloureuse.

Courtoise, parce que, sans élever la voix, sans aucun incident de séance, toutes les opinions ont pu être librement exprimées; difficile, parce que des oppositions de doctrine, principalement sur l'occupation des usines et sur la liberté syndicale, furent défendues, de part et d'autre, pied à pied, avec une

rare persévérance; douloureuse enfin, parce que les délégués ouvriers apportèrent l'indication de salaires horaires particulièrement réduits, pratiqués exceptionnellement dans certaines régions, qui étaient susceptibles d'expliquer, localement, certaines réactions brutales et qui, surtout, marquaient la gravité de la crise régnant dans le pays.

APRÈS L'ACCORD MATIGNON

Séance du 9 juin 1936. — Dès le 9 juin, quelques-uns des signataires du 7 du même mois étaient à nouveau réunis dans le cabinet du Président du Conseil.

Il s'agissait d'obtenir son avis sur l'interprétation de deux articles de la Convention.

Comment fallait-il interpréter le paragraphe 2 de l'article 4, relatif aux « salaires anormalement bas », et l'article 7, traitant de l'évacuation des usines?

On se trouvait, en effet, depuis vingt-quatre heures, en présence :

a) De demandes d'augmentations de salaires préalables à la hausse de 7 à 15 p. 100 prévue par l'accord et ne correspondant pas au réajustement des salaires « anormalement bas », mais bien à une notion nouvelle, celle du salaire vital.

b) Du refus d'évacuer les usines, malgré l'acceptation, par les directions des établissements, des accords intervenus et malgré l'ouverture des négociations pour les contrats collectifs.

Il est sans intérêt de retracer la discussion qui s'engagea à ce sujet.

Il suffit de signaler que, sur les deux points envisagés, le Président du Conseil, premier signataire des accords, confirma la thèse patronale.

Les salaires « anormalement bas » étaient ceux dont des exemples avaient été donnés à la séance du 7 juin (1 fr. 50 pour les femmes, 2 fr. 25 pour les hommes) et les usines devaient être évacuées dès l'acceptation des accords par les directions des établissements et dès que les pourparlers relatifs à leur exécution étaient engagés entre elles et le personnel.

Séance du 14 septembre 1936. — Quoique désirant limiter

notre exposé à la période du 5 au 9 juin 1936, nous estimons cependant indispensable de signaler une réunion qui a eu lieu à l'Hôtel Matignon, le 14 septembre 1936, et où, en présence de certains des signataires, l'accord du 7 juin a été évoqué.

Nous disons « en présence de certains signataires » de la convention car, du côté patronal, n'ont assisté à cette séance que M. Lambert-Ribot, le baron Petiet remplaçant M. Richemond, et nous-même.

Le but de la réunion était d'examiner les conditions dans lesquelles l'accord avait été appliqué et d'examiner les moyens d'en développer l'efficacité.

Nous ne croyons pas utile de donner, en quelque sorte, un procès-verbal des infractions à l'accord qui furent énoncées de part et d'autre sans pouvoir être contrôlées.

Ce qu'il importe de marquer, c'est que ce fut dans cette séance que fut examiné, à la demande de la délégation ouvrière, l'établissement d'une procédure de conciliation pour les conflits portant sur les contrats collectifs existants ou pour ceux qui naîtraient à l'occasion des contrats collectifs nouveaux.

Il fut alors précisé, « du côté patronal », que l'examen qui allait être fait ne le serait qu' « ad referendum », les membres présents n'ayant pas qualité pour engager la nouvelle Confédération Générale du Patronat Français.

La délégation patronale ne manqua pas également d'ajouter que si ses membres estimaient utile l'institution d'une procédure de conciliation, ils ne sauraient accepter que l'établissement de cette procédure conduisît à l' « arbitrage obligatoire ».

Elle attira, en particulier, l'attention sur les conséquences désastreuses que l'arbitrage obligatoire avait provoquées à l'étranger et, en particulier, en Allemagne.

Elle eut la satisfaction d'entendre M. Belin dire que la C. G. T. « ne voulait pas l'arbitrage obligatoire », et M. Jouhaux qu'un pays, plus que l'Allemagne, avait souffert de cet arbitrage, c'était l'Australie.

Les délégués ouvriers tinrent cependant à préciser qu'en dehors de l'arbitrage obligatoire, l'arbitrage librement accepté leur paraissait être l'aboutissement logique d'une procédure de conciliation.

Quoi qu'il en soit, on jeta les bases d'un système qui, dans le cas où les Commissions départementales prévues aux contrats collectifs auraient échoué dans leurs tentatives de conciliation, renvoyait les conflits devant des Commissions mixtes, composées des membres des Fédérations nationales ouvrières et patronales, puis, si ces dernières n'aboutissaient pas, de membres des Confédérations nationales patronale et ouvrière.

Une sous-commission fut nommée pour rédiger des textes qui devraient être ultérieurement soumis aux organisations ouvrières et patronales.

***

Ici s'arrête notre participation à l'accord Matignon.

Nous laissons à ceux qui ont été mêlés aux négociations ultérieures le soin, s'ils le jugent utile, d'en retracer l'évolution.

D'aucuns s'étonneront, peut-être, que nous nous soyons contenté d'exposer l'enchaînement des événements, sans en faire la critique et sans chercher à en tirer la conclusion.

Notre propos n'en comportait pas.

Comme nous le disions au début de cet exposé, il est trop tôt pour porter un jugement impartial sur l'accord Matignon.

L'impartialité nécessite, en effet, l'apaisement et l'on ne pourrait soutenir que les esprits français en connaissent aujourd'hui les bienfaisants effets.

Il nous a donc paru sage de nous contenter d'exposer des faits.

Nous nous sommes efforcé de ne pas les déformer et nous voudrions y avoir réussi, pour que le lecteur pût fonder sur eux son jugement d'aujourd'hui ou de demain.

R.-P. DUCHEMIN,
Ancien Président de la Confédération Générale de la Production Française.
Président d'honneur de la Confédération Générale du Patronat Français.

EUGÈNE O'NEILL

En 1923 l'Odéon joua *l'Empereur Jones*, traduit par M. Émile Bourgeois. A cette époque déjà, Eugène O'Neill était considéré comme l'auteur dramatique le plus important des États-Unis et fut présenté comme tel au public français. Une telle mise en vedette, toujours dangereuse, l'était particulièrement du fait que ce premier contact s'établissait à l'occasion d'une pièce singulière, faite de quelques tableaux, au caractère hallucinatoire et tropical. Mais le tam-tam, les nègreries, les cauchemars des nuits chaudes étaient dans l'air de l'après-guerre et le succès fut vif, aidé d'ailleurs par une mise en scène ingénieuse et une interprétation irrésistible. En 1929, la compagnie Pitoëff donna au Théâtre des Arts *le Singe velu*, du même traducteur. Cette fois les spectateurs étaient mis en présence d'un poste de chauffeurs et d'une chambre de chauffe à bord d'un grand paquebot dont un décor synthétique rendait accablant le caractère métallique, emprisonnant et dévorant. Mais il n'était question à cette époque que d'évasions marines, de coques frémissantes comme des corps géants, d'accordéons de matelots. Et *le Singe velu* fut aussi sympathiquement accueilli que *l'Empereur Jones*.

C'est trop peu, toutefois, que deux pièces courtes pour se représenter le caractère et la portée d'une œuvre dramatique riche et très variée, dont l'importance mondiale a été solennellement reconnue par l'attribution du prix Nobel. Le moment est venu d'en faire l'exploration, même sommaire, et de tenter de déterminer son caractère, sa portée, son mérite.

***

Eugène O'Neill est né en 1888. Son nom indique une origine irlandaise et ce que nous savons de sa personne physique et morale s'accorde en effet avec ce que suggère traditionnellement une telle origine. Son père était acteur et chef de troupe à une époque où le théâtre ambulant représentait le meilleur plaisir de la province américaine. Cette province avait ses favoris, ses étoiles à elle, dont elle exigeait le retour régulier dans des rôles éprouvés et d'inusables mélodrames. C'est ainsi qu'O'Neill père joua pendant la plus grande partie de sa vie d'acteur le rôle du comte de Monte-Cristo devant des millions de spectateurs. Il finit par être plus dégoûté de ce romantique personnage que flatté de l'interpréter avec tant de succès. Son fils, de son côté, fut tellement saturé de coulisses et de décors pendant ses premières années que, dans la suite, il ne franchit presque jamais plus la porte d'un théâtre, même pas pour voir jouer ses propres pièces. Cette répugnance ancienne pour la toile peinte, les fausses barbes, les effets et les trucs de tout repos est certainement pour quelque chose dans le caractère de ses premières pièces et dans les efforts de sa maturité pour élargir le champ d'action et renouveler les moyens d'expression du dramaturge. Elle eut en tout cas pour effet immédiat de le détourner de la profession paternelle.

Les jeunesses américaines, on le sait, ressuscitent souvent les mœurs picaresques de la vieille littérature espagnole. Eugène O'Neill, après une année de noviciat assez orageuse à l'université de Princetown, se jeta dans le monde américain, plus vaste, plus grouillant que le nôtre, roulant aussi dans ses torrents plus de chances, bonnes ou mauvaises. Il se joignit à une expédition de prospecteurs d'or au Honduras où il ne découvrit que la malaria dont il pensa mourir; appartint, comme secrétaire, à une tournée théâtrale; navigua comme matelot sur un voilier; séjourna en Argentine, y devint dessinateur dans une usine électrique, emballeur chez un entrepreneur de transports, employé aux machines à coudre Singer, gardien de mulets dans un vapeur de bestiaux allant de Buenos-Aires à l'Afrique du Sud; traversa enfin une période de misère totale

à Buenos-Aires où il vécut dans une étroite fraternité avec la plus basse pègre. Il avait entre temps trouvé moyen de se marier, de devenir père et de divorcer. C'était un grand garçon fougueux et maigre, au regard noir, au rire moqueur et un peu fou, de cette folie irlandaise qui nargue la vie tout en l'adorant. Il buvait d'une façon stupéfiante, jetait perpétuellement des défis à toute raison et parfois griffonnait des vers pour calmer l'ennui des longues traversées ou dissiper la mélancolie de l'alcool. Son père le considérait comme irrémédiablement timbré et ne voulait plus s'occuper de lui. Il le vit cependant arriver un jour, minable, repentant et sollicitant une part des millions de Monte-Cristo. Il se laissa fléchir et le fit participer en effet à la fortune de Monte-Cristo en lui accordant un petit rôle à ses côtés. De Monte-Cristo le jeune vagabond passa au journalisme de province, puis, victime de ses excès, dut subir en 1912-13 une cure dans un sanatorium antituberculeux

A cette époque, puis au cours d'un séjour qu'après sa guérison il fit, au grand air, chez des amis, il céda peu à peu à un besoin grandissant d'écrire des pièces, mais sans se préoccuper de savoir si elles pourraient être jouées. Il écrivait pour se soulager du gonflement d'expérience qui comprimait ce début de sa jeunesse. Ses souvenirs, ses émotions, ses notations d'instants suprêmes se transposaient tout naturellement en dialogues. Il avait beau détester le théâtre, mépriser l'enseignement de sa technique reçu au cours d'une année passée en 1914 à l'université d'Harvard, les cheminements de son génie l'obligeaient à passer par la scène. En un an et demi il écrivit onze pièces en un acte, dont chacune fixait un épisode de sa vie errante, ainsi que deux pièces plus longues. Désormais il travaillait, il lisait avec autant d'acharnement qu'il en avait apporté autrefois à faire le bon à rien. Il apprit l'allemand tout seul pour lire les pièces de Wedekind.

Or, une mystérieuse prédestination fit qu'à cette heure même s'édifiaient aux États-Unis les seules scènes susceptibles d'accueillir et d'encourager ses surprenants essais. La Grande Guerre, en affaiblissant l'Europe, en faisant des États-Unis l'arbitre de ses destinées, avait affranchi le théâtre américain de sa tutelle étrangère. Le comte de Monte-Cristo

avait été emporté dans cette grande désillusion. Les troubles nouveaux, mais aussi les énergies nouvelles qui naissaient dans l'esprit de la jeunesse, devaient, en ce qui concerne le théâtre, la conduire à une véritable révolution. Deux compagnies d'auteurs dramatiques et d'acteurs amateurs, tous indépendants des impresarii et des faiseurs de bonnes pièces, les *Washington Square Players* et les *Provincetown Players*, plus tard appelés respectivement *The Theater Guild* et *The Playwrights' Theater*, se fondèrent en 1917. Ils étaient, les uns et les autres plus ou moins issus de cette sorte de réplique américaine de Montmartre et de Montparnasse qu'est à New-York le quartier de Greenwich Village. Un des premiers fournisseurs de la petite troupe de la ville de Provincetown fut O'Neill qui séjournait dans ce port. Les représentations se donnaient dans une vieille remise à bateaux ou dans un décor naturel de phare, de cap et de large, bien adapté aux premières pièces du nouveau dramaturge, presque toutes bâties sur un épisode de sa vie de marin. C'est là, en 1916, qu'il connut son premier succès avec un acte intitulé *Bound East for Cardiff* (*En route pour Cardiff*), récit dialogué de la mort lente d'un matelot victime d'un accident à bord. Cinq autres tableaux maritimes du même genre suivirent. Très réalistes, et même très crus, ils ne représentaient pas seulement des tranches de vie comme en débitait notre école naturaliste. Ils étaient la vie même captée dans son frémissement. Ces orgies de gaillard d'avant, ces humbles anecdotes de la vie du large et des docks baignaient en outre dans le sentiment puissant d'une nature accordée à l'homme, ainsi que dans la lumière poétique qui permet d'apercevoir la fraternité de toutes les misères. Et le procédé dont O'Neill commençait à se servir, dans l'exercice duquel il allait passer maître, était l'expressionnisme mis à la mode par le théâtre allemand moderne, c'est-à-dire la production d'un certain état d'esprit chez les spectateurs par la répétition d'un effet, d'un jeu de scène dominant. Cette concentration même de l'impression, naturelle à O'Neill et qui s'accommode si bien de la pièce en un acte — comme de la nouvelle — devait le conduire à cultiver surtout une forme théâtrale aujourd'hui en faveur; la pièce dépouillée d'intrigue, réduite à une suc-

cession de tableaux uniquement reliés par une conception centrale.

Les deux pièces qui ont été jouées en France sont les exemples les plus caractéristiques, *l'Empereur Jones* de l'expressionnisme, et *le Singe velu* du réalisme poétique d'O'Neill.

La première, on se le rappelle, représente un dictateur nègre chassé par la révolution dans une forêt vierge à travers laquelle il espère gagner la côte et s'embarquer. Ses précautions ont été bien prises et son trésor est en sûreté. Mais il a compté sans les forces obscures de la forêt, les sorcelleries des morts, les fantômes de sa conscience et de sa race, tout le surnaturel nègre qui prend si aisément des formes sensibles et persécutrices. Les spectateurs, dont la fièvre s'accorde à celle de l'empereur fugitif, sentent à chaque tableau cette fièvre grandir et se précipiter avec le battement du tam-tam appelant et rythmant la poursuite. Est-ce un véritable ou un symbolique tam-tam que nous entendons ainsi se rapprocher avec cette affolante rigueur? Peu importe. Le propre de l'hallucination n'est-il pas de confondre le rêve et la réalité? Ce dont nous sommes certains, c'est que ce tam-tam, moyen expressionniste par excellence, agit sur nos nerfs, nous associe à l'épouvante du fugitif, nous fait voir par ses yeux et participer du dedans à son délire d'homme traqué.

Sans doute cette série de visions de cauchemar est, dans une certaine mesure, inspirée par la technique du cinéma. Mais, quelles que soient les ressources de cette dernière, elles seraient impuissantes à engendrer cette solidarité vivante établie entre l'angoisse de Jones et celle des spectateurs. Seule la présence réelle, avec ses ondes et la profondeur scénique où elle se meut, peut agir avec une telle plénitude.

Dans *le Singe velu* l'expressionnisme joue encore un rôle important, subordonné pourtant à la pensée morale qui se dégage de la pièce.

Comme l'Empereur Jones, Yank est à la fois le héros et le personnage à peu près unique de la pièce, bien que les comparses soient nombreux. Il est chauffeur sur un grand navire. Doué d'une force herculéenne il s'est identifié avec la machine qu'il nourrit, dont il crée la flamme dévorante et règle le dyna-

misme. Son âme obscure et fruste, animale d'instinct, mais vigoureuse et saine, se réjouit de vibrer au claquement des portes métalliques, au rythme des pistons, au ronflement des hélices. « Je lui appartiens! J'en suis! » répète-t-il. Il s'épanouit dans une sorte de mythologie primitive, mais enivrante qui fait de lui le demi-dieu du ringard et de la fournaise. Simple et démesuré, il est de la famille des caractères épiques de Hugo et de Zola. Malheureusement cette belle harmonie existant entre ses bras et le feu moteur est détruite par la fatalité d'une rencontre. La fille désœuvrée et perversement curieuse d'un milliardaire de l'industrie a un jour la fantaisie de visiter la chambre de chauffe. Elle recule épouvantée devant les êtres infernaux qu'elle y découvre et surtout devant le plus terrible, le plus inhumain de tous. « Un singe velu! » s'écrie-t-elle, défaillant à la vue d'Yank. Ce dernier reste suffoqué, mordu d'une inapaisable rancune, rongé par le désir de se venger. Il ne s'agit pas chez lui — il n'est pas Français — de la haine du travailleur contre la fille de l'exploiteur. Son sentiment est plus vaste et plus noble. Il a compris que son union avec la machine dont il était si fier était méprisée. Une créature merveilleuse — et d'autant plus haïssable — n'a vu en lui qu'un répugnant outil. Il est disgracié à ses propres yeux. Il cesse d' « appartenir », suivant son expression, qui ne manque pas de grandeur. Il a perdu cette estime de soi, cette possession de l'honneur sans laquelle la vie est impossible aux âmes droites. En vain essaie-t-il de se révolter : il est mis en prison. Les camarades socialistes qui ne comprennent rien au caractère farouche de sa rancune le prennent pour un agent provocateur. Enfin, repoussé des hommes, il croit trouver un frère dans un vrai singe velu, un gorille de jardin zoologique qui ne le comprend pas mieux que ne l'ont fait les hommes et le tue.

Les succès de ses débuts auraient pu attacher O'Neill à cette formule de la pièce en tableaux qui semblait si bien adaptée à ses besoins. Cela se serait certainement produit s'il avait été un simple ouvrier des lettres. Mais il n'était rien de tel. Il n'a jamais écrit pour plaire à un public, ni même uniquement pour créer de la beauté. On peut même dire qu'en faisant des pièces ce n'est pas à leur représentation scénique qu'il pensait

d'abord. Né auteur dramatique, animé par un fougueux besoin d'exprimer tout ce qui passait en lui de la vie universelle, il ne cessera jamais de chercher de nouveaux moyens, sur quelque plan de la littérature qu'ils se trouvent, de traduire son expérience et ses émotions de la façon la plus suggestive, la plus complète possible.

Il estima bientôt que l'œuvre dramatique doit gagner à s'intégrer le roman. Aussi écrivit-il des pièces pleines de longues et minutieuses indications scéniques, de présentations de personnages, d'explications biographiques, de considérations diverses qui ressemblent à des fragments de chapitres de romans. Au cours de l'action il donne lui-même des explications sur la psychologie de ses personnages qui font de lui une sorte de meneur du jeu. Voici par exemple le jeu de scène imposé par lui à deux amants qui, après s'être haïs, s'aperçoivent qu'ils ne peuvent se passer l'un de l'autre.

Ils plongent leurs regards dans les yeux l'un de l'autre. On dirait que, par une illumination intérieure et soudaine, ils se reconnaissent réciproquement, dépouillés de toutes les idées, attitudes, gestes menteurs qui constituent la vanité de leur personnalité. Tout en cette seconde devient simple pour eux — acquiert une sereine certitude. Il devient impossible à chacun d'eux de nier la vie au nom de l'autre.

Plaignons les acteurs trop scrupuleux qui contorsionneraient leurs traits dans un désir religieux d'interpréter fidèlement les intentions de l'auteur.

Il arrive à O'Neill d'écrire des scènes qui sont de purs hors-d'œuvre, d'introduire au début d'une pièce certains personnages qui ensuite disparaissent pour toujours. Il faut y insister : le théâtre pour lui n'est jamais qu'un moyen et non un but. A mesure qu'il avance dans sa carrière, les dimensions traditionnelles lui paraissent insuffisantes pour traiter des sujets qu'il conçoit de plus en plus à la façon d'un romancier. Aussi n'hésite-t-il pas à écrire des pièces en plusieurs parties, en dix, treize actes ou tableaux. C'est aux spectateurs qu'il appartient de se soumettre à ses nécessités et non point à lui de se soumettre aux leurs.

La vie rurale fut, après celle de la vie du marin, un des premiers thèmes d'inspiration pour O'Neill. A vrai dire on ne voit guère, en lisant sa biographie, où il a pu se constituer pareil

réservoir d'expérience de la campagne. Il est vrai que le fermier américain passe pour être moins diversifié que le paysan français profondément marqué de traits régionaux et historiques. O'Neill a dû rencontrer sensiblement le même type au cours de ses vagabondages. Le fermier américain qu'il nous peint apparaît âpre au gain, passionnément attaché, jusqu'au vice, parfois jusqu'au crime, à la terre qu'il a créée et avec laquelle il se confond. Le grand ressort du drame rural, en Amérique comme ailleurs, c'est cette absorption de l'homme par le sol. Enfin la pauvreté du folklore, des traditions ethniques et légendaires, l'absence des dieux du sol sont compensées par l'extraordinaire relief que donne à certains chefs de famille le puritanisme ancestral demeuré intact, grave, dur, implacable même, mais sujet à de brusques défaillances, à de moroses et dévastateurs emportements dans les délices de l'alcool et de la luxure.

Deux pièces, *Beyond the Horizon* (*Par delà l'horizon*) (1920) et *Desire under the elms* (*Désir sous les ormeaux*) (1924), toutes deux d'une grande importance, ont pour cadre une ferme américaine. Écrites l'une et l'autre dans une forme réaliste — surtout la seconde — elles vont pourtant bien au delà d'une représentation fidèle de la vie rurale. Les pièces d'O'Neill n'appartiennent qu'accessoirement au théâtre de mœurs; elles visent toujours à dégager quelque trait permanent et profond de la nature humaine à la lumière des conflits de la passion.

Deux thèmes semblent constituer le fonds de *Beyond the Horizon*. Le premier — qui eût pu être traité par Thomas Hardy — c'est celui du malentendu cosmique qui fait de notre monde quelque chose d'essentiellement manqué et achemine la plupart des destinées individuelles vers la déchéance ou la catastrophe. Le second — qui corrige le premier — c'est que le rêve qui endort notre misère, la foi qui aperçoit des réalités supérieures à cette misère, ne peuvent pas avoir tort. L'idéal est plus fort que la vie.

Desire under the elms est une pièce ardente et sombre dans laquelle le désir charnel et coupable que deux êtres ont l'un de l'autre s'exalte jusqu'à un paroxysme atroce et meurtrier. On y voit une femme commettre un infanticide pour garder

son amant, le père de cet enfant. En lisant ce drame implacable, imprégné d'une odeur d'étable, balayé par le souffle fiévreux de la libido qui mène notre monde impur, on mesure bien la portée de la révolution que la radicale sincérité d'O'Neill a opéré dans l'attitude et la liberté du théâtre américain, en ce qui concerne la peinture de l'amour.

Après la vie rurale vient la vie nègre, dans les sources d'inspiration d'O'Neill. *L'Empereur Jones*, nous l'avons vu, par le procédé de l'hallucination, donne au spectateur une vision synthétique des traits fondamentaux de l'âme nègre. *All God's chillen got wings* (*Tous les enfants de Dieu ont des ailes*) (1924) nous montre du dehors le nègre dans ses rapports avec les blancs. L'union malheureuse d'une jeune fille américaine avec le nègre généreux et fidèle qui l'a sauvée de la honte et de la misère permet à O'Neill de toucher au problème irritant et pathétique de l'infranchissable barrière des races. Cette pièce fut très discutée aux États-Unis. On reprocha à l'auteur d'avoir trop idéalisé son héros nègre qui est en effet sublime d'abnégation. Et cependant il ne donne pas tort à la jeune fille de se sentir incapable d'amour pour un homme de couleur. Il ne trouve d'autre solution à l'impasse représentée par ce mariage que de faire mourir son héroïne dans une sorte de délire de la répulsion. Aucun de ces deux êtres n'est à blâmer; ils sont l'un et l'autre victimes d'une de ces lourdes et cruelles fatalités qui pèsent sur l'humanité.

Enfin dans une dernière catégorie des pièces de la première manière d'O'Neill on pourrait ranger celles dans lesquelles les suggestions de l'atmosphère et du milieu sont faibles et l'intérêt psychologique et moral devient tout à fait dominant. Il faut citer *Diff'rent* (*Pas comme les autres*) (1920)[1], *The Straw* (*Le geste du noyé*) (1921), *The First Man* (*Le premier homme*) (1922), *Welded* (*La fusion des cœurs*) (1924). Toutes, à l'exception de *The Straw*, traitent de l'incommunicabilité des êtres, si douloureuse aux amants passionnés; de l'ignorance où nous sommes de notre véritable identité qui nous échappe toujours; des tours singuliers et morbides que joue le refoulement de nos instincts. D'une façon générale c'est au thème de

1. Cette pièce doit être jouée à la Comédie-Française dans une traduction de M. Bourgeois.

l'incompréhension, éternel tourment de l'humanité, qu'O'Neill revient invinciblement.

The Straw occupe parmi ces pièces une place à part. C'est, dans tout le théâtre d'O'Neill, celle qui contient le plus d'éléments autobiographiques. Elle est en effet en grande partie construite avec ses souvenirs de sanatorium; ce qui explique qu'elle ait peu réussi au théâtre. Son sujet est plus celui d'un roman que d'un drame, mais il n'en est guère dans l'œuvre d'O'Neill qui soit mieux adapté aux aspirations profondes de sa nature.

Eileen, jeune fille d'âme fine et tendre, délaissée par les siens, s'éprend de Murray, jeune journaliste en traitement dans le même sanatorium. Murray est bientôt guéri et renvoyé. Mais son départ enlève à Eileen son unique raison de vivre. Elle dépérit et bientôt le médecin décide de la transférer dans un autre établissement d'où personne ne revient jamais. Murray, florissant de santé, lancé sur la route du succès, vient lui rendre visite. La matrone qui a la charge de la malade lui révèle à la fois l'état désespéré de celle-ci et la cause véritable de sa rechute. Elle meurt de son amour pour lui. Et pourtant Murray pourrait tout au moins lui éviter la relégation sinistre au sanatorium des condamnés. Il suffirait pour cela qu'il feignît d'être lui-même victime d'une rechute, obligé d'aller à une station de repos où il pourrait emmener Eileen. Une cure de ce genre, dans une atmosphère de sympathie et d'affection, enlèverait tout au moins à ses derniers jours leur caractère d'abandon et de désespoir. Murray se prête généreusement au pieux subterfuge.

Il se penche vers la malade et alors se produit le miracle vers lequel tend ardemment le dynamisme d'O'Neill, dynamisme à caractère surnaturel d'Irlandais élevé dans la religion catholique et qui en reste marqué. Devant ces yeux de malade interrogeant les siens avec un mélange de doute et de désespoir, Murray sent à la fois faiblir sa résolution de comédien et s'allumer en lui la flamme singulière d'un merveilleux amour. Mais non point absurde! Car tout grand amour tend à dépasser la vie, à nier ses bornes, à se projeter dans l'infini, à créer pour son propre compte et reprendre l'œuvre de Dieu. Voici que, de l'oreiller de la malade où il a enfoui son visage, il se

relève, éclairé d'une lumière nouvelle, et s'écrie : « Oh! mais je vous aime, Eileen! Oui, je vous aime, je vous aime! » Eileen, saisie par son accent nouveau, partagée entre sa prescience de la mort et son rêve nouveau de bonheur, finit par s'abandonner à son enivrante illusion. Miss Gilpin, la matrone, ne comprenant pas que Murray s'est pris à son propre jeu, s'alarme de voir que celui-ci n'a que trop bien réussi et qu'Eileen est réellement persuadée que Murray va bientôt l'épouser. Elle fait part à ce dernier de son inquiétude et celui-ci répond :

Ne regrettez rien, miss Gilpin! Votre stratagème l'a — nous a sauvés. Comment vous expliquer ce qui s'est passé? J'ai vu soudain à quel point elle est belle, exquise et bonne. Je n'ai pas pu supporter la pensée de vivre sans elle — sans son amour. Et voilà. (Avec décision.) Nous allons nous marier tout de suite et je vais l'emmener loin, dans l'Ouest, à n'importe quel endroit qu'indiquera le docteur Stanton. Elle pourra me soigner à sa fantaisie et je suis sûr qu'elle ira mieux à mesure qu'à ses yeux je paraîtrai guérir. Vous me comprenez, n'est-ce pas, miss Gilpin? Ce ne sont pas les demi-mesures, les promesses, les engagements conditionnels qui peuvent nous sauver — la sauver! Nous nous aimons trop! (Avec ardeur, sur un ton de défi.) Mais nous vaincrons ensemble! Nous le pouvons! Il le faut! Il y a des choses qui dépassent les médecins, dont ils ne peuvent pas connaître la force! (Avec exaltation.) Vous verrez! Je vous dis que je guérirai Eileen! Le bonheur la guérira! L'amour est plus fort que... (Il faiblit brusquement devant la négation douloureuse qu'elle ne peut pas chasser de son regard. Il s'effondre sur une chaise, le dos courbé, le visage dans les mains, avec un gémissement de désespoir.) Oh! pourquoi m'avez-vous donné un espoir qui n'en était pas un?

MISS GILPIN. — (Elle pose une main sur son épaule avec une compassion attristée.) Est-ce que ce n'est pas à ça que se ramène tout ce que nous savons, à y bien réfléchir? (Une révélation consolante vient éclairer son visage.) Mais il y a sûrement quelque chose après cette vie. Il existe une promesse de réalisation — quelque chose — quelque part — dont notre espoir ici-bas exprime bien l'esprit.

MURRAY. — (Avec lassitude.) Oui, — mais que m'importent à moi les paroles désormais? (Il se lève brusquement et lève la main dans un geste méprisant. Il semble vouloir écarter les objections avec une rudesse presque insultante.) Et puis tout ça c'est idiot! Je vous répète que nous vaincrons! Il le faut! Mon Dieu, que je suis bête de perdre mon temps à vous expliquer les choses! Que savez-vous? L'amour, c'est pas dans les livres de médecine. Vos prédictions et tous les diagnostics des médecins, qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse?

Il s'agit ici de quelque chose qui vous dépasse! Et nous vaincrons malgré vous! (Avec dédain.) Comment osez-vous dire qu'il n'y a plus d'espoir — comme si tout était fini! Allons, voyons, avouez donc! Il y a toujours de l'espoir, hein? Qu'est-ce que vous en savez? Prétendez-vous savoir quoi que ce soit?

MISS GILPIN. — (Déconcertée un instant par tant de véhémence, finit par éclater de rire. Mais c'est un rire de désespoir qui est tout près des larmes.) Moi? Je ne sais rien — absolument rien du tout. Que Dieu vous bénisse, vous deux! (Elle porte son mouchoir à ses yeux et sort précipitamment sans tourner la tête. Murray la regarde s'éloigner puis revient dans la chambre d'Eileen.)

EILEEN. — (Elle se tourne et l'accueille avec un timide sourire de bonheur. Il s'agenouille contre son lit.) Stephen! (Il l'embrasse. Elle lui caresse les cheveux et continue sur un ton de sollicitude maternelle.) Il va falloir que je m'occupe de vous, Stephen, hein? Désormais c'est moi qui m'assurerai que vous vous reposez tant d'heures par jour, que vous buvez votre lait en même temps que moi le mien, que vous allez vous coucher comme moi à neuf heures bien précises. Et vous ferez bien tout ce que je vous dirai et...

(Le rideau tombe.)

Nous ne saurons jamais si la foi de Murray a été justifiée par l'événement. Mais même vaincue par la matière, cette foi, qui est de l'amour, n'en restera pas moins indestructible, n'en produira pas moins sur un autre plan ses effets miraculeux.

***

Vers 1925 commence dans la carrière d'O'Neill une nouvelle période au cours de laquelle semblent s'intensifier à la fois ses dons et ses défauts, ses affirmations idéalistes et ses inquiétudes. Son génie cherche avec fièvre à creuser davantage l'énigme de l'homme et de sa destinée et il recourt pour cela à des moyens d'expression parfois déconcertants. Il a gagné son franc-parler avec son public et n'use plus avec lui d'aucun ménagement.

En même temps il subit plus volontiers des influences, les unes littéraires ou philosophiques, les autres éparses dans l'atmosphère de son temps.

La plus ancienne chez lui est celle du naturisme dynamique de Walt Whitman. Le théâtre allemand et celui de Synge, nous l'avons déjà indiqué, ont dirigé la technique de ses débuts.

Il y a peut-être un souvenir de *la Nouvelle Idole* dans *The Straw*. Enfin le théâtre de Lenormand a vraisemblablement encouragé O'Neill à attribuer de l'importance au rêve, à la vie hallucinatoire, au double-fond sub-liminal de la vie humaine. A partir de 1925 le mystère de la personnalité passe au premier rang de ses préoccupations et il n'a garde de négliger le moyen d'exploration que lui offre le freudisme.

Strange Interlude (*Étrange intermède*) (1928) et *Mourning becomes Electra* (*le Deuil convient à Electre*) (1931) sont les deux plus curieux exemples de la façon dont il interprète en dramaturge les conceptions modernes du moi et du subconscient.

Strange Interlude, drame en trois parties et neuf actes, s'étend sur une période de plus de vingt ans. Il est impossible de rendre compte en quelques lignes de cette œuvre extraordinaire. Il faut se contenter d'indiquer quelques-unes de ses suggestions. Celle de la supériorité de l'amour sur la mort est un leit-motiv familier; celle même de la hantise des êtres disparus, de leur pouvoir d'informer la destinée des vivants a été déjà fortement abordée, notamment dans *Desire under the elms*. Cependant, dans *Strange Interlude*, O'Neill va plus loin. Il nous invite à concevoir le monde comme spirituel. Nous n'en captons par les sens que les ondes les plus grossières. Aussi la véritable filiation des êtres est-elle celle que créent le cœur et l'esprit. L'enfant adultérin, par exemple, appartient bien plus et peut ressembler bien plus au père légal qui l'a aimé et élevé qu'à celui qui n'a été que l'occasion de sa naissance. En outre, dans cette histoire le plus souvent douloureuse, parfois ironique, où nous voyons se heurter, se briser trois destinées d'hommes sur celle d'une seule femme, elle-même dominée par un mort, O'Neill réussit à faire exprimer au théâtre ce qui était jusque-là réservé au roman : l'usure des existences, la transformation des êtres et l'oubli de leurs passions, l'apaisement résigné de la vieillesse, le caractère relatif et transitoire de tout ce qui est humain.

Mourning becomes Electra est la transposition de l'affreuse légende antique des Atrides à l'époque de la guerre de Sécession. Les Grecs cependant durent avoir recours à la volonté cruelle des dieux pour rendre plausible la fureur assassine

d'Egisthe, de Clytemnestre, d'Électre et d'Oreste. La trouvaille d'O'Neill consiste à avoir remplacé, dans ce drame en treize actes, la volonté des dieux par des complexes freudiens. Il est, à vrai dire, plus ingénieux que convaincant, malgré ses appels aux ressources de l'expressionnisme et de la hantise.

Ces explorations du mystère humain aboutissent d'ordinaire à des conclusions agnostiques ou à un acte de foi. O'Neill est le contraire d'un agnostique. Mais sa foi demeure hésitante entre une immanence naturiste et une obscure transcendance dont ses dernières pièces accusent le caractère spasmodique et confus. Elle n'en reste pas moins une foi de poète, pleine de coups d'aile lyriques dans l'espace divin.

Il faut bien mentionner ici *The great god Brown* (*Le grand dieu Brown*) (1926) puisque cette pièce passe, aux yeux des connaisseurs pour contenir l'essentiel de la philosophie d'O'Neill. Elle nous paraît cependant souffrir plus gravement qu'aucune autre œuvre d'O'Neill de son pire défaut qui est la confusion des genres. Elle passe sans transition du plan de la réalité à celui du symbole. C'est un spécimen malheureux de la littérature de 1920 dont le caractère ennuyeux paraît avoir constitué un fléau international.

Lazarus laughed (*le Rire de Lazare*) (1927) est aussi une pièce bien étrange. Il est vrai que l'auteur ne l'a pas destinée à la représentation. Lazare ressuscité a rapporté de son bref séjour dans l'autre monde cette affirmation qu'il faut rire de la mort. Notre crainte de celle-ci, comme le plaisir que nous prenons à l'infliger, proviennent de notre croyance erronée en son existence. Il n'y a pas de mort. La vie doit être sa joyeuse négation. Au cours d'actes bien nombreux, nous entendons ainsi résonner le rire de Lazare qui scandalise successivement Caligula et son beau-père Tibère.

Il semble cependant que dans ses plus récentes productions O'Neill se soit lassé de ces ambitieuses mais fumeuses conceptions et se soit tourné avec plus d'attention vers les solutions traditionnelles de la religion révélée, particulièrement du catholicisme romain. *Dynamo* (1929) est une satire de la foi dans le machinisme. L'homme est un être mystique et créateur de dieux. La dynamo ronflante, faute de mieux, lui servira de déesse, mais cette nouvelle divinité ne sera pas moins avide

de sacrifices que les autres. D'autre part, dans la pièce qui est, croyons-nous, la dernière publiée, *Days without end* (*Jours sans fin*) (1934), O'Neill donne un rôle des plus sympathiques à un prêtre catholique dont la sagesse, nourrie d'un trésor millénaire, se servant des ressources d'une confession dont le docteur Freud n'a fait que la théorie, réussit à apaiser un conflit douloureux entre l'amour aux aspirations infinies et l'imparfaite réalité humaine.

***

Il faut, en terminant, dire un mot de certaines innovations scéniques introduites ou consacrées par O'Neill.

Toutes correspondent à son besoin de souligner la complexité, la pluralité même de la personnalité; d'ouvrir les tiroirs distincts où s'enferment les êtres souvent contradictoires dont nous sommes faits. Il emploie pour y arriver trois moyens principaux. Il a commencé — avec *The great god Brown* — par donner à ses personnages un masque qu'ils ôtent ou remettent suivant que s'exprime leur moi le plus véritable ou celui qu'ils se sont composé pour satisfaire aux nécessités du mensonge vital. Mais un seul masque, c'est bien peu pour exprimer toutes les variations de la personnalité. O'Neill s'avisa alors du monologue intérieur prononcé à haute voix. C'est là le procédé employé dans *Strange Interlude*. Par là le subconscient est rendu vocal pour les spectateurs. Mais l'emploi par un personnage de ce subconscient sonore oblige les autres personnages à faire comme s'ils ne l'entendaient pas et néanmoins à interrompre leur jeu pour permettre aux spectateurs de l'écouter. L'effet doit être bien singulier. O'Neill ne fut pas sans doute bien satisfait des résultats, car il inventa un troisième mode d'expression du subconscient, introduit dans *Days without end*. Le personnage change de visage quand il change d'âme. Mais il n'a point pour cela recours à un masque. C'est un autre personnage, son double — un double railleur, stérilisateur des impulsions généreuses, le démon en somme — qui tantôt s'adresse à lui pour le morigéner, tantôt lui coupe la parole et parle à sa place à ses interlocuteurs.

Mais, outre que cette dualité de personnage doit produire un effet encore plus singulier qu'un masque, on se demande ce qu'il adviendrait si l'auteur, au lieu de se contenter d'un seul personnage dédoublé en remplissait sa scène. A moins que ces doubles ne portent un numéro apparent, il est à craindre qu'au bout de quelques instants les spectateurs ne comprennent plus rien à ce qui se passe. En définitive, ces tentatives pour forcer les moyens d'expression du théâtre rentrent dans la catégorie des choses dites « intéressantes ». Il est probable qu'elles serviront surtout à indiquer à la postérité les directions où il est inutile de s'engager.

***

Et maintenant essayons de conclure, de résumer en quelques mots l'impression laissée par cette œuvre, inégale sans doute mais riche, vivante, soulevant tant d'essentielles questions.

Retenons d'abord le caractère d'originalité qui est chez O'Neill si apparent. Il a imité sans doute, mais dans le souci de tout essayer pour arriver à tout dire. En réalité il forme, avec ses lumières, et ses ombres, un bloc irréductible dont s'éloignent les disciples. Son influence aura vraisemblablement un caractère surtout négatif. Il aura détruit pour toujours certaines bornes et certaines formes de la littérature dramatique. Le théâtre américain ne sera plus après lui ce qu'il était avant.

D'ailleurs l' « appel » d'O'Neill s'adresse au monde autant, plus peut-être qu'à son pays. Non point en raison des problèmes qu'il aborde dont certains passeront de mode, dont d'autres peuvent être animés, mais non point résolus par un auteur dramatique. Mais il a — après d'autres grands dramaturges — enseigné une leçon qui doit être périodiquement remise en mémoire, à savoir que les règles du théâtre jaillissent naturellement du génie. Le grand dramaturge crée son théâtre comme le violoniste crée le son. Il ne ressemble pas à ses prédécesseurs et ses imitateurs ne saisiront en lui que ses procédés. Les possibilités de renouvellement du théâtre sont ainsi infinies, mais il n'est donné qu'à quelques privilégiés de les faire surgir d'un coup de leur baguette. Or, même en

faisant la part de tout ce qu'il y a d'avorté dans les expériences d'O'Neill, il apparaît clairement qu'il est un des détenteurs de ce pouvoir magique.

Puis nous nous sentons en présence d'un écrivain de bonne foi, grave devant ce qui est grave, compatissant envers toutes nos souffrances et allant tout de suite à l'essentiel de notre misère. Il possède aussi l'impartialité supérieure qui n'est donnée qu'aux grands interprètes de l'homme — les Eschyle, les Sophocle, les Shakespeare — grâce à laquelle le dramaturge fait parler ses personnages et se heurter leurs passions sans intervenir autrement que comme le représentant du destin.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des attraits qu'O'Neill nous offre, à nous étrangers, nous entendons dans ses dialogues la vie américaine saisie dans la vérité de son argot, de ses habitudes familières, de ses quartiers nègres, de ses fermes puritaines, de ses bouges à matelots. Il n'y a pas pour l'homme de spectacle plus délectable que l'homme. Nous n'en voulons pas aux écrivains, de ne pas nous apporter en langage clair la solution des énigmes dont dépend notre sort. Mais nous leur demandons d'explorer toujours plus avant le plan du monde sur lequel nous sommes situés, de nous apporter sans relâche des preuves toujours nouvelles de notre identité fondamentale à travers les multiples changements du climat, de la race et des mœurs. Nous nous en trouvons rassurés, consolés, fortifiés. Ces preuves, O'Neill les apporte à pleines mains.

MAURICE LANOIRE

RÉFLEXIONS
SUR L'ARMÉE ALLEMANDE

LES FAITS ET LEURS CAUSES

Le 24 août dernier, le chancelier Hitler a décidé par décret que la durée du service militaire dans l'armée allemande serait portée à deux ans. En conséquence, la fraction de la classe 1914 qui a été incorporée en octobre 1935 a été maintenue sous les drapeaux et un nouveau contingent — complément de la classe 1914, partie de la classe 1915 — a été incorporé à la même époque.

La première réaction de la presse française fut de déclarer que cette mesure était une réponse à la décision du gouvernement de l'U. R. S. S. qui avait annoncé, quelques semaines auparavant, que l'âge d'incorporation des recrues soviétiques serait avancé, et que de ce fait, une classe et demie serait appelée sous les drapeaux en octobre.

Dans le geste du Führer, la France a vu le *nombre*.

Quelques jours plus tard, la presse officielle allemande répondait que l'accroissement de la durée du service était une mesure prévue depuis longtemps par le Commandement et qu'elle était nécessaire pour parfaire l'organisation de l'armée. L'Allemagne a répondu *qualité*.

Il y a du vrai dans l'une et l'autre de ces assertions. Que le Chancelier ait saisi le prétexte de l'accroissement prochain des forces de l'U. R. S. S. pour signifier au gouvernement

de Moscou, par un geste symbolique, qu'il ne se laisserait jamais intimider par lui, qu'à chacune de ses manifestations de puissance, il répondrait par une manifestation analogue et qu'au nombre il pouvait répondre par le nombre, c'est plus que probable.

Mais il ne faut pas perdre de vue non plus, que le commandement allemand a toujours été partisan d'une armée de qualité et que jusqu'à ce jour il n'est allé vers le nombre que progressivement, lorsqu'il a eu la certitude que les éléments déjà constitués avaient bien acquis une valeur éprouvée.

Or, en octobre 1935, la Reichsheer, en exécution de la loi de mars de la même année, avait incorporé pour la première fois et pour un an un contingent d'appelés. Ce faisant, le commandement ignorait si ces recrues auraient au bout de leur année de service le degré d'instruction qu'il désirait leur voir atteindre.

Il tentait donc une expérience.

La loi militaire qui accordait au Chancelier la faculté de modifier la durée du service par décret ne laissait aucun doute à ce sujet.

Il est fort vraisemblable que les rapports qui ont été adressés au printemps à la Direction de l'armée par les commandants de division lui ont fait connaître que certaines catégories d'hommes de la classe 1914 n'avaient pas une instruction assez approfondie, assez sûre, constatation qui n'avait rien d'étonnant, car les armées modernes sont composées de plus en plus de spécialistes ou d'hommes spécialisés, servants d'armes automatiques, conducteurs d'engins blindés, radiotélégraphistes, etc., tout personnel qui ne peut acquérir une maîtrise suffisante en douze mois de service. Ils ont dû ajouter qu'on ne pouvait considérer comme spécialistes confirmés que les anciens volontaires, les anciens engagés par contrat de la Reichsheer. Or, quelque considérable que fût encore leur nombre, il n'a pas dû paraître suffisant pour les fins visées par le commandement. Celui-ci doit en effet, en cas de mobilisation, démultiplier ses divisions, ou tout au moins créer quelques divisions de formation. Il lui faut en outre renforcer ses états-majors, créer des unités d'armée ou de réserve générale, fournir des cadres aux dépôts, etc.

Toutes ces opérations mettent fortement à contribution les unités du temps de paix, surtout en spécialistes.

Les généraux ont dû signaler qu'après ces prélèvements sur leurs volontaires, sur leurs gradés et hommes de carrière, les unités de la Reichsheer, armée jeune, sans grandes réserves instruites, ne comprendrait plus guère que des appelés, insuffisamment spécialisés.

Pour remédier à cet inconvénient et donner une meilleure instruction à ses appelés, le Haut Commandement allemand aurait pu, comme avant guerre et comme l'ont préconisé pendant un temps certains de ses représentants, nuancer la durée du service suivant les armes, subdivisions d'armes, spécialités, fonctions. Mais avec la multiplicité des catégories de combattants d'une armée moderne, le système aurait présenté de graves inconvénients : les unités auraient perdu de leur homogénéité du fait des libérations à date variable, leur mobilisation aurait été plus compliquée.

Le Haut Commandement a préféré une solution unique : service de deux ans pour tous. Les spécialisés pourront ainsi acquérir la maîtrise estimée nécessaire et les non-spécialisés n'en seront que mieux confirmés dans leur métier.

Les armes anciennes, infanterie, artillerie, génie, retrouveront la valeur qu'elles avaient au temps où elles n'étaient composées que de soldats de carrière. Les armes nouvelles, divisions blindées, aviation, pourront poursuivre la recherche de leur doctrine tactique et se livrer à des expériences fructueuses avec des hommes instruits et connaissant à fond leur matériel.

On ne peut donc nier qu'il y a un grand fond de vérité dans les déclarations de la presse allemande quant aux motifs qui ont amené la prolongation de la durée du service dans la Reichsheer.

Le Ministre de la Guerre du Reich n'a pas voulu seulement le nombre : il a voulu aussi la qualité.

S'il n'avait voulu que le nombre, il lui aurait suffi d'incorporer les classes de plus de vingt et un ans, qui n'ont pas fait de service militaire, comme il avait commencé à le faire en 1935 en Prusse orientale où il a appelé la classe 1910 en même temps qu'une fraction de la classe 1914.

Ce serait donc une erreur grave que de croire le Haut Commandement allemand atteint de la folie du nombre.

Certains esprits pourraient en déduire trop facilement que la Reichsheer va perdre de sa valeur combattive, alors que ce sera tout le contraire. Il faut nous pénétrer de cette idée que tous les actes des militaires d'outre-Rhin sont mûrement réfléchis.

L'opinion n'est-elle pas unanime à reconnaître que dans le passé les généraux allemands ont toujours été de grands organisateurs? Alors pourquoi vouloir dénier ces mêmes qualités aux généraux actuels? Ne sont-ils pas encore des brevetés d'avant guerre, des élèves de Moltke, Ludendorff et Falkenhayn, de ceux qui ont su allier harmonieusement le nombre et la qualité? Qu'on se rappelle les divisions de réserve allemandes de 1914. Pour 51 divisions de l'active il n'y avait que 30 divisions de réserve, et 6 divisions d'ersatz, mais elles étaient de qualité.

Pourquoi les chefs qui, de 1919 à 1934, ont fait le merveilleux outil qu'était l'armée de métier de 100 000 hommes auraient-ils perdu subitement toute pondération?

Le Haut Commandement allemand n'est pas composé d'impulsifs; pendant dix ans il a étudié et préparé en silence le développement de ses forces militaires, puis après le départ de la commission de contrôle interalliée, il est allé de programme en programme, comme avant-guerre il était allé de septennat en septennat d'abord, de quinquennat en quinquennat ensuite, jusqu'au jour où, en 1913, il a précipité le rythme.

La promulgation du service de deux ans de la part du Führer n'a été au fond que la conséquence d'un programme à réaliser à partir d'octobre 1936 et établi dès 1935. Tout l'annonçait : l'existence d'unités non endivisionnées — régiments d'infanterie et groupes d'artillerie — les modifications aux limites territoriales des régions et à l'ordre de bataille, la création de nouveaux états-majors, la construction de casernes nouvelles, etc.

Comme avant guerre, les programmes s'enchaînent les uns aux autres, se complètent.

Une seule chose est changée par rapport à l'ère impériale :

les programmes d'organisation et d'armement se succèdent plus rapidement parce qu'il y a plus d'unanimité et de détermination dans la volonté de puissance, plus de concentration dans la conception, plus de possibilités dans l'exécution.

Il n'y a plus de Reichstag, s'opposant aux propositions du Ministre de la Guerre, plus de Ministre tenant tête au Grand État-Major.

Il n'y a plus que Hitler et Blomberg.

Il n'y a peut-être plus que Blomberg.

LES CONSÉQUENCES

Les forces permanentes de l'armée de terre allemande se sont donc accrues en nombre et en qualité.

Suivant les informations ou estimation de la presse française et étrangère leur accroissement serait tel qu'au printemps prochain, elles atteindraient un effectif total de 1 million d'hommes selon les uns, 1 200 000 hommes selon les autres.

Que valent ces chiffres?

En septembre dernier, l'armée de terre du Reich comptait 550 000 hommes environ.

Elle a libéré au début du mois d'octobre les volontaires nés en 1913 et antérieurement qui n'ont pas rengagé, les appelés de la classe 1910 incorporés en Prusse orientale, enfin les militaires de carrière arrivés en fin de contrat, soit 100 000 hommes environ. Après ces libérations, il lui restait donc encore 450 000 hommes. A ces effectifs sont venues s'ajouter les nouvelles recrues incorporées en octobre-novembre. Quel est leur nombre exact? C'est encore une inconnue; mais on peut le déterminer avec une certaine approximation.

D'après les décrets d'août devaient être incorporés le complément de la classe 1914, 1/4 de la classe 1915 (jeunes gens nés entre le 1er janvier et le 31 mars), enfin en Prusse orientale la classe 1911 et la classe 1915 tout entières. Le complément de la classe 1914 s'élève à 250 000 hommes. La classe 1915, d'après les statistiques du Reich, comptait 460 000 ins-

crits sur les listes des conseils de révision. Si l'on admet que le taux des bons pour le service sera celui de la classe 1914, soit 70 à 75 p. 100, l'effectif total des recrues retenues pour l'ensemble de la classe 1915 a dû être compris entre 320 000 et 350 000 hommes soit 80 000 à 90 000 pour le premier trimestre. Enfin le contingent des classes 1911 et 1915 en Prusse orientale peut comprendre 30 000 à 40 000 hommes.

Le contingent incorporé récemment a donc dû renforcer l'armée de terre de 360 000 à 380 000 hommes, si bien que, celle-ci doit atteindre maintenant un effectif total de 810 000 à 830 000 hommes, dont 300 000 militaires de carrière (20 000 officiers) et 510 000 à 530 000 appelés.

Quelles déductions pouvons-nous tirer de ces chiffres? Nous prendrons pour base, afin d'être sur un terrain solide, l'armée impériale de 1914.

Celle-ci comptait, elle aussi, au moment de la déclaration de guerre, 790 000 hommes mais seulement 142 000 militaires de carrière (106 000 sous-officiers, 36 000 officiers et fonctionnaires) contre 648 000 appelés ou volontaires servant, les uns deux ans (infanterie, artillerie), les autres trois ans (cavalerie).

Quantitativement, l'armée de 1937 sera donc nettement inférieure à celle de 1914 quant au nombre des officiers, inférieure aussi quant au nombre des appelés, mais très supérieure quant au nombre des sous-officiers et caporaux de carrière.

Qualitativement les deux armées se vaudront par l'esprit, la discipline, le fanatisme, la foi; la troupe sera plus robuste, plus résistante encore que celle de 1914, peut-être mieux instruite aussi. Par contre, son cadre officiers, si grande que soit sa valeur, n'aura pas l'expérience de celui de 1914, car il comprend un grand nombre de jeunes sous-lieutenants et lieutenants n'ayant qu'une faible pratique de leur métier.

En 1914 avec ses 800 000 hommes, l'armée allemande était groupée en 25 corps d'armée et comprenait 50 divisions d'infanterie, 11 divisions de cavalerie et différents éléments non endivisionnés, tels que brigades de chemins de fer, etc.

Que comprendra la nouvelle Reichsheer avec son service de deux ans? Théoriquement, ayant des effectifs égaux à

ceux de l'armée de 1914, elle pourrait compter un nombre égal de grandes unités, car la division de 1935 a sensiblement les mêmes effectifs que celle de 1914.

Cependant le Haut Commandement ne semble pas encore vouloir en venir là. En mai 1935, lors de l'établissement du service obligatoire d'un an, il avait prévu la formation de 12 corps d'armée qui compteraient, disait-il, 32 divisions d'infanterie et 4 divisions de cavalerie.

Peu après, modifiant son programme, il supprimait ses divisions de cavalerie, leur substituait quatre divisions blindées et portait à 36 le nombre de ses futures divisions d'infanterie.

En septembre dernier, ce programme rectifié n'était pas encore réalisé. L'armée ne comptait encore que 10 corps d'armée et 28 divisions, dont 4 blindées. Le premier objectif du Haut Commandement, après la proclamation du service de deux ans, a donc été — il l'a annoncé officiellement — de terminer son programme de 1935, et il a décrété la création de deux corps d'armée nouveaux et de 8 divisions nouvelles.

Mais ces créations ont été loin d'absorber les 360 000 recrues récemment incorporées. Le Ministre de la Guerre a donc encore à sa disposition un sérieux excédent d'effectifs avec lequel il pourrait facilement mettre sur pied 10 à 12 divisions supplémentaires dont 3 à 4 blindées et atteindre ainsi un nombre de grandes unités analogue à celui de 1914. Il n'a pas encore manifesté l'intention d'entreprendre ces créations nouvelles. Sans doute, partisan, comme nous l'avons souligné, de la qualité, ne veut-il pas aller trop vite en besogne pour ne pas amoindrir la valeur de ses grandes unités en effectuant sur elles un nouveau prélèvement de cadres; il ne veut pas les « délayer »; il préfère, pour un temps encore, avoir des régiments, des bataillons à effectifs pléthoriques mais à cadres complets, que des régiments nouveaux à cadres squelettiques.

En 1937, quand les recrues d'octobre 1936 seront confirmées, quand de nouveaux officiers seront sortis des écoles, quand de nouvelles promotions auront accru les cadres supérieurs, il créera sans doute de nouvelles divisions.

Les mesures prises pour accroître rapidement par la base le nombre des officiers de l'active — augmentation du nombre des écoles d'officiers et des élèves dans ces écoles, réduction de la durée des cours, suppression d'une année d'études secondaires dans les gymnases, propagande auprès des jeunes étudiants, — pour former de nouveaux brevetés d'état-major — réouverture officielle de la Kriegsakademie — sont autant d'indices annonciateurs de l'imminence de la création de grandes unités nouvelles.

Lorsque ces cadres seront formés, on verra selon toute vraisemblance réapparaître les 18 régions de corps d'armée qui subsistaient en 1919 au lendemain de la signature du traité de Versailles et partant, comme en 1914, un nombre de divisions actives de l'ordre de 50, dont 6 à 8 blindées.

Ce serait donc aussi une grave erreur que de croire, comme certains articles de presse l'ont laissé entendre, que la puissance de l'armée de terre allemande passera en été 1937 par un maximum et ira ensuite en diminuant. Pendant des années encore la courbe de puissance de la Reichsheer sera ascendante et l'on peut considérer comme certain que le programme d'accroissement de 1937 existe déjà dans les dossiers du Ministère de la Guerre du Reich.

L'armée allemande est encore une armée « en devenir ».

Une autre déduction s'impose aussi à l'esprit : au cours des années prochaines le rythme d'accroissement de la Reichsheer peut devenir plus rapide qu'en 1936, la courbe de sa puissance peut monter brutalement. Il est plus facile en effet de créer de nouveaux bataillons, de nouvelles batteries, quand on dispose de 30 000 officiers, que quand on n'en possède que 20 000.

En 1913, la loi du 3 juillet avait prévu un accroissement de 117 000 caporaux et soldats à incorporer sensiblement par moitié le 1er octobre 1913 et le 1er octobre 1914. Dès le courant de septembre, avant la première incorporation de renforcement, 3 180 places d'officiers et 13 520 places de sous-officiers furent créées et le nombre des volontaires d'un an (futurs officiers de réserve) fut porté de 11 000 à 16 000 environ.

La même réflexion s'impose aussi, en ce qui concerne les

grandes unités de formation (ou de réserve) qui seraient constituées à la mobilisation. Jusqu'à présent la Reichsheer ne pouvait englober dans ses unités de campagne (Feldtruppen), cest-à-dire dans ses unités de guerre de mouvement, de manœuvre, qu'un nombre restreint de divisions de formation; elle était contrainte de laisser ses hommes semi-instruits des formations paramilitaires au service du Grenzschutz. Plus elle aura de jeunes officiers de réserve passés par l'armée active, plus elle pourra faire passer de grandes unités du Grenzschutz dans ses troupes de campagne.

De déduction en déduction on arrive à cette conclusion ultime : en 1914, l'armée impériale est entrée en opérations avec la valeur de 100 divisions d'infanterie encadrées par 30 000 officiers d'active. Elle a atteint son potentiel stratégique maximum en 1916, au bout de deux ans, avec 243 divisions. L'Allemagne actuelle avec une population équivalente de 67 millions d'habitants, serait capable, avec le temps, de mettre sur pied, elle aussi, 240 à 250 divisions. Mais, fort de l'expérience du passé, le Ministre de la Guerre ne mettrait pas deux ans pour les obtenir. Il les constituerait beaucoup plus rapidement. Aujourd'hui il lui faudrait peut-être dix ou douze mois, demain il ne lui faudra sans doute plus que quatre ou six mois.

Il en sera de même dans le domaine de l'armement : alors que dans la dernière guerre l'Allemagne a mis près de quatre ans pour atteindre son potentiel de fabrication maximum et ne l'a atteint qu'à la suite de la mise en œuvre du programme Hindenburg de 1916, ce potentiel serait atteint à l'avenir beaucoup plus rapidement, selon toute vraisemblance en six mois, peut-être moins.

Que l'on songe à ce qui aurait pu se passer sur notre front en février 1915, au sixième mois de la guerre, avant l'arrivée des divisions de Kitchener, si au lieu de jeter simplement en ligne une dizaine de divisions nouvelles, l'Allemagne en avait jeté une centaine et si au lieu de disposer de 1 600 000 obus de 77 et de 105, elle en avait eu, comme en mars 1918, 35 millions.

Que l'on songe qu'en ce même mois de mars 1918, les armées allemandes ont dépensé sur leurs stocks de réserve,

12 millions d'obus de 77 et 105, 1 700 000 obus de 150, 350 000 obus de 210. En octobre de la même année, un mois avant l'armistice, les dépenses de projectiles étaient encore plus considérables.

Ne songeons pas seulement à l'aviation allemande, songeons aussi aux masses de fantassins, de canons, de chars que le Reich pourra mettre en jeu un jour. L'aviation détruit, elle n'occupe pas, elle ne s'assure pas des gages. Tant qu'elle ne pourra pas déposer sur les arrières du front ennemi des masses d'hommes et de matériel, elle ne fera mettre genou à terre qu'aux peuples faibles ou aux peuples qui ne voudront pas se défendre. Les masses de fantassins allemands, elles, avec leurs chars et leurs canons, inonderaient, écraseraient, occuperaient et il est malheureusement des fronts d'où l'on ne pourrait les chasser.

★ ★ ★

UNE AMBASSADE DE SULLY A LONDRES

Au mois d'avril 1603, une grave nouvelle venait ajouter aux difficultés intérieures du règne de Henri IV, une grande incertitude sur la politique du dehors. La reine d'Angleterre, Élisabeth, à soixante-dix ans, venait de mourir. Elle désignait dans son testament, pour lui succéder, son plus proche parent, Jacques VI, roi d'Écosse, le fils de Marie Stuart.

Elle réunissait ainsi l'Angleterre et l'Écosse, Angleterre, Écosse, Irlande : un seul État, une seule couronne. C'était là son dernier coup de partie et il était beau, celui qu'elle réservait lorsque alertant si longtemps les cours d'Europe de ses projets de mariage, elle s'en était tenue à un tempétueux célibat.

Sa mort pour n'être pas surprenante était sensible à Henri IV. Cette reine, cette grande reine et comme il disait : « cette autre lui-même, cette ennemie irréconciliable de ses irréconciliables ennemis », avait été pour lui un appui, une alliée. Cette reine protestante, cette « papesse huguenote », avait suivi et compris les évolutions du roi de France, même sa conversion, car, il faut bien nous le dire, la religion des princes, même leur fanatisme apparent, n'est en ce temps-là qu'une nécessité politique. Tant que la grande reine vivait, Henri IV était sûr de l'Angleterre. On avait pu trouver Élisabeth despotique, cruelle, peu importait, elle était reine, comme les reines dans les tribus d'insectes, les reines qui ordonnent la mort des ouvrières infidèles, de celles qui travaillent contre

l'intérêt de la ruche. Quand elle s'était défendue par le fer et par le feu, contre toutes les entreprises catholiques, c'était pour se défendre contre les entreprises espagnoles; si elle s'était faite papesse, c'était pour unir ensemble dans son île, en sa seule personne, en une seule cause, la politique et la religion : on n'était pas anglais si on n'était pas anglican; et, si on n'était anglais, il ne fallait pas mettre le pied dans cette île. Henri IV et Élisabeth pouvaient bien se nommer l'un l'autre « mon frère » « ma sœur »; Henri IV avait vu la Ligue, Élisabeth avait vu l'Invincible Armada, les obscures conspirations autour de Marie Stuart, la révolte fomentée en Irlande : tous deux avaient lié partie. Il déplaisait au roi de France de voir les Espagnols border nos frontières des Flandres, il ne déplaisait pas moins à Élisabeth, de les voir à Anvers et à Zeebrugge, armer des vaisseaux si près des côtes d'Angleterre.

Que serait le successeur d'Élisabeth, quelle suite donnerait-il à cette politique froide, poursuivie depuis cinquante ans, en abattant à droite et à gauche quelques têtes imprudentes ou superbes? Quelle fermeté trouverait-on dans son caractère, quel ascendant aurait-il sur ses sujets? nul ne le savait. La vieille reine n'avait jamais voulu savoir que son règne finirait, elle avait ses côtés de superstition : lui parler de sa mort, c'était la faire mourir. Elle s'était crue l'Alpha et l'Oméga de l'Angleterre, et, sa vie durant, elle l'avait été; il avait été interdit de prononcer devant elle le nom d'un successeur, elle ne l'avait jamais désigné, elle n'aurait pas voulu le connaître, encore moins l'initier à ses secrets, à ses desseins.

Des Anglais, curieux, ont cependant voulu voir le roi d'Écosse, et sont allés à Holyrood. Il avait aussi auprès de lui des ambassadeurs étrangers qui envoyaient sur lui des relations. Par eux, on avait sur ce nouveau venu à la précieuse alliance, quelques données. On s'accordait à le trouver bon homme, un peu comique; il paraissait gros, sous ses vêtements fourrés des lunettes sur le nez : un air de professeur, mais pas du tout l'air d'un roi d'Angleterre. Il aimait les livres, il en écrivait, savait la Bible par cœur : élève de Knox et grand contempteur des « Romains ». Il étudiait les sorciers, il avait écrit un traité sur les démons, il faisait même des vers. « Maître clerc, clerc aux armes », disait Henri IV à ce curieux portrait, et

aussi « Capitaine aux arts ». L'idée d'un roi bourré de science et d'Écritures le faisait rire, mais selon son geste coutumier, il se grattait la tête; de fugitifs souvenirs de Marie Stuart passaient peut-être devant lui. Quel étrange fils pour cette mère! Qu'allait devenir l'intime alliance, la communauté de buts et d'intérêts, l'entente souvent tacite entre le roi de France et cette Élisabeth en qui l'intelligence souveraine avait corrodé le cœur, il fallait le savoir. Le nouveau roi était marié avec une princesse de Danemark, c'était là aussi un facteur nouveau peut-être heureux, mais on disait le ménage fort désuni. Le roi Jacques avait fait seul son entrée à Londres, reléguant encore pour un temps son épouse en Écosse. Il voulait, disait-il, s'orienter seul, et s'il venait avec la reine Anne, il y aurait tout de suite à Londres deux partis. La reine Élisabeth s'était bien trouvée d'être seule. Sur la ligne politique que suivrait le roi Jacques, les premiers pronostics n'étaient pas bons; loin de s'inspirer de la grande reine, il manifestait pour sa mémoire une aversion presque indécente. Autrefois, quand on venait le voir à Holyrood, il demandait bien encore comment allait « old Eliza », mais maintenant c'était lui faire sa cour que de ne pas prononcer le nom de la grande reine, qui avait été un grand roi. Si la reine Élisabeth n'avait pas voulu connaître son successeur, n'avait même pas permis que ce nom qui supposait sa mort fût prononcé devant elle, le roi Jacques lui rendait la pareille.

Il pouvait être ridicule, un peu comique avec ses habits fourrés, son accent écossais, son pédantisme biblique; il n'en était pas moins le roi qui disposerait de vaisseaux, de troupes et d'argent. L'Angleterre était comme un réservoir de guerre qui distribuerait à son gré ses faveurs. Déjà des cours étrangères lui députaient des envoyés extraordinaires pour le complimenter et aussi le sonder, le séduire, l'attirer dans leur sillage. Le nouveau roi pouvait lier partie avec la France contre l'Espagne, mais si l'on s'y prenait mal, il pourrait aussi lier partie avec l'Espagne contre la France. Dans la première hypothèse, celle qui était chère à Henri IV, on défendait la Hollande et les Flandres contre l'inondation espagnole; dans la seconde, chère à Philippe II en son Escorial, on étouffait la France; l'Espagne, de la baie de Biscaye à

la mer du Nord, rejoindrait les Flandres. Henri IV, plus intéressé que tout autre à capter le nouveau roi, ne serait pas le dernier à étudier le terrain; il avait déjà à la cour de Londres, un ambassadeur, le comte de Beaumont, qui avait fait bonne figure et renseignait bien. Il fallait, Beaumont lui-même en convenait, plus et mieux : un grand personnage, de l'intimité du roi, tout nouveau à la cour de Londres, et qui n'y demeurerait que peu de temps, huguenot si possible, pour plaire davantage, et pour couper court aussi aux bruits qui couraient déjà, que les huguenots de France, ayant perdu leur chef, par la conversion du roi, allaient demander, eux Français, à se mettre sous l'égide du roi d'Angleterre.

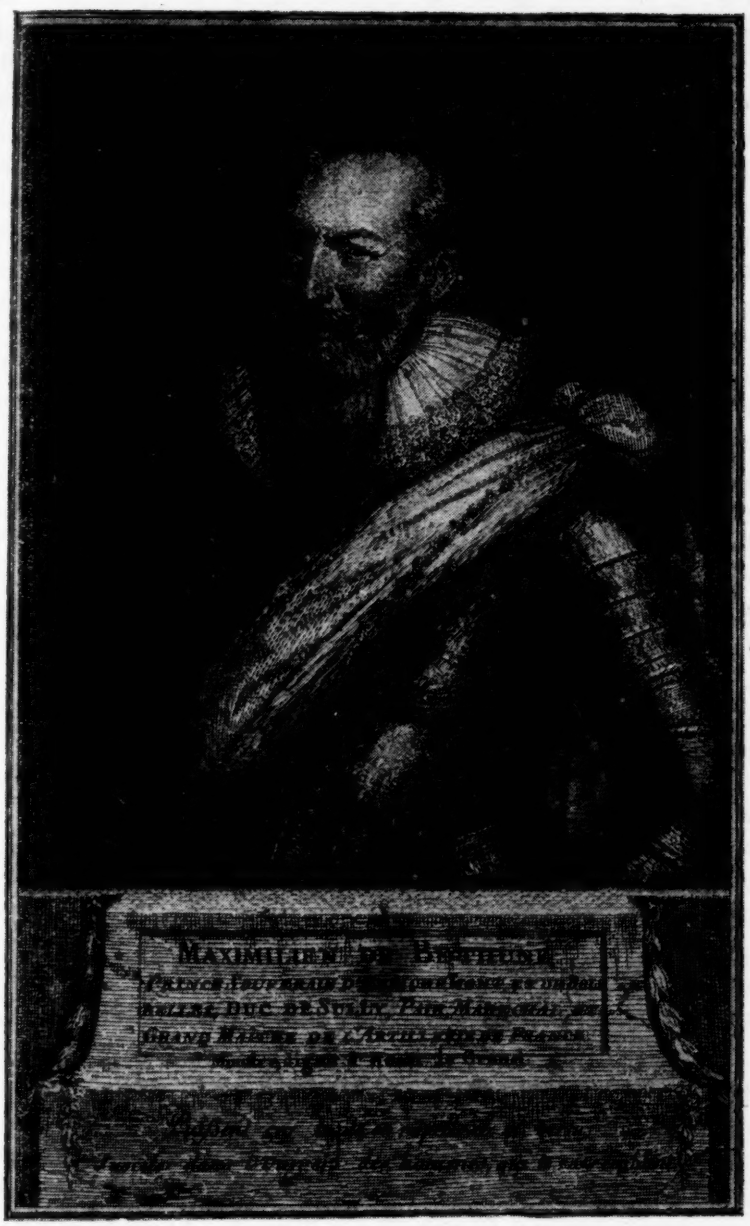
Le parti de Henri IV fut tout de suite pris, il enverrait Rosny, qu'il appelait aussi son « autre lui-même ». Nul n'aurait les yeux plus ouverts, l'oreille plus fine, pour entendre toutes les cloches, en distinguer les sons et les provenances. En possession en France des plus hautes charges, celles de la guerre et celles de la paix, dépositaire depuis sa prime jeunesse des pensées du roi, témoin de sa vie, Rosny saurait dire au roi Jacques tout ce qu'il convenait de faire entendre et de sous-entendre.

L'ambassade sera fastueuse; Rosny n'est pas encore duc de Sully, il n'a rien qui ne soit un don du roi en récompense de ses services, le faste sera donc celui du roi lui-même. L'envoyé extraordinaire emmènera avec lui deux cents gentilshommes, la fleur de la noblesse, il portera des présents : pour le roi Jacques, les plus beaux chevaux qu'on puisse voir et un écuyer particulièrement aimé du roi sera aussi un présent. Pour la reine, il laissera colliers de perles, agrafes de diamants, colifichets pour les dames de la cour, enfin il aura carte blanche pour promettre et donner des pensions aux seigneurs anglais et écossais qu'il pourra séduire et gagner à la cause du roi de France. Et qu'il persuade bien le roi Jacques, en toute douceur mais en toute fermeté, que les huguenots de France n'auront jamais d'autre protecteur que le roi de France.

Voilà quelle sera la matière ostensible de l'ambassade, que tout le public pourra connaître. Pour les audiences, il y aura d'abord les compliments d'usage sur l'avènement du roi mais

en hommage à la mémoire de la grande reine, Rosny se présentera, à la première audience, en grand deuil, les deux cents gentilshommes aussi; à lui de mêler avec tact les regrets funèbres et la joie de l'avènement. L'audience publique passée, Rosny fera en sorte d'en obtenir d'autres, particulières, et selon ce qu'il verra des dispositions du roi inconnu, il s'ouvrira plus ou moins. Il aura dans ses coffres des instructions ouvertes, connues de tout ce qui constitue le conseil de France : chancelier, secrétaires d'État, mais il en aura aussi de secrètes, plus étendues, plus flexibles, et connues seulement du roi et de lui-même. C'est qu'il ne faut pas effaroucher le conseil de France : il ne trouverait pas bon que le roi fît de ce ministre déjà trop prépotent, un « autre lui-même », c'est un mot qu'il faut que Rosny apprenne à rayer. Il y a un chiffre pour les lettres qui doivent être connues du conseil, mais il y en aura un autre dont Rosny se servira tout seul pour correspondre avec le roi seul; enfin, dernière précaution, et que Rosny regrettera toujours, il aura des pouvoirs pour signer, Dieu voulant, un projet d'alliance avec le roi Jacques, mais il n'en aura pas pour signer un traité en forme. Dans les entretiens qu'il aura avec le roi d'Angleterre, il fera des suggestions, il verra jusqu'où il peut aller, mais toujours comme de lui-même, comme de pensées qui lui traversent la tête et n'engagent pas le roi ni son ombrageux conseil. Enfin que Rosny soit prudent et fertile; sa mission est périlleuse, engage tout l'avenir du roi; qu'il soit doux comme la colombe, avisé comme le serpent, hardi comme l'aigle, que son œil soit celui du lynx; si sa mission est périlleuse, que le péril soit pour lui seul. Voilà ce qu'on appelle un serviteur. Aussi, Henri a chaudement embrassé son envoyé.

On part, on est parti. Les deux cents gentilshommes ont été embarqués sur une rambarge française qui les conduira à Douvres. Ils y attendront leur chef, qui, par courtoisie, accepte de traverser la Manche sur la rambarge anglaise que le roi Jacques envoie à l'ambassadeur extraordinaire. Sur la frégate anglaise, il y a un amiral qui répondra, au nom du souverain, aux premiers compliments. On a été sensible à cette politesse; Rosny s'est installé à bord du bateau anglais, la



PORTRAIT DE SULLY PAR F. PORBUS

matinée est belle, on est au 15 juin; l'amiral et l'ambassadeur échangent les dernières courtoisies chacun s'évertuant à gagner les bonnes grâces de l'autre. M. de Rosny, disait l'amiral, devait commander aux matelots anglais du bord, comme s'ils eussent été des Français; Rosny s'en défendait, quand on vit, sur la mer, paraître le vaisseau français qui venait de débarquer à Douvres les deux cents gentilshommes. Au grand mât, montait le pavillon du vice-amiral qui saluait ainsi l'ambassadeur du roi. Une salve de coups de canons accompagnait ce geste. Rosny vit alors avec stupeur le commandant du bord anglais gesticuler et lancer à la fois des ordres et des jurons. Il allait répondre à la salve de courtoisie par une bordée de boulets. « Par Dieu! jurait le commandant anglais, « Goddam », « aucun pavillon que celui de mon maître ne doit, d'après la loi de la mer, flotter sur la mer océane ». La conjoncture était difficile. Sur le bateau français, l'amiral De Vicq s'apprêtait à se défendre, les canons se regardaient. Rosny expliquait : l'amiral français n'avait voulu que le saluer selon la règle de l'étiquette française; mais l'ambassadeur avait affaire à un homme en furie, il était seul sur le navire étranger, la matinée pouvait s'achever en un combat naval, qui eût, dès cette première aube, compromis la belle ambassade. Il fallait céder; Rosny, par signaux, ordonna à l'amiral De Vicq d'abaisser son pavillon : l'incident était grave, on le pallia, mais on s'en souviendrait.

L'amiral anglais, lui, garda son flegme et son humour, le commandant britannique était maître à son bord; on feignit de rire de l'excès de zèle; on attribua à la bouteille, la furie et les jurons, on dîna, on porta la santé des deux rois, mais la leçon s'inscrivait au cœur de Rosny, il faudrait aux Français une autre marine, droit de cité sur la mer océane et sur les autres. Richelieu, en écrivant son testament politique quarante ans plus tard, se souvenait encore de cet incident. « Ces coups de canons, écrivait-il pour Louis XIII, avaient percé le cœur de tous les bons Français... Il fallut que le roi votre père usât de dissimulation en cette occasion, mais avec cette résolution, une autre fois, de soutenir le droit de sa couronne par la force que le temps lui donnerait le moyen d'acquérir sur la mer. »

Sur la rambarge, Rosny avait trouvé un commandant de

bord intraitable et un amiral qui faisait des excuses; allait-il trouver en Angleterre deux systèmes, celui de l'insolence et celui de la politesse? Il se le demandait, lorsque, le cœur tout cuisant de l'incident, il débarquait à Douvres. Le roi Jacques n'envoyait pas au-devant de lui un grand seigneur, un «autre lui-même», mais un médiocre personnage, chargé seulement de trouver des logements, des vivres, de procurer des chariots et des chevaux, bref un fourrier; le maire de Douvres venait bien saluer l'ambassadeur, mais le maire de Douvres représentait la cité de Douvres, non la personne du roi Jacques. Le peuple, pourtant, faisait tant d'acclamations, que, disait le maire, il ne s'était jamais rien passé de semblable pour aucun ambassadeur. « Je ne m'y laissai point tromper, dit Rosny, après l'échantillon que je venais d'avoir de la politesse anglaise. »

La réception pouvait être bruyante, elle était médiocre, et l' « œil de lynx » jugeait et jaugeait tout. Le gouverneur de Douvres aurait représenté, lui, la personne du roi : il envoyait son neveu l'excuser; il était retenu dans son lit, disait-il, par la goutte, mais, avec mille compliments que tournait fort bien le neveu, il priait l'ambassadeur de le venir voir. Encore une conjoncture délicate. Ainsi, Rosny ferait la première visite à un gouverneur goutteux? Refuser, c'était mettre en doute la parole du gouverneur; il ne fallait pas gâter les débuts, mais toujours se souvenir; il fallait croire à la goutte et aller saluer le gouverneur. Rosny s'y décida, emmenant tout son monde. Les formalités du début parurent choquantes; les deux cents gentilshommes n'entrèrent pas, sans payer à la porte la somme exigée de ceux qui avaient la curiosité de visiter le château; exigence plus difficile : ils devaient tous, à l'entrée, sauf l'ambassadeur lui-même, laisser leurs épées. On céda sur tout, on n'était pas venu pour discuter avec des « sauvages »; on trouva enfin au fond de ses appartements le gouverneur en bonnet de coton, et si perclus sur sa chaise, qu'il ne se leva point. Mais il fit, nous dit encore Rosny, une si laide gr mace de défiance en voyant quelques gentilshommes s'approcher de la fenêtre et regarder les tours et les murailles que l'ambassadeur, suivi de tout son monde, se retira sur-le-champ, prenant pour prétexte, la peur d'incommoder la goutte de M. le Gouverneur.

Les augures n'étaient pas favorables : sur la mer océane, on avait été traité en ennemis, à Douvres en suspects; les chevaux, les chariots que devait distribuer le pourvoyeur, ne venant point, chacun dut se pourvoir comme il pouvait; l'orage grondait au cœur de Rosny, et, faute d'un équipage anglais, il monta dans le carrosse du comte de Beaumont.

Décidément les Anglais témoignaient de toutes les incivilités; il ne fallait pas s'en apercevoir, la mission n'était pas auprès du peuple anglais, mais auprès du roi Jacques. Plus les incidents étaient déplaisants, plus il était clair que la personne de la grande reine Élisabeth, sa volonté propre avaient, de son vivant, maintenu seule, l'alliance, assuré à Henri IV, après comme avant sa conversion, les secours d'argent et de troupes. On pouvait y réfléchir, jamais la nation anglaise n'était entrée en guerre ouverte avec les ennemis du roi. Les secours avaient toujours été limités, officieux, même secrets. Il fallait passer sans s'en apercevoir au milieu des inimitiés anglaises que l'on trouvait comme déposées au fond de la race, et, au plus vite, faire le siège du roi Jacques.

A Cantorbery, l'accueil est meilleur, la noblesse se remue, vient caracoler autour de la grande Ambassade; jamais on n'a reçu nulle part un accueil aussi distingué, le jour paraît donc s'éclairer; mais il est convenu que Rosny doit songer à tout, et Rosny songe à une chose : Cantorbery est plein de Flamands et de Wallons réfugiés; ils ont fui la domination espagnole pour garder leur liberté ou leur religion, il ne faut pas s'y tromper, quand ils viennent baiser la botte et les mains de l'ambassadeur, et que les femmes présentent des fleurs, ce sont des frères flamands, non des anglais. Les chanoines de Cantorbery savent que le roi de France soutient les Flamands dans leur lutte (pour l'indépendance), aussi après d'excellente musique à la cathédrale, autour des chopes de bière, sur la nappe à carreaux, les humeurs s'épanouissent, les confidences viennent, on reconnaît en Rosny l'origine flamande, le teint fleuri, la barbe encore mêlée de blond; on évoque des noms familiers, des alliances de familles, et les secrets sortent. Il y a peu de jours, un secrétaire des archiducs qui règnent conjointement en Flandre, a passé à Cantorbery; il était chargé d'annoncer la prochaine arrivée du comte

d'Arenberg, qui venait de Bruxelles pour gagner le roi Jacques à la cause espagnole; d'autre part, le connétable de Castille va venir de Madrid, comme ambassadeur extraordinaire du roi d'Espagne, au même titre que l'est Rosny lui-même, au nom du roi de France. Il s'agira pour cet Espagnol, de représenter que l'Angleterre et l'Espagne unies ensemble, réduiraient la France à devenir une nation immobile en proie à ses factions. Les immenses colonies de l'Espagne, aux Amériques et aux Indes, dépassent les forces de la métropole. Vaisseaux, armées, gouverneurs épuisent le Trésor, l'ont épuisé. L'Angleterre, nation maritime, se trouverait bien d'un partage. Voilà ce que la reine Élisabeth, en son entêtement, n'a pas su voir, voilà ce que le nouveau roi devra tout de suite entrevoir et comprendre. Les rois d'Angleterre s'intitulent encore, dans leurs vains titres, rois de France. Ils pourraient reprendre l'Aquitaine, la Guyenne; la rétive Bretagne ne demanderait pas mieux que de s'affilier à la Grande-Bretagne. La maison d'Espagne, elle, est issue de celle de Bourgogne : dans cette province, elle assurerait sa domination. Même mieux, en faveur d'un Infant d'Espagne, on pourrait ressusciter cette maison de Bourgogne, l'ériger avec les Flandres en royaume, où régneraient les descendants authentiques de Charles le Téméraire, le duc légendaire. Ainsi, aux dépens du roi de France, chacun rentrerait chez soi.

Si ce ne sont là que des rêves, il est bon de savoir à quoi rêve le roi d'Espagne et de lui sonner un réveil. Rosny a été très content des bons chanoines et de leurs confidences; les choses vont mieux, il a enfin reçu en la personne de lord Sidney, les compliments personnels de bienvenue du roi d'Angleterre. Mais, renseignements pris, on apprend que ce seigneur n'est pas d'aussi haute qualité que celui qui a porté les mêmes compliments, quinze jours avant, à l'ambassadeur des Archiducs; il faut à Rosny au moins un comte, et qui soit du conseil privé. Beaumont a fait adroitement connaître l'exigence de Rosny, et le roi Jacques, à l'étape suivante, a, cette fois, envoyé un ministre et un ministre n'est pas un simple figurant, il représente la pensée du roi. C'est un vrai personnage, un homme d'esprit; lord Southampton, bien connu sur la scène, et qui a été longtemps en prison, du temps

de la reine Élisabeth. Il est si avant dans les bonnes grâces du roi Jacques qu'ensemble ils font des vers et même des sonnets. Lord Southampton semble éviter les entretiens politiques, mais il promet un grand plaisir à Rosny, celui de le mener lui-même au théâtre de Drury Lane où il verra le fameux comédien, Will Shakespeare, jouer ses pièces fameuses qui enchantent la Cour.

A Gravesend, on entre, sur la Tamise, dans les barges du roi. Les grands moments approchent où l'on se déchargera, « adroitement » toujours, de tout ce qu'on a sur le cœur, où l'on crachera avec la dernière courtoisie toutes les couleuvres qu'il a été sage d'avaler. A Cantorbery, on avait trouvé des semi-frères, mais à Rochester, le lendemain, les bourgeois effaçaient insolemment les marques que les fourriers du roi d'Angleterre avaient faites à leurs maisons pour y désigner les logis de Rosny et de ses deux cents gentilshommes. Jusqu'ici il n'y a que le roi qui se montre bien et l'ombrageux Rosny croit sentir dans la population « la vieille haine ».

Les barges du roi sont belles, tapissées de pourpre et guillochées d'or; Rosny est sous la tente comme sous un dais. On a remonté la Tamise, et, en approchant de la Cité, en voyant pointer la Tour, on a entendu le salut que fait le roi d'Angleterre à la grande ambassade : trois mille coups de canon, tirés de la Tour, en même temps que les décharges des vaisseaux amarrés sur le fleuve, la mousqueterie du môle et de la place : une atmosphère de poudre, du feu et des roulements de canon, des étendards aux fenêtres, mais dans la foule pas un vivat!

Nombre de carrosses, rangés sur le môle, attendent les Français, lord Sidney et lord Southampton font les honneurs, présentent les dignitaires. Le roi Jacques s'excuse : le palais qu'il fait aménager pour recevoir son illustre hôte n'est pas prêt, on n'avait pas prévu tant de gentilshommes, les mauvais chemins avaient retardé les messagers; pour le premier soir, l'ambassade ne sera pas encore officiellement arrivée, les voyageurs camperont comme ils pourront, l'ambassadeur étant reçu à l'ambassade de France, chez Beaumont.

La première journée est difficile; les bourgeois de Londres, comme ceux de Rochester, trouvent mille prétextes pour ne

point loger les gentilshommes. Le maréchal de Biron, disent-ils, est venu, comme aujourd'hui Rosny, voici trois ans. Sa grande suite a montré tant d'exigences, a fait tant de tapage, de désordre même dans les familles que les tranquilles bourgeois de Londres ne se sentaient pas en état de rompre leurs traditions, leurs habitudes, pour d'aussi turbulents seigneurs.

Le lendemain s'annonçait mieux : on était logé. Le palais d'Arundsdale était fort beau et spacieux. Les deux introducteurs, Sidney et Southampton, volaient à Windsor pour donner au roi Jacques les premières nouvelles de l'arrivée. De son côté, Rosny, envers ses Français, se montrait sévère, défendait le tapage, les insolences, les airs évaporés, les dépenses étourdies. Parmi les leçons qu'on avait reçues, celle-là était bonne. Les Anglais avec Rosny se déferaient de leurs préjugés, apprendraient qu'une grande ambassade française, menée par lui, sait se tenir et même se contenir quand elle n'est pas contente. Le soir, Rosny, chez Beaumont, après souper, jouait à « la prime », on devisait sur la réception plus bruyante que cordiale; soudain, du bruit, des clameurs dans la rue, des voix irritées, des portes qui claquent, et plus de cent des gentilshommes français envahissent l'ambassade. On entend au dehors la foule qui grossit, des jurons anglais et des menaces. Les Français, pour se détendre de la discipline imposée par l'ambassadeur et des continences du voyage, s'étaient répandus aux lieux de plaisir, une querelle avait éclaté; un des Français, lâchant son coup de pistolet, avait étendu un Anglais raide mort, dans une salle de tripot, et maintenant, sur la place, trois mille Anglais criaient vengeance.

L'incident était grave, justifiait tous les préjugés, allait les ancrer au cœur des Anglais. Quel était le coupable? Par honneur, ses compagnons se refusaient à le dénoncer. Rosny, transporté de colère, gardait pourtant sa froideur; il donnait ordre à tous les Français qui étaient venus chercher refuge à l'ambassade, de se ranger exactement le long des murailles. Il saurait bien, lui, découvrir le criminel, et peut-être, bien qu'il se garde de nous le dire, le connaissait-il déjà. Sans avoir encore vu jouer *Hamlet* à Drury Lane, il rééditait la scène du flambeau. Un chandelier à la main, il

faisait le tour de la chambre, scrutant chaque visage. Tout à coup il s'arrêta. Il avait vu, nous dit-il dans ses mémoires, un visage agité, des mains qui tremblaient. Le coupable, c'était celui qui avait peur, c'était celui qui tremblait, c'était Combaud, le propre neveu de Beaumont, et qui aurait dû être le guide et l'exemple de tous les autres. La sentence, rendue sur place par Rosny, fut immédiate. Combaud avait tué, compromis le renom de tous les Français : le châtiment serait immédiat aussi, et terrible, Combaud aurait la tête tranchée par le bourreau de Londres, et devant le ministre anglais de la justice. « Comment, monsieur, disait Beaumont, faire trancher la tête à un de mes parents, et qui a deux cent mille écus, c'est bien mal le récompenser de la peine qu'il a prise, de la dépense où il s'est mis pour vous accompagner. » Le juge dédaignait d'entendre d'aussi méprisables doléances, priait Beaumont de se retirer. Parmi les aînés et les plus sages de ces gentilshommes, il allait former un conseil, qui, sans nul doute, confirmerait la sentence.

Nous ne croyons pas que le nouveau Moïse ait eu l'intention de punir de mort son fol damoiseau, encore moins de lui faire trancher la tête par le bourreau de Londres. Il arriva ce qui, à un si excellent diplomate, devait arriver; le maire de Londres, informé d'un arrêt qui donnait une telle satisfaction au peuple outragé, demandait la grâce. Rosny ne revenait pas sur une sentence, que rien, disait-il, ne pouvait ni l'obliger, ni l'empêcher de porter, mais, puisque la justice anglaise elle-même, intercédait, elle prendrait elle-même possession du coupable, le punirait comme elle l'entendrait et selon les règles anglaises. Le damoiseau, envoyé entre six archers au ministre de la justice, reçut une verte semonce, tandis que Beaumont faisait passer à ce magistrat ses excuses et aussi (Rosny sans le vouloir savoir l'a supposé) quelques sacs de beaux écus. Tout était bien : l'ambassadeur avait été un maître sévère; le maire de Londres et le ministre de la justice des juges qui, par courtoisie envers les Français, rendaient une vie. Encore une fois du haut de sa menaçante autorité, Rosny chapitrait tout son monde; les tavernes étaient tranquilles, l'incident s'apaisait, on respirait, on était à pied d'œuvre.

Tant qu'un ambassadeur n'a pas reçu sa première audience du souverain auprès duquel il est accrédité, il n'existe que comme observateur, il ne fait aucune visite, il n'en reçoit que d'officieuses; il éclaire son terrain, écoute, médite, et prépare son langage selon ce qu'il voit et entend. Ainsi faisait Rosny, et ses premières réflexions étaient sombres : les Anglais haïssaient la France, c'était là son observation fondamentale. Cette haine, il la trouvait si forte et si générale, qu'il la comptait au nombre des dispositions naturelles de ce peuple. Par suite, il était lui-même ombrageux, susceptible, il trouvait à la cour des partis qui semblaient changer de sentiments ou de programmes, sans qu'il en comprît le mobile. « Environnés par la mer, on dirait, dit-il, que les Anglais en ont contracté l'instabilité; ils changent de conduite au gré des événements et des intérêts, ils se montrent aussi assurés, aussi tenaces, dans leurs variations, que d'autres, dans leur constance. » A la cour, nulle cohésion, trois et même quatre factions opposées les unes aux autres : le roi Jacques avait amené avec lui des Écossais; ceux-ci haïssaient les Anglais qui leur rendaient la pareille. Familiers de l'ancien roi d'Écosse, ils gardaient l'oreille du maître, c'étaient les « gentlemen of the bed » admis au privé du roi, compagnons des chasses, des plaisirs; en eux, le roi Jacques retrouvait des compagnons de jeunesse, des habitudes, des coutumes, leur fort accent écossais était familier aux oreilles du roi; on se comprenait. Les gentilshommes de la chambre auraient tendance à chambrer le roi.

Une autre faction, disaient les informateurs, était tout espagnole. C'étaient les vieux Anglais, les purs, qu'avaient signalés les bons chanoines de Cantorbery, les « revenants de la guerre de Cent ans », les contempteurs des Français et qui rêvaient de revenir un jour en Aquitaine : Calais leur était une épine. A ceux-là le sort de l'Espagne ouvrait des perspectives. Si elle restait vivace, on pourrait faire bon marché de la France, l'encercler à deux par terre et par mer; si au contraire elle s'affaiblissait, on pourrait, avec elle, d'amitié, entrevoir dans ses fabuleux empires d'outre-mer de beaux partages, renverser au profit de la Grande-Bretagne le dessein de Philippe II quand il avait épousé Marie Tudor. Les Français ne

songeaient qu'à leurs limites, les Anglais dans les brumes du passé voyaient leurs rancunes, dans celles de l'avenir de lointaines conquêtes. La reine des mers, au delà des mers, avait soif de royaumes.

La troisième faction envisageait autrement le problème politique, un entre-deux : les revendications sur le Poitou, la Guyenne, la Normandie, étaient des songes. Il fallait viser à créer un royaume indépendant, composé des Flandres, des Pays-Bas et de la Bourgogne. Il ne fallait lier l'Angleterre à aucune alliance. Une France diminuée, une Espagne limitée, une Angleterre toujours libre de son jeu, c'était là, entre les grandes nations jalouses, une perspective d'équilibre.

Tels étaient les sons de cloches des officieux visiteurs. Restait à voir enfin le roi lui-même, à l'attaquer, à le séduire. Les uns après les autres, les ambassadeurs extraordinaires arrivaient ou s'annonçaient. Le roi Jacques était comme une île inconnue où les explorateurs cherchent à se devancer pour y planter le drapeau.

La quatrième faction était ou serait (on laissait un blanc), celle de la reine, infailliblement opposée à celle du roi. Tant qu'il pouvait, le roi Jacques retardait l'arrivée de son épouse, il voulait, disait-il, prendre pied, seul, en son royaume, connaître un peu ses sujets, prendre contact. Une reine, une vie de cour, créeraient des oppositions, des préférences, des jalousies; déjà, l'on apprenait que contrairement à tous les usages, la reine d'Angleterre, avant d'avoir mis le pied sur le sol anglais, s'était, de sa propre autorité, arrogé le droit de se nommer un grand chambellan, des dames de la chambre, c'est-à-dire de se faire à elle-même d'avance, des créatures, un parti. Voilà ce qui revenait aux oreilles de Sully, pendant son temps de probation. Le roi Jacques témoignait personnellement de plus de courtoisie que d'empressement. On demandait à vérifier les lettres de créance de M. de Rosny. Un aussi grand personnage que lui, répondait-il avec hauteur, n'avait pas à faire vérifier par les ministres, ses lettres de créance. Toute l'Europe savait qui il était, et il avait hâte, lui, de remettre les lettres personnelles, autographes, que le roi lui avait confiées pour le roi Jacques : elles apportaient les compliments et les vœux du roi de France au successeur de la grande reine. L'ambassa-

deur étonnait un peu par sa rogue. Il fut convenu qu'il remettrait ses lettres de créance et qu'elles ne seraient pas lues.

Dernier incident. Pour l'audience solennelle, Rosny comptait se présenter en deuil avec toute sa suite; la mémoire de la grande reine exigeait cet hommage, c'eût été n'être pas bon Français que d'y manquer; les habits étaient prêts, les poignées des épées cravatées de crêpe. Les représentations des Anglais furent vives, et de part et d'autre on eut l'impression du scandale. Pas un jour le roi Jacques n'avait porté le deuil de la reine défunte, ni toléré qu'on le portât. La mort datait maintenant de trois mois; ce cortège noir, lugubre, serait une injure au roi, une leçon importune, marquerait le regret du passé, la défiance de l'avenir. On discuta vivement. Rosny avait reçu des instructions de son maître, il ne pouvait plus, disait-il, l'audience étant pour le lendemain, ni les faire changer, ni les changer. Vaine résistance; plutôt que de voir le grand cortège de deuil, le roi Jacques prétexterait une indisposition et l'audience n'aurait pas lieu.

La circonstance était pressante : il fallait céder, on céda. La journée d'attente se passa fiévreusement à rafraîchir les habits et ornements de parade qui n'avaient point été destinés à l'audience et qui s'étaient détériorés dans le voyage et les tripots.

Voici le grand jour venu. C'est à Greenwich, à vingt milles de Londres, que la solennelle réception aura lieu. Le comte Derby est venu chercher l'ambassadeur et sa suite. Rosny n'emmène pas moins de cent vingt gentilshommes, choisis parmi les plus décoratifs et les plus sages. Les barges du roi, à travers le calme paysage anglais, ont amené le grand cortège. Le comte de Northumberland, entouré d'une foule de seigneurs, attend sur la rive, un peuple se presse au spectacle, mais il est muet. Nous pouvons croire, après les premières tribulations, que le cœur de Rosny bat un peu plus vite qu'à l'ordinaire, sous le justaucorps de velours.

La première impression est bonne : contre l'usage, qui est de ne rien offrir, pas même un verre d'eau, aux envoyés étrangers, les Français ont trouvé une collation servie dans une grande salle; il y a des fruits et des fleurs admirables, on s'est rafraîchi, on a regardé par les fenêtres les cerfs et

les daims passer au bas des pelouses. Le roi Jacques a fait dire qu'il était prêt, et Rosny s'avance précédé de son grand cortège. La presse est grande dans les antichambres et les premières salles; le roi Jacques a convoqué à cette solennité non seulement tous ses dignitaires, mais encore tous les envoyés étrangers. Ainsi, que l'accueil soit froid, tiède ou chaud, il aura pour témoins attentifs, tous ces ambassadeurs ordinaires et extraordinaires, qui, aussitôt, rendront compte à leurs cours. Le roi d'Angleterre est assis sous le dais, élevé de plusieurs marches. A peine a-t-il aperçu Rosny qu'il s'est levé, il a descendu deux degrés, il les aurait descendus tous, remarque Rosny, si le maître des cérémonies ne lui avait, d'un geste, fait comprendre que c'était déjà beaucoup. Le roi s'est alors arrêté, mais il a dit tout haut : « Quand j'honorerais cet ambassadeur-ci contre la coutume, je ne prétendrais pas que cela tirât à conséquence pour les autres. Je l'estime et aime particulièrement pour l'affection que je sais qu'il a pour moi, pour la fermeté qu'il a pour notre religion et sa fidélité envers son maître. » Il n'appartient pas à Rosny de faire une plate harangue. Il n'a point manqué, dût-il déplaire, de faire les condoléances de son roi sur la mort de la grande Élisabeth, il a cru remarquer qu'à la mention de la reine défunte le visage du roi s'est rembruni. Au reste, les compliments inopportuns mais nécessaires se sont achevés en deux mots.

Le roi Jacques n'est pas grand, mais il n'est pas non plus si gros qu'on avait dit, ce sont ses habits qui l'engoncent. Il est exact qu'il a plutôt l'air d'un professeur que d'un roi; avec ses lunettes, son débit rapide, il a l'air de faire une leçon. Le fils de Marie Stuart s'exprime en français aisément, avec un épais accent écossais. Il marque tout de suite qu'il a l'intention de causer, il a entraîné Rosny sur la plus haute marche de son degré, devant toute l'assistance restée debout, et qui ne peut rien entendre. Là, le roi, bonhomme, a tout de suite exposé un grief, il l'a sur le cœur, sur le bout de la langue, il faut que cela sorte tout de suite; il lui est revenu que le roi de France se gaussait de tout le monde, même de ses amis, même des rois ses frères, enfin qu'il a appelé le roi Jacques « Capitaine ès arts » et « clerc aux armes »; Rosny

lui-même, et son frère qui a vu le roi Jacques en Écosse ont plaisanté les goûts savants du roi. Ce n'est pas, dit-il qu'il attache de l'importance à ces niaiseries, ce ne sont peut-être même que de malveillants propos, rapportés par les Espagnols : ceux-ci font tout pour irriter les Anglais contre le Roi Très Chrétien, et discréditer d'avance Rosny à la cour d'Angleterre; ils se fourrent partout, ils ont des oreilles dans les antichambres du roi, des yeux jusque dans sa chambre, et quelles langues! Ils ont déjà tourné l'esprit de la reine, qui voudrait marier son fils Charles, le prince de Galles, à la fille du roi d'Espagne.

Un mariage? serait-ce l'alliance redoutée? Le roi prête-t-il déjà à la reine ses propres visées? Un ambassadeur digne de ce nom doit sans ciller, voir, entrevoir, savoir se taire, lire les dessus et les dessous. Le roi Jacques sait d'ailleurs comment il peut plaire à Rosny, et il veut plaire, réduire à rien les premiers déboires, susciter en lui des espérances que l'avenir se chargera ou non de ratifier. Il faut lui dire du mal des Espagnols, dénoncer leur malice à allumer des feux dans tous les pays voisins du leur, et nous croyons bien Rosny, quand il nous dit qu'il avait plaisir à faire durer ce discours, à penser que toute l'assistance pouvait savourer la durée de l'audience, le ton chaleureux du roi, l'air de confidence.

Autre attention, le roi Jacques soulignait pour Rosny leur lien réciproque de fraternité religieuse. « Quand vous écrivez au Pape, lui disait-il, vous, huguenot, est-il vrai que vous le traitiez de Sainteté? » Et, comme Rosny avouait que, ministre du roi de France, il se conformait à l'usage de France. « C'est un péché, disait Jacques, cette appellation n'est que pour Dieu seul. » C'était presque la remontrance d'un frère. Au reste, le roi invitait l'ambassadeur à venir entendre à Westminster, en même temps que lui, le service divin; il pourrait même quelquefois quand la cour sera à Londres venir entendre l'office dans la chapelle privée du roi; il aurait plaisir à voir sa religion, humiliée en France et mise sous le boisseau, honorée dans un grand pays par toute la nation, par le roi lui-même. Et comme le roi passait rapidement, trop rapidement d'un sujet à un autre,

la conversation s'égara sur la chasse. Le Roi Très Chrétien, Jacques le savait, était grand chasseur, le roi Jacques a la même passion, et il lui plaît de ressembler au roi Henri, il ne l'a jamais vu, il ne le verra jamais, mais il croit à tout moment voir devant lui son image. Il y a quelque analogie dans leurs destinées. Qui aurait dit autrefois que le roi de Navarre serait devenu roi de France, et qui aurait pensé que Jacques Stuart, roi d'Écosse, serait devenu roi d'Angleterre, de Grande-Bretagne même, car depuis son avènement on dit : Grande-Bretagne, et cela lui plaît. Et que Rosny ne s'y trompe pas, sa Grande-Bretagne lui suffit. Il laisse aux agités, aux vieux Anglais de la guerre de Cent ans, les rêveries sur l'Aquitaine, la petite Bretagne de France. Comme le roi de France son modèle ne veut régner que sur la France, et ne cherche point de conquête, Jacques veut régner sur la Grande-Bretagne seule. Rosny va passer quelques semaines dans la haute société de Londres, il entendra bien des choses : qu'il ne se laisse point troubler. Les Anglais aiment à rêver. Au reste on se reverra, l'audience a été longue et toute l'Europe, debout, la trouve singulière. Jamais on n'a vu un ambassadeur présentant ses lettres de créance, avoir avec le souverain un entretien si familier et si prolongé. Le roi s'est levé, a déjà promis à Rosny une audience particulière, où l'on se verra seul à seul; il s'est retiré par une petite porte dans sa chambre, et, Rosny, descendant les degrés, saluant à droite et à gauche, serrant les mains de ceux qu'il connaît déjà, s'est retiré aussi, suivi des cent vingt gentilshommes.

Que penser? Rosny est content, mais perplexe aussi, on ne peut avoir de meilleures paroles, un accueil royal plus privilégié, ce qu'il voudrait pourtant, c'est emporter un projet d'alliance positive. Et quand les premières bouffées de l'audience sont passées, quand il raisonne tout seul, il trouve le terrain difficile. Maintenant qu'il est officiellement accrédité, les ministres viennent le voir, on se tâte réciproquement. Que voudrait au juste l'ambassadeur de France? Que les Anglais s'engagent par traité à aider les Hollandais qui veulent se soustraire à toute dépendance vis-à-vis de l'Espagne. Aider? Que veut-il dire? Il faut bien alors mettre les points sur les i. Que les Anglais, dit Rosny, contribuent de leurs finances, de

leurs vaisseaux, de leurs soldats, au total affranchissement de la Hollande. C'est déjà trop, beaucoup trop, que les Espagnols soient dans les Flandres, que le roi qui règne à Madrid règne aussi à Bruxelles, sous le nom de ce prince allemand, neveu de Charles-Quint, et de cette princesse espagnole, fille de Philippe II, de ce couple enfin, que l'on appelle « les Archiducs ». Si l'Espagne jugule à la fin la Hollande, personne ne sera plus chez soi. Sous un nom ou sous un autre, ou par des personnes interposées, le roi d'Espagne encerclera la France et menacera l'Angleterre. Que les Anglais se décident à cette commune entreprise, ils entraîneront avec eux les puissances du Nord, la Suède et le Danemark. L'Angleterre est le gond sur lequel roule toute la politique de l'Europe. Qu'elle accepte l'alliance positive, et l'on verra alors s'établir un équilibre parfait : dans l'ordre politique, par la séparation des États, dans l'ordre religieux, par le rapprochement des puissances protestantes du nord avec la France, qui prouvera ainsi que les deux confessions ont chez elle droit de cité.

Que les Anglais refusent, on verra alors sur tous les Pays-Bas, l'inondation espagnole, le recommencement de l'Invincible Armada, les intelligences nouées avec les catholiques anglais, les conspirations à la Babington, les jésuites déguisés, partout, et qui feront contre le roi Jacques des intrigues, enfin Rosny connaît bien la secrète visée anglaise, le point sensible à la reine des mers. Que l'Espagne, par la carence anglaise, maîtresse en Europe, détentrice aux Amériques de fabuleux royaumes, s'installe définitivement aux Indes, elle n'y tolérera que son commerce, et si les marchands de la cité rêvent... adieu les rêves des marchands de la cité!

Rosny a parlé avec force, avec véhémence : ce qu'il montre là, c'est la substance même de sa foi politique. Les ministres ont été froids, n'ont montré entre eux aucun accord, les envoyés de Suède et de Danemark, qu'il voit ensuite, n'ont pas été plus chauds, leurs maîtres sont en paix dans leurs États, ne se soucient pas d'entrer dans d'incertaines entreprises. Les Anglais plaident encore que le roi Jacques est à peine depuis trois mois à Londres, qu'il y est venu presque étranger, ayant tout à apprendre. Or c'est un principe traditionnel que le nouveau souverain, prenant la couronne, doit attendre un an

et un jour avant de se lancer dans aucune nouveauté; il doit apprendre à connaître ses sujets, démêler les tendances des partis, inspirer confiance : il fallait attendre. Tous se répandaient en louanges sur le Roi Très Chrétien et en admiration sur les forces dont il disposait. Ne savait-on pas que son grand ministre, M. de Rosny, grand maître de l'Artillerie et Surintendant des Finances, amoncelait à l'Arsenal des canons, des boulets, des armes à faire sauter le monde, qu'il rangeait dans des caves à la Bastille des sacs d'écus-soleils à entretenir des armées jusqu'à la fin des siècles. Quelle glorieuse entreprise pour le Roi Très Chrétien que de devancer avec ses seules forces l'heure où ce bel équilibre dont M. de Rosny vient de tracer de main de maître un séduisant tableau, se réalisera!

Avec les ministres et les conférences on ne fera rien, telle est la conclusion que tire Rosny du difficile entretien. Les émissaires d'Espagne ont-ils déjà passé par là? ils sont insaisissables, anonymes, l'ambassadeur extraordinaire, Velasque, dont la venue déjà faisait du bruit à Cantorbery, n'est pas encore arrivé. Est-ce un calcul? Il devrait être là déjà, montrer son visage d'adversaire, exposer ce qu'il a à offrir. Il se dit malade, arrêté dans un port d'Espagne; probablement il ne veut paraître que quand Rosny sera rentré en France et qu'il trouvera le terrain libre. Mais quelles peuvent être ses offres? Rosny, lui, propose, après une guerre qui ne peut être qu'heureuse, une juste répartition des États qui tiendrait compte des aspirations des peuples. Un arrangement général, un équilibre. Ce que le connétable de Castille offrira aux Anglais, Rosny, en y réfléchissant bien, le flaire, le devine, met le doigt dessus : place à deux aux Indes.

Plus il y pense, plus la lumière se fait : le roi d'Espagne épuise ses forces et ses finances dans ses colonies trop grandes, trop lourdes. Ce qui a été la gloire de l'Espagne devient son épuisant fardeau, ce n'est plus Philippe II qui règne à Madrid, c'est un roi jeune et chétif, en qui se tarit la sève des Habsbourg, il ne se sentira pas la force de tenir seul longtemps les Indes. Place à deux, ce sera là le grand appât qui séduira les marchands de Londres, ses marins, ses familles où tant de jeunes gens cherchent un avenir. Les vaisseaux anglais, au lieu de battre éternellement les mers, iraient chercher aux

Indes les métaux précieux, les diamants fabuleux; les soies se vendraient à tout l'univers; derrière les comptoirs les cadets de la noblesse, deviendraient, aux colonies, de jeunes chefs, chargés de gouverner. Jacques II l'a bien dit, l'Angleterre ne rêve point de faire des conquêtes en Europe, de revendiquer des provinces en France. La mer, la mer, voilà l'espace véritable, illimité, sur lequel Angleterre et Espagne jetteront ensemble, après un accord préalable, leurs filets; le roi de France, alors, sera enfermé dans son royaume comme dans une île, d'où, faute d'une marine, il ne pourra plus sortir.

Il faut s'informer, voir venir, déchiffrer les longues pensées de derrière la tête et aussi les petites. Celles-ci calculent de qui, du roi de France ou du roi d'Espagne, viendront les plus substantielles pensions. Le roi Jacques n'a pas dit son dernier mot, il n'a même pas dit grand'chose, quoique ayant tant parlé. Il donne à Rosny une seconde audience, celle-ci privée; ils ont été seuls cette fois. On a abordé les réalités, on a raisonné. Le roi Jacques, au reste, raisonne très bien; seulement quand il est question d'agir, il se dérobe : il ferait un excellent cours de politique, mais quand on évoque devant lui le fracas des armes, il paraît nerveux, intimidé. On dit que le choc que reçut sa mère, lorsque Rizzio fut assassiné sous ses yeux, a donné à l'enfant qu'elle portait alors dans son sein, l'horreur, la peur du sang; les Anglais racontent que le roi Jacques ne pourrait souffrir de voir une bête morte après la chasse. Il a éludé les attaques de Rosny, il s'est dérobé, sautant comme la première fois d'un sujet à un autre, questionnant au point sensible. Est-il vrai, comme on le dit, que Rosny, pour faire plaisir au roi de France, songe à se faire catholique? Ce serait là un coup pour les protestants de France, ils ne pourraient manquer de chercher alors en Angleterre, un appui que le roi Jacques est d'ailleurs bien décidé à ne pas leur donner. Il n'y aura pas d'intrigue anglaise en France, mais aussi que le roi de France ne laisse aucun Français s'ingérer en Angleterre aux intrigues des catholiques. Et le roi Jacques confie à Rosny qu'il sait positivement que huit jésuites déguisés ont débarqué récemment sur les côtes anglaises avec l'intention de l'assassiner. Que le roi Henri chez lui, prenne garde.

L'entretien est donc à la dérive, et on est loin des projets de

Rosny, quand le gentilhomme de la Chambre vient annoncer que le souper du roi est servi. La courtoisie presque familière du roi remédie à la déception, quand Jacques invite l'ambassadeur à revenir le dimanche suivant entendre près de lui le service divin et ensuite à s'asseoir à sa table. La faveur est insigne, le roi Jacques traite l'ambassadeur de France en frère huguenot et presque en frère royal. Au dîner, on n'a parlé que de la chasse et le roi n'a donné aucune occasion de l'entretenir en particulier; la gracieuseté va pourtant au delà de toutes limites prévues, quand le roi, portant haut son verre, a bu à la santé du roi de France, de la reine et de la famille royale, puis, penché à l'oreille de Rosny, il lui a confié que le premier coup qu'il allait boire, serait à une double union, la conclusion de deux mariages entre les maisons de France et d'Angleterre.

Si ce n'était pas là une alliance, que voulait donc l'ambassadeur?

Il voulait un traité, une action prochaine sinon immédiate; les mariages étaient lointains : par les exemples récents on avait vu que les mariages politiques n'engageaient jamais les couronnes. Une dernière occasion se présentait; le roi Jacques accordait une ultime audience privée, elle suivrait les désespérantes conférences avec les ministres; avec ceux-là on ne faisait rien, moins que rien; l'atmosphère s'aigrissait, les marchandages devenaient sordides. Il était presque clair, qu'entre l'alliance sur terre qu'offrait le roi de France et les perspectives maritimes qu'allait indubitablement offrir l'Espagne l'Angleterre préférerait les perspectives de la mer. Aussi, le jour de sa dernière audience, Rosny s'ouvrirait entièrement, jouerait toutes ses cartes. L'audience s'annonçait telle qu'il pouvait la souhaiter. Le roi Jacques recommandait d'amener peu de monde, car il voulait causer, s'expliquer lui aussi, savoir de Rosny ce qui se disait aux conférences, et si ses ministres avaient bien traduit ses sentiments, ses intentions. Le roi a entraîné Rosny dans sa chambre, défendant que personne le suive; il a été lui-même fermer à clé toutes les portes, il a embrassé Rosny par deux fois, l'engageant à parler sans aucune réserve. « Ce ne sera pas en vain, dit-il, que le roi de France lui aura envoyé

l'homme le plus nécessaire à son royaume, son autre lui-même. » Que s'est-il passé avec les ministres? on n'est pas content les uns des autres, il en est revenu quelque chose aux oreilles du roi Jacques; les rapports qu'on lui a faits sur les entretiens n'ont pas tous concordé. Que Rosny parle, qu'il dise tout ce qu'il a sur le cœur. Et comme celui-ci se fait prier, crainte de fatiguer le roi de tout ce qu'il aurait à dire, Jacques, piqué de curiosité, s'est levé, a été demander au bout de la galerie quelle heure il était, et, refermant les portes, « Monsieur l'ambassadeur, a-t-il dit, je veux rompre la partie de chasse que j'avais proposée aujourd'hui, je veux vous entendre jusqu'au bout, je suis persuadé que cette occupation me sera plus utile que l'autre; je sais que je ne puis faire fond sur ce que me disent mes ministres, je n'ai encore que trois mois de règne, et j'ai besoin de vous entendre aussi. »

L'entretien a duré quatre heures. Ce que le roi avait à penser de ses ministres, Rosny le définit en lui rappelant qu'il est leur maître à tous. Les compliments sur la sagesse du roi, ses lumières, sa science politique, dont témoignent tant de livres dans le cabinet, ont fait l'exorde, suivi de réticences qui provoquent l'avidité des questions. On vient au fait palpable : le roi de France désire voir la Hollande affranchie de toute domination espagnole, ce désir, il l'étend aux Pays-Bas tout entiers; mais, à supposer que ce but utile aux deux rois soit atteint, comment le Roi Très Chrétien envisage-t-il l'avenir de l'Europe? Que pense-t-il des conquêtes espagnoles dans les autres continents? Est-ce donc à son seul profit qu'il veut éloigner l'Espagne de ses frontières?

A cette question, l'ambassadeur a une seconde de perplexité; le roi Jacques sait-il donc quelque chose des grands desseins que le roi et Rosny brassent secrètement ensemble? Et le grand dessein n'est-il pas plus celui de Rosny que celui du roi? Livrer les visées qui engagent tant d'intérêts et de couronnes, c'est avertir peut-être les ennemis; et cependant, le roi d'Angleterre est là brûlant d'une curiosité qui peut se muer en adhésion. Rosny a pris son parti, il parlera, mais en se défendant beaucoup, en exigeant même du roi Jacques,

de plus en plus surexcité, le serment le plus solennel : sur le pain que tous deux reçoivent à la Cène, la promesse qu'il ne révélera rien, ni à ses ministres, ni à personne de ce qu'il va entendre.

Alors dans une sorte d'enthousiasme où il entre aussi quelque artifice, Rosny déroule ce qu'il a appelé « le grand dessein de Henri IV ». Et si nous disons avec artifice, c'est que tout d'abord, Rosny s'attache à captiver son royal interlocuteur, en lui parlant tout de suite des intérêts protestants. C'est en huguenot que Rosny va parler à un autre huguenot; il est attaché à sa religion jusqu'à la préférer à sa fortune, à sa famille, à sa patrie, à son roi même. L'expression est forte, elle nous scandalise; elle n'est pas entièrement fausse, en ce sens que Rosny, sollicité de si haut et par Henri IV lui-même, de se faire catholique, s'y est toujours refusé, et il est permis de croire que si Henri IV lui avait donné à choisir entre sa religion, la faveur et le pouvoir il n'eût pas cédé. Ce n'est pas qu'il soit un grand piétiste, mais il est ce qu'il est; il considère que sur les points essentiels qui sont la base du christianisme, catholiques et huguenots sont d'accord, le reste est mystère et reste mystère. Il s'en explique souvent, il répond auprès du roi Henri IV de tous les huguenots de France, les protège d'une part, les surveille de l'autre; il est en France le régulateur du double mouvement religieux; s'il changeait de religion, sa mission serait manquée, le sens de sa vie, effacé; s'il a été nécessaire à la France que le roi embrassât la religion catholique, il n'en est pas de même pour le ministre. Au contraire, le roi catholique et le ministre huguenot, en leur entente, leur amitié, l'accord de leurs esprits, attestent l'union possible des uns et des autres; en ce sens et sans mentir, Rosny a pu dire au roi novice qu'il veut subjuguer, que sa première fidélité est pour sa religion.

Cet équilibre religieux, qu'à grand'peine on assure en France, on pourrait en faire bénéficier toute l'Europe, si le Roi Très Chrétien et le roi Jacques entreprenaient ensemble d'abaisser la maison d'Autriche; et, ici, on passe tout naturellement du thème religieux au thème politique. Que le roi Jacques veuille bien considérer le chemin qu'a fait depuis

cent ans la médiocre maison de Habsbourg. Elle s'étend maintenant au delà de l'Espagne, sur l'immense Allemagne, sur l'Italie, sur les Flandres, prétend asservir la Hollande, se glorifie de ses royaumes d'Amérique, et possède aux Indes Orientales, une étendue de territoire aussi grande que la Perse et la Turquie réunies; le monde devient une fable où le roi d'Espagne est le géant, et les souverains de l'Europe les pygmées.

Ici s'ouvrent les perspectives : que les maisons de Stuart et de Bourbon s'associent par la plus intime et étroite alliance, à l'instant les cours du Nord suivront; la Hollande, pleine d'élan et soutenue, se libérera; en Allemagne, toutes les principautés protestantes ou dissidentes se détacheront; la Bohême, la Hongrie, la Moravie, la Silésie ne demandent que des libérateurs; ce ne serait alors qu'un fantôme que cet empire, la petite maison d'Autriche serait trop contente de rester souveraine en Autriche. On croit la maison de Savoie très attachée à celle d'Autriche, c'est une erreur. Les princes de la maison de Savoie, comme beaucoup d'autres, ne sont attachés qu'à leur fortune, ils la cherchent du côté qui aura le prestige et le pouvoir. Qu'on retire aux Habsbourg le royaume de Naples, qu'on le donne au duc de Savoie, il sera satisfait. Dira-t-on que la nation française, catholique en son principe, verrait avec déplaisir l'action qui mettrait le protestantisme en balance presque égale avec sa religion, mais, à ne regarder que l'aspect politique des choses, le pape lui-même se sent opprimé par tous ces petits royaumes et duchés qui encerclent ses territoires et ne sont toujours que de petits fleurons de cette couronne des Habsbourg; le pape Clément VIII se plaint souvent et demande si sa tiare blanche n'est pas en réalité portée par le roi d'Espagne qui lui donne en médiocre échange une robe de chapelain. Le roi de France, en ses grands desseins, ne poursuivrait aucune conquête; il remettrait seulement de l'équilibre et de la sécurité en Europe, il ne peut le faire sans l'alliance du roi Jacques, car il n'a pas de marine, et le roi de la Grande-Bretagne ne peut le faire sans lui, car il n'a pas d'armée.

Enfin, pour l'accomplissement de ce grand dessein, quel serait le premier pas et qui ferait plaisir aux Anglais? Enlever

aux Espagnols les Indes Orientales, s'y établir. On s'est assez battu dans le champ clos de l'Europe : assez de sièges, de batailles, de victoires, de défaites, suivies de paix toujours boiteuses. Que les vaisseaux espagnols s'engloutissent dans les mers indiennes, la puissance de l'Espagne s'engloutira avec eux. Quels comptoirs on fera alors, quelles perspectives de commerce et d'enrichissement! Que le roi Jacques y songe, cette entreprise est si nécessaire, que si le roi d'Angleterre ne s'y joignait, le Roi Très Chrétien pourrait par d'autres moyens la faire tout de même, tout seul, mais alors il n'en partagerait ni le profit ni la gloire avec personne. Quelle occasion pour le roi Jacques d'immortaliser sa mémoire! Il se dit admirateur du roi de France, il trouve dans leurs destins des analogies, il aurait part égale aux louanges de l'Histoire.

Arrêtons-nous ici, car les perspectives s'ouvrent sur les perspectives comme en une architecture enchantée. Le roi Jacques paraît ne plus suivre les déductions incertaines; il faut le rassurer, changer de ton, revenir sur la terre. Ce ne sont là que des idées de Rosny : il a voulu s'ouvrir au roi Jacques des pensées secrètes, lointaines, qui plongent dans l'avenir; le roi de Grande-Bretagne les doit garder pour lui, il l'a juré par un serment solennel. Ce qu'il peut faire publiquement, imposer à ses ministres, c'est aujourd'hui, l'alliance des couronnes, la promesse d'aider à l'affranchissement des Hollandais, et encore (on revient de loin), sans déclarer la guerre, aider sous main cette petite nation, fière, laborieuse, qui a tant d'affinités de goûts avec les Anglais, à s'affranchir de l'étreinte espagnole; on lui passera de l'argent, on lèvera pour elle des soldats, et même pour le moment, il ne s'agit que de ne pas laisser les Espagnols prendre Ostende.

Ainsi, après la grande chevauchée presque épique sur les nuées de la future Histoire, Rosny est revenu au point de départ, au modeste projet qui plaira au roi Jacques : affranchir des huguenots. Le reste n'est qu'une pensée, ce qu'on appelle une « vue ». Un grand roi et son ministre, en dehors du déroulement quotidien des événements, doivent voir ensemble confidentiellement derrière l'horizon, les possibilités

de l'avenir. Se contenter de tuer un jour un cerf, de présider des conseils, où les ministres poursuivent des vues différentes et souvent intéressées, d'envoyer un jour un vaisseau, et le lendemain une poignée de livres sterlings à des gens qui luttent pour leur indépendance, aussi nécessaire à eux-mêmes qu'à l'Angleterre et à la France, n'est point le fait d'un vrai Roi; ce quotidien doit se développer dans le cadre étendu d'un dessein qui emprunte lui-même la forme des possibilités. Il n'est pas opportun de le révéler. C'est pourquoi Rosny a demandé le terrible secret. Les peuples ont leur destinée, elle est le mystère de Dieu, mais il donne aux rois des lumières et des forces pour la pénétrer et commencer de l'accomplir.

Le roi Jacques, nous dit Rosny, a écouté le long exposé, par instant de l'air d'un homme qui rêve, et, saisi « d'une espèce de transport », il a embrassé Rosny. Il est tout prêt à signer le projet d'alliance; sur la forme que prendra l'action commune, on ne décidera rien encore, lui aussi exige le secret; il doit disposer ses ministres, lutter contre les positions prises, travailler les esprits. Pour l'instant il va convoquer son conseil, et faire rédiger un papier qui donnera aux ambassadeurs de Hollande « toutes sortes d'assurances ». Jusqu'ici il a décliné de les recevoir, on les a traités en quémandeurs importuns, qui vont de l'antichambre d'un ministre à un autre et n'ont point d'accès auprès du roi. Ils vont recevoir leurs lettres d'audience.

Enfin se retournant vers Rosny, en présence des lords du conseil hâtivement convoqués, le roi Jacques a tendu les deux mains en disant : « Eh bien, monsieur l'ambassadeur, n'êtes-vous pas maintenant bien content de moi? »

Eh bien, non, Rosny n'est pas content; ce qu'on lui offre est peu pour un si grand discours, de plus, nous l'avons vu, il n'a pas de pleins pouvoirs et ne peut rien signer; son ambassade ne sera qu'une enquête, il ne pourra emporter qu'un projet de traité, faire au roi le récit d'un entretien confidentiel qui n'engage personne. Ah! si les ombrages du conseil de France, jaloux de sa primauté, n'avaient limité sa mission, il aurait rapporté un traité en forme, il aurait accéléré les tournants de l'Histoire, il le croira et regrettera toujours, en sa

longue retraite. Maintenant, le mieux est de partir, on a tout dit, tout vu; la parole est au roi Jacques qui doit convaincre ses ministres. On s'est revu une dernière fois pour l'audience de congé, elle s'est passée de grand matin, le roi Jacques voulant, dit-il, consacrer toute sa journée à la chasse, afin de se distraire du chagrin que lui fait le départ de Rosny. On se reverra bientôt, dans un mois, six semaines au plus, quand Rosny rapportera un vrai projet d'alliance, signé cette fois du roi de France et contresigné par Villeroy, secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Une dernière recommandation. Que le roi de France ne laisse pas revenir chez lui les Jésuites, on dit qu'il y songe et son frère d'Angleterre n'y verrait pas un signe d'amitié.

On s'est quitté, et sur sa rambarge, Rosny songe. Que sortira-t-il de sa mission? Quelles oppositions va-t-il trouver au Conseil de France? Quel fond peut-il faire sur le transport du roi Jacques? Il entend les pas de la grande ambassade d'Espagne qui s'annonce enfin à Londres, et il sait bien que le connétable de Castille n'a d'autre commission que de soustraire le roi d'Angleterre au charme et aux tentations qu'aura pu exercer Rosny.

Non, on n'aura pas aujourd'hui tout ce qu'on avait tenté. Mais il en est des grandes entreprises politiques comme de la création du monde, elle s'est faite en six jours que l'on interprète en âges. L'indépendance de la Hollande, la décadence de l'Espagne, l'Empire démembré, l'Autriche réduite à la seule Autriche, les Anglais aux Indes, le duc de Savoie devenu roi en Italie et roi de Naples, le roi Jacques avait pu, en écoutant le plan de Rosny, écarquiller les yeux derrière ses lunettes et croire qu'on le conduisait au pays de la fable; à longueur de temps, de siècles même, l'histoire réaliserait le plan qui n'était, ni celui de Rosny, ni celui de Henri IV, mais le destin des peuples eux-mêmes. C'était quelque chose que de l'avoir vu.

Voyons encore Rosny débarquer à Calais, il est content de remettre le pied sur le sol de France, de renvoyer tous les damoiseaux à leurs plaisirs, de recevoir un paquet du roi, si impatient de revoir son ambassadeur, qu'il est venu chasser à Villers-Cotterets pour le rejoindre plus tôt, dire plus vite tout ce qu'on ne s'est pas écrit. Que Rosny vienne en poste pour ne

pas perdre une heure; il a trouvé le roi au petit matin, qui se promenait dans une allée avec quelques seigneurs. « Eh! a dit le roi, voici l'homme que j'ai tant souhaité qui est enfin arrivé. » Et comme Rosny s'agenouille pour lui baiser la main, le roi l'a relevé promptement et deux fois embrassé; il a renoncé à la chasse pour ce matin-là : on a trop à dire et à entendre sur le roi d'Angleterre et toutes les brigues et Rosny a bien fait valoir le transport du roi Jacques, car il aime être loué. On a appelé Villeroy, et aussi le cousin du roi, le comte de Soissons. Ce prince est par définition un mécontent; il a horreur de tous les ministres, ces parvenus avec qui le Roi fait ses affaires, aux dépens des parents qui devraient régner avec lui. Raison de plus pour lui témoigner de la confiance et qu'il dise son avis. On a lu le projet de traité. « Eh bien mon cousin, a dit le roi à son parent, que vous semble de tout cela? » La réponse a été sarcastique. « Puisque vous le voulez, Sire, il me semble que le marquis de Rosny a un fort grand crédit auprès du roi d'Angleterre et qu'il est en merveilleuse intelligence avec les Anglais, du moins si sa relation et tout ce qu'on vous montre est véritable, mais il devait par cette raison vous apporter des conditions beaucoup plus avantageuses et un traité en meilleure forme que celui-ci, qui n'est qu'un projet d'espérances et de bonnes paroles, sans aucune assurance que l'exécution s'ensuive. » Villeroy a fait la grimace en apprenant que le roi Jacques se mêle des affaires intérieures de la France par son avertissement sur les Jésuites. Le roi a coupé court aux sarcasmes du prince du sang; Rosny et Soissons ne s'aiment pas, il le sait, mais ils doivent tout de même, près de lui, vivre ensemble. « Tout ce que vous dites là est bel et bon, a-t-il dit, il n'y a rien de si aisé que de critiquer les actions d'autrui. » Il a fait un grand éloge de Rosny. S'il n'avait pu faire mieux, c'est qu'il n'avait pas eu carte blanche, et ici, le roi a risqué un proverbe latin. « Je ne sais si j'en prononcerai bien les mots, a-t-il dit en souriant, mais je l'ai entendu mille fois : *mitte sapientem et nihil dicas.* » On a devisé longtemps en arpentant le mail sur le caractère du roi Jacques, sur les Anglais, sur ce qu'ils pensent de leur nouveau souverain. Rosny a-t-il été au théâtre, a-t-il entendu ces pièces que l'on dit fameuses, de William Shake-

speare? On dit que le roi Jacques a nommé ce Shakespeare, gentilhomme de la chambre. Est-ce vrai? Est-ce possible? A tout prendre les Anglais sont vraiment bizarres et le roi Jacques n'a pas l'air d'un homme sur qui on puisse faire fond; le « capitaine ès arts », le « clerc aux armes » aime ses livres et son repos. Il faudra pourtant voir si son fils aîné, le Prince de Galles, ne fera pas un beau parti pour la fille du roi, Henriette. Ce que l'on craint, c'est que si Rosny a causé au roi un « transport », le connétable de Castille ne lui en donne un autre, et déjà les lettres de Beaumont le font prévoir. Cet ambassadeur, qui se disait malade, est enfin à Londres. Il n'avait attendu que le départ de Rosny, il inonde la Cour de présents, il fait lever en Écosse des recrues pour grossir les armées de son maître. La reine d'Angleterre est arrivée avec ses enfants et plus tôt que son époux ne le désirait : la tête lui tourne d'être reine et d'une Grande Bretagne et depuis qu'elle est à Londres, on n'entend parler que de costumes, fêtes et voluptés. Il se confirme que le nommé Shakespeare a été nommé gentilhomme de la chambre, joue une pièce qui se passe en Écosse, dont le roi lui a autrefois à Holywood donné l'idée. Toute la cour se rue au théâtre, mais au parterre, les seigneurs d'Angleterre et d'Écosse échangent des injures atroces; le comte de Northumberland a craché au visage du colonel Vere en présence de toute la cour; autre nouvelle, une conférence a eu lieu entre les protestants anglicans et les puritains d'Écosse. Ceux-ci ne veulent pas reconnaître la suprématie religieuse du roi d'Angleterre : ils ont leur doctrine, ne relèvent que de leur église qui ne relève que de Dieu; enfin Beaumont signale un complot qui s'était ourdi en Irlande et qu'on vient de découvrir. Il y a dans l'autre île, des catholiques qui veulent faire assassiner le roi Jacques, sans doute par des Jésuites.

Non, on ne fera pas fond sur le projet d'alliance. Le roi Jacques est trop nouveau sur le trône; il est énervé, embarrassé de ses couronnes : il aimera voir remuer des projets, compulser ses mémoires dans son cabinet, en robe de chambre et bottes fourrées, ses lunettes sur le nez. Il ne prendra pas de grandes résolutions et encore moins les imposera à des factions aussi disparates. Henri IV a vite fait le tour de son frère

d'Angleterre. On n'en enverra pas moins le projet d'alliance signé comme si l'on y croyait, mais on le fera présenter seulement par Beaumont. On n'en continuera pas moins à Londres les politesses, les présents et même les pensions à quelques seigneurs ou ministres. La mort d'Élisabeth avait ouvert une perspective d'inconnu : elle est explorée et ne mène pour le moment nulle part. On ne fera fond que sur soi-même : il faut veiller à ce que l'ordre se maintienne en Languedoc, en Provence, en Dauphiné, en Bourgogne partout où les Espagnols ont l'œil et voudraient, à la faveur des mutineries, mettre le pied. L'unité du peuple français est sa meilleure garante aux yeux des étrangers : amis ou adversaires, elle inspirera aux uns la confiance, aux autres la crainte. L'avenir dessinera le « grand dessein » : on en gardera l'esquisse dans le secret des têtes politiques, il n'est pas de jour ou l'on ne puisse y penser, l'amplifier ou le réduire. C'est un thème ou les conjonctures apporteront leurs variations. C'est le château en Espagne de Sully que « le grand dessein ». Il peut tous les jours y ajouter une tourelle, même dix, en voir sortir des armées qui feront une grande guerre heureuse, la dernière, suivie pour le roi d'une paix triomphale. « Mon ami, dira quelquefois le roi, c'est un songe, j'ai assez bataillé. » Mais le songe est souvent un pressentiment, peut se tourner en réalité. Il faut envelopper le possible dans l'impossible, du moins l'inconnu, dépasser le réel. La politique aussi a son « au-delà ».

Pour n'avoir pas tout à fait réussi à donner au roi Jacques un « transport » durable, Rosny n'en sera pas moins choyé : le roi et son ministre deviseront encore longtemps seul à seul des aperçus du voyage. Un ambassadeur peut en un mois traiter une affaire, mais non changer l'esprit des rois et moins encore le cœur des peuples. Pour le jour de la rentrée, on en a assez dit : aussi bien le dîner du roi est servi. Il fera ensuite en forêt la promenade qu'il a sacrifiée le matin et comme les équipages de Rosny ne sont pas encore arrivés, le roi lui enverra de sa cuisine et, pour le mettre en appétit deux excellents melons et quatre perdreaux seront d'abord présentés au futur duc de Sully.

MADAME SAINT-RENÉ TAILLANDIER

L'OPEN MARKET

Le bruit court avec insistance que la Banque de France a l'intention de pratiquer « l'open market policy », c'est-à-dire la politique du marché ouvert. L'opinion en attend une expansion de crédit capable de stimuler les affaires et qui prendrait ainsi tout naturellement place dans un système d'activité artificielle s'apparentant à l'économie dirigée.

L'économie mondiale est en pleine effervescence. Les pays anglo-saxons sont à la tête de cette renaissance. La politique de l'open market passe pour avoir été appliquée par eux d'une façon générale. On croit donc que l'introduction de cette méthode de crédit en France y produirait les mêmes résultats. Pour savoir dans quelle mesure cette opinion est fondée, il faut rappeler ce qu'est la politique de l'open market et comment elle a été pratiquée à l'étranger, puis examiner la situation actuelle du marché monétaire français au regard des usages de crédit anglo-saxons.

***

L'open market consiste, pour la Banque centrale d'émission, à intervenir directement sur le marché des disponibilités à court terme pour en accroître ou pour en restreindre le volume, de façon à assurer le meilleur équilibre possible entre la demande et l'offre de capitaux circulants. Dans cette intention, la Banque, lorsqu'elle estime que le pays a besoin de moyens de paiement, achète des effets de commerce, des

acceptations, ou des valeurs à court terme du Trésor, et elle crée à cet effet la monnaie excédentaire avec laquelle elle règle ses achats.

Il existe un procédé classique pour fournir à l'économie les crédits dont elle a besoin : c'est l'escompte du papier de commerce qu'industriels ou commerçants apportent ou n'apportent pas aux banques qui, à leur tour, les apportent ou ne les apportent pas à l'Institut central. Par la politique d'open market, la Banque d'émission n'attend pas d'être sollicitée; elle substitue sa décision à celle des intéressés; et elle prend les devants pour acheter sur le marché des effets qu'elle va ainsi remplacer entre les mains de leurs détenteurs par des moyens de paiements immédiats : billets ou crédits en banque.

Le pays qui a le mieux utilisé l'open market, est la Grande-Bretagne, parce que, dans l'application régulière qu'elle en a faite, elle ne s'est que très exceptionnellement laissée éloigner du but précis qu'elle s'était assigné. Il est incontestable qu'un pays qui respecte le système de l'étalon-or, et qui impose des règles strictes à l'émission des billets, peut avoir besoin de nuancer l'automatisme trop rigoureux de la loi monétaire par des interventions marginales et plus souples.

En Grande-Bretagne, le département de l'Émission n'émet de billets qu'en contrepartie de ses achats d'or. Le département de Banque est seul à intervenir sur le marché financier; il dispose pour cela de ses dépôts dans les banques et du stock de billets qu'il possède dans ses caisses. En achetant ou en vendant des effets, il crée ou il absorbe les disponibilités monétaires du marché et peut ainsi réaliser un meilleur équilibre du loyer de l'argent. Tel est, en effet, l'objectif limité de la politique britannique. La Banque d'Angleterre a réussi presque constamment à dominer le marché de l'argent à court terme, à entretenir une abondance monétaire qui se traduit par des taux très bas, mais à éviter des inflations de crédit génératrices de catastrophes. Toutefois, il y eut une exception grave à cette attitude. En 1929 et 1930, la Banque d'Angleterre voulut systématiquement s'opposer aux restrictions de crédit qui eussent été normalement entraînées par les sorties d'or qui avaient lieu, s'acharna à maintenir l'aisance du marché monétaire par des injections de crédit, força, si l'on

peut dire, le champ d'action de l'open market et, par cette déviation même, rendit inévitable la dévaluation de la livre qui intervint en 1931.

Les États-Unis ont fait une application beaucoup plus brutale de l'open market. En 1930, les Banques fédérales achetèrent constamment des valeurs d'État sans en vendre jamais. Elles arrivèrent ainsi très rapidement à en détenir pour un montant de 2,5 milliards de dollars, qu'elles ont depuis lors conservé dans leurs bilans. Ces interventions massives sur le marché monétaire s'avérèrent absolument incapables de provoquer la reprise industrielle des États-Unis qui ne devait se produire que quelques années plus tard.

On peut constater, en effet, une fois de plus, que pour faire une politique de crédit il faut être deux : l'Institut d'émission qui est prêt à faire des avances, et l'individu (société ou entreprise) qui a besoin de crédit pour des fins solvables. Or, en période de baisse de prix et de ralentissement des transactions, les Banques fédérales avaient beau racheter toutes les valeurs du Trésor qu'elles voulaient, les fonds en provenant s'accumulaient dans les dépôts des banques privées, sans que celles-ci pussent les mettre en circulation, ne trouvant pas d'emplois offrant une sécurité appréciable. Le crédit est certes une des conditions de la reprise économique. Mais il n'est pas la condition suffisante; sa profusion en pleine période de dépression avait le caractère paradoxal qui s'attache aux remèdes artificiels. L'Amérique était gonflée de crédit et pourtant les prix ne s'élevaient pas. Puis, deux ou trois ans plus tard et suivant un processus tout différent, la reprise générale s'amorça pour arriver au boom actuel.

Un exemple moins connu, mais à notre avis meilleur, de l'emploi de l'open market, est celui de la Suède. La Riksbank de Stockholm acheta, en 1933, des quantités considérables de titres suédois. On voit à son bilan l'indice de ce poste passer de 0, en octobre 1932, à 336 en octobre 1933. La banque pratiqua évidemment une politique audacieuse puisque, en gros, on peut dire qu'elle créait les moyens de crédit qui allaient être mis à la disposition des entreprises suédoises en les gageant sur les titres de ces entreprises ou d'entreprises analogues. Voilà certes un modèle de ce qu'on

peut appeler « le crédit que la nation se fait à elle-même ». La tentative a pleinement réussi. L'indice des titres possédés par la Riksbank tombe à 302 en 1934, à 200 en 1935, et à 131 en 1936. Encore faut-il souligner que la part des fonds d'État suédois achetés par la banque a été pratiquement nulle et ce seul fait montre dans quelle atmosphère l'opération s'est tout entière déroulée. A son terme, c'est-à-dire actuellement, le projet de budget suédois est en excédent de 111 millions de couronnes et la dette publique a reculé de 2 987 à 2 380 millions.

L'exemple suédois, par sa réussite même, pourrait être considéré comme le meilleur éloge et la meilleure critique de l'open market. Mais on ne peut songer à transplanter des méthodes sans les accompagner de l'atmosphère au milieu desquelles elles se développent. Il y a beaucoup à apprendre des pays scandinaves : politiquement, socialement, financièrement. Ces États socialistes se félicitent de leur forme monarchique, et ils allient la meilleure tradition au goût le plus vif de la nouveauté! C'est un autre climat que celui de notre pays...

S'imaginer qu'il existe des formules toutes faites, de pure technicité, qui permettent de commettre toutes les imprudences ou toutes les folies et de s'en tirer quand même, est la plus singulière des erreurs. Par contre, négliger les ressources « du métier » en les jugeant trop subtiles ou trop dangereuses, c'est ignorer l'efficacité merveilleuse dont elles sont susceptibles lorsqu'on s'en sert avec opportunité, avec intelligence et dans le milieu qui leur convient.

***

Il avait été question déjà pour la Banque de France de pratiquer l'open market.

Lorsqu'en 1928, le franc fut stabilisé, on inscrivit au bilan de la Banque, sous le nom de « Bons négociables de la Caisse d'amortissement », des titres qui y remplacèrent les bons du Trésor escomptés autrefois au profit du Gouvernement russe; on en créa une nouvelle tranche pour compenser la perte provenant de la dévaluation des dollars et des livres détenus par

la Banque. Ces bons étaient destinés à être vendus sur le marché, puis éventuellement rachetés, de façon à régulariser le loyer de l'argent à court terme. Aucun usage n'a été fait de cette autorisation. Si la politique de l'open market avait été imaginable en France, c'eût été pourtant à l'époque où une restriction générale des transactions pouvait laisser penser qu'une injection de crédit serait bienfaisante. Mais la Banque était obligée de commencer par vendre sur le marché, c'est-à-dire par absorber les disponibilités et à tendre ainsi le loyer de l'argent. Or, les Instituts d'émission ne se décident guère à faire cette opération que comme contrepartie (et le plus souvent partielle) des interventions qu'ils ont antérieurement faites pour mettre un crédit bon marché à la disposition du pays. D'autre part, le fait que les bons étaient émis par la Banque elle-même, l'obligeait à payer un intérêt à ceux qui les auraient achetés. Et rien ne justifiait que la Banque se mît en déficit pour une opération qui n'était pas dans ses attributions normales. La tendance ainsi ébauchée n'eut donc pas de suite.

Une nouvelle et sérieuse amorce résulte des dispositions de l'article 13 de la loi du 25 juillet 1936 sur la Banque de France qui autorise le réescompte sans limite de tous les effets de la dette flottante placés dans les banques ou auprès du public et ayant moins de trois mois à courir. La Banque peut avoir de ce chef à créer du crédit en quantité considérable. Elle peut être contrainte de dégorger le marché au moment le plus défavorable pour elle. Mais à tout prendre, ce n'est ni le fonctionnement de la Banque, ni l'état du marché que la loi a eu en vue. Il s'agit simplement de faciliter le placement des Bons du Trésor, en assurant à leurs futurs détenteurs une possibilité de remboursement anticipé à leur seule volonté.

La relation existant forcément entre les émissions du Trésor, le réescompte de la Banque d'émission et la politique de l'open market, permet en effet de situer assez exactement la question telle qu'elle se présente aujourd'hui en France. Il ne s'agit pas de technique bancaire pure et idéale; chacun sent que le problème posé est d'un intérêt pratique immédiat et cherche quelle réalité plus ou moins pressante se cache sous les mots.

Le marché monétaire est particulièrement abondant actuellement en France. Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère la façon dont il est alimenté.

La hausse des prix a produit un effet inévitable de dégel sur les disponibilités du public. Tant que les prix sont stagnants ou baissent, la thésaurisation est considérée comme une habileté profitable et aucun conseil ne prévaut contre cette évidence. Vienne, au contraire, la hausse des prix et voilà déclenché un processus d'achat qui engendre lui-même une nouvelle hausse attirant les capitaux qui se sont montrés les plus réfractaires aux investissements. Nous ne croyons pas que les disponibilités françaises proviennent pour une grande part de rapatriements d'avoirs étrangers ou de rentrées d'or; mais il est incontestable que des dépôts en banque ou des billets accumulés dans des coffres sont rentrés dans la circulation et ont participé à la reprise des transactions boursières.

Pendant le courant de 1936, les retraits des Caisses d'épargne ont atteint 5 milliards, alors que l'excédent des retraits pour 1935 n'avait été que de 108 millions. Cette somme énorme qui était dormante, si l'on peut dire, tant qu'elle était confiée à la Caisse des Dépôts et Consignations, a dû chercher des emplois sur le marché libre. Le phénomène de déthésaurisation que constitue le retrait dans les Caisses d'épargne a une importance grave pour l'avenir financier du pays, mais il est un élément évident de reprise immédiate et en tout cas d'aisance du marché des capitaux.

La Banque de France a elle-même alimenté le marché monétaire par bien des moyens. Une autorisation législative particulière a été donnée pour permettre le réescompte d'effets agricoles avalisés par l'Office du blé et d'effets provenant des Banques populaires. Cette mesure était indispensable pour permettre de passer la période difficile que l'industrie et l'agriculture ont connue depuis la hausse des salaires et en attendant un équilibre des prix restituant la marge nécessaire à leur exploitation. C'est la partie la moins contestable dans l'œuvre de financement du pays mis, par ailleurs, en posture plus que critique. Un milliard et demi a été mis ainsi dans la circulation.

Enfin et surtout la Banque a été autorisée à faire des avances à l'État. Dans ses trois premiers mois d'existence, le Gouvernement a consommé une somme que l'on ne connaît pas (car, avant même d'être révélée au public, elle a été absorbée par le bénéfice nominal qu'a procuré la réévaluation de l'encaisse-or lors de la dévaluation du franc), mais qui est d'au moins 4 milliards de francs. Depuis le début de décembre, l'État a recommencé à emprunter à la Banque de France suivant une cadence extrêmement rapide comme on peut le voir par le tableau ci-dessous :

	AVANCES FAITES PAR LA BANQUE DE FRANCE AU TRÉSOR	AUGMENTATION PAR SEMAINE
Au 4 décembre 1936 :	700 millions	700 millions.
11 —	1 500 —	800 —
18 —	2 700 —	1 200 —
23 —	3 500 —	800 —
30 —	5 400 —	1 900 —
8 janvier 1937 :	6 750 —	1 350 —
15 —	7 300 —	550 —

Voilà certainement le procédé le plus efficace que l'on ait jamais inventé pour fournir du crédit à un marché monétaire ou à un marché des capitaux qui en manquerait[1]... Il va sans dire qu'une pareille gestion financière est infiniment grave. Le déficit budgétaire n'est pas en soi-même une catastrophe. L'État peut parfaitement financer un excédent temporaire de dépenses par un accroissement de sa dette; une telle pratique n'est pas recommandable, mais elle est loin d'être mortelle. Par contre, financer régulièrement les déficits de l'État par des appels quasi-exclusifs à l'Institut d'émission et sur le rythme de plus d'un milliard par semaine, voilà une opération qui ne peut se terminer que d'une façon tragique si elle est poursuivie plus longtemps.

Quoi qu'il en soit, le marché monétaire est alimenté comme

1. Cette extraordinaire abondance monétaire s'appelle l'inflation. Mais on la remarque moins parce que du 10 janvier 1936 au 8 janvier 1937, la circulation des billets a seulement passé de 81,2 milliards à 88. Une augmentation de 7,2 milliards n'est déjà pas mal. Mais elle se double d'une augmentation de 6 milliards des dépôts existant à la Banque de France qui passent de 8,3 milliards à 14,3,

il ne l'a jamais été jusqu'ici. Mais l'État a lui-même des besoins dépassant et de beaucoup ceux qu'on a connus dans les dernières années. On sait que pour 1937 les emprunts de l'État doivent s'élever au moins à 30 et peut-être à 40 milliards.

On comprend dès lors, l'intérêt qu'il y a pour le Gouvernement à diminuer le loyer de l'argent de façon à emprunter des sommes aussi élevées à des taux qui ne soient pas prohibitifs. Mais c'est là aussi que gît la gravité d'une application prématurée de l'open market : cette méthode ne peut pas et ne doit pas être un procédé de financement indirect des besoins de l'État. Tel est le problème dans toute sa simplicité.

Le bruit persistant acouru en Angleterre que le Trésor français allait souscrire un nouvel emprunt. Ce n'était qu'un bruit, mais qui correspond évidemment à une réalité que chacun entrevoit. Personne n'a oublié le poids écrasant de l'emprunt anglais qui, souscrit en francs lorsque la livre valait 75 francs, a été remboursé en livres valant 102 francs. Pareil taux d'intérêt pour neuf mois, est évidemment écrasant; un pays ne résisterait pas longtemps à des chocs de cette envergure.

On a pensé néanmoins au marché américain. C'est ainsi qu'on peut expliquer les bruits qui ont été mis en circulation au sujet d'une reprise de règlement des dettes américaines. On peut à peine imaginer qu'il soit sérieusement question que la France entreprenne, dans les circonstances présentes, de payer les dettes qu'elle a contractées aux États-Unis. Il est à craindre, au reste, qu'on ne parle de payer ces dettes oubliées que pour pouvoir en contracter de nouvelles, si onéreuses soient-elles.

L'éventualité d'avoir à rembourser en monnaie dépréciée des emprunts souscrits à l'étranger fait que le Trésor se retourne de bon ou de mauvais gré vers le marché français. Celui-ci répond mal aux appels qui lui sont adressés. On ne se défend pas de la crainte de voir la politique de l'open market mise en avant comme un moyen de violenter un marché réfractaire et de faire faire par la Banque d'émission, à un titre nouveau, des avances au Trésor lorsque celui-ci aura épuisé les marges dont il dispose directement et qui sont désormais très étroites. Ce n'est évidemment qu'une crainte,

mais elle est assez grave pour être formulée et, d'autre part, on est obligé de conclure qu'aucune des conditions techniques justifiant la pratique de l'open market n'existe présentement en France.

Puisqu'on regarde ce qui se passe à l'étranger, mieux vaudrait prendre des exemples de politique actuelle (car la crise des prix bas est terminée dans le monde et plus particulièrement en France) que de politique passée (lorsqu'on s'efforçait de lutter contre la dépression économique). Or, l'Angleterre et les États-Unis, dont on invoque l'exemple en faveur de l'open market, sont précisément en train de montrer la préoccupation, toute inverse, de freiner l'expansion du crédit. Ces deux pays prennent chaque jour des mesures pour stériliser l'or dont ils deviennent acquéreurs.

La Banque d'Angleterre suit, en cette matière, une méthode assez curieuse qui donne un exemple vivant de la sagesse dont elle fait preuve dans le domaine monétaire.

Lorsque le Fonds d'égalisation des changes a épuisé sa réserve de livres sterling, pour absorber l'or qui se présentait, il est obligé, afin de se réapprovisionner en monnaie anglaise, de vendre de l'or à la Banque d'Angleterre. Il se trouve que celle-ci n'a pas réévalué son stock d'or à la suite de la dépréciation de la livre. Passons sur la différence radicale qui existe entre cet usage et ce qui a été fait par les pays continentaux (pour lesquels la réévaluation périodique du stock d'or a été un moyen facile, mais ruineux, d'alimenter le Trésor public...). Quoi qu'il en soit, lorsque la Banque achète l'or du Fonds d'égalisation, elle lui remet des livres à leur ancienne parité-or, c'est-à-dire 85 shillings pour 1 once au lieu de 140 shillings qui serait le cours du jour. Il en résulte déjà que la monnaie créée en contrepartie de l'or entrant est très inférieure à la valeur de cet or.

Cela n'a pas suffi à la Banque d'Angleterre qui fit, le 15 décembre 1936, un achat d'or de 107 millions de livres au Fonds d'égalisation. Au taux de l'ancienne parité, la Banque ne devait créer que 65 millions de livres au lieu de 107, mais pour ne pas imprimer de billets nouveaux qui auraient pu être la base d'un pullulement de monnaie bancaire, le Gouvernement décida de payer ces 65 millions, à concurrence de

5 millions en billets et de 60 millions en bons du Trésor Ces bons étaient détenus par la Banque d'Angleterre depuis 1926 et ils lui avaient été remis en contrepartie de la prise en charge des billets émis pendant la guerre par le Trésor britannique.

On reconnaîtra la ressemblance qui existait entre des bons de cette espèce et ceux qu'en 1928 le Trésor remit à la Banque de France sous le nom de « Bons de la Caisse d'Amortissement ». On peut ainsi comparer les politiques suivies : en 1928, la France opérait à l'instar de l'Angleterre ; en 1936, la Banque d'Angleterre vend les bons qui lui ont été remis ; et il est question pour la Banque de France non pas de vendre ceux qu'elle détient, mais d'en absorber de nouveaux.

Les États-Unis ont des préoccupations monétaires analogues à celles de l'Angleterre. Le Fonds d'égalisation n'agissait jusqu'à ces derniers temps que par des interventions irrégulières pour maintenir l'équilibre du marché. La circulation de l'or étant interdite, le Trésor devenait acquéreur des lingots et remettait à ses vendeurs des certificats d'or qui pouvaient être négociés. Les détenteurs de certificats devenaient alors possesseurs de billets ou de dépôts dans les Banques fédérales, génératrices de disponibilités. L'introduction d'or provoquait donc une multiplication automatique de crédit.

Depuis le mois de décembre 1936, le Trésor fédéral a voulu stériliser les entrées d'or et il a décidé que l'or serait payé au moyen de bons du Trésor qui seraient remis aux Banques affiliées aux lieu et place du métal ou des certificats d'or. Le système bancaire américain est ainsi mis complètement à l'écart du mouvement de l'or. Aucune inflation de crédit n'est à redouter à la suite de son importation et aucune modification massive et irraisonnée n'est prévisible du fait de son exportation.

Telles sont les mesures que prennent ces deux pays pour adapter leur économie aux conditions du moment. S'il fut une époque où, pour lutter contre le marasme des affaires, on pouvait imaginer de prudentes injections de crédit reconstituant les dépôts en banque, le monde reconnaît qu'aujourd'hui les termes du problème seraient plutôt inversés et qu'en tous cas

le remède monétaire, s'il a été indispensable, a produit toute son efficacité, au point même que la continuation de son usage deviendrait pernicieuse.

***

La situation en France est donc parfaitement claire. L'open market a eu son heure d'utilité dans certains pays et cette heure est provisoirement passée. Il ne semble pas que ce système d'interventions monétaires ait jamais été opportun pour la France. Mais il est en tous cas certain qu'aujourd'hui il ne correspond à aucun besoin visible ou latent de notre marché monétaire.

La régularisation du loyer de l'argent par l'open market est une arme à double tranchant qu'il faut manier avec pondération et en l'absence de toute arrière-pensée politique ou de toute pression gouvernementale. L'avenir du franc est déjà suffisamment préoccupant pour qu'on n'ajoute pas de nouvelles raisons de crainte. On peut espérer que les enseignements des mois passés serviront dans le domaine monétaire comme ils ont servi dans bien d'autres domaines économiques ou politiques. Le Gouvernement paraît avoir aujourd'hui une vue des choses beaucoup plus réaliste qu'au mois de juin. Le contact des événements quotidiens, la révélation rapide de l'absurdité de certaines idéologies qui n'étaient bonnes qu'à passionner les foules, ont donné des leçons qui ne semblent pas avoir été toutes perdues.

Le franc a déjà été la victime désignée des premières erreurs commises. Il semble probable que le Gouvernement ne voudra pas de gaîté de cœur en commettre d'autres qui viendraient ajouter leur poids aux conséquences déjà suffisamment lourdes d'une expérience économique incomparablement plus périlleuse que ses auteurs ne l'avaient annoncée.

ED. GISCARD D'ESTAING

L'EXPOSITION
BLAKE ET TURNER

Il existe depuis l'an dernier en Angleterre une société, fondée sur l'initiative de lady Chamberlain qui s'est donné pour mission de resserrer, par le moyen de l'art et de la littérature, les liens entre la France et l'Angleterre et qui a organisé récemment, à Londres, une exposition de peintres français dont le succès a été considérable. Un comité s'est formé à Paris pour créer une société correspondante, l' « Association franco-britannique Art et Tourisme » dont le président d'honneur est le maréchal Pétain, le président M. de Peyerimhoff, les principales animatrices la comtesse André de Fels et, pour la section des arts plastiques, la comtesse Aymar de Dampierre. Elle manifeste aujourd'hui son activité en nous montrant à la Bibliothèque Nationale un choix d'aquarelles et de gravures de William Blake et de Turner. Deux grands noms de l'art anglais à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe; deux hommes dont les ouvrages, différents de ceux de leurs contemporains, sont célèbres mais qui n'ont pour ainsi dire pas été vus ici. Peu de Français d'ailleurs connaissent Blake qui présente pour eux quelques singularités assez étonnantes. Quant à Turner, tous ceux à qui les musées de Londres sont familiers ont admiré, avec ses tableaux, ses aquarelles; mais celles-ci, conservées chez des particuliers ou dans des collections publiques qui n'avaient jusqu'ici pas le droit de les prêter à l'étranger, n'ont jamais franchi le détroit. Le choix fait, avec le goût

qu'on lui connaît, par M. Campbell Dodgson, qui a été longtemps conservateur du Cabinet des estampes et dessins au British Museum, est donc pour Paris une nouveauté de la plus rare qualité.

Je ne sais si, en appelant Blake à être un des premiers messagers de l'art anglais en France, « Art et Tourisme » s'est souvenu qu'il aimait l'esprit de liberté des Français (malgré leur rationalisme, car le rationalisme lui faisait horreur) et qu'une lettre adressée par lui, un peu avant le traité d'Amiens, à son ami Flaxman le désigne pour être un des parrains de la Société. « La paix, écrivait-il, ouvre la voie à de grandes choses. Le règne de la littérature et des arts commence. Bénis soient ceux qui seront trouvés attachés à la littérature et aux œuvres qui servent l'humanité et la civilisation. J'espère que la France et l'Angleterre seront dorénavant comme un seul pays et que leurs arts seront unis. »

Le ton de ces quelques phrases laisse déjà pressentir que Blake n'est pas un artiste comme les autres. C'est un fait dont il faut bien se persuader avant d'aborder ses ouvrages, si l'on veut y pénétrer. Né en 1757, l'année où Swedenborg eut la vision qui lui annonçait la naissance d'une ère nouvelle— il a été toute sa vie convaincu de se trouver en communication avec le monde invisible, dont celui-ci n'est que le symbole. Poète, et grand poète quand une mythologie trop nuageuse ne vient pas gâter ses vers, il croyait fermement que ses poèmes lui étaient dictés : « Je ne suis qu'un secrétaire, écrit-il; les auteurs sont dans l'Éternité. » Peintre, il avait la certitude que les images qui se formaient dans son esprit étaient réelles : « Je suis ivre de vision intellectuelle chaque fois que je prends une plume ou un crayon », et ailleurs : « je vois à travers mes yeux, non avec ».

Nourri de la Bible et de Swedenborg, favorisé de visions dès son enfance, il eut de très bonne heure la vocation impérieuse de la peinture. Son père, un bonnetier de Londres, ne la contraria pas; il envoya l'enfant dans une école de dessin en vogue. Blake passa ensuite chez le graveur Basire où il acquit la pratique du burin. Comme la singularité de son esprit lui créait des difficultés avec ses camarades, son maître

W. BLAKE. — UNE PAGE D' « AMERICA ».
Impression en couleur (1793).

le chargea d'exécuter des dessins d'après les sculptures du moyen âge, à l'abbaye de Westminster, pour un ouvrage d'archéologie. Cette fréquentation solitaire de l'art médiéval eut sur lui une action si profonde qu'elle demeura sensible jusqu'à la fin de sa vie.

A cette première influence vint s'en ajouter une seconde, celle de Michel-Ange, qu'il ne connut malheureusement que par de mauvaises reproductions. Ce sont les monuments de Westminster qui lui fournirent ses draperies; c'est de la Sixtine qu'il tira son répertoire de formes pour la représentation du corps humain, car il a toujours eu une instinctive aversion pour l'étude d'après nature qui, disait-il, contrariait ses visions. Son mysticisme ne constitue pas une exception dans l'Angleterre du XVIIIe siècle où les adeptes de Swedenborg ou de Saint-Martin, de Mesmer ou de Cagliostro, étaient plus nombreux qu'ailleurs; autour de lui, le célèbre sculpteur Flaxman était théosophe, le peintre Varley spirite, le miniaturiste Cosway plus ou moins sorcier. Ce qui est exceptionnel c'est que son mysticisme ait conditionné son art.

Il vécut presque constamment dans la pauvreté, ne cherchant à faire aucune concession au goût de ses contemporains. Il demeurait sans cesse dans un monde idéal. Quelques amis, qui l'aimaient pour son caractère ou l'admiraient pour son art, lui permirent de vivre sans de trop grandes privations en lui achetant ou lui commandant des ouvrages. En 1787, il avait épousé une femme sans instruction qu'il forma lui-même; elle ne cessa de l'aider et de le soutenir. Somme toute, il fut heureux.

Ses premiers vers parurent en 1783; ils sont très loin de la poésie de son temps et tout pénétrés du lyrisme des élisabethains. En 1789, il éditait les *Chants de l'Innocence*, que M. Laurece Binyon nomme justement « un des trésors de la poésie anglaise », par un procédé qu'il inventa — lui, croyait le tenir de l'esprit d'un frère très aimé qu'il avait perdu deux ans plus tôt; — texte et illustrations sont gravés à l'eau-forte en relief. Blake les dessinait sur le cuivre avec un vernis de sa composition; après morsure, ces traits restaient seuls en relief; la planche de cuivre pouvait se tirer comme un bois. L'artiste imprimait ses pages en couleur et les enluminait ensuite à la

main. Il publia de la même manière tous ses ouvrages, jusqu'aux derniers de ces « livres prophétiques » dans lesquels est exposée sous une forme mythique sa conception du monde.

Dès le début sa philosophie était formée. La divine pureté des *Chants de l'Innocence* n'exprime qu'un côté de l'âme de Blake. Le *Mariage du Ciel et de l'Enfer*, d'un an postérieur, dévoile la pensée qu'il n'a fait que développer par la suite dans ses « livres prophétiques »; il eût fait frémir d'horreur ses compatriotes s'ils l'avaient lu. Satan et les démons n'y sont pas opposés à Dieu comme le Mal au Bien, mais seulement comme l'Énergie (ou l'Instinct) à la Raison. Et Blake est partisan de l'Instinct contre la Raison qui a créé les lois, les religions tyranniques, et forgé les chaînes qui tiennent l'humanité en servitude. Il admet cependant que la Raison et l'Instinct sont tous deux nécessaires, parce que, sans contraires, il ne peut y avoir de progression ni par suite de vie. Le « Mariage » du Ciel et de l'Enfer explique la coexistence nécessaire de ces forces opposées. Mais la Raison, dans cette conception de l'univers, n'a qu'une utilité du même genre que la matière dans l'univers néo-platonicien : elle est l'antagoniste indispensable au développement de l'élément supérieur. C'est un renversement complet des valeurs admises et, en particulier, une négation du Christianisme.

Néanmoins Blake parle du Christ et du Sauveur. Mais il n'entend pas ces mots dans le sens habituel. De même que l'Ancien Testament n'est pour certains mystiques chrétiens qu'une préfiguration du Nouveau, de même, pour Blake, l'Évangile est une figure de l'Évangile éternel, où tout homme est lui-même le Christ, pourvu qu'il s'affranchisse par l'Imagination (faculté maîtresse) des liens mortels qu'impose la Raison. L'Imagination nous libère de l'Espace et du Temps; elle accorde l'Amour et l'Intelligence; elle nous « rachète » et nous ouvre l'Éternité.

Ces idées que je viens d'indiquer — trop sommairement pour être tout à fait exact — Blake les a laissé entendre dans une forme poétique encore naïve et fraîche (le *Mariage* est presque entièrement en prose) dans les *Chants de l'Expérience* (1794), qui forment comme un volet de diptyque opposé aux *Chants de l'Innocence*; mais il s'était déjà créé pour exprimer

sa pensée une mythologie (qu'il tenait pour une « révélation »), mtyhologie si complexe qu'elle rend difficile l'intelligence des « écrits prophétiques ». Je ne saurais, sans m'étendre, exposer même imparfaitement l'histoire d'Urizen, de Luvah, de Tharmas, d'Urthona et de leurs émanations. Cela n'est d'ailleurs pas nécessaire pour apprécier, du point de vue de l'art, les aquarelles et les gravures exposées à la Bibliothèque Nationale. L'essentiel est d'avoir présent à l'esprit que Blake, qu'il traduise picturalement ses propres mythes ou qu'il illustre les œuvres d'autrui — les *Nuits* d'Young (1795-1797), le *Sépulcre* de Blair (1804-1806), *le Livre de Job* (1821) ou la *Divine Comédie* (1825 à 1827, année de sa mort), — demeure un visionnaire pour lequel le monde spirituel qu'il imagine est le seul véritable.

Formé chez un graveur, ayant fait son éducation personnelle en dehors des ateliers de peintre, il n'a jamais été habile à la peinture à l'huile, dont la technique, qu'il possédait mal, l'a toujours gêné. Il est dessinateur, graveur et enlumineur à l'aquarelle, plutôt qu'aquarelliste.

Ses gravures sont de deux sortes. Les unes sont exécutées par le procédé classique du burin, mais en s'affranchissant des tailles croisées en usage de son temps; les meilleures, celles qu'il a faites pour le Livre de Job, s'apparentent pour la liberté et la délicatesse du trait aux gravures du début de la Renaissance. Les autres sont ces gravures à l'eau-forte en relief dont il a été question plus haut et qui ont servi à l'édition de ses livres : spécimens uniques dans l'art du livre, comme le fait remarquer la préface du catalogue, puisque Blake est à la fois l'auteur, le dessinateur, le graveur et l'imprimeur. L'Exposition renferme quelques pages originales et plusieurs excellents fac-similés. Dans les premiers ouvrages, les teintes sont pures, fraîches et claires comme la poésie qu'elles accompagnent : elle font penser, sans qu'on sache au juste pourquoi, à une matinée de printemps, à une prairie semée de fleurs et humide encore de rosée. Dans les derniers les couleurs deviennent plus aigres ou plus lourdes et s'apparentent à l'orageuse obscurité des poèmes, où seuls quelques passages nous apparaissent comme des rayons perçant l'opacité des nuées. Leur accord, il faut l'avouer, n'est pas toujours plaisant : Blake

W. BLAKE. — DANTE ET VIRGILE DEVANT LA FOSSE DE SOUFFRANCE.

Dessin aquarellé pour *l'Enfer*. Ch. XXIX (1825-1827).

leur attribuait une valeur symbolique et leur harmonie sensible était à ses yeux secondaire. Les mêmes observations s'appliquent aux dessins aquarellés. Mais, presque partout, le charme ou la grandeur de l'invention sont assez saisissants pour que notre imagination se laisse toucher par celle du peintre, sans trop discuter sur ses moyens.

Ceux-ci, quoi qu'en disent les admirateurs enthousiastes de Blake, restent imparfaits. Le corps humain tient dans son œuvre une place prépondérante, et, malheureusement, les formes des corps sont souvent monotones et pesantes. Les mêmes attitudes, les mêmes gestes reviennent comme des formules; les figures ont quelque chose d'académique et de gauche qui contraste avec l'impétuosité de son génie.

Cela n'a rien que de compréhensible. Blake ne s'intéressait pas au monde des apparences. Il a peu dessiné d'après nature. Lorsqu'il voulait matérialiser ses visions, ce qui lui venait à l'esprit ce n'étaient pas des formes vivantes connues par une étude attentive, mais des souvenirs, nécessairement un peu figés, du Moyen âge ou de Michel-Ange. Un jour qu'on lui demandait dans quelle langue lui parlait Voltaire — il déclarait s'entretenir quotidiennement avec l'esprit des hommes illustres — l'artiste répondit : « En français sans doute, mais à mon sens c'était de l'anglais; » de même ses visions se traduisaient, sans qu'il en eût conscience, dans le seul langage pictural dont il disposât.

A un moment de sa vie, il s'est bien rendu compte de ce qui lui manquait. Il a essayé de s'approprier l'expérience du vrai que possédaient ce Rubens, ce Titien dont il devait plus tard abhorrer le « naturalisme ». Mais il s'aperçut vite que l'effort — entrepris trop tard — était inutile. Il se cacha à lui-même sa défaite en proclamant que cet essai était une tentation mauvaise, qu'il y avait antinomie irréductible entre les visions et la nature. Plusieurs lettres de 1802, adressées à son ami Butts (un des quelques admirateurs fidèles qui lui achetaient ou lui commandaient des dessins), témoignent clairement de cette crise. Il se réjouit d'avoir pu enfin rejeter les agréments « pittoresques » des Vénitiens et des Flamands et d'être revenu aux principes qui l'avaient guidé dans sa jeunesse : « Simplicité de la couleur, continuité de la ligne ».

Ce sont là, en effet, les caractéristiques de ses meilleures œuvres. Il a parfois un sens merveilleux de la fluidité des lignes et de leur enchaînement, en harmonie avec le rythme poétique de sa vision intérieure.

La place me manque pour analyser tel ou tel ouvrage, même pour citer les principaux. Tout visiteur qui voudra bien se mettre en état de « sympathie » (cela est nécessaire) distinguera facilement ceux où le peintre et le poète sont d'accord. Il n'a pas été possible d'obtenir de leur possesseur la céleste apparition de l'*Échelle de Jacob*, ni la redoutable et triple *Hécate*, accroupie au seuil de sa caverne, ni le char de feu d'*Élie*, et l'angélique *Rivière de vie* n'est représentée ici que par une reproduction. A leur défaut, j'attirerai seulement l'attention sur deux ou trois compositions caractéristiques des divers aspects de Blake. Cette page d'*America* dans laquelle deux enfants nus dorment blottis contre un gros mouton blanc, sous un arbre aux branches frêles où perchent des oiseaux, est, en dehors du symbole qu'elle renferme — l'Amour charnel et l'Amour spirituel unis dans la nature innocente, — de la plus candide et de la plus exquise poésie. Qui croirait qu'elle date de 1793? La gravure qui montre le Seigneur parlant à Job tandis que « les étoiles du matin chantent toutes ensemble et que les fils de Dieu crient de joie » est enflammée d'un enthousiasme divin. Cette illustration de la *Divine Comédie* qui représente Dante et Virgile gravissant la blanche montagne du Purgatoire par un chemin en corniche au-dessus d'une mer sombre scintillant sous la lune, avec ses grandes lignes tranquilles et ses pâles couleurs, respire la sérénité des stances qui l'ont inspirée. Et je crois bien que Blake est le seul qui n'ait pas été tout à fait inégal aux visions de l'*Enfer*. Botticelli a fait quelques dessins admirables pour le *Purgatoire* et le *Paradis*, mais il imagine mal l'horreur du séjour des damnés. Au contraire une aquarelle comme celle où l'on voit Dante et Virgile, silhouettes verticales sur un étroit rocher, vertical aussi, dominant « la fosse de souffrance », que ferment des collines sombres et d'épaisses nuées d'où sortent des clartés de feu, se fixe dans la mémoire et acquiert, avec le recul du souvenir, une saisissante et tragique puissance.

Devant des ouvrages tels que ceux-là, qui ne sont que des exemples choisis entre beaucoup d'autres, on souscrit sans peine au jugement de M. Laurece Binyon, un des hommes qui ont le mieux compris Blake, étant lui-même poète de grand talent : « La flamme qu'il met dans ses personnages, son pouvoir créateur de vie, d'envolée et de mouvement compensent ses éternelles répétitions et son dessin hâtif ». Pour peu que nous soyons de bonne volonté, c'est-à-dire que nous y mettions un peu du nôtre, Blake nous emmène, dans ses meilleurs jours, jusqu'au cœur de ce monde où il vivait et qui n'est pas celui des sens.

***

Comme on aime assez chez nous à comparer l'art des autres pays au nôtre (ce qui, je crois, est en général un exercice inutile), on considère volontiers Blake comme un précurseur à la fois du symbolisme et du surréalisme. Je ne pense pas qu'il y ait de lien direct entre lui et ces deux mouvements; qu'il ait eu cependant des préoccupations qu'ont eues, à leur tour, sous une forme différente certains artistes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, on ne le saurait le contester.

Mais on dit fréquemment aussi de Turner, dont les œuvres accompagnent celles de Blake à la Bibliothèque Nationale, qu'il est un précurseur des impressionnistes. Et ceci me paraît beaucoup moins vrai. Assurément, à mesure que Turner avançait dans sa carrière, il a donné de plus en plus d'importance à la lumière et par là, si l'on veut, il a un point de contact avec eux. Mais il a très rarement travaillé d'après nature et il n'a pas du tout considéré que le jeu des couleurs créé par la lumière à la surface des choses fût l'objet principal de la peinture. Il a toujours été profondément intéressé par la structure des formes dans la nature et par l'espace. La lumière n'a été pour lui qu'un moyen d'exprimer un sentiment intime. Quelle que soit la hardiesse avec laquelle il l'a utilisée, au fond, son état d'esprit était beaucoup plus proche de celui de Claude Lorrain que de celui de Claude Monet.

L'Exposition ne nous montre que des dessins, des aquarelles et des gravures. Mais, si grande que soit la beauté de ses

plus beaux tableaux, ce n'est pas trahir Turner que de le représenter comme on l'a fait ici. Il est tout autant lui-même dans ces feuillets que dans les peintures à l'huile. Je ne sais s'il ne l'est pas davantage : la distance est moindre de l'émotion éprouvée par le peintre devant la nature aux études rapidement tracées et lavées de couleurs transparentes sur le papier qu'aux grandes toiles où la longueur du travail et les reprises risquent d'affaiblir la sensation première. Turner est, du reste, un dessinateur et un aquarelliste admirable.

Le choix qui nous est apporté a été très bien fait, tant au British Museum (qui possède presque toutes les esquisses) que dans les collections privées où se trouvent la plupart des aquarelles achevées. On peut donc suivre ici le peintre depuis ses débuts jusqu'à la fin, c'est-à-dire vers 1845 : il est mort en 1851, mais durant ses dernières années sa santé était devenue mauvaise, sa vue avait baissé et il ne faisait plus guère d'aquarelles.

Il est né en 1775. Très jeune il travailla chez le graveur Smith à colorier des estampes; c'est là qu'il connut Girtin, qui devint son ami et qui eût put être son rival s'il n'était mort très jeune. Plus tard, il entra chez un architecte pour lequel il fit des relevés de monuments, enfin à l'École de la Royal Academy. Son succès fut rapide. Il exposait à l'Académie dès 1790. A vingt-deux ans, il était associé à cette Compagnie, à vingt-sept, il en était membre. Tableaux, aquarelles destinées à la gravure se succèdent sans relâche. Turner travaillait beaucoup et vivait fort retiré; il s'enrichit vite. Cela lui permit de garder chez lui les tableaux qu'il préférait et presque toutes ses études. En sorte qu'après sa mort la Nation, à laquelle il avait légué son atelier, se trouva posséder un grand nombre de toiles magnifiques, avec plusieurs milliers de dessins et d'aquarelles qui, étant les plus libres, sont les plus belles.

Turner avait débuté dans l'aquarelle « topographique », c'est-à-dire les vues de monuments et sites dessinées avec une précision extrême et relevées de teintes discrètes : on peut en voir deux à l'exposition qui datent de 1793. Il dut à cet apprentissage une connaissance approfondie tant des formes naturelles que de celles de l'architecture, en sorte que ses ouvrages les plus hardis et les moins appuyés conservent

toujours, sous une désinvolture apparente, le sentiment juste des lignes essentielles et des volumes.

Peu à peu, son coloris prend plus de diversité. En 1802, la paix d'Amiens lui permit, comme à une foule de ses compatriotes, un voyage en France et en Suisse. De cette époque date *la Mer de Glace* qu'on peut voir ici : peu de couleur, une grande aisance de main, un sentiment à la fois pittoresque et profond de la grandeur alpestre. Il se soumettait encore docilement à l'objet. Mais il n'allait pas tarder à montrer qu'il pouvait, en interprétant la réalité, utiliser la lumière pour traduire son émotion, à la manière de Claude Lorrain. C'est de 1807 que date le *Soleil dans la brume*, le plus ancien des deux tableaux qu'il a voulu voir exposer à la National Gallery auprès d'un tableau de Claude : cette volonté prouve la nature de son ambition. Une autre preuve en est fournie par le *Liber Studiorum*, commencé cette même année, dans lequel il a cherché à faire concurrence au *Liber Veritatis* du paysagiste français : il exécuta une série de dessins très poussés, dont il grava ensuite lui-même le trait à l'eau-forte et fit terminer les gravures à la manière noire par des spécialistes. En fait, le cahier de Claude n'est qu'un recueil de dessins pour ou d'après ses tableaux, avec leur date et le nom de celui qui les a commandés, destiné à servir au peintre de memento personnel; il n'a été gravé qu'au XIXe siècle en Angleterre. Le dessein de Turner était plus ambitieux; son « livre » est une vue générale sur la nature tantôt étudiée pour elle-même, tantôt conçue comme cadre à des scènes de la Bible ou de la fable. Les dessins sont fort beaux — on en peut juger par les deux qui se trouvent rue de Richelieu, un tournant de la Tamise près de Richmond et « la 5e plaie d'Égypte »; — les eaux-fortes ne le sont pas moins; elles ont, dans le trait, une simplicité, une valeur expressive, dignes des plus grands maîtres. Je les préfère aux gravures terminées (bien que celles-ci donnent seules une idée complète de la conception de Turner), qui sont souvent sombres et chargées.

Cette compétition directe avec Claude, où Turner n'est pas le vainqueur, dura quelques années, mais fort heureusement il ne s'y arrêta pas : dans un paysage tout anglais comme l'admirable *Somer Hill* d'Edimbourg (1811), l'influence du

maître ancien est déjà complètement assimilée, et bientôt il ne reste plus de Claude chez Turner que la présence du soleil, mais un soleil devenu éclatant et que nul encore n'avait tenté de peindre.

Certaines aquarelles du milieu de sa carrière lassent un peu par la minutie et l'accumulation du détail. Il paraît avoir pensé au goût des acheteurs. L'habileté, la variété de l'exécution sont extraordinaires; pourtant combien je préfère les simples études! Celles-ci sont très différentes les unes des autres. Les études destinées à la gravure, pour laquelle Turner a presque constamment travaillé de 1820 à 1840, n'ont que peu de ressemblance avec les notations personnelles qu'il accumulait dans les cartons. Les dessins pour les « Rivières de France » exécutés entre 1830 et 1836 (dans lesquels les figures et les monuments tiennent autant de place que les cours d'eau) sont sur papier gris, avec des rehauts de gouache et de couleurs vives; ils contiennent plus de charme et d'esprit que de poésie.

Le vrai Turner, celui qui reste inimitable, est le Turner des aquarelles rapidement lavées. Ce Turner-là existe derrière l'autre dès le début du XIXe siècle, mais il se manifeste surtout à partir de 1830. Ici, il ne pense plus à l'acheteur, ni au graveur, seulement à lui-même. C'est le plus profond de sa sensibilité qu'il exprime. Les vues de Venise, du lac de Genève ou des Quatre Cantons, avec leur trait de crayon léger et précis, leurs teintes transparentes, juxtaposées, fondues ou superposées sont des évocations qui tiennent également de la vérité et de la féerie. Turner élimine bien des choses, il en sous-entend beaucoup d'autres, mais la mise en place est toujours exacte, les formes, les plans, l'espace sont suggérés d'un trait juste; le moindre accent du dessin n'est que la transposition d'une note vraie. C'est la couleur qui tient du rêve, car elle est le reflet de l'âme changeante du peintre.

Turner ne la posait pas d'après nature; il ne faisait devant elle que l'esquisse au crayon; rentré à son hôtel, il ajoutait l'aquarelle. Le sentiment éprouvé dans la journée — si variable d'un jour à l'autre — avait eu le temps de s'abstraire de la vision immédiate, sans cependant se refroidir. Bien plutôt il s'est exalté, il s'exprime dans toute

sa force, dans sa lyrique pureté. Et comme il donne magiquement l'essor à notre imagination!

***

Ni un Blake, ni un Turner ne peuvent avoir d'élèves : la vertu de leurs œuvres est incommunicable. Mais Blake avait pour ami Fuseli dont les dessins ont parfois une certaine analogie avec les siens. Dans ceux qu'on nous a apportés, la ressemblance est toute de surface. Ce qui fait la beauté des Blake, c'est une qualité spirituelle. Fuseli a une bizarrerie d'arrangement qui ne déplaît pas et une sorte d'agrément sensuel. Il ne va pas au delà.

Je ne sais pourquoi Flaxman, ami aussi de Blake et passionné comme lui pour la « continuité des lignes », ne figure pas ici. On a fait place seulement à des œuvres de trois artistes dont la jeunesse a entouré la vieillesse de Blake et qui ont subi son ascendant. Les Anglais en font grand cas. Je trouve du charme aux dessins et aux eaux-fortes de Palmer. Mais il use avec bien de la monotonie des arbres aux cimes arrondies, des troupeaux de moutons et de la lune. Les estampes de Calvert sont d'une délicate beauté; malheureusement, en avançant en âge, il est tombé dans la plus banale mythologie. Ce qui me touche le plus dans ce groupe est un burin de George Richmond, qui fut plus tard connu comme portraitiste : ce *Berger*, d'une grâce ravissante, est tout pénétré d'esprit virgilien; par la qualité du trait, par le mélange qu'il présente d'élégance italienne et de poésie septentrionale, il fait songer aux planches les plus séduisantes de Jacopo de Barbari.

PAUL ALFASSA

LE CONCERT ET LE BALLET

M. Ricardo Viñes chez Pasdeloup. — Ce petit homme noiraud comme un grillon d'Espagne, agile et vigoureux, alliage bizarre de sang-froid et de fougue, de sérieux et d'humour, félicitons-le d'avoir si peu changé depuis la mémorable soirée de la « Société Nationale de musique » où les Parisiens firent connaissance, grâce à lui, avec la suite délicieuse de Claude Debussy, *Pour le piano*, chère aujourd'hui à tous nos mélomanes. Et quelle bonne fortune de le retrouver aux Concerts Pasdeloup, sur la scène de l'Opéra-Comique!

M. Ricardo Viñes perpétue à nos yeux, par un phénomène des plus enviables, le personnage de sa jeunesse. L'image en demeure tellement pareille qu'elle se passe de retouches au bout de trente-cinq ans. Rien n'inspire confiance autant que cette immunité bienheureuse. Comme on se sent à l'abri des désillusions auprès d'un virtuose si merveilleusement privilégié par la nature! Et notre conviction s'achève en certitude à l'instant où M. Ricardo Viñes aborde le clavier. A peine en effleure-t-il les touches, et déjà elles lui répondent avec un empressement harmonieux.

Ce dimanche 22 novembre 1936, M. Viñes a choisi en peintre et en poète les compositions de son pays qu'il veut nous faire entendre. *La Nuit dans les jardins d'Espagne* de M. Manuel de Falla doit lui servir de préface. Vient ensuite la *Rhapsodie espagnole* d'Isaac Albeniz, dans la brillante parure d'orchestre qu'a ciselée M. Georges Enesco pour cette œuvre de jeunesse. Là-dessus, un hommage à l'Albeniz du XVIIIe siècle,

à don Mateo, claveciniste impénitent qui s'obstinait, malgré la vogue du forte-piano, à écrire pour son instrument favori : cette *Sonate en ré* est un parfait échantillon de sa manière. Et pour finir, quelques fantaisies assez brèves, pages d'album où MM. J. Turina et F. Mompou sont passés maîtres, bluettes, esquisses prime sautières, coquettes, pailletées de lueurs scintillantes comme ces petits orchestres qui jadis se promenaient à travers la péninsule avec leurs guitares, leurs triangles, leurs castagnettes et leurs tambours de basque.

Un programme aussi franchement national est-il à Paris une exception? Pas en ce moment, à coup sûr, car les allusions à l'Espagne foisonnent depuis la réouverture des concerts. Cela ressemble presque à un mot d'ordre. Madame Teresina ne dansait-elle pas ici même, voilà seulement huit jours, la curieuse *Sardaña de la Santa Espina* d'un Catalan fort bien doué, M. Enrique Morera? Et le même dimanche, environ la même heure, l' « Orchestre Symphonique de Paris » n'offrait-il pas aux habitués de la salle Pleyel, outre l'*Iberia* d'I. Albeniz, la plus jolie grappe de nouveautés en fleurs? Jugez-en plutôt. Il y avait là, pour nos hispanisants, les *Scènes d'enfants* de M. F. Mompou, orchestrées par M. Alexandre Tansman, *El Viaje definitivo* de M. S. Bacarisse, *Granadina* de M. Joaquin Nin, puis la *Corza bianca* et la *Nina que se va al mar*, deux romances de M. Ernesto Halffter, ce compositeur que l'inoubliable Argentina nous révélait naguère. Le goût du jour se manifeste partout. Et quand le répertoire d'au delà les Pyrénées s'épuise, nos associations de concerts ont recours aux offrandes musicales que l'Espagne a reçues du dehors en des temps moins troublés. Quel renouveau de gloire pour Debussy! Il triomphe sans fin avec sa grande fresque d'orchestre en trois tableaux, *Iberia*, avec ses ravissantes pièces de piano, *Soirée dans Grenade*, *Puerta del Vino*, *Sérénade interrompue*. L'enthousiasme n'est pas moindre pour M. Maurice Ravel. Son *Heure espagnole*, sa *Rhapsodie espagnole* reviennent sur l'affiche, imperturbablement, comme son *Alborada del Gracioso* et sa *Pavane pour une infante défunte*, comme son *Bolero* et ses *Chansons de Don Quichotte*. Le public réclame en outre le *Capriccio espagnol* de Rimsky-Korsakow, la *Symphonie espagnole* de Lalo, et surtout *España* de Chabrier,

la pétulante et radieuse *España*. Qui l'eût cru? Il accepte jusqu'à la *Rhapsodie espagnole* pour orchestre et piano de Liszt, élucubration romantique assez pâle sur les *Folies d'Espagne* et la *Jota aragonesa*. Mais rien ne peut rebuter son énorme appétit. M. Henri Busser confie-t-il aux Concerts Lamoureux son *Traslos montes*, où la flûte, le hautbois, la clarinette exaltent les Asturies, l'Andalousie et l'Aragon avec la verve d'un Théophile Gautier; la « Société des Concerts » a-t-elle emprunté au théâtre de M. Raoul Laparra certain prélude de la *Habanera*, le succès, si l'on en juge par les applaudissements, prend des allures d'apothéose.

Pareille orgie de couleur locale, le retour sempiternel d'airs et de rythmes issus du même folklore, ne manquent pas de provoquer, tôt ou tard, la satiété. On le sait bien. Mais qu'y faire? Ainsi le veut l'exigeante actualité dont nos contemporains sont esclaves. Ne lui obéissent-ils pas aveuglément? Ne lisent-ils pas chaque matin dans leurs journaux les communiqués rivaux de Burgos et de Valence? Les cinémas, la télégraphie sans fil, les périodiques illustrés, les reportages à grand fracas des envoyés spéciaux, ne les plongent-ils pas à toute heure dans l'enfer de la lutte fratricide qui ensanglante l'Espagne? Bien entendu, nous dit-on, le public s'attend à retrouver au concert l'écho de ses préoccupations obsédantes.

Défions-nous pourtant de cette argumentation. Si quelques mélomanes prétendent se reconnaître dans la musique ainsi qu'en un miroir, ils ne forment qu'une minorité. On écoute le plus souvent la musique pour ne pas s'écouter vivre. Observez plutôt ceux qui l'invoquent. Avec quelle ferveur ne la supplient-ils pas de les arracher à eux-mêmes! Entre tous ses bienfaits, aucun ne leur paraît plus délectable que la suppression du Temps amer. Elle excite, comme le vin, comme l'opium, mais d'une ivresse bien plus légère, car son vertige et ses transports mêmes composent un enchantement très pur, elle excite chez eux des passions imaginaires qui rendent la vie tolérable en la faisant oublier. Elle est inépuisablement prodigue en illusions et en métamorphoses. Pourquoi donc nos amateurs s'en iraient-ils chercher au concert les tristes analogies du réel? Ils s'en gardent bien, en vérité. Si

la poésie de circonstance les laisse froids, l'élément actuel leur est tout autrement à charge dans la musique.

Comme les malheurs de la patrie blessent un artiste au plus sensible, M. Ricardo Viñes, en ce temps de calamités extrêmes, n'a reparu sur l'estrade que pour rendre hommage à son pays. Cependant l'Espagne compte aujourd'hui plusieurs virtuoses qui, dans les mêmes circonstances, ne lui feraient pas moins d'honneur, chacun suivant les ressources de son tempérament et de sa technique. En réalité, la véritable supériorité de M. Ricardo Viñes est ailleurs, et c'est bien à celle-là que devrait s'attacher un programme, le programme d'un concert parisien. Ne l'oublions donc pas : le nom de M. Ricardo Viñes reste lié au souvenir des maîtres français dont il fut, entre la fin du siècle dernier et la guerre de 1914, l'interprète par excellence. Il a servi leur cause avec une générosité sans bornes. Alors que M. Maurice Ravel, fort jeune encore, ne laissait pas d'être discuté, il fallait voir comme M. Viñes s'ingéniait à prévenir les critiques, à désarmer la malveillance, à conquérir sans cesse de nouveaux adeptes en leur présentant avec mille raffinements de timbres et de nuances la *Pavane pour une infante défunte*, *Jeux d'eau*, la *Sonatine* ainsi que les plus étonnantes réussites des *Miroirs*. Debussy, lui, appréciait infiniment chez ce virtuose un esprit affranchi des vaines terreurs, c'est-à-dire des préjugés d'école, une sensibilité voilée et néanmoins frémissante. Il avait été séduit, mieux que cela, émerveillé par la vélocité et la précision extraordinaires avec lesquelles M. Viñes jouait, le 11 janvier 1902, la *Toccata* de *Pour le piano*. A la suite de cette prouesse, il l'adopta, on peut bien le dire. Et voilà comment M. Ricardo Viñes eut l'honneur de révéler tour à tour aux Parisiens, presque toujours à la « Société Nationale », ces recueils devenus célèbres : *Estampes*, où *Jardins sous la pluie* furent bissés d'enthousiasme, *Masques*, l'*Isle joyeuse*, les deux cahiers d'*Images*, — on sait que la plus chatoyante de ces esquisses, *Poissons d'or*, porte en épigraphe le nom de l'interprète, — et puis enfin, entre 1911 et 1913, deux sélections des *Préludes*.

Cette floraison tardive et d'ailleurs passagère évoque pour nous désormais un Paradis perdu. Les exécutions modèles de

la « Société Nationale » survivent tout au plus dans notre souvenir, hélas! puisque les générations nouvelles, ne leur en déplaise, ont tant de mal à comprendre ces textes. Chose triste à dire, mais dont il faut néanmoins se convaincre : une tradition musicale a la vie terriblement courte. Quelques lustres à peine, et là-dessus éclatent on ne sait quelles révolutions souterraines, irrémédiables, pendant lesquelles le sens des chefs-d'œuvre s'oblitère ou s'évanouit. En lisant telle page d'hier, un virtuose d'aujourd'hui commet d'abord vingt contresens. Malgré des prescriptions formelles, il commence par déplacer les accents, les rapports de tons, les valeurs expressives, amollissant les contours, ailleurs les soulignant, au mépris de tout équilibre. Est-il un art épuré, subtil, qui puisse résister à de tels d'attentats? Nos étourdis ont beau protester de leur ferveur pour Debussy, on ne s'en doute guère à les entendre. Par bonheur, M. Ricardo Viñes est toujours là. Revenons-lui donc le plus souvent possible. Puisqu'il garde intact le trésor dont il fut le premier dépositaire, puisque les recommandations du maître lui sont invariablement présentes, nul n'est mieux qualifié pour rendre témoignage. Pourvu qu'il s'y prête, ces harmonies déjà presque défuntes ressusciteront sous ses doigts; elles retrouveront leurs couleurs, leurs parfums, leurs attraits mystérieux, toute leur lointaine jeunesse. Et voilà ce que nous regrettions, l'autre jour. Ce miracle nous faisait cruellement défaut. Nous en éprouverions une mélancolie durable, sans l'espoir que le drame espagnol sera dénoué à la prochaine visite de M. Ricardo Viñes. Les esprits n'en seront plus hantés, et nos concerts ne manqueront pas de demander à l'artiste une audition de musique française.

***

« *Christophe Colomb* » *à Paris.* — Plus heureux que nous, des voyageurs privilégiés avaient pu aller entendre à la « Staatsoper » de Berlin, en mai 1930, l'opéra en vingt-sept tableaux de MM. Paul Claudel et Darius Milhaud, *Christophe Colomb.* Au retour, ils en avaient fait l'éloge. Les uns, gonflés de joie et d'importance, s'enorgueillissaient d'avoir découvert un chef-d'œuvre. Les autres, de jugement plus avisé, tâchaient

de distinguer entre le poème dont ils aimaient la sève, les images puissantes et familières, et la partition, à laquelle ils prédisaient un rayonnement que n'ont pas toujours obtenu les grandes entreprises musicales de M. Darius Milhaud. Et certes, qu'une œuvre française eût mérité à Berlin cent répétitions d'orchestre, sans compter le travail des choristes, cela seul passait déjà pour une action d'éclat.

Nos critiques d'avant-garde avaient pronostiqué chez M. Darius Milhaud, à peine la guerre finie, un tempérament de chef. Il était alors le premier des « Six ». A ce titre, il régnait sur une jeunesse turbulente, avide de recueillir l'héritage de ses aînés, et sa production personnelle apparaissait l'une des plus copieuses et des moins négligeables en ce temps peu fertile en merveilles. A défaut de vraie grandeur, elle avait l'ampleur et l'abondance. Elle s'imposait, elle s'impose toujours par la masse, et l'on sait quelles vertus bienfaisantes s'attachent maintenant à ce vocable.

Dix ans après, le musicien d'Aix-en-Provence entrait à Berlin en vainqueur, enseignes au vent, tambours battants, trompettes sonnantes; et là-dessus nos mélomanes, en rapprochant maints témoignages, essayaient de se représenter l'aspect extérieur de son opéra-oratorio. Ils croyaient presque le voir, étagé sur trois plans scéniques, avec son vaste écran où le cinéma projette les images comme sur une toile de fond, ses armées de figurants dont la multitude ajoute aux prestiges des décors et des costumes; ils entendaient les commentaires de l' « explicateur » qui nous aide à suivre le drame jusqu'en ses prolongements allégoriques...

On parla de ces hardiesses tout un printemps. Et comme la notoriété du compositeur se rehaussait infiniment par la gloire du poète, les Parisiens comptaient que ce *Christophe Colomb* leur serait montré un jour sur la scène de leur plus grand théâtre lyrique. Mais deux ans s'écoulèrent. Après quoi le bruit se répandit que l'Opéra allait mettre à l'étude, non plus le *Christophe Colomb* de M. Darius Milhaud, mais son *Maximilien*. La substitution fut malheureuse. Et, naturellement, depuis cet échec, *Christophe Colomb* n'a pu courir sa chance à l'Opéra.

Ce n'est donc pas au théâtre que nous avons fait connais-

sance avec l'œuvre déjà célèbre de MM. Paul Claudel et Darius Milhaud. Elle nous fut révélée à la salle Pleyel, le 6 décembre 1936, par l' « Orchestre Symphonique de Paris » sous la direction de M. Pierre Monteux. Audition remarquable en elle-même, grâce à la chorale de la « Schola Cantorum » de Nantes, dont la cohésion et la souplesse font honneur à sa présidente, madame Le Meignen, grâce aussi à d'intrépides solistes, parmi lesquels nous avons distingué madame Lise Daniels, MM. Endrèze et José de Trévi. Ce bel orchestre, ces chanteurs, l'auditoire les encourageait par son attitude empressée et recueillie, en sorte qu'une bonne volonté infinie semblait régner de part et d'autre. Si la déception n'a pu néanmoins être évitée, c'est que sans doute la salle Pleyel remplit mal les conditions voulues. Le plus beau concert de Paris ne saurait donner un reflet des représentations de Berlin. Et sans parler du poème, la musique de M. Darius Milhaud, ni cantate ni symphonie, requiert impérieusement le théâtre. Hors de son cadre natal, elle dégénère, elle dépérit. Voilà bien les arguments que les fidèles se hâteront d'énoncer, et que l'on aurait tort peut-être de rejeter sans examen.

Tout en souscrivant très volontiers à des réserves si légitimes, nous n'en avons pas moins laissé à la salle Pleyel nos illusions les plus flatteuses. Après ce concert, il nous devient impossible en effet de tenir *Christophe Colomb* pour un chef-d'œuvre musical. Non que la première partie ne soit riche en promesses. A travers le *Processionnal* et la *Prière*, alors même que le divin coup d'aile se fait attendre, on a foi dans le compositeur, on se persuade qu'il a du souffle. Ses idées restent musicales, dans la mesure où le permet un système impitoyable. Leur solennité s'accorde en apparence aux magnifiques élans du drame, tout comme leur crudité à ses accents naïfs et populaires. La progression des tableaux confine au pathétique. Nous finissons, nous autres modernes, par nous demander comme les sujets d'Isabelle la Catholique, avec une émotion proche de l'angoisse, s'il existe vraiment d'autres mondes. Au reste, M. Darius Milhaud traite les masses chorales de façon très personnelle. Qu'il pratique un art plus avisé qu'inspiré, que cet art soit voyant, tout d'ostentation et de façade, trop préoccupé du cinéma et de la radio, nous

l'admettons; mais du moins ces défauts sont compensés quelquefois par des nouveautés savoureuses. Ainsi le discours, le simple discours humain, enté sur le chant, mais toujours rythmé avec force et soutenu par la batterie, prend çà et là une valeur insolite. L'*Orestie* de M. Darius Milhaud avait beau nous préparer à ces effets, ils trouvent ici une application plus ingénieuse.

Hélas! toutes ces qualités de détail sont compromises par l'esprit de système. Ces chœurs si bien conduits, ils reposent en définitive, et l'on ne tarde pas à en frémir, sur une discordance fondamentale. Ces voix luttent désespérément contre un orchestre qui prétend les ignorer : qu'elles s'agitent, qu'elles se déchaînent ou qu'elles rentrent dans le calme, les instruments n'en ont cure. Entre ces deux groupes, à la lettre, point de commune mesure. Une incompatibilité sans merci les sépare à jamais. Pour M. Darius Milhaud, il semble que « polyphonie » égale toujours « cacophonie ». On commence par faire bonne contenance, avec l'espoir que ses baroques expériences d'acoustique prendront fin tout à l'heure; mais plus elles se prolongent, plus on se convainc avec horreur qu'il s'agit d'un parti-pris absolu et féroce. Enfin, après deux heures et demie de ces exercices, on se dit que M. Darius Milhaud a précisément cette persévérance diabolique à laquelle un bon théologien ne fait jamais miséricorde. Au regard de cette partition inhumaine, les plus cruelles fantaisies de M. Igor Strawinsky sont pleines d'aménité.

A supposer même que nos sens admettent enfin cette conception de la musique, on relève entre les deux actes de *Christophe Colomb* une disparité choquante. Nous avons dit que le commencement offre certains avantages qui peuvent faire illusion. Il n'en subsiste rien aux dernières pages. Ici, l'invention se révèle d'une misère désolante. A mesure que les remplissages succèdent aux remplissages, ces mornes et inutiles chevilles nous comblent de lassitude. Si général est l'appauvrissement que les dimensions elles-mêmes s'en ressentent. A telles enseignes que l'hymne d'apothéose qui devait s'épanouir avec une irrésistible majesté se réduit à un *alleluia* difforme, tronqué et rabougri. Non

certes, ce n'est pas ainsi que finissent les chefs-d'œuvre.

Quelques auditeurs frivoles sont partis avant l' « ouverture des portes éternelles ». En effet. Mais disons bien aussi, pour rendre hommage à la vérité, que beaucoup d'autres ont su tenir, et que, malgré l'heure tardive, leur présence s'est manifestée jusqu'au bout par des applaudissements frénétiques. Pas un coup de sifflet intempestif n'est venu troubler leurs actes de foi, leurs serments d'aveugle et indéfectible adoration, par delà toute fatigue, par delà toute souffrance. Réjouissons-nous-en : les doctrinaires ont des amis passionnés que la moindre contradiction risque de transformer en fanatiques. Or, jamais l'endurance et la résignation n'auront montré une physionomie aussi enthousiaste que ce jour-là.

***

Envois de Rome. — M. Raymond Loucheur est un artiste heureux. Il avait conquis ce premier grand prix de Rome que des musiciens comme Saint-Saëns et Paul Dukas ont vainement postulé. Et voici que ses envois de la Villa Médicis trouvent chez M. Paul Paray une prompte compréhension et la sympathie la plus active. Trois morceaux, inscrits le 13 décembre 1936 au programme du Châtelet, donnaient à ce concert l'aspect d'un « festival Raymond Loucheur ».

Reste à savoir si l'orchestre Colonne a bien servi le jeune lauréat en nous administrant le même jour, coup sur coup, trois de ses compositions. *Défilé*, mouvement symphonique d'un caractère sportif, gagnait-il vraiment à être suivi des *Trois duos* pour soprano et mezzo-soprano ainsi que d'une *Symphonie*, considérable tout au moins par ses dimensions, dont les Parisiens ne connaissaient que deux parties sur quatre? Il est permis d'en douter. Ces épreuves ont l'inconvénient de mettre en lumière la monotonie d'une pensée et d'une technique dont les moyens sont trop souvent modestes. Ou bien encore, danger plus grave, elle dénonce le manque de tempérament, la passivité avec laquelle un artiste se soumet à des injonctions diverses et contradictoires, sa dépendance un peu servile par rapport à la mode. Ne reconnaît-on pas ici le défaut caractéristique de la génération récente?

Les disques, puis la T. S. F., ont créé un besoin factice, mais tyrannique, de bruit, d'un bruit quelconque, à volonté, besoin étranger à l'amour de la musique puisqu'il en est exactement le contrepied. Ayant tourné les manettes de leur T. S. F., ces forcenés se pâment. Il leur plaît que leur habitation devienne comme une gare monstrueuse où passent à toute heure, avec un bruit d'enfer, pareils à des rapides, aux grands trains internationaux, les mille orchestres du monde. N'importe quelle musique leur est bonne désormais, le bruit devenant pour eux une simple habitude, un désir physique ou bien une manie, comme le tabac ou les stupéfiants. Et l'on pense bien que l'art, c'est-à-dire le goût et le style, c'est-à-dire l'homme, ne comptent pour rien dans leurs délices. On aboutit ainsi à une indifférence plus dangereuse pour les musiciens que ne l'était pour Lamennais l'indifférence en matière de religion.

Le public des Concerts Colonne, nerveux, impulsif et de tout temps porté aux démonstrations énergiques, venait d'applaudir les *Trois duos* et *Défilé*, quand soudain il refusa d'en faire autant pour la *Symphonie* de M. Raymond Loucheur. En particulier, les deux premiers morceaux, *tempo di marcia* et *allegretto scherzando*, provoquèrent ce que les comptes rendus des Chambres appellent en leur pudique langage des mouvements divers. Sans doute, après le *larghetto affetuoso*, où le musicien revient tout d'un coup aux disciplines contrapontiques, ces véhémentes réactions s'apaisèrent à la surface, mais les esprits demeurèrent troublés jusqu'en leurs profondeurs.

Que s'était-il donc passé? M. Raymond Loucheur avait irrité les auditeurs, croyons-nous, par les disparates de son vocabulaire. Le public avait ressenti devant un bizarre pêle-mêle où tout paraissait fortuit, arbitraire, momentané, interchangeable, ce malaise dont nous avions souffert nous-même en présence de telle autre symphonie contemporaine, qu'elle fût signée de M. Marcel Delannoy ou du regretté Pierre-Octave Ferroud. L'indifférence hautaine et vraiment paradoxale avec laquelle certains compositeurs accumulent dans leurs édifices sonores des matériaux qui ne peuvent logiquement coexister, n'est-elle pas une tare spécifique de notre époque?

On a vu s'effondrer l'une après l'autre, sans bruit, de pauvres Tours de Babel en pisé ou en torchis. Qu'importe! ces grossières superpositions ne rappellent en rien, dans leur genre, les compromis ingénieux qu'un Mendelssohn, un Schumann, un Brahms, un Saint-Saëns avaient rêvé d'établir entre la tradition classique et les aspirations originales du romantisme. Aucun ordre spirituel, aucun souci de conciliation harmonieuse ne préside à cet assemblage d'éléments hétéroclites. A l'éclectisme trop usé, nos merveilleux ont préféré l'incohérence. Libre à eux, mais se sont-ils bien trouvés de leur choix? En tout cas, le public des Concerts Colonne, insensible au brillant orchestre de M. Raymond Loucheur, a témoigné clairement que ces envois de Rome n'étaient pas à son goût. Telles ne sont pas les nourritures qu'il vient chercher d'habitude aux concerts symphoniques.

***

« *Promenades dans Rome* ». — A l'Opéra, transporté depuis peu au Théâtre des Champs-Élysées, on attendait avec curiosité, voire avec impatience, le ballet nouveau, *Promenades dans Rome*. M. Jean-Louis Vaudoyer n'a-t-il pas conçu le plus joli spectacle que nous aient légué les Ballets russes? Depuis le *Spectre de la rose* où Nijinsky et la Karsavina obtinrent, grâce à lui, leur féerique rendez-vous avec Théophile Gautier, Weber et Berlioz, on n'ignorait pas qu'il avait donné à M. Alfredo Casella un *Couvent sur l'eau*, dansé en 1925 à la Scala de Milan. Mais pour les trop nombreux Parisiens qui avaient dû renoncer au voyage, le *Spectre de la rose* était demeuré un petit chef-d'œuvre chorégraphique sans lendemain. Il appartenait à M. Jacques Rouché, parmi tant d'autres inspirations judicieuses ou plaisantes, de ramener enfin M. Jean-Louis Vaudoyer chez Terpsichore en l'invitant à se concerter avec un musicien de talent, du plus agréable savoir et de bonne race, M. Marcel Samuel-Rousseau.

Promenades dans Rome, que ce titre ne fasse pas trop rêver à Stendhal! Vraiment, il n'y a ici aucune arrière-pensée, aucune intention de pastiche. A la Ville Éternelle et à ses environs, le scénario emprunte simplement de quoi flatter

nos regards, ce qui a chance de fournir au musicien et aux danseurs quelques-uns de leurs prétextes favoris. Tout au plus nos Stendhaliens pourraient-ils donner pour épigraphe liminaire à *Promenades dans Rome*, ballet en quatre tableaux, une phrase où s'exprime à ravir le dandysme bon enfant de leur maître : « Cet itinéraire n'aura donc point le pédantisme nécessaire... »

De pédantisme, nulle ombre dans la musique pimpante et si fraîche de M. Marcel Samuel-Rousseau. Rien de tendu chez ce contemporain de M. Darius Milhaud. Cet ancien prix de Rome n'a point les yeux involontairement fixés sur le baromètre de la mode musicale, comme son cadet M. Raymond Loucheur. Dieu merci, il ose être lui-même, tout de bon, et sans plus. Comme il ne se soucie pas outre mesure de ses devanciers, il a évité de nous offrir des réminiscences de ces modèles illustres, par trop illustres, *Carnaval romain* de Berlioz, *Symphonie italienne* de Mendelssohn, *Impressions d'Italie* de M. Gustave Charpentier. S'il a consulté avec soin le folklore italien, jamais érudition moins pesante. En fait, les mélodies et les danses de là-bas n'ont plus de secrets pour lui, si bien que ses idées s'épanouissent d'elles-mêmes en saltarelles ou tarentelles. Quand par exemple M. Noré, à la voix caressante, vient moduler un de ces airs demi-pâmés où la musique se rapproche du roucoulement voluptueux des tourterelles et, bien loin d'en faire mystère, s'en explique avec une naïve impudeur, nos mélomanes sourient à peine, tellement cet intermède se trouve ici bien à sa place. Ainsi naissent entre les artistes et l'auditoire des sentiments de confiance, une belle humeur, qui sont pour beaucoup dans la fortune de ce ballet sans prétentions, et d'autant plus enchanteur.

Soyons-en bien sûrs : c'est en se promenant à travers Rome, de souvenir, avec M. Marcel Samuel-Rousseau, son musicien, et M. Decaris, son peintre de décors, autre prix de Rome, que M. Jean-Louis Vaudoyer, nourri lui-même dans le renom des prix de Rome, a trouvé sans effort cette donnée intermédiaire entre la féerie enfantine et le vaudeville, sur laquelle M. Serge Lifar, à son tour, est venu broder sa chorégraphie la plus heureuse. Seul un spécialiste pourrait énumérer les pas, les jeux de scène, toutes les figurations piquantes

que M. Lifar a composés pour cette famille de touristes anglais qui nous entraînent d'abord avec eux un matin dans les faubourgs de Rome, puis à la Villa d'Este, s'y laissent complaisamment ligoter par des brigands calabrais, de manière à ne rien ignorer des émois de la vie italienne, puis, après une nuit plutôt fraîche dans la campagne, sont délivrés comme il se doit par leurs amis et reviennent en triomphe à Rome pour s'y donner, proche le Forum de Nerva, le régal d'une magnifique saltarelle.

Comment rendre le charme d'une atmosphère où Léopold Robert vient doucement rejoindre Hubert Robert? Louera-t-on mademoiselle Lorcia d'être une jeune fille essentiellement romaine, franche, robuste, sans rien de ces Espagnoles par trop fringantes, moitié libellules, moitié scorpions? Mais il faudrait également signaler mademoiselle Kergrist, exquise en « jeune Anglaise » aux langueurs vaporeuses, et mademoiselle Simoni qui s' « embrigande » à ravir sous la lune, dans le tableau de l'enlèvement et du repaire nocturnes. Et ce serait justice, à la condition de ne pas omettre non plus ce sylphe, M. Serge Peretti, éveillé comme une potée de souris, et tout à fait impayable en son costume à carreaux doublé de jaune citron. Comment s'y reconnaître? La critique perd ses droits parmi cette abondance de biens. Un tel embarras nous remet en mémoire le vieux dicton méridional et culinaire :

Aile de perdrix, cuisse de bécasse, toute la grive.

Il est des cas, en effet, où l'analyse demeure perplexe, incapable de faire un choix. Oui certes, n'en doutez point, *Promenades dans Rome* de MM. Jean-Louis Vaudoyer et Marcel Samuel-Rousseau, c'est bien vraiment : *toute la grive!...*

CONSTANTIN PHOTIADÈS

LA SITUATION POLITIQUE

Au Parlement, rien de nouveau — ou du moins si peu de faits nouveaux qu'ils n'offrent guère matière au chroniqueur. La situation que nous analysions le mois dernier, pendant que les Assemblées consacraient au vote du budget les journées des 22 et 23 décembre, ne se modifie pas sensiblement et les semaines passent sans que l'on puisse voir plus clair dans l'avenir.

Comment, d'ailleurs, n'être point frappé du ralentissement, de la quasi-suspension de toute vie parlementaire? L'autre matin, un journal écrivait que la Chambre avait abandonné le vote par tête, pour revenir au vote par ordre des États Généraux de 1789 : il y a beaucoup de vrai dans cette boutade. Les projets du Gouvernement, même les plus techniques, sont votés par discipline de parti, sans le minimum d'examen et de discussion qui s'imposerait, au point que la Chambre devient un organe d'enregistrement comme le Reichstag, aux derniers jours de sa peu glorieuse histoire.

Et le Sénat? Il a manifesté certaines velléités d'indépendance, il a obtenu quelques satisfactions de forme ou de procédure, mais au fond il a laissé passer dans la loi à peu près tout ce qu'il avait condamné dans les projets du gouvernement. L'assemblée doyenne attend et se réserve, le jour où elle sentirait dans le pays un courant d'opinion contre le Gouvernement, elle n'hésiterait sans doute pas devant le geste fatal, mais d'ici là, elle se retranche dans une attitude qui est beaucoup plus de réserve bougonne que de critique

agissante; tout cela peut durer très longtemps. Certes, le discours présidentiel de M. Jeanneney a été d'une extrême sévérité à l'égard des méthodes du gouvernement, mais ce discours du 19 janvier n'apparaît-il pas plutôt comme un rappel de principes destiné à couvrir l'attitude conciliante du Sénat pendant le dernier débat budgétaire que comme une menace précise pour l'avenir?

Revenons à la Chambre. L'opposition a l'air de renoncer à la lutte politique en présence des majorités massives qui s'opposent à toutes ses initiatives, il est d'ailleurs curieux de constater que les rares escarmouches qu'elle engage sont menées soit par de jeunes députés dont l'autorité a besoin de grandir, soit par des hommes trop marqués à droite pour que leur action soit efficace. Comment n'être pas frappé de la réserve des leaders du Centre et du Centre Droit? M. Piétri et M. Paul Reynaud, sur le plan doctrinal, ont fait une sévère critique des conceptions financières de M. Vincent Auriol, mais ni eux, ni M. Flandin, ni M. Mandel n'ont cherché à empêcher le vote de tel ou tel article de la loi de finances. Il est pourtant bien évident qu'ils ne croient pas au succès de l'expérience du Front Populaire; ils attendent donc qu'elle soit condamnée en bloc par les faits. Cette attitude est peut-être la plus logique, en face d'un gouvernement issu d'une mystique et appuyé sur des masses populaires plus sensibles aux faits qui les touchent directement qu'aux arguments, mais si elle devenait de règle les Assemblées délibérantes ne seraient plus que des observatoires où l'on étudierait avec l'œil désintéressé du savant les indices de la production et la courbe du chômage et où l'on enregistrerait les résultats.

Du côté des radicaux, la gêne persiste, la fausse situation où le parti se trouve commence à être sensible aux moins avertis. En effet, si le gouvernement réussit dans son entreprise, le mérite n'en reviendra pas aux radicaux qui n'auront joué qu'un rôle de seconds, et à qui l'on reprochera de n'avoir pas essayé de réaliser, quand ils étaient ou paraissaient les maîtres, les réformes que M. Blum a fait voter. Si, au contraire, l'expérience échoue, et si pour les raisons que nous venons d'énumérer, on ne tire les conséquences pratiques de cet échec que lorsqu'il sera patent, indiscutable, et lorsque chaque

électeur pourra le constater, ne sera-t-on pas fondé à demander aux députés et aux ministres radicaux comment ils se sont associés jusqu'au bout à une entreprise dont, mieux informés que le grand public, ils auraient dû prévoir plus tôt la fâcheuse issue? Dans la pratique, je le sais bien, les dilemmes se présentent rarement avec autant de rigueur, l'alternative *échec ou succès* admet plus d'une solution intermédiaire, mais quelle que soit la solution, il paraît bien que les radicaux ont laissé échapper leur heure en ne profitant pas, pour reconquérir leur primauté, de l'occasion qui s'offrait à eux après le Congrès de Biarritz. Le sentent-ils? Faut-il voir dans ce sentiment la raison de la faible activité de leur groupe à la Chambre des Députés? Ne peut-on penser aussi que les vieilles rivalités des chefs radicaux continuent moins visibles, mais tout aussi profondes qu'autrefois, et que ces divergences de tendances suffisent à neutraliser l'action de leur parti? Enfin, la nomination de M. Georges Bonnet comme ambassadeur à Washington écarte pour six mois de la bataille parlementaire un des radicaux qui s'étaient montrés le moins favorables à la politique financière du Cabinet. Il n'en faut quelquefois pas davantage pour freiner dans un parti une tendance naissante à l'opposition.

Les socialistes sont encore dans l'euphorie. Leur admiration pour M. Léon Blum a quelque chose de touchant : dans ce groupe où il y a tant de manuels et de demi-intellectuels, l'intelligence et la culture du Président du Conseil lui valent un prestige assez comparable à celui du roi ou du sorcier dans les sociétés primitives. Il faudrait non pas une déception mais cinquante pour que son autorité fût entamée. Cependant, à l'extrême gauche du parti, les militants de tendance révolutionnaire commencent à s'impatienter de voir M. Blum s'engager dans la voie d'un réformisme qu'ils jugent pâle et timoré; leur mystique rudimentaire les fait rêver encore au grand soir, et leur impatience se traduit souvent par des discours ou des initiatives qui doivent gêner le Président du Conseil et exaspérer son ministre des Finances.

L'attitude des communistes est plus intéressante à observer. Aux élections d'avril, les communistes avaient polarisé bien des mécontentements, on avait voté pour eux contre la

politique de déflation et d'économies, et leur ralliement en sensationnelles affiches à la tradition patriotique de la Révolution Française leur avait valu des sympathies chez l'ouvrier, le petit commerçant et le travailleur des champs. Que reste-t-il aujourd'hui de cette vague de popularité? Sur les huit élections partielles qui ont eu lieu, à la suite de décès, d'invalidations ou de démissions, il y en a sept où des candidats communistes sont entrés en lice, le relevé des voix qu'ils ont obtenues permet d'instructives comparaisons.

Dans le XVIe arrondissement de Paris, le candidat communiste, M. Chassac, avait obtenu 1 213 voix, M. Ledoux, à l'élection partielle où a été élu M. Chiappe, n'en obtient que 732. A Riom, dans le Puy de-Dôme, M. Diot avait eu 4 239 voix aux élections générales, il se représente et tombe à 2 714. En Normandie, à Vire, M. Gachet passe de 560 à 264 suffrages; à Bordeaux, M. Vincent, de 953 à 614; à Lapalisse, M. Villonnet avait eu 3 459 voix en avril, il n'en garde que 2 282 en décembre; à Lille, M. Manguine recule aussi de 2 608 à 1 857 voix. Seule l'élection d'Orthez échappe à cette tendance générale : là, le candidat communiste, M. Seguet, qui avait eu 197 voix, monte à 219, mais quand il s'agit de chiffres aussi faibles, représentant deux ou trois électeurs par commune, on peut admettre le jeu de hasards locaux ou de circonstances particulières. Additionnons ces chiffres : en six mois, les communistes sont tombés de 13 229 voix à 8 662, soit un recul de plus de 30 p. 100.

Sommes-nous en droit de généraliser et d'admettre par le calcul des proportions que si demain des élections générales avaient lieu, les communistes perdraient 500 000 voix environ? Les résultats que nous venons de récapituler ne permettent pas, en bonne méthode, d'aller si loin, car, si différentes que soient les régions où l'on a voté : le Nord ouvrier et le Paris bourgeois, l'Auvergne et la Normandie, la Gironde et l'Allier, toutes ces circonscriptions présentaient un trait uniforme, les communistes n'y avaient pas été vainqueurs aux élections générales et même ils avaient fait partout, sauf dans le Puy-de-Dôme, assez médiocre figure. Rien ne dit au contraire que, là où ils sont forts et bien organisés, les communistes connaissent un semblable déclin, c'est ainsi qu'aux élections munici-

pales complémentaires de Paris, ils ont conservé leurs positions. Néanmoins, une chose paraît sûre; s'il est impossible d'affirmer que les communistes perdraient de 30 à 35 p. 100 de leurs électeurs, on peut parier en tout cas qu'ils ne retrouveraient pas leurs 72 sièges dans une nouvelle consultation électorale.

Ce déclin de la Section Française de l'Internationale communiste tient à des causes multiples dont la première doit être cherchée dans les variations politiques auxquelles nos communistes ont été contraints par les directives de Moscou. Les militants ont peine à suivre les exercices de haute école où les rédacteurs de l'*Humanité* sont passés maîtres. On peut croire également que la propagande des communistes en faveur de l'intervention en Espagne a écarté bon nombre de sympathisants et ce qui nous confirme dans cette idée, c'est le changement de tactique de la fraction parlementaire, qui, après s'être abstenue en décembre dans le scrutin sur la politique étrangère, a fait un pas de plus et a apporté des suffrages au gouvernement dans le vote du projet interdisant les envois de volontaires en Espagne. En même temps les campagnes d'excitation ouvrière cessaient, les usines occupées étaient évacuées sans grandes difficultés, si bien qu'à l'instant où nous écrivons il n'y a plus dans toute la France qu'un nombre insignifiant de grévistes et que l'agitation sociale a disparu, laissant le gouvernement en face des problèmes d'ordre financier et économique dont il peut chercher la solution sur le plan technique, dans une relative liberté de mouvement qui contraste agréablement avec l'effroyable chantage qu'il a subi au mois de juin du fait de l'extrême gauche.

Peut-on croire que le parti communiste laissera longtemps le champ libre à un gouvernement dont il sait très bien que la politique étrangère ne tend pas vers cette alliance militaire avec la Russie que la IIIe Internationale a réclamée jusqu'ici? Ou bien faut-il admettre, comme certains indices récents, assez vagues jusqu'ici, ont pu le faire supposer, que la Russie est sur le point d'abandonner ce système diplomatique et que, désormais, envisageant une détente avec Berlin, elle attacherait beaucoup moins d'importance au

resserrement du pacte de 1935 et à sa transformation en une convention plus étroite? Les plans du Kremlin se laissent difficilement réduire en théorèmes satisfaisants pour notre logique occidentale. Constatons le répit laissé par les communistes à un gouvernement qu'ils sapaient méthodiquement il y a un mois, et, sans chercher à savoir si la trêve sera durable, examinons comment se posent devant le gouvernement les problèmes les plus urgents.

***

Au point de vue économique et financier, nous ne saurions entrer dans une analyse détaillée de la situation sans sortir du cadre de ces chroniques. Signalons cependant que, dans les milieux politiques, on a eu l'impression en janvier d'une certaine amélioration de la situation économique. Pour le chômage, le mieux existe, puisque, de septembre à janvier, le nombre des sans-travail n'a augmenté que d'environ 13 000, alors que pendant la période correspondante de l'année passée, l'augmentation saisonnière était de 77 000. Le progrès n'est que relatif, mais il est sensible si l'on songe que l'accroissement du nombre des chômeurs, de 49 694 en décembre 1934, de 30 316 en décembre 1935, n'a été que de 2 954 en décembre 1936. L'indice de la production industrielle qui stagnait en août à 93 p. 100 de la production en 1913 est remonté à 98 en novembre, mais ce chiffre, égal à celui de juin dernier, apparaît encore bien médiocre si on le compare à l'indice de l'année 1930 qui atteignait 140. L'impression favorable que nous enregistrons repose donc plutôt sur la constatation d'une tendance que sur l'appréciation de résultats nettement établis.

Le mouvement des prix n'est pas encourageant. Pour le prix de gros, l'indice général est monté de 372 en juin à 499 en décembre, l'indice des produits alimentaires s'élevant de 395 à 513. L'indice pondéré des prix de détail, qui donne une meilleure idée de ce que le public appelle le prix de la vie et qui traduit assez exactement ce que chacun de nous peut constater dans ses achats quotidiens, s'est élevé pour le quatrième trimestre de 1936 à 495, la moyenne de 1935 étant de

395. Enfin l'indice du coût de la vie établi par la commission régionale de Paris, et calculé sur les dépenses d'une famille ouvrière de quatre personnes, donne pour le quatrième trimestre de 1936 le chiffre de 540 contre 478 pour le dernier trimestre de 1935. Dans son discours de Clermont-Ferrand, le Ministre de l'Économie Nationale a tracé un tableau plein d'optimisme de la situation économique, mais il a signalé que la hausse des prix risquait de poser pour le pays un problème délicat. Nous croyons, nous, que le problème est déjà posé; en effet, la hausse du coût de la vie ne fait évidemment que commencer, car les chiffres que nous venons d'indiquer ne traduisent encore que dans une mesure partielle les effets de la dévaluation et ceux des nouvelles lois sociales. Déjà, pourtant, cette hausse suffit pour annuler l'effet des augmentations de salaires accordées aux ouvriers, et elle place les retraités, les pensionnés, les fonctionnaires, dans une situation bien pire que les décrets-lois Doumergue-Laval contre lesquels se sont faites les élections. Ou nous nous trompons fort, ou nous entendrons bientôt des protestations s'élever de tous les points de l'horizon — dès maintenant la question de l'augmentation du prix payé aux producteurs de blé par l'Office est débattue. Cette revendication du monde agricole est pleinement légitime, car le quintal de blé serait au moins à 170 francs si le commerce était libre, mais tout se tient, et il faudra choisir entre la hausse du pain et des charges nouvelles pour le Trésor.

C'est surtout le problème de la trésorerie qui retient l'attention du monde politique. Il a été exposé avec une rare maîtrise par M. Frédéric Jenny, dans un article publié par le *Temps* le 11 janvier dernier, auquel on nous permettra de renvoyer nos lecteurs. Dans les deux derniers mois de l'année qui vient de s'achever, le Trésor a retiré de la Banque et dépensé plus de 7 milliards et demi; pour 1937, chacun sait qu'il faudra se procurer par l'emprunt une trentaine de milliards. Comment les trouvera-t-on? Des bruits contradictoires, des démentis catégoriques se sont entrecroisés, on a parlé d'une nouvelle dévaluation et M. Vincent Auriol a dit qu'il ne saurait en être question, mais il ne faut pas oublier que la loi qui a autorisé la dévaluation du 26 septembre laisse encore

au gouvernement une marge et que le taux de dépréciation du franc peut être porté de 25 p. 100 à 30 p. 100, ce qui procurerait quelques milliards au Trésor, mais quelques milliards, cela ne signifie que quelques semaines de répit. On a parlé, également devant le démarrage hésitant de l'emprunt en cours, d'emprunts à Londres et à Stockholm; depuis quelques jours le rythme de souscriptions s'est amélioré, mais il est très vraisemblable qu'il sera nécessaire de faire appel au crédit étranger — et par conséquent d'accorder aux prêteurs éventuels une garantie de change. Cela coûte cher parfois. M. Jeanneney a rappelé dans le discours auquel nous faisions plus haut allusion qu'un « endettement indéfini et vertigineux de l'État n'est pas sans émouvoir le pays » et il ajoutait : « Les capitaux ne consentiront à s'employer que dans la stabilité, dans le respect des engagements, dans l'ordre légal ».

Aujourd'hui, comme en 1925, le problème financier domine donc le problème politique. Il serait vain dans l'état actuel des esprits d'attendre des Assemblées une initiative hardie pour renverser la marche des événements. Le gouvernement joue sa chance à va-tout, sur la carte de la reprise économique. Nous ne savons pas comment la partie tournera, mais nous croyons pouvoir affirmer qu'en ce début de la session ordinaire, le Parlement ne songe aucunement à intervenir pour en influencer le cours.

FRANÇOIS LEUWEN

TABLEAUX DE PARIS

JANNIOT TRAVAILLE AU PROCHAIN PALAIS DES BEAUX-ARTS. — Je venais de parcourir, ce dernier vendredi, les constructions du double palais des Beaux-Arts de l'avenue de Tokio, surprenantes par leur ampleur, et j'avais rendu visite, dans un de ces arrangements improvisés, les plus pittoresques du monde, au sculpteur Janniot. Quatre heures sonnantes avant la tombée du jour, (déjà retardée à la mi-janvier), nous regardions, l'un des architectes, M. Dondel et moi, le départ des ouvriers.

Non sans angoisse, et en désignant les compagnons qui s'éloignaient, leur musette à l'épaule, leur casquette de côté sur la tête, l'architecte soupira :

— Songez que je ne les reverrai pas avant lundi matin, que l'Exposition doit ouvrir dans soixante-quinze jours et que — dans neuf mois, — elle aura fermé ses portes!

Dans cette boutade, M. Dondel exprimait des craintes, qu'il eût été bien impossible de ne point partager dans l'immense embrasure de la porte ouvrant à l'angle du palais, sur la rue Gaston-de-Saint-Paul et le quai de Tokio. Les pieds dans des flaques d'eau boueuse, au milieu de courants d'air violents, entre des murailles achevées, mais quasi squelettiques, non revêtues de leur habillement de marbre — ou de staff.

— ... « Je ne les reverrai pas avant lundi! »

Les ouvriers s'éloignaient, mi-joyeux, mi-tristes, traînant un peu la jambe, sérieux et paisibles. Je partageais l'inquiétude de celui qui porte avec son collaborateur M. Aubert, les responsabilités d'une pareille entreprise, — mais en goûtant, une fois de plus la réelle et sereine poésie que fait éprouver, lorsque le ciel se colore au couchant, le cortège de travailleurs ayant accompli, avant le repos mérité, le cycle encore d'une journée. Je ne pouvais malheureusement imaginer, comme je l'eusse souhaité, le retour à la maison, pour ceux qui ne demeurent pas en banlieue ou dont la femme économe et sensible ignore l'art de créer un foyer accueillant. Il y a tant de bistros sur la route!

Les travaux de ces musées jumeaux de l'avenue Wilson et de l'avenue de Tokio nous ont intéressé dès la maquette. D'abord, la réalisation en fut confiée à des artistes réfléchis, hardis, jeunes et ne présentant pas un projet inspiré de l'allemand ni du grec septentrionalisé ni mêlé de tous les styles italiens, comme le fut, par exemple, en son temps, l'Opéra de Charles Garnier.

Comparer également ces constructions nouvelles au composite abracadabrant du Petit et du Grand Palais des Champs-Élysées, — chefs-d'œuvre 1900!

L'étude d'un musée, aujourd'hui, est presque aussi complexe et intéressante que celle d'un hôpital perfectionné. Les chefs-d'œuvre, passés ou présents, doivent être placés dans des conditions heureuses de température, d'aération, d'hygiène, de salubrité, de santé, enfin, comme les enfants, les vieillards, les grands opérés ou les convalescents. Les chefs-d'œuvre sont d'éternels convalescents menacés, des vieillards augustes, auxquels il faut garder un aspect florissant.

Les salles immenses, les galeries conçues pour leur véritable destination, offriront à la Ville un musée adapté aux perfectionnements nouveaux, — s'il n'est point livré à des décorateurs qui oublient trop facilement que la première, la seule *décoration* d'un musée ne saurait être constituée que par les œuvres qu'on y fait entrer, et que tout ce

qu'on y entreprend ne doit concourir qu'à mettre en valeur la statue et la toile exposées.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, les décorateurs ont presque toujours gâché par la surabondance d'ornements l'œuvre qu'ils étaient chargés de parfaire et d'embellir. On conçoit que les Grecs aient laissé aux seuls jeux de la lumière et de l'ombre créés par les corniches et les différents plans de leurs édifices, le soin de les parer. C'est l'*ornement* qui fait dater fâcheusement les édifices, car les proportions et ce qu'on appelle *le plan par terre* n'en sont pas toujours si mauvais qu'on a tendance à le croire.

Plaisons-nous à imaginer que, par des requêtes trop aveuglément imposées, MM. les Conseillers municipaux, Députés, Sénateurs, Ministres, etc., n'aideront pas à transformer ce musée en une morgue de ces sortes d'artistes, doués surtout pour de molles et rêvantes incapacités. Leur absence de talent ne saurait être une recommandation suffisante et ils usent de ce qu'on nomme poliment : *influences*, pour se faire octroyer des commandes qui ne leur permettent même pas de vivre misérablement.

Nous avons gagné dans la cour du Palais, l'angle de gauche, au delà du vaste bassin destiné à refléter ses colonnades. Derrière des abris précaires, des ouvertures garnies de mica, parmi l'enchevêtrement de mâts, d'échafaudages successifs occupés par les praticiens, nous trouvons M. Janniot, près d'un poêle de fonte d'où rayonne une chaleur accueillante.

Le mur, dans lequel une masse considérable de blonde pierre de Bourgogne est encastrée, prend un aspect vivant avec ses parties presque achevées à la base et d'autres encore semblables, pour la couleur et les ondulations, aux sables du Désert sur lesquels le passage du vent a laissé ses empreintes. Il semble que le simoun glisse devant nos yeux, créant sur cette façade, parmi les remous, des fragments de torse, des thorax ou le col allongé et les profils échevelés de chevaux à la course. Cette rafale supposée, derrière les mâts souillés de plâtre, entre des retombées de bâches, vient s'achever en deux

formes humaines déjà parfaites, celles-là, telles que les interprète l'art de Janniot, une femme de profil, *Thalie*, dans une attitude inclinée, ramenée sur soi-même qui fait jaillir du simoun et des mâts, de la pierre et des poussières, une exquise image de la tendresse, quasi-douloureuse, — comme est la tendresse! — et un jeune *Eros* tout ardent, tout soufflé d'inconscience et de vie, qui écarte les jambes en sautant, s'ébat dans un printemps que ne vient suggérer la moindre fleur, devenue inutile.

Janniot, qui travaille depuis deux ans à une fontaine monumentale que la place Masséna de Nice me semble devoir attendre quelque temps encore[1], et qui a sculpté le bas-relief du Monument aux Morts placé dans le rocher, entre la *Promenade des Anglais* et le Port, Janniot qui fouilla, comme jadis les artistes d'Angkor, la pierre effilée des colonnes du Musée de nos possessions d'Afrique et d'Extrême-Orient, à Vincennes, — est un des artistes les plus représentatifs de son temps. Encore insuffisamment connu du public, sa force et la puissance gracieuse d'un génie qui n'est plus de ce temps, lui suffisent. On imagine cet homme tout pareil, devant sa pierre, même en ses vêtements de tricot et de toile, à ses devanciers qui travaillèrent pour Chartres et Reims.

La Critique, — M. Janniot ne semble point s'en douter, — n'a pas exprimé comme elle aurait dû le faire, la valeur, l'originalité de dons si rares pour habiller et rendre vivante une grande surface plane. Peut-être ne s'en est-elle pas encore aperçue? De telles... négligences lui ont fait perdre, ainsi, son influence sur le public, par la faute de trop de « chapelles » commanditées, et que séparent des tranchées comblées de fils barbelés.

La paupière plissée, l'œil bleu, paisible, délicat, nuancé, — philosophe — Janniot nous explique devant les photographies de ses maquettes piquées avec des punaises dans la cloison, — ou, plutôt, il n'explique pas, il dit que les thèmes

1. Une partie en était exposée au centre du Pavillon de France, à l'Exposition de Bruxelles de 1934.

les plus anciens, les plus éternels sont ceux qui ont toujours permis aux plus grands artistes, dans le passé, de témoigner de leur originalité, en renouvelant, précisément, ce qu'avant eux les autres avaient créé, même en s'inspirant des devanciers.

— Vous aurez terminé votre travail?...

Au delà des verrières improvisées dans les bâches et garnies de mica, je désigne l'autre angle du palais qui sera revêtu, lui aussi, des fables de l'Olympe, des déesses et des dieux, auxquels les arts qu'ils protégeaient et les artistes qui fixèrent leur image sous des traits mortels, dans la pierre et le marbre, ont assuré l'immortalité.

— Oui, — dit M. Janniot, dont l'œil cligne et qui enfonce les mains dans les poches de son gros tricot de laine grise de travailleur, — la pierre est déjà dégrossie, là-bas, et il me reste quatre-vingts jours!

Il ne me dirait pas autrement qu'il a devant lui six mois. Mais il désigne aussitôt ses aides et il ajoute :

— Avec ces gaillards-là... Je suis tranquille!

Dehors, nous passons, au confluent des deux escaliers latéraux, au pied du socle sur lequel se dressera *l'Apollon* doré auquel travaille M. Despiau et qui mesure, paraît-il, plus de quatre mètres de haut.

Cet Apollon doré nous fait songer soudain qu'un musée d'art *Moderne* devrait *toujours* — à quelques places d'honneur, offrir aux visiteurs deux ou trois échantillons d'art ancien, de deux ou trois époques différentes, d'une qualité incontestable et qui seraient là des « témoins » précieux — qui rendraient par leur présence, certaines intrusions impossibles, enfin, et maintiendraient une émulation dont on mésestime trop souvent les effets.

Pourquoi créer une barrière entre ce qu'on appelle l'art *ancien* et l'art *moderne?* A quelle époque l'art cesse-t-il d'être *ancien?* A quel moment commence-t-il d'être *moderne?* Qui établit de telles frontières, qui les modifie?

Le temps?

Mais, comme nous l'apprennent les romances russes de l'époque des Tzars, en une manière de conversation angois-

sante, qui se transforme bientôt en rythme de ballet rustique ou princier :

Le temps fuit... La vie est brève...
Pourquoi te presser?

Ne nous *pressons* point de classer les œuvres... Admirons-les, lorsqu'elles le méritent. Et songeons que, devant l'immensité de l'avenir, tout passé, si lointain qu'il paraisse, demeure bien près de nous.

***

M. Édouard Bourdet fait représenter « le Malade imaginaire ». — La salle est bondée d'un public intéressé, non pas celui que nous avons vu si souvent à la Comédie-Française, composé de petits fonctionnaires, auxquels on avait prodigué les places, pour remplir les rangs de fauteuils et qui ne réagissaient guère ou, tout au moins, se croyaient quelque peu en service commandé.

Il a suffi que l'on parlât d'un directeur nouveau, metteur en scène de ses propres pièces avec une rare fermeté, un goût extrême, un sens inné du théâtre, pour que le public reportât sur les spectacles représentés par la Maison, l'intérêt avec lequel il s'attache, depuis longtemps déjà, aux pièces de M. Édouard Bourdet.

Le public accourt, lorsqu'il attend d'une représentation quelque imprévu. Non pas qu'un incident brutal doive se produire, certes, mais il escompte que, dans l'ordre des sensations éprouvées au théâtre, quelque fibre sera plus particulièrement touchée. Le spectateur souhaite que les règles de la composition, l'ordonnance des spectacles subissent, non dans l'ensemble, mais le détail, ces variations qui poussent les mélomanes aux concerts donnés par certains instrumentistes. L'étude, le tempérament, la compréhension leur font interpréter Chopin ou Debussy différemment de leurs concurrents ou de leurs devanciers, et tout en respectant l'écriture, ils savent en faire ressortir les valeurs, les nuances, et, dans les

parties extrêmes d'une composition, atteindre particulièrement à cet extrême avec un brio, une sécurité qui enchantent l'auditeur et lui causent le sentiment d'une découverte, dans un domaine déjà connu.

Dans la baignoire où l'on m'avait reçu, *le Malade imaginaire* — une dame l'entendait pour la première fois, *croyait-elle*, et en découvrait tous les mérites à la suite, dont le principal est de ne jamais vieillir. Le sobre décor exécuté par M. Jean-Michel Franck, — dans lequel on aurait pu s'*amuser* un peu à répandre le désordre de fioles et de linge que doit causer pareil personnage; — le jeu des artistes, M. Laffon, mademoiselle Bretty, M. Dux[1], — était mené avec une ardeur qui renouvelait les traditions, leur restituait la vitalité primitive.

Ainsi, pensait-on, suffit la présence d'*une* volonté dirigeante, d'une personnalité qui ose appeler à elle une collaboration de metteurs en scène, de décorateurs d'une génération nouvelle, qui emploie avec eux le langage de leur temps et connaît leur technique, pour qu'une accélération se marque aussitôt dans le mouvement qui avait perdu sa vigueur. Ainsi, à toute époque, un sang neuf dut venir revigorer les organisations faiblissantes. Ceux qui sont contraints de céder le pas ne doivent point s'en offenser. Ils devraient moins encore en souffrir. Savoir vieillir, se retirer à temps. Ou, plutôt, savoir ne pas vieillir : évoluer, — la sagesse est là. Ce n'est pas la situation qui crée l'homme, — et un homme qui cesse d'occuper une situation peut encore donner sa mesure.

La représentation du 315e anniversaire de la naissance de Molière s'accompagnait, pour la première fois, d'une petite cérémonie, — on pourrait dire qu'elle s'accompagnait d'un geste, — qui produisit une émotion que ceux qui l'ont ressentie n'oublieront point.

Après *le Malade imaginaire*, le rideau s'était relevé, sur la *Cérémonie*. Sociétaires et pensionnaires se trouvaient en grande partie rassemblés, ce qui ne leur arrivait guère depuis

1. Sa mère fut, dans *Tartufe*, à l'Odéon, au temps où M. Antoine déjà rajeunissait le répertoire, une Elmire incomparable, inoubliable.

longtemps. Ils évoquaient ainsi certaines toiles du Foyer des Artistes, sur lesquelles nous voyons groupés les chefs d'emplois et les comparses, dans une apparente et compacte harmonie qui impose par la force qu'elle suppose à la Maison.

Toutes les folies qui ont un peu perdu de leur sel, aujourd'hui que ne se trouveraient dans un théâtre que bien peu de gens parlant encore couramment le latin, comme au XVIIe siècle, tous les mots *latinisés* par Molière, les à-peu-près qui devaient beaucoup amuser de son temps, se déroulaient sur la scène dans un mouvement joyeux.

Brusquement, l'obscurité se fit devant le décor et dans la salle.

M. Laffon, qui interprète le rôle d'Argan, venait de prononcer le mot *Juro* (*je le jure*) dans lequel Molière s'étrangla et mourut, presque aussitôt après l'avoir articulé.

De la place même où nous venions de voir et d'entendre l'artiste qui tenait le rôle de Molière, un autre comédien, M. Dessones, avait pris sa place, à la faveur de la pénombre et s'était dressé, un feuillet à la main. D'une voix sobre, sans effets faciles, il lut à la lueur des chandelles brûlant aux lustres de la scène, les lignes si émouvantes dans lesquelles, comme Caylus pour la mort de Watteau, le sieur de Grimarest nous a narré les derniers moments du mari des Béjart. Il nous semblait entendre quelque récit d'une Passion, non divine, d'une agonie misérable, sinistre, entre des vômissements de sang, quelques gorgées de bouillon (!), la présence affolée de Baron, l'acteur, celle des deux religieuses qui reçoivent le dernier soupir, avant que, demeurée pendant tout ce temps à l'étage inférieur, la femme, l'épouse, daigne enfin paraître, — trop tard.

Ainsi évoquée, devant cette salle bondée et ces artistes rassemblés dans cette obscurité et ce grand silence émouvant, la mort de l'auteur de l'*École des Femmes*, de *Célimène*, du *Tartufe* et du *Malade imaginaire*, celui qui a bafoué les maris trompés, les femmes coquettes, les faux-dévots et les médecins ignorants, prit un relief, je l'ai dit, inoubliable.

Aussitôt le rideau tombé, nous étions dans le bureau du nouvel Administrateur Général qui, en smoking, paraissait

non seulement jeune, ce qu'il est, mais *rajeuni*, parlant familièrement et énergiquement avec le chef de musique, avec le metteur au point du décor, avec le personnel de sa maison, comme s'il était depuis très longtemps en fonction.

Et, peut-être, mon Dieu, non, tout simplement comme un homme qui arrive, au contraire, avec ses idées nouvelles, qu'on n'a pas encore pu lui rogner, lui *javelliser*, pour employer un néologisme, un administrateur enfin que l'*ad-mi-nis-tra-ti-on* n'a pas encore ficelé dans sa routine et qui, — nous le souhaiterions de tout notre cœur, — ne se laissera pas faire et réalisera, dans une grande Maison bien tombée, des réformes et des améliorations, pour lesquelles il n'aura peut-être pas *toute* la Comédie-Française avec lui, mais le public, en masse.

***

Rubens, ses élèves, — et nous. — ... Rubens s'est réservé la blonde diablesse déhanchée qui joue du tambour de basque[1]. Mais, pris par d'autres travaux, il laisse ses élèves terminer leur part de besogne dans le tableau et la bacchante seule n'est qu'ébauchée par van Dyck, d'après l'esquisse.

La panthère, le nègre, et l'un des satyres, exécuté d'après une étude de cinq têtes, qui est à Bruxelles, mais dont l'un de noir devient blanc sur la toile commandée à Rubens, sont de van Dyck, ainsi que les enfants et la femme de droite. On ne saurait dire si Jordaëns ou lui n'ont pas copié le Silène et les Satyres de gauche, sur différentes études pour une toile précédente, — de Rubens, celle-là, — qui se trouve à Munich, aujourd'hui.

Le tableau resterait conventionnel, dans son analogie avec d'autres, sortis du même atelier, — et même vulgaire dans l'application qu'apportent les élèves à dépasser le maître dans ses propres défauts, — si nous ne connaissions cette

1. *La Bacchanale*, prêtée en ce moment par Berlin, à l'Exposition de *Rubens et son temps*, à l'Orangerie des Tuileries.

collaboration si étroite et qui pourrait demeurer indéchiffrable sans les études du nègre de Bruxelles et les preuves que l'on a des travaux exécutés à maintes reprises pour Rubens par ses élèves.

L'Europe, alors, ne cesse, en effet, de commander au maître d'Anvers des apothéoses bruyantes, qui répandent l'allégresse, l'ivresse de vivre, et qui plaisent à ce siècle commençant, à peine évadé des guerres de religion, avec l'ardent désir de profiter des faveurs de ce monde.

Rubens, fleuve d'oubli, jardin de l'allégresse...

Baudelaire a tout exprimé, en quatre vers, mais, lorsqu'on a longtemps fréquenté quelqu'un en l'admirant, il semble toujours qu'on puisse encore ajouter au définitif.

J'ai beaucoup connu Rubens, lorsque j'avais dix-huit ans. Je puis dire que je souhaitais d'avoir été son élève, moi aussi, à travers les musées où je le poursuivais, moins peut-être encore pour les extraordinaires qualités de métier que pour les enseignements que son œuvre pouvait indifféremment prodiguer à un peintre, à un psychologue, un décorateur, un auteur dramatique, un poète, c'est-à-dire un jeune homme qui se destine, de toutes les forces inconnues de l'instinct, moins à une *situation* définie, qu'à vivre.

Plaignons ceux qui ne se sont pas donné quelques maîtres, ainsi, dans les arts mêmes qu'ils n'ont point pratiqués ou parmi lesquels ils ont déjà fait un choix. La jeunesse doit tendre à l'universalité. Je me suis souvent demandé quelle raison la tient tellement à l'écart, par exemple, de ces flambeaux du ciel, les savants poètes des nuits, capables d'enseigner aux ignorants (qui prennent les astres pour autant d'ampoules électriques), le tracé, le nom, la marche des constellations, à travers lesquelles l'œil s'égare et dont l'esprit concevrait mieux l'influence et l'étendue, s'il les nommait.

Rubens donne à la nature une saveur que nous ne lui trouverions peut-être point si complète s'il ne nous avait attirés, dès l'adolescence. Il embellit la chair de la femme, le muscle du héros, la joue de l'enfant, la pulpe du fruit, la robe du cheval et la pourpre du trône. Le ciel serait moins

azuré s'il ne l'avait peint, traversé de nuées qu'il fixe tout emportées par l'air des hautes régions; sans lui, la Nature paraîtrait moins prodigue, moins savoureuse, la sève en serait moins abondante, moins sucrée.

Ce génie est si vaste, sa conception si radieuse et si universelle, qu'il crée près de lui des élèves auxquels il peut confier sans crainte des toiles dont il n'a réalisé que la maquette et auxquelles il lui serait ensuite presque superflu de toucher pour qu'elles devinssent plus réellement son œuvre.

Cependant, après que van Dyck, Jordaëns et d'autres y ont travaillé de toute leur ardeur, il y revient. Il n'y revient pas pour *améliorer*, mais comme à une joute, pour rompre des lances avec des cadets qu'il enseigna, mais qu'il reconnaît loyalement pour ses égaux, désormais, dans les connaissances techniques de leur métier.

Ainsi, dans cette *Bacchanale* qui nous retient, van Dyck a peint à demi la Ménade échevelée, cambrée, longue de jambes et de torse. Mais, la palette à la main, après avoir bien dîné, Rubens s'approche et retouche. Il conserve presque entièrement le visage, que van Dyck a exécuté d'ailleurs, dans l'inspiration de son maître, en y ajoutant je ne sais quoi d'*énervé* qui le trahit. Mais Rubens ne peut résister à donner plus de réalisme au corps de cette flamande féconde, le pli du ventre paraît être le résultat de maternités antérieures, mais elle est appelée par le plaisir, seule femme ou presque de cette sarabande, et nue. Elle se cabre, avec une sorte de sensuelle brusquerie, dont la fugitive déformation est saisissante.

Rubens échappe, avant le romantisme, à l'influence de l'Antiquité qu'il admire. Même s'il peint une scène, soi-disant inspirée de la Fable Grecque, il la traite comme s'il s'agissait d'une manière d'orgie chez des Anversois, *dernier cri*, en 1618.

Rubens, c'est presque continûment l'adaptation de la Renaissance, c'est-à-dire des études humanistes, le retour à un paganisme recréé de toutes pièces et un catholicisme que l'on *romantise* et que l'on *romance*, sans mesure[1].

1. *La Vierge au perroquet* d'Anvers, etc.

Parallèlement, se développe une liberté licencieuse, qui est peut-être l'apanage de l'art, un naturalisme sensuel, qui annonce avec Rubens, une longue lignée, de Watteau à Goya, de Boucher à Courbet, de Delacroix à Manet. Rubens doit éprouver le sentiment d'être un devancier...

Mais il faut insister sur la puissance d'attraction que les Vénitiens : Titien, Tintoret, Véronèse, exercent sur Rubens et, après lui, sur van Dyck. L'art de Jordaëns sert de point de comparaison; nous le voyons demeurer étranger à cette influence, qui lui conserve toute sa vigueur, peut-être, mais le prive d'une poésie, d'une *suavité* que, jusqu'aux fins du romantisme et à l'éclosion de l'impressionnisme, la fréquentation de l'Italie va laisser aux peintres.

Certains classificateurs nous persuaderont toujours que le Romantisme naît en 1830, à une date précise, comme Louis XIV, par exemple, en 1642. Le romantisme n'est qu'un ensemble de rameaux nouveaux, grandis, développés dans le maquis d'une Nature éternelle, la Nature subie et interprétée avec les possibilités que fournissent la science et la raison, — mais aussi les sens.

Rubens *romance*, en dilettante des sommets, comme Boucher dans le petit, au-dessus des alcôves, comme Delacroix, plus tard, dans des vapeurs de soufre. Les trouvères ont romantisé la Chevalerie. Les Évangélistes n'avaient-ils pas romantisé ou romancé, antérieurement, la vie de Jésus?... Longtemps après qu'Homère eut *romancé* la préhistoire de la Grèce?

Au début du XVIIIe siècle, Rubens marque un temps humain qui se renouvelle. Il n'est pas à proprement parler décorateur. Il peint de grandes toiles qui peuvent servir de décoration, mais que l'on peut reprendre à un dessus d'autel ou à la muraille d'une salle royale, pour la replacer à peu près indifféremment partout, à condition d'y trouver la place nécessaire, — voir le *Crucifiement* ou la *Descente de Croix* d'Anvers ou les « panneaux » de la *Vie de Marie de Médicis*.

Les Italiens peignaient de véritables *décorations*, se faisant scrupule de s'adapter à l'architecture, se jouant des difficultés qu'elle offre ou auxquelles elle astreint. Rubens prodigue

sur les murs que ses toiles décorent, des sarabandes dont la vie est telle qu'elles causent à l'élite de ses contemporains une surprise à peu près égale à celle que connut le début du xxe siècle, avec le cinéma, dans des classes certes plus mêlées et plus favorisées aussi dans cette part « évasionniste » de l'imagination.

On le copie, on l'imite, on le reproduit en tapisserie. Dans des toiles, même relativement restreintes de dimensions, comme *la Kermesse*, Rubens est un précurseur de Griffith et de Ceeil B. de Mille.

Il n'immobilise point des gens, auxquels il a donné une attitude heureusement trouvée, comme Titien; qu'il a vêtus d'une manière choisie, dans des nuances qui se fondent avec bonheur et science, comme Véronèse. Il est plus spontané que ces Vénitiens, il déshabille plus luxurieusement. Si le nu est presque banal chez les Latins, il porte plus aisément les septentrionaux à la concupiscence — parce que plus rare, — combattu par le climat.

Lorsque Rubens habille, il ne redoute point des oppositions de couleur, sinon vulgaires, mais qui pourraient le devenir et qui eussent fait hésiter, en tous cas, Pâris Bordone, Titien ou Véronèse, ces patriciens.

Oui, vraiment Rubens, ce grand bourgeois flamand, cet omniscient, ce dilettante naturaliste, aux sensations universelles, cet ambassadeur subtil qui, selon ses confrères de la diplomatie, à Londres, « s'amuse parfois à peindre »; ce poète qui mange[1]; cet amoureux qui livre la nudité de sa femme, Hélène Fourment, aux avidités sensuelles de ses contemporains et à des siècles de vivants; Rubens, ce metteur en scène, interprète à sa manière les caractères, les individus, les modes; il habille la Vierge et Marie-Madeleine avec des anachronismes pires que ceux que peut avoir commis — et Dieu sait! — un M. Sternberg, avec Marlène Dietrich!

Cependant, le contempler nous le fait presque toujours admirer davantage, il est une des sources auxquelles se rafraî-

1. Karl Marx a fait cet aveu, sincère mais déconcertant : on pense comme on a mangé!

chir ne désaltère pas seulement, mais cause indéfiniment des ivresses renouvelées. Il est regrettable que l'Exposition de l'Orangerie n'ait pu réaliser la merveille d'une sélection de Rubens telle que nous pouvions la souhaiter.

Van Dyck n'y est représenté lui-même que très insuffisamment et, cependant, c'est peut-être lui qui l'emporterait pour la qualité des toiles offertes, s'il nous fallait faire un choix. Le Louvre se doit de présenter le portrait de Charles Ier comme il doit l'être, désormais.

Mais nous pouvons nous confier, en toute sécurité, à l'expérience et au goût de M. Henri Verne et de ses collaborateurs pour les travaux déjà commencés. C'est une révélation que chaque toile du Louvre, lorsqu'elle paraît au milieu d'œuvres étrangères. On peut voir à l'Orangerie de l'exquis Rubens, des projets de petites dimensions, un, entre autres, dont je n'ai pas noté le numéro, une sorte d'ascension dans le gris argent, où l'on retrouve dans le corps nu des allongements et des délicatesses toutes proches — et bien inattendues — de Greco.

***

THE LARGEST GALLERY IN THE WORLD. — Longtemps, il ne fut question que de placer le plus possible de toiles sur les espaces les plus restreints. La mise en valeur d'un tableau ne comptait guère. Aujourd'hui, nous préférons au nombre la sélection. Une salle de Musée est sans analogie avec un album de collection de timbres, il faut bien y penser. Un musée — je parle d'un musée tel que le Louvre, non celui de Quimper-Corentin, — est une *Collection Nationale*, donc une *sélection*.

En réalité, il nous faudrait deux Louvres, un Super-Louvre où, dans des espaces favorables, environnés de plans inoccupés, l'œuvre de première qualité trouve son isolement nécessaire, sa solitude et tout son resplendissement, — celui-là, destiné aux étrangers un peu pressés et même aux Français, qui n'ont pas toujours beaucoup de temps à consacrer à ces visites.

Un second Louvre serait réservé aux artistes, ayant des loisirs, aux débutants qui se forment des connaissances et des jugements, aux amateurs qui veulent étudier les filiations, les périodes d'un maître et ses rapports avec d'autres.

Le *Salon Carré* du Louvre, autrefois, qui réunissait l'écrémage, si l'on peut dire, de la collection, offrait l'avantage de frapper l'esprit. Mais les dons et les achats ont considérablement augmenté l'importance du musée et, puisque la *Grande Galerie du Bord de l'eau* doit être prochainement aménagée, peut-être pourrait-on y créer une sorte d'*avenue triomphale* qui n'offrirait, dans toutes les écoles et les temps rassemblés, qu'une ou deux œuvres du même peintre. Ce serait, au fond, le seul moyen de donner une raison d'être à cette immense galerie.

Il est impossible de la morceler, paraît-il, les *Monuments historiques* s'y opposant. Et puis, après tout, trois cents mètres ou presque de galerie, — la plus vaste Galerie du Monde — (*the largest gallery in the world!*) ce n'est peut-être pas à dédaigner, en ce temps de gratte-ciel. Mais au moins donnons-lui sa raison d'être encore, faisons-en les *Champs-Élysées de la peinture.* Y tenter d'autre classement que celui imposé par l'exception et le rayonnement n'est plus permis et le visiteur se trouvera toujours exténué, avant d'en avoir atteint l'extrémité.

De Mantegna à Manet
ou
De Botticelli à Renoir.

J'imagine, en commençant par Giotto, Mantegna ou Botticelli et, — passant par Corrège, Titien, Véronèse, Hals, Vélasquez, Rembrandt, Vermeer, Poussin, Lorrain, Lenain, Champaigne, Greco, Rubens, van Dyck, Jordaëns, Largillière, Rigaud, Watteau, Nattier, Chardin, Fragonard, Perronneau, La Tour, Goya, Hubert Robert, Guardi, David, Prud'hon, Géricault, Ingres, Millet, Delacroix, Corot, Courbet, Manet, Renoir — cette liste est incomplète — j'imagine un chemin, une avenue : une *galerie* — enfin, telle qu'il n'en est pas au monde. Ce serait en tous cas, *ne fût-ce que pour l'Exposition,*

un clou qui attirerait au Louvre, une foule, qui, retenue en aval sur les bords de la Seine, n'y viendra peut-être pas.

Ce qui n'empêcherait point les autres salles de nous offrir des écoles éblouissantes!

M. Léon Blum à qui l'on est redevable, dit-on, de la disparition *immédiate* des dix immenses pylônes dressés en vue de l'Exposition et qui défiguraient la Place de la Concorde, pourrait indiquer à ses collaborateurs cette attraction offerte par l'un des plus considérables musées du monde et qui serait prête à l'heure dite, — celle-là — sans rien emprunter à personne — et dont la réussite est certaine.

ALBERT FLAMENT

CORRESPONDANCE

Nous avons reçu de M. Cœdès, directeur de l'École Française d'Extrême-Orient, la lettre suivante :

Monsieur,

Dans son numéro du 1er décembre 1936, la *Revue de Paris* a publié sous le titre de « Fouilles d'Indochine », un article de M. E. Gaspardone résumant les principaux résultats des travaux archéologiques entrepris par l'École Française d'Extrême-Orient durant ces dernières années. Cet article contient de menues inexactitudes et présente surtout quelques lacunes que je n'aurais pas pris la peine de relever si elles ne me paraissaient pas susceptibles de porter atteinte au bon renom de l'institution que je dirige.

M. Gaspardone traite avec une sévérité non exempte d'ironie les « promptes synthèses » de M. Goloubew relatives à l'âge du bronze et à la « civilisation dongsonienne ». S'il est vrai que cette dernière expression (qui n'a d'ailleurs pas été forgée par M. Goloubew) présente le danger d'ériger un « misérable hameau annamite » en centre d'une culture dont l'aire d'extension apparaît chaque jour plus grande, M. Gaspardone semble oublier que les grandes périodes de la préhistoire mondiale sont communément dénommées d'après d'humbles villages de France. Tout comme Saint-Acheul, La Madeleine, Solutré, Mas d'Azil, etc., le village annamite de Dông-Son a donné son nom à un type de culture représenté par des objets qu'il a été le premier à livrer. Avant de porter sur les recherches de M. Goloubew un jugement définitif et défavorable (qui ne semble d'ailleurs pas être partagé par des spécialistes particulièrement compétents)[1], je voudrais demander à M. Gaspardone de bien vouloir

1. Van der Hoop, *Megalithic Remains in South-Sumatra*; Paul Pelliot, Compte rendu du mémoire de V. Goloubew sur *l'Age du bronze au Tonkin et dans le Nord-Annam*, T'oung Pao, 1930; R. Heine-Geldern, *Bedeutung und Herkunft der ältesten hinterindischen Metalltrommeln*, dans *Asia Major*, Leipzig, 1932; R. Heine-Geldern, *Vorgeschichtliche Grundlagen der Kolonialindischen Kunst*, dans *Wiener Beiträge zur Kunst and Kulturgeschichte Asiens*, Vienne, 1932.

attendre la très prochaine publication d'une nouvelle série de recherches du même auteur sur l'âge du bronze en Indochine, où il trouvera aux « promptes synthèses » incriminées de solides justifications.

Au Tonkin, la situation a quelque peu changé depuis la date à laquelle remonte la documentation de M. Gaspardone. J'aurais mauvaise grâce à lui reprocher de n'avoir pas mentionné des travaux en cours qu'il ne peut pas encore connaître; mais il aurait pu faire état de la campagne de fouilles scientifiques et méthodiques entreprise en 1934-35 par le docteur Olov Janse. Les premiers résultats de ces fouilles ont été exposés à Paris, au Musée Cernuschi, pendant l'été de 1935, et présentés dans divers périodiques, notamment dans la *Revue des Arts asiatiques*[1]. Un rapport détaillé sera imprimé par les soins de l'École française dans ses « Publications », c'est-à-dire d'une façon qui ne le cédera en rien aux publications japonaises auxquelles M. Gaspardone fait allusion d'une façon voilée.

En matière d'archéologie tchame, M. Gaspardone semble professer un certain dédain à l'égard des découvertes faites au Quang-nam et au Binhdinh par M. J. Y. Claeys (qu'il s'abstient d'ailleurs de nommer). Il est exact qu'à Trà-kiêu les fouilles de cet architecte, quelque fructueuses qu'elles aient été, n'ont rien exhumé de comparable aux sculptures trouvées auparavant sur ce site. Mais elles ont fait mieux, car elles nous ont révélé d'une façon suffisamment précise le plan et les dispositions générales de l'ancienne cité. Quant aux « tonnes de sculptures du Binh-dinh », je ne sache pas que personne à l'École française ait jamais beaucoup insisté sur l'influence khmère et malaise dont parle M. Gaspardone pour la contester; par contre la « manière sino-annamite » qui a frappé M. Gaspardone a été fort bien mise en lumière, justement par M. Claeys lui-même[2].

Pour le Cambodge, la documentation de M. Gaspardone semble s'arrêter à 1933. Depuis cette date, les recherches de MM. Goloubew et Marchal sur le premier site d'Angkor au IXe siècle ont notablement progressé grâce à la collaboration du Service géographique et de l'Aviation militaire[3]. De plus, le début de l'année 1936 a été marqué par de nouvelles découvertes dans Angkor Thom (mission Goloubew) et sur le Phnom Koulen (mission Ph. Stern et de Coral-Rémusat) qui

1. O. Janse, *Rapport préliminaire d'une mission archéologique en Indochine auprès de l'École française d'Extrême-Orient* (*Revue des Arts asiatiques*, t. IX, fasc. 3-4, et t. X, fasc. 1, Paris, 1935-1936; *Illustrated London News*, 13 juillet et 28 décembre 1935).

2. *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1934, p. 557-558.

3. V. Goloubew, *Nouvelles recherches autour du Phnom Bakheng* (*Bull. E. F. E. O.*, 1935).

ont fait l'objet d'une communication à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (séance du 28 août) et d'un article dans la revue *le Mois* (1er juillet-1er août).

En guise de conclusion, M. Gaspardone constate que « l'archéologie cambodgienne continue d'être au premier rang des préoccupations de l'École française d'Extrême-Orient et de lui fournir, en vérité au profit et sous la responsabilité d'une seule de ses sections, l'occasion de donner sa mesure ». A cet état de choses que M. Gaspardone semble vouloir critiquer, il y a une raison majeure : la Conservation d'Angkor est alimentée par des crédits spéciaux qui, bien que réduits de moitié depuis 1932, contribuent à lui assurer une certaine indépendance et une sorte de primauté. Mais il n'est pas exact — du moins je ne le pense pas — que l'École française n'ait actuellement l'occasion de « donner sa mesure » que dans le seul domaine de l'archéologie cambodgienne, ou même de l'archéologie tout court. La préhistoire[1], l'histoire, la philologie, l'ethnologie[2], l'histoire des religions[3] et même la géographie[4] ont eu et ont encore une très large part dans les préoccupations de l'École française, et si M. Gaspardone n'avait pas à en parler dans un article sur les « Fouilles d'Indochine », du moins aurait-il pu terminer cet article par une appréciation plus exacte et plus compréhensive de l'activité d'une institution à laquelle il a lui-même appartenu pendant neuf ans.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

GEORGE CŒDÈS,
Correspondant de l'Institut,
Directeur de l'École Française d'Extrême-Orient.

M. Gaspardone à qui nous avons communiqué cette lettre nous répond :

Paris, 21 janvier 1937.

Monsieur le Directeur,

Si je ne m'abuse sur sa lettre, M. Cœdès et moi sommes assez d'accord sur le fond. D'accord que je ne pouvais mentionner dans

1. M. Colani, *Mégalithes du Haut-Laos* (Publications E. F. E. O., 1935), 2 vol.

2. M. Colani, *Haches et bijoux* (*Bulletin E. F. E. O.*, 1935).

3. P. Mus, *Barabudur, Esquisse d'une histoire du boudhisme fondée sur la critique archéologique des textes* (*Bulletin E. F. E. O.*, 1934-1935).

4. Ch. Robequain, *Le Thanh-hoa, étude géographique d'une province annamite* (Publications E. F. E. O., 1929), 2 vol.; P. Gourou, *Les paysans du delta tonkinois* (Publications E. F. E. O., 1936); P. Gourou, *Esquisse d'une étude de l'habitation annamite* (Publications E. F. E. O., 1936).

mon article que les travaux de quelque conséquence au moment où je l'ai écrit : je n'avais point à prédire. Et d'accord que, traitant des fouilles, je n'avais pas à traiter de ce qui n'en était pas. L'inutilité est évidente de l'extrait du catalogue ajouté en notes par M. Cœdès à sa lettre. Je n'ai point pourtant, dans la mesure où elles pouvaient éclairer mon sujet, oublié les autres disciplines plus ou moins cultivées par l'École française d'Extrême-Orient, comme la conclusion de M. Cœdès pourrait le laisser supposer : cela m'a permis de saluer en passant son épigraphie.

Pour le détail, je n'ai pas prononcé de « jugements définitifs et défavorables ». J'ai esquissé en gros traits une histoire. Mon article, près d'être achevé au début de 1935, a été tenu au courant jusqu'au début de 1936. En m'y reportant, je trouve, p. 365 et suiv., sur le Cambodge des informations qui nous mènent bien à trois années après 1933. Sur le Tchampa, et je me borne à un exemple, j'enregistre simplement le résultat des fouilles récentes, et M. Cœdès n'a garde de les présenter, comme le voudrait l'architecte Claeys, comme la découverte de l'ancienne capitale tchame. Ai-je au surplus dédaigné ce qu'a fait M. Claeys? J'ai écrit, p. 621 : « Le travail le plus sérieux est fait par les architectes qui conduisent les fouilles, quand ils s'en tiennent à leur métier d'architecte. » C'est même pourquoi je n'avais point nommé M. Claeys.

M. Goloubew, au Tonkin, me paraissait fournir une démonstration suffisante de procédés de travail que je regrette, moi aussi, dans l'intérêt de l'École française. J'ai dit assez ce que j'en pensais dans mon article, et cette fois il m'a fallu nommer. Je n'en puis rien retrancher, jusqu'à ce que nous ayons entre les mains les « solides justifications » promises. Je n'ai pas omis, d'autre part, autant qu'il semble à M. Cœdès, la mission (de France) de M. Janse : p. 624, je signale des fouilles plus méthodiques, mais exceptionnelles et par trop dépourvues de tout rudiment de lecture. (Ce n'est pas moi qui ai nommé M. Janse.)

Certes, les petits articles, notes, conférences, ni les photographies « artistiques » dans les journaux illustrés, ni les expositions, ni le reste, n'ont manqué aux fouilles de la dernière décade, mais une appréciation objective d'ensemble sur leur signification véritable. C'est, disons le mot, ce petit côté de *réclame* qui risquait de porter atteinte au bon renom de l'institution que M. Cœdès dirige. Les coups d'encensoir qui s'y donnent n'y sont point perdus, sinon pour elle. N'y point prendre son tour, c'est la servir dans son esprit, en évitant une confusion fâcheuse. M. Cœdès nous assure que « la situation a quelque peu changé depuis la date à laquelle remonte *ma* documentation »; qu'il me permette d'ajouter : depuis hier. Oh!

combien je m'en réjouis, et quels fervents souhaits je fais pour l'École française d'Extrême-Orient que j'aime; plus ancienne déjà, plus grande, plus durable et, n'en doutons pas, au-dessus des réserves que peuvent soulever les travaux et la méthode d'aucun des membres qui l'occupent actuellement[1].

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

E. GASPARDONE

1. La place me manque pour expliquer les autres « menues inexactitudes » de M. Cœdès. Deux points au moins ici, et sans insister : *a*) le cas de Dông-son n'est pas identique à celui des villages qui ont fourni des appellations bien conventionnelles à la préhistoire; les tambours de bronze étaient connus bien avant les fouilles de M. Pajot en 1924; *b*) M. van der Hoop et M. Heine-Geldern ont essentiellement fait allusion aux documents incomplètement publiés par M. Goloubew; pour M. Pelliot, je prie M. Cœdès de vouloir bien relire le bref compte rendu qu'il cite.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.